Nouvelle Série. 1961 Publication trimestrielle N° 4. Octobre-Décembre

# REVUE

DE

# SCIENCE CRIMINELLE

ET DE

# DROIT PÉNAL COMPARÉ

publiée sous les auspices du
CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARÉ

avec la collaboration de
L'INSTITUT DE CRIMINOLOGIE et de l'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ
de l'Université de Paris

et avec le concours du
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

---

LIBRAIRIE SIREY
— 22, rue Soufflot — PARIS (V°) —

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays, y compris l'U.R.S.S.
© by *Librairie du Recueil Sirey*, Paris, 1961.

# La médecine légale

## Domaine - Organisation - Fonctionnement

par

Louis Roche
*Professeur de médecine légale à la Faculté de médecine et de pharmacie de Lyon*

Jean Le Gueut
*Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de Lyon*

Marcel Colin et André Marin
*Professeurs agrégés de médecine légale à la Faculté de médecine et de pharmacie de Lyon*

Suivant la définition classique du Professeur A. Lacassagne, « la médecine légale a pour objet de mettre les connaissances médicales au service de l'organisation et du fonctionnement du corps social ». Cette définition explique l'extension du domaine de cette discipline par suite de l'apparition continuelle de nouvelles techniques, médicales et biologiques, d'une part, et de l'accroissement des législations et organismes juridiques d'autre part.

L'organisation de centres médico-légaux, leur fonctionnement, se heurtent à de nombreuses difficultés ; l'étude du Centre lyonnais de médecine légale montrera comment peuvent être appliqués les principes qui doivent servir de base à la médecine légale.

## I

### Domaine de la médecine légale

Les différentes disciplines médicales sont classées, dans les facultés de médecine, en sciences cliniques, qui ont pour but de soigner les malades, et sciences fondamentales réservées à l'étude de faits scientifiques sans relation directe avec le malade, telles : anatomie, physiologie, histologie, hygiène, etc.

La médecine légale a été officiellement classée parmi les sciences cliniques, quoiqu'elle utilise par définition techniques cliniques et techniques fondamentales. Cette définition explique que l'étude de son domaine doit envisager deux chapitres différents : les techniques médico-légales d'une part, le cadre juridique où elles s'appliquent d'autre part.

### A. — *Techniques médico-légales*

1. *La thanatologie* est un domaine incontesté, le médecin légiste étant d'abord le médecin des morts. L'autopsie, la recherche des causes de la mort représentent une activité propre de la médecine légale. Mais les techniques utilisées sont celles de l'anatomo-pathologie ; comme il sera vu plus loin, ce sont des anatomo-pathologistes qui s'occupent, dans certains pays, des autopsies médico-légales.

Comme le fait remarquer justement le professeur Dérobert, le seul domaine exclusif de la médecine légale qui ne soit discuté par personne est la putréfaction du cadavre ; c'est seulement en effet dans l'expertise judiciaire qu'on est amené à étudier ce phénomène et préciser la date de la mort.

Le but de l'autopsie est de découvrir la cause médicale de la mort mais aussi de déterminer la forme médico-légale : mort criminelle, accidentelle ou naturelle.

L'examen des cadavres, au cours des autopsies, nécessite souvent toute une série de recherches complémentaires : ainsi l'examen histologique des viscères est un complément souvent indispensable pour connaître la nature des lésions responsables du décès ou ayant favorisé le décès : telle la constatation d'une fibro-stéatose du foie qui fragilise le blessé et explique une mort inattendue après un traumatisme bénin.

Les radiographies du cadavre, de développement récent, permettent des précisions souvent indiscutables : localisation d'un projectile qui peut être impossible à trouver par les moyens habituels (cadavre putréfié où le trajet est invisible, projectile fiché à l'intérieur d'un os, telle une vertèbre).

La radiologie permet également, comme l'ont montré les Professeurs Piédelievre et Dérobert, d'apporter la preuve d'une mort par strangulation (fracture des cartilages laryngés).

Elle est utile aussi pour préciser la nature des lésions traumatiques chez un sujet carbonisé — ces méthodes sont systématiquement utilisées chez toutes les victimes d'accidents d'avion aux



Etats-Unis pour essayer de déterminer la cause de l'accident — ; ces radiographies facilitent en outre parfois l'identification d'un cadavre.

D'autres recherches peuvent être effectuées pour identifier un cadavre inconnu : examen de l'appareil dentaire, appréciation d'après le squelette de l'âge, de la taille, du sexe, mettant ainsi en jeu les méthodes de l'anthropologie.

Il est utile parfois de préciser le groupe sanguin de la victime d'un crime, précision d'une grande valeur si l'on retrouve par la suite chez un suspect un vêtement souillé de sang.

Il est évident que toutes les recherches toxicologiques doivent être effectuées lorsqu'on soupçonne un empoisonnement.

De même le taux de l'alcoolémie sanguine chez la victime d'un accident permet parfois de discuter un partage des responsabilités.

L'importance de cette énumération, pourtant incomplète, permet de dégager une des caractéristiques de la médecine légale : même une autopsie, qui paraît une recherche simple, exige une multitude de connaissances qui ne peuvent être le domaine d'un seul médecin : par conséquent elle doit être le fait d'une équipe travaillant en collaboration.

2. *La traumatologie médico-légale* est dans la pratique le deuxième domaine de la médecine légale. Le nombre de plus en plus élevé d'accidents d'automobile, les demandes de plus en plus nombreuses de réparation de dommages corporels, obligent le magistrat chargé de cette réparation à demander l'avis du médecin expert. Le rôle de l'expert, dans ce domaine, est double :

— Il doit, dans un premier temps, faire une analyse médicale la plus poussée possible des lésions provoquées par le traumatisme incriminé, de leur évolution, des séquelles résiduelles et du pronostic de ces dernières ; donner une appréciation, précise et nuancée, dans le rapport et différencier ce qui, au point de vue médical, est certain, de ce qui est probable ou possible. Le problème de la relation entre une lésion viscérale et un traumatisme est, en particulier, habituellement difficile, et doit être discuté avec prudence par l'expert.

— Mais, cette analyse médicale étant faite, le rôle de l'expert n'est pas terminé : il lui faut en effet exprimer, suivant les principes de la législation du droit commun, les éléments du dommage corporel subi par la victime ; le magistrat utilisera ces éléments pour chiffrer en argent la réparation du préjudice.

Cette dernière appréciation nécessite de la part de l'expert des connaissances légales et une liaison constante avec les magistrats pour bien s'entendre avec eux sur la signification de la terminologie employée. On est effaré, à l'occasion de discussions dans ce domaine, soit lors de réunions médico-légales, soit à l'occasion d'échanges entre médecins et magistrats, de voir les significations différentes attribuées à des termes tels qu'incapacité permanente, *pretium doloris*...

On touche ainsi une deuxième difficulté de la médecine légale. Il est nécessaire que l'expert ait dans ce domaine de la traumatologie médico-légale, non seulement des connaissances en chirurgie traumatique, mais également des connaissances légales ; la désignation comme expert d'un chirurgien hautement compétent dans sa spécialité, mais insuffisamment informé des problèmes médico-légaux, peut entraîner une erreur dans l'appréciation médico-juridique des faits ; par contre, le médecin légiste, s'il n'est pas habitué à la traumatologie, peut faire des erreurs dans le diagnostic de certaine chirurgie difficile.

Ces difficultés expliquent l'intérêt de la désignation de plusieurs experts (dualité dans le domaine pénal, trois experts dans le domaine civil). Il est indispensable cependant que soient désignés des médecins de différentes techniques, non deux chirurgiens par exemple, mais un chirurgien et un médecin légiste.

Ces particularités expliquent aussi l'intérêt qu'il y a à spécifier, dans la mission d'expertise, que le médecin légiste pourra demander l'avis de tout spécialiste. Il faut reconnaître d'ailleurs que dans un cas difficile, le médecin légiste de profession fera plus facilement appel à un confrère spécialisé en traumatologie, que l'inverse.

Le médecin légiste a l'habitude de ces synthèses ; dans un crime, c'est lui qui fera la synthèse de l'autopsie qu'il a pratiquée, des renseignements obtenus par l'anatomo-pathologiste ou le toxicologue ; dans l'appréciation des séquelles d'un traumatisme crânien, c'est lui qui rédigera le rapport, utilisant les renseignements fournis sur sa demande par l'ophtalmologiste, l'oto-rhino-laryngologiste, l'électroencéphalographiste, le radiologue, etc.

Et l'on voit ainsi se dégager une des caractéristiques de la médecine légale, qui est l'intermédiaire entre les sciences médicales et le pouvoir judiciaire.

3. *Toutes les connaissances cliniques médicales* peuvent être utilisées dans le cadre d'une expertise. La mission qui lui est fréquemment confiée de dire si un individu peut ou non supporter la détention met l'expert en présence de malades de tous ordres : cardiaques, tuberculeux stabilisés, cancéreux opérés, etc ; cette expertise permet de préciser, confirmant les notions fournies plus haut, les méthodes appliquées dans un rapport de ce type.



Le rôle de l'expert dans le domaine de la détention est limité. Il doit se borner à dire si l'individu, compte tenu d'une part de son état, d'autre part de l'organisation sanitaire de la prison, peut ou non être mis en détention, sans que sa santé soit altérée. Il n'a pas à se préoccuper de la nature des faits à l'origine de cette détention.

Il est parfois très utile cependant que le juge et le médecin expert se rencontrent lors de la délivrance de la commission d'expert, afin que soient bien précisées les circonstances, qui la déterminent.

Bien d'autres missions peuvent être confiées à l'expert médical : l'appréciation des possibilités de travail de l'homme qui se refuse à payer une pension à son ex-femme ou à ses enfants ; dans le domaine sexuel il lui sera demandé de se prononcer, par exemple en matière d'attentats à la pudeur, sur le fait de dire s'il y a ou non défloration, sur l'existence d'une grossesse, l'existence d'une maladie vénérienne donnée à l'occasion d'un viol, sur la réalité d'une stérilité qui, cachée avant le mariage, peut être une cause de divorce.

4. *L'anthropologie* est l'étude de la morphologie humaine, la recherche des différences constitutionnelles et de leur rôle dans l'instinct des individus. Elle a été longtemps du domaine des médecins légistes et des criminologues et il faut rappeler tout particulièrement le nom fameux de Lombroso. Les travaux effectués dans ce domaine dans le cadre des chaires de médecine légale ont été, avant la guerre de 1914-1918, importants ; la preuve en est en particulier apportée par le succès des *Archives d'anthropologie criminelle* publiées par A. Lacassagne et Tarde.

Mais ces travaux ont été peu à peu abandonnés et l'anthropologie est habituellement enseignée actuellement dans les facultés des lettres et sciences humaines. Or, l'importance de cette science en médecine légale est évidente : l'identification des cadavres de la guerre de 1939-1945 a malheureusement apporté un regain d'intérêt pour ces problèmes.

5. *La psychiatrie médico-légale* : les relations ont toujours été étroites entre la criminologie et la psychiatrie ; certains crimes s'expliquent par l'aliénation mentale du criminel, diagnostic qui est du domaine exclusif du psychiatre.

Pendant longtemps, le rôle du médecin s'est borné, suivant l'article 64 du Code pénal, à préciser si l'inculpé était, ou non, en état de démence au moment du crime ou du délit, c'est-à-dire s'il était ou non responsable des faits qui lui étaient reprochés, et si son état mental nécessitait éventuellement un internement.

Avec l'évolution des techniques judiciaires qui se préoccupent d'une part de comprendre pourquoi un individu a commis son crime, d'autre part de savoir comment éviter la récidive, l'examen de personnalité a pris un rôle de plus en plus grand.

Nous retrouverons tout au long de cet exposé ces deux préoccupations. Il en résulte qu'un expert criminologue doit avoir une connaissance suffisante des méthodes psychiatriques pour éclairer le juge sur les mobiles du crime ; d'autre part pouvoir lui fournir les éléments d'une thérapeutique pénitentiaire permettant une éventuelle réinsertion du condamné dans la société.

L'harmonisation de ces points de vue a nécessité de longs travaux en commun, soit dans les commissions qui ont précisé le rôle de l'examen de personnalité dans le Code de procédure pénale, soit à l'échelon plus modeste des tribunaux, entre les juges à l'exécution des peines et les experts psychiatriques.

Ces contacts ont permis aux magistrats et aux experts de mieux se comprendre et ont permis surtout aux experts de se prononcer en fonction des possibilités, hélas bien restreintes encore, de l'administration pénitentiaire.

6. *Les techniques biologiques* apportent à la solution de certains problèmes juridiques une aide fondamentale, deux exemples le prouvent : la filiation d'un enfant peut être discutée soit en cas de désaveu de paternité de la part du père légal, pour impossibilité physique, soit plus souvent à l'occasion d'une demande d'assistance matérielle faite par la mère au prétendu père pour pourvoir à l'éducation de l'enfant. Dans ce domaine les preuves habituelles, correspondance, enquête, déclaration des témoins, apportent des éléments utiles ; mais un élément fondamental, dont la valeur scientifique n'est plus discutée, est représenté par la comparaison des groupes sanguins de la mère, de l'enfant et du père prétendu. Cette comparaison permet parfois d'éliminer de façon formelle une paternité possible, elle fournit dans d'autres cas une présomption importante permettant de dire qu'il y a de 90 à 95% de chance que tel individu soit le père de l'enfant.



Mais le contrôle des techniques, la vérification des conditions dans lesquelles se fait l'expertise, la prudence dans la rédaction du rapport, prouvent l'importance de la méthode médico-légale dans ce domaine.

La lutte contre les accidents d'automobiles dus à l'ébriété du conducteur est au premier plan dans un pays où accidents d'auto et alcoolisme représentent deux fléaux sociaux : cette lutte est basée essentiellement sur le dosage d'alcool dans le sang, recherche biologique d'importance primordiale et qui permet d'apporter la preuve scientifique de l'imprégnation alcoolique.

Mais le rôle de cette imprégnation dans le comportement d'un sujet exige l'intervention d'un expert qui est chargé de l'interprétation des chiffres et des données de la fiche de comportement et de la fiche médicale qui ont été dressées en même temps que la prise de sang a été faite.

Il est bien d'autres méthodes biologiques utilisées en médecine légale : recherche de la nature d'une tache, preuve qu'elle est une tache de sang, de sang humain ; et parfois on peut préciser le groupe sanguin de celui dont l'hémorragie a provoqué cette tache, — preuve de la présence de sperme sur le cadavre d'une femme —, preuve de l'état de grossesse dans les premières semaines de la conception par les méthodes classiques.

Ces techniques biologiques, plus nombreuses chaque jour, peuvent être utilisées de façon utile pour la démonstration de la vérité.

7. *La toxicologie* était, au début, une science surtout médico-légale, et son rôle reste au premier plan : c'est d'ailleurs la facilité avec laquelle on peut prouver l'existence d'un empoisonnement criminel qui est à l'origine de la disparition presque complète de ceux-ci. Par ailleurs, l'expert toxicologue sera amené à se prononcer sur des problèmes de réparation, après intoxication accidentelle ou professionnelle.

Certes, ces analyses doivent être faites par des spécialistes, habituellement des pharmaciens. Ceux-ci ont effectué dans ce domaine une œuvre de premier plan et il suffit de rappeler les noms du Doyen Fabre et du Professeur Truhaut. — Mais si l'analyse est du domaine technique propre du toxicologue, l'interprétation des résultats doit se faire en liaison étroite avec le médecin qui a examiné le malade ou autopsié le cadavre. L'un et l'autre doivent être, de plus, en liaison étroite avec le juge d'instruction ou l'officier de

police chargé de l'enquête, chaque équipe, médecin-toxicologue d'une part, enquêteurs d'autre part, orientant leurs recherches et utilisant leurs renseignements réciproques.

***

Cette longue énumération a pour but de démontrer qu'il n'y a pas une technique médico-légale, mais que la médecine légale utilise toutes les techniques médicales et biologiques, ce qui confirme la définition qui a été donnée au début de cet article ; ce qui caractérise la médecine légale, c'est une méthode dont la définition sera fournie plus loin.

### B. — *Cadres médico-juridiques*

La médecine légale s'applique dans des cadres juridiques différents. Les techniques dont nous venons de parler, sont, en effet, utilisées à la demande de tous ceux qui sont chargés d'appliquer lois et règlements.

La médecine légale est d'abord, dans l'ordre chronologique et de l'importance, au service de la justice ; la médecine légale judiciaire reste l'essentiel de notre profession.

Mais les mêmes méthodes, les mêmes techniques peuvent être utilisées dans le cadre de la législation sociale ; nous verrons d'ailleurs combien est étroite la frontière entre l'expertise juridique et l'expertise sociale.

Enfin, ces méthodes peuvent s'appliquer dans le cadre de la profession médicale, qui est de plus en plus réglementée, et constituent la médecine légale professionnelle.

Cette distinction de la médecine légale en judiciaire, sociale et professionnelle est d'ailleurs classique ; elle sert de base au programme officiel du certificat d'études spéciales de médecine légale.

#### 1° *La médecine légale judiciaire.*

Le médecin légiste est un auxiliaire important de la justice. Il joue auprès d'elle le rôle de conseiller technique pour ce qui touche la médecine. Il intervient en matière pénale et civile.

*a*) *L'expertise pénale.* C'est surtout en matière pénale que son rôle est primordial. De lui dépend souvent l'ouverture ou la clôture d'une information. Depuis que le nouveau Code de procédure pénale a autorisé le procureur de la République à requérir l'ouverture d'une information contre X, pour déterminer la cause de la mort, son influence est accrue.



Il peut être requis par toutes les autorités de police, par le parquet, ou commis par les juges d'instruction, par le tribunal de grande instance, par le tribunal correctionnel, la chambre de la cour d'appel, la chambre de mise en accusation à la cour d'assises.

Son rôle dans la justice est double :

— *Apport d'une preuve*, c'est lui qui apporte le plus souvent l'élément principal de la preuve d'un délit ou d'un crime : mort violente par coups de feu ou coups de couteau dans un meurtre, — mort en relation avec les traumatismes subis dans les poursuites pour coups ayant abouti à la mort sans intention de la donner—, preuve d'un viol ou d'une défloration. L'intervention du médecin dans tout crime de sang est systématique. Mais l'expert, dans ce rôle dont la partie la plus spectaculaire est la déposition en cour d'assises, doit faire preuve de nombreuses qualités. D'abord évidemment, l'impartialité absolue, c'est la raison pour laquelle les médecins légistes se sont opposés au projet tendant à désigner dans les expertises pénales deux experts, un expert d'accusation, un expert de la défense. Il faut insister sur ce fait qu'un expert ne peut être le représentant d'une partie.

Son rôle est d'abord de rapporter objectivement les faits médicaux qu'il a constatés, cette description analytique doit être complète, précise et claire. Puis il doit donner une interprétation de ces faits, en indiquant ce qui peut être affirmé ou éliminé en toute certitude, ce qui est probable, ce qui est possible. Les différents arguments en faveur ou contre l'accusation doivent être présentés.

Cette attitude, parfaitement objective, s'impose, elle évite d'ailleurs ce qu'on appelle à tort « les batailles d'experts ». Les faits objectifs ne sont habituellement pas en cause, mais ils sont interprétés exclusivement en faveur de l'accusation par l'expert officiel, exclusivement en faveur de la défense par le spécialiste qui a été cité par celle-ci. Cette conduite nécessite d'avoir assez de connaissances pour ne pas commettre d'erreurs techniques, et assez d'autorité pour présenter des conclusions qui peuvent plaire ou déplaire à chacune des parties.

— Mais dans la justice pénale, un nouveau champ d'activité s'ouvre à l'expertise médicale : *c'est l'appréciation de la personnalité du criminel.*

Ces études ont d'abord été effectuées chez les mineurs, depuis

qu'une législation spéciale a créé des tribunaux pour enfants. L'ordonnance du 2 février 1945, en son article 1er a prévu en effet qu'un enfant âgé de moins de dix-huit ans auquel est imputée une infraction qualifiée crime ou délit n'est pas déféré aux juridictions pénales de droit commun mais aux tribunaux pour enfants ou aux cours d'assises de mineurs. Le seul problème capital qui se pose à la justice, c'est de connaître la raison pour laquelle cet enfant a commis l'infraction : troubles psychiques, mauvais exemple donné par la famille, vie dans un milieu pernicieux, etc.

Aussi une enquête est-elle effectuée, comprenant d'une part un examen médico-psychologique de l'enfant, d'autre part une étude de la famille, du milieu scolaire ou professionnel par une assistante sociale.

C'est à la suite de la confrontation entre les points de vue du médecin, de l'assistante sociale, du magistrat, que ce dernier va prendre la décision qui s'impose : ce pourra être une sanction pénale si le mineur a plus de treize ans, la surveillance de la famille et de l'enfant par l'observation en milieu ouvert, le placement de l'enfant dans un centre d'éducation surveillée. L'enfant qui reste sous le contrôle de la justice voit d'ailleurs continuer la triple surveillance du magistrat, de l'éducateur ou de l'assistante sociale, et du médecin

Dans ce domaine de la médecine légale, la collaboration entre le médecin et le juge doit devenir de plus en plus étroite. Dans certains pays elle est officialisée par l'existence de commissions qui, seules, prennent les décisions, et dont font partie le magistrat, l'enquêteur social et le médecin. En France, seul le juge a le pouvoir de décision ce qui est à notre avis critiquable, mais le travail en collaboration étroite est une réalité de fait.

Les mêmes méthodes et le même principe d'observation de la personnalité du délinquant ont été appliqués, au moins partiellement, aux jeunes adultes, puis aux délinquants récidivistes, y compris les relégables.

En effet, la justice ne se préoccupe pas seulement aujourd'hui de la nature du délit, mais aussi de rechercher la responsabilité de l'individu ; par ailleurs, la sanction pénale n'a pas seulement un but de punition ou d'exemplarité, mais se propose également d'aider les délinquants en vue de faciliter leur réinsertion sociale.

Dans cette analyse de l'individu, le médecin joue un rôle important ; en liaison avec le psychologue et l'enquêteur il établit les caractéristiques mentales du sujet, les raisons qui en ont fait un délinquant, le traitement à appliquer pour l'améliorer.



Tous ces problèmes posés au médecin légiste par l'examen de personnalité ont fait l'objet d'un travail technique dirigé par le Professeur agrégé Colin, à l'occasion du Premier Congrès de Criminologie tenu à Lyon, en octobre 1960 et publié dans une monographie[1].

*b*) *Dans le domaine civil,* le médecin légiste est désigné par le tribunal d'instance, les chambres civiles ou correctionnelles du tribunal de grande instance ou les chambres civiles de la Cour d'appel. Il peut aussi se voir confier des missions identiques par le président du tribunal administratif ou le président du tribunal de commerce.

Son rôle est, presque toujours, d'apprécier l'importance d'un dommage corporel, le plus souvent à la suite d'un accident, de telles expertises représentant l'activité la plus courante du médecin légiste.

Dans son rapport, le médecin doit exposer les faits tels qu'ils lui sont soumis : déclarations de l'intéressé et éventuellement des autres parties, — pièces qui sont transmises —, résultat de l'examen clinique et des recherches complémentaires effectuées.

Ce travail d'analyse doit être rédigé en détail dans le rapport, afin que le magistrat puisse connaître les éléments de l'appréciation du médecin et éventuellement vérifier si certains faits ne lui ont pas échappé.

Dans la deuxième partie du rapport, la discussion, l'expert, doit préciser quelles sont les séquelles de l'accident, c'est-à-dire quels sont, parmi les troubles constatés, ceux dont on doit admettre la relation avec l'accident incriminé ; puis il indique, dans les rubriques dont le sens peut être éventuellement précisé, les différents préjudices subis : incapacité temporaire, durée et importance — taux de l'incapacité permanente — *pretium doloris,* préjudice agrément, préjudice esthétique —; enfin il termine sur les éléments de pronostic vraisemblable.

2° *Cadre social.*

Nouveauté qui n'est pas encore admise par tout le monde, les expertises effectuées dans le cadre de la législation sociale, qui prend chaque jour plus d'extension, celles de la sécurité sociale, sont également du domaine de la médecine légale.

Les experts auprès de la justice devraient être également experts dans le cadre de la législation de la sécurité sociale.

Il faut reconnaître que les liens entre ces deux cadres sont étroits, quelques exemples suffisent à le prouver :

1. Marcel Colin : *Examen de personnalité et criminologie (Etude clinique et médico-légale),* Paris, 1961 - 2 tomes.

— Un salarié, victime d'un accident du travail, est vu en expertise médicale sur demande des organismes de sécurité sociale s'il travaille dans l'industrie, — sur demande du tribunal de grande instance s'il s'agit d'un ouvrier agricole.

— Une silicose constatée avant 1947 est réparée par les tribunaux, après 1947 par la sécurité sociale.

— Un accident survenu chez un salarié allant ou revenant de son travail est pris en charge par la sécurité sociale au titre d'accident du travail et, s'il y a un tiers responsable, par les tribunaux, au titre d'accident de droit commun.

— En cas de litiges avec les organismes de sécurité sociale après avis de l'expert technique choisi en application du décret du 21 janvier 1956 et de la commission gracieuse, l'assuré va pouvoir faire appel devant la commission contentieuse de sécurité sociale qui siège au tribunal de grande instance et qui est présidée par un magistrat avec un assesseur salarié et un assesseur employeur, et éventuellement devant la chambre sociale de la cour d'appel, composée d'un président de chambre et de deux conseillers à la cour. Ces magistrats, s'ils ont besoin d'être éclairés sur un fait médical, nommeront un médecin expert judiciaire.

Les caractéristiques de l'expertise médicale dans le domaine social, les qualités exigées de la part de l'expert, les méthodes de travail, sont identiques à celles nécessitées par l'expertise judiciaire.

Ces expertises sont effectuées le plus souvent dans le cadre de l'article 486 du Code de la sécurité sociale qui prévoit, dans tout litige médical, la nomination d'un expert désigné après accord entre le médecin conseil et le médecin traitant du malade.

C'est cet expert qui est chargé d'apprécier la relation entre un état pathologique et un accident du travail, la possibilité de reprendre ses occupations habituelles, fixant ainsi la date de consolidation, la thérapeutique qui est nécessaire dans une maladie ou un accident, l'aptitude à travailler d'un assuré malade ou accidenté.

L'expertise sécurité sociale prévue par le décret 59-160 du 7 janvier 1959 a été considérée comme un avis technique.

Il n'y a, en fait, pas de domaine où cette expertise nécessite plus de connaissances médico-légales de la part de l'expert, et d'habitude de la rédaction et de la discussion d'un rapport.

Dans ce domaine, fait sur lequel on doit insister, l'expert n'est pas l'auxiliaire du magistrat, chargé de donner à ce dernier, qui



a seul pouvoir de décision, un avis médical, mais est en fait un juge prenant une décision souvent sans appel.

L'expérience de plusieurs centaines d'expertises dans ce domaine, montre que les litiges les plus fréquents sont ceux concernant les accidents du travail.

Deux raisons principales sont causes de litige :

— La relation entre une lésion pathologique et un accident du travail ; cette appréciation nécessite, non seulement des connaissances de traumatologie, souvent médicales, mais aussi juridiques, pour connaître comment doivent se raisonner dans le cadre de la législation des accidents du travail ces problèmes de relation, et la nature de la preuve qui est exigée.

Or cette jurisprudence éparse dans les décisions de justice, et tout particulièrement les arrêts de la Cour de cassation, est peu connue des médecins ; seules de fréquentes discussions avec des magistrats ou des fonctionnaires de la sécurité sociale, lors des séances de la Commission régionale d'incapacité en particulier, nous ont permis d'avoir une relative compétence dans ce domaine ; une publication est d'ailleurs à l'étude dans le cadre de la *Collection de médecine légale*, qui sera vue plus loin.

— La consolidation d'un accident du travail et l'appréciation de l'aptitude de reprise d'un blessé nécessitent un bilan complet, tant médical que professionnel et social.

Il est nécessaire de vérifier d'abord si l'accident du travail est consolidé ; la chronicité des troubles, l'absence de traitement, sont les deux critères habituellement admis lorsque le test de la reprise du travail fait défaut.

Mais si la mission officielle de l'expert est alors terminée, il est nécessaire de rechercher pourquoi le blessé n'a pas repris son travail ; la raison peut en être l'existence d'un état pathologique associé, indépendant de l'accident (cardiopathie, rhumatisme vertébral, etc.) l'existence de lésions séquellaires de l'accident rendant inapte à la reprise du travail ; et il est nécessaire d'interroger avec précision le malade sur le travail effectué, pour se rendre compte de son impossibilité de reprendre son activité, soit parce que le travail est trop pénible, soit parce que les déplacements nécessaires pour aller à son travail sont trop longs. Cette aptitude professionnelle, en fonction de l'état de santé, des séquelles des blessures, de l'âge également, doit être appréciée par l'expert. Cette appréciation permet de proposer les solutions nécessaires : nécessité de réadap-

tation, rééducation, prise en charge à titre maladie ou même invalidité, aide sociale dans les cas de mutation professionnelle nécessaire

Ces éléments sont fournis à titre indicatif ; ils ont une importance capitale, en permettant à la sécurité sociale de régler avec le plus d'équité possible le dossier d'un ancien blessé.

L'expert doit donc avoir, non seulement des connaissances médicales mais une habitude d'un bilan médico-social ; cette appréciation, d'ailleurs de l'aptitude professionnelle, se retrouve non seulement dans l'expertise sécurité sociale, mais dans l'expertise de droit commun, quand il s'agit de donner un avis sur le taux d'incapacité permanente.

Le rôle de l'expertise sociale est, par certains côtés, plus important que celui de l'expertise judiciaire. Certes, l'honneur d'un homme, sa condamnation, ne dépendent pas du rapport d'expertise ; mais l'expertise dans le domaine de la sécurité sociale, qui est en fait une juridiction, nécessite de la part de l'expert une compétence et une conscience particulières : la mise en œuvre d'un traitement, la reprise du travail, la cessation des prestations, dépendent en effet de sa seule décision.

3° *Médecine légale professionnelle.*

L'exercice de la médecine est actuellement de plus en plus réglementé.

En outre, par suite de l'efficacité toujours plus grande des traitements, une erreur dans le diagnostic ou le traitement du malade peut avoir des conséquences redoutables ; aussi n'est-il pas étonnant que la responsabilité du médecin soit de plus en plus souvent mise en cause.

La médecine, même de soins, prend de plus en plus souvent un caractère social.

De ce fait, le médecin légiste, habitué aux faits légaux,s'intéresse aux problèmes posés par l'organisation de la profession médicale.

Il joue d'abord un rôle d'expert toutes les fois qu'une instance en justice est effectuée contre un médecin ; le juge a en effet besoin de lui, pour apprécier une faute professionnelle.

L'étude de la jurisprudence dans ce domaine permet de dégager certains principes de déontologie médicale.

Ces notions facilitent en outre, à ceux qui sont chargés de l'enseignement de la médecine légale, les cours de déontologie dont ils sont habituellement responsables vis-à-vis des étudiants en médecine.



## II

### Organisation d'un centre de médecine légale

Cette étude du domaine de la médecine légale fait comprendre qu'un centre de médecine légale doit pouvoir effectuer toutes les techniques médicales et biologiques, et doit être en relation avec les différents organismes qui font appel aux médecins de son équipe.

Les médecins qui y travaillent, comme tous les médecins experts, doivent être placés dans des conditions d'indépendance absolue.

Il est nécessaire qu'ils aient des connaissances précises de notre discipline.

A. — *Les techniques utilisées dans les centres de médecine légale*

L'extension de ces techniques est la première difficulté à laquelle on se heurte.

Il y a cinquante ans, A. Lacassagne, Balthazar, pouvaient connaître suffisamment toutes les méthodes, les examens cliniques et les recherches de laboratoire, pour pouvoir effectuer toutes les expertises et enseigner toute la médecine légale.

Cette formation encyclopédique n'est plus possible, et il est nécessaire de réunir dans un cadre commun une équipe de médecins et de biologistes travaillant sur la même méthode, en collaboration étroite.

Mais l'organisation pratique dépend du volume des recherches à effectuer : c'est ainsi que pour la détermination des groupes sanguins dans les problèmes de paternité, les centres sont très diversement équipés ; à l'Institut de médecine légale de Kiel, plusieurs milliers d'examens sont effectués chaque année ; il existe donc un laboratoire spécialisé dans ces recherches. A Lyon, ces expertises se chiffrent par unités, et les examens sont donc effectués dans le Centre de transfusion sanguine par un médecin qui travaille en liaison étroite avec l'Institut de médecine légale ; de même le nombre annuel d'autopsies dans notre Institut lyonnais est de deux cent cinquante ; ce volume est insuffisant pour avoir un laboratoire anatomo-pathologique, mais il justifie qu'un assistant du laboratoire de médecine légale travaille à l'Institut d'anatomie pathologique tout proche ; lorsque le nombre d'autopsies est plus élevé, le centre doit posséder un laboratoire propre pour ses examens microscopiques

Un problème important est, en France, la liaison entre les chaires

de médecine légale, dépendant de la faculté, et les centres hospitaliers. La réforme hospitalière actuellement en cours va permettre, grâce à l'intégration, aux professeurs de médecine légale qui ne sont pas médecins des hôpitaux d'avoir leur place à l'intérieur de l'hôpital.

Certes, un service clinique de médecine légale est souvent difficile à réaliser ; mais une consultation médico-légale hospitalière pourra apporter une aide aux collègues cliniciens souvent bien embarrassés dans des cas difficiles ; la place du médecin légiste est également évidente, au moins à titre de consultant, dans les centres de pathologie toxique qui se créent peu à peu dans les différentes régions.

De même, avec les neuro-psychiatres des liaisons étroites sont faciles à créer.

L'organisation hospitalière de la médecine légale ne souffre donc aucune difficulté ; elle facilitera, par la nomination d'externes et d'internes affectés à ce service, la formation médico-légale des élites médicales de demain.

### B. — *Les liaisons avec les différentes organisations juridiques*

Ce centre doit être en liaison étroite d'abord avec les magistrats, et également avec tous ceux qui demandent des expertises : des contacts personnels peuvent être réalisés à l'occasion d'une expertise difficile ; c'est ainsi qu'il est nécessaire d'avoir le dossier d'instruction lors d'une expertise psychiatrique ; de même la connaissance du dossier criminel est souvent indispensable lorsqu'on effectue une autopsie.

Il est nécessaire, en outre, qu'il y ait entre médecins et juges des contacts sur des problèmes communs ; certes chacun est bien occupé dans sa profession, mais il est certain que quelques heures chaque année consacrées à ces échanges sont fructueuses, et les problèmes à étudier avec les progrès de la médecine, l'évolution de la justice, sont de plus en plus nombreux.

De telles confrontations doivent avoir lieu, non seulement sur le plan national dans le cadre d'une société de médecine légale et de criminologie, mais aussi sur un plan local, au moins au niveau des chambres de la cour d'appel.

Mais les mêmes liaisons doivent exister avec d'autres organismes, et en particulier ceux qui dépendent de la sécurité sociale : médecins conseils régionaux de la sécurité sociale d'abord ; dirigeants et



chefs des services contentieux des organismes de sécurité sociale, fonctionnaires de la direction régionale de la sécurité sociale, et également magistrats, membres des commissions de première instance, ou des chambres sociales de la cour d'appel.

La collaboration avec l'Administration pénitentiaire est devenue ces dernières années particulièrement étroite ; la criminologie clinique a pu se développer en grande partie grâce aux possibilités d'étude, de traitement, qui ont été effectués chez des délinquants condamnés.

On ne doit pas oublier, en effet, le rôle essentiel qu'a joué l'Administration pénitentiaire dans toute la politique criminologique de notre pays.

Ces liaisons sont nécessaires au médecin légiste ; c'est dans ces contacts qu'il acquiert les connaissances juridiques indispensables qui lui font habituellement défaut ; c'est ainsi qu'il peut également connaître les besoins de ceux qui demandent des expertises et qu'il peut les renseigner sur l'intérêt et les limites des techniques médicales.

### C. — *Le centre médico-légal doit être dans l'Université*

Le double impératif étudié ci-dessus fait comprendre que c'est dans l'Université que l'équipe médico-légale trouve le plus de facilités pour ces contacts indispensables, pour l'organisation d'un travail d'équipe.

Cette situation assure une indépendance absolue à l'équipe d'experts, indispensable pour l'accomplissement dans de bonnes conditions de la tâche qui lui est confiée.

L'expérience acquise permet, d'autre part, un enseignement dans les meilleures conditions possibles. Or il faut insister sur l'importance des connaissances médico-légales, qui ne doivent pas être l'apanage d'experts spécialisés, mais doivent être connues de tous les médecins : la rédaction d'un certificat, la signature d'un document administratif, tâches multi-quotidiennes du médecin praticien, sont des actes de médecine légale dont l'importance ne doit pas être minimisée. C'est en se basant sur un certificat médico-légal que le parquet traduit l'auteur d'une agression devant le tribunal de simple police ou en chambre correctionnelle ; c'est parce que ces documents administratifs ont été mal remplis qu'un malade ne pourra parfois pas percevoir les indemnités qui lui sont dues.

La France est le seul pays où les relations entre chaires de méde-

cine légale et laboratoires de police scientifique font l'objet de discussion.

Au Congrès de l'Académie internationale de médecine légale, qui se tenait à Vienne en 1961, il a été admis à l'unanimité que le centre de médecine légale devait être universitaire, les laboratoires de police scientifique devant s'occuper exclusivement des problèmes techniques nécessités par l'enquête policière.

En France, plusieurs laboratoires de police sont dirigés par des médecins-légistes. Cette désignation a été faite pour faciliter les recherches médico-légales, en mettant à la disposition de ces médecins le personnel et l'appareillage des laboratoires de police.

Mais cette disposition a des inconvénients lorsque le directeur de ce laboratoire n'est pas le professeur de médecine légale : il existe alors une certaine concurrence entre le centre de médecine légale et le laboratoire de police scientifique, concurrence qui empêche une collaboration, indispensable pourtant, entre la médecine légale et le laboratoire de police.

### D. — *Les qualités du médecin-légiste*

Si tout médecin peut être requis par les autorités judiciaires, les expertises sont habituellement confiées à des médecins experts. Ceux-ci, en principe, sont inscrits sur des listes établies par chaque cour d'appel ou par la Cour de Cassation.

Il semblerait superflu d'indiquer que ces médecins doivent avoir des connaissances médico-légales ; en fait, il n'en est parfois rien. Certes, l'avis technique est l'élément dominant de certaines expertises particulièrement difficiles au point de vue médical. Mais presque toujours cet avis doit être discuté dans un cadre juridique.

Il est indispensable que les experts qui seront inscrits à l'avenir sur ces listes offrent des garanties : elles sont apportées, en particulier, par la possession du certificat d'études spéciales de médecine légale, dont l'enseignement, dispensé dans un certain nombre de facultés de médecine, est sanctionné par un examen dont la partie la plus difficile est constituée par un écrit anonyme (3 épreuves), corrigé par un jury de six membres constitué sur un plan national.

Le travail en commun dans un centre médico-légal a une importance capitale : les liaisons, les renseignements réciproques, les discussions, sont un enrichissement pour tous les membres de l'équipe.

L'isolement habituel de l'expert médico-légal est un fait sur lequel



on doit insister : faisant la plupart du temps ses expertises seul, orienté dans une discipline dont le nombre de spécialistes est réduit, réalisant un travail souvent ingrat, dans des conditions difficiles, il ne faut pas s'étonner que son activité devienne facilement routinière. Un effort doit être réalisé pour aider les médecins-légistes : la dualité des experts dans le cadre pénal a des avantages considérables sur lesquels nous avons insisté dans cette *Revue*. Sur le plan local, le groupement de plusieurs médecins dans le cadre d'un institut de médecine légale est indispensable. Sur le plan national, les réunions de la Société de médecine légale et de criminologie, les congrès de médecine légale de langue française, dont la périodicité doit être annuelle, sont une nécessité. Enfin, les réunions internationales de médecine légale, organisées en particulier par l'Académie internationale de médecine légale, par les contacts internationaux qu'elles permettent, sont fort utiles.

L'indépendance du médecin-légiste doit être absolue ; il est de tradition, dans les chaires de médecine légale françaises, que les universitaires faisant de la médecine légale ne donnent pas d'avis particulier ni à un blessé ni à une compagnie d'assurances, et qu'ils acceptent uniquement les expertises officielles ou les expertises amiables, lorsque les deux parties les proposent comme arbitres.

Le médecin-légiste français n'est pas un médecin d'assurances, reproche que lui font certains collègues étrangers ; la seule liaison qu'il ait avec les compagnies d'assurances est l'enseignement de leurs médecins-conseils, enseignement qui doit être dans l'avenir, sous l'impulsion du professeur Dérobert, effectué sur un plan national.

Ce qui caractérise la médecine légale, ce n'est pas une technique, mais une forme d'esprit ; aussi n'est-il pas étonnant que les médecins spécialistes de médecine légale, en particulier les titulaires des chaires d'enseignement, soient de formations très différentes : neuro-psychiatres, cliniciens, anatomo-pathologistes, biologistes.

Il est souhaitable que le médecin-légiste ait une activité exclusivement médico-légale ; toutefois il est indispensable qu'il ne perde pas le contact avec la clinique, et c'est à ce titre qu'il est important qu'il puisse garder soit une activité médico-libérale restreinte, soit une activité dans un cadre hospitalier ; les réformes de l'organisation hospitalo-universitaire présentent à ce point de vue pour notre discipline un intérêt primordial.

L'activité médico-légale elle-même doit être variée, et ceci pour deux raisons essentielles : chaque domaine est habituellement trop

restreint pour permettre un travail à temps plein, et, d'autre part, un travail toujours identique deviendrait vite fastidieux ; on ne conçoit pas en France un médecin-légiste qui ne ferait que des autopsies ou qui travaillerait continuellement dans une prison.

### E. — *Le financement des centres de médecine légale*

La mise sur pied d'un tel centre de médecine légale se heurte évidemment à des difficultés financières. La médecine légale intéresse peu les pouvoirs publics ; la justice manque de crédits, la police finance les laboratoires de police, les administrations municipales ou départementales estiment que leur rôle est terminé lorsqu'une morgue est construite ; l'industrie privée, si elle accepte de subventionner des organismes de médecine du travail, ne voit pas l'intérêt de la médecine légale ; la sécurité sociale elle-même n'a jamais accordé de crédits directement aux centres de médecine légale.

Certes, les expertises représentent une source de revenus importante, et il est logique qu'un certain pourcentage de ces expertises soit affecté au fonctionnement du centre, mais il faut d'abord l'organiser, et l'achat de l'instrumentation, la formation d'aides indispensables représentent des difficultés importantes. Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, du caractère incomplet de certaines recherches, ni s'offusquer qu'un inculpé riche puisse faire critiquer les techniques utilisées par l'intermédiaire des savants qui s'étonnent de la pauvreté des moyens mis à la disposition des médecins légistes.

***

En conclusion, on peut indiquer que la médecine légale utilise toutes les techniques médico-biologiques, et est en contact avec toutes les organisations judiciaires et administratives ayant besoin d'un avis médical.

Le médecin légiste est donc le représentant de la médecine au service du pouvoir judiciaire entendu dans son sens large.

Cette conception est celle des pays de droit romain, pays méditerranéens et aussi Allemagne. Dans ce dernier pays, par suite d'une division administrative différente, l'Institut de médecine légale de la capitale travaille pour le pays en entier. C'est ainsi que l'Institut de médecine légale de Kiel, ville de trois cent mille habitants, est en fait l'Institut de médecine légale du pays de Schleswig-Holstein qui a environ trois millions d'habitants ; ceci explique leur organisation beaucoup plus importante que les organisations similaires françaises.



L'Institut de médecine légale de Lyon, en particulier, travaille en fait presque uniquement pour le Tribunal de Lyon. La plupart des instituts de médecine légale allemands s'occupent des problèmes de criminologie. Cette conception généraliste se voit dans toutes les chaires de médecine légale italiennes.

Dans les pays anglo-saxons, la conception de l'unité de la médecine légale n'existe pas.

Les autopsies judiciaires sont effectuées par les médecins anatomo-pathologistes dont elles représentent une petite partie de leur activité, sauf dans les grands centres où les médecins s'occupant de ces autopsies n'effectuent que cette tâche ; nous rappellerons qu'à Londres il y a vingt mille autopsies par an et plusieurs équipes sont chargées de ce travail, à New-York il y en a huit mille.

Les constatations des lésions traumatiques soit dans le cadre pénal, soit dans le cadre civil, sont effectuées par les « chirurgiens de police » ; les médecins légistes anglais considèrent que ces appréciations médico-légales rentrent dans le cadre de la médecine d'assurances et en fait ne font pas partie de la médecine légale.

Les examens de criminologie sont effectués par les médecins psychiatres.

L'inconvénient de cette conception est l'absence de centre de médecine légale ; il n'y a donc pas d'enseignement véritable de la médecine légale.

Les différents professeurs chargés de cet enseignement dans les collèges de médecine de Londres, professeurs éminents, doivent faire habituellement dix à douze heures de cours qui sont facultatifs, sans examen obligatoire. Ils sont d'ailleurs chargés de cours et il n'y a pas de chaire spécialisée de médecine légale.

## III

### Organisation du centre lyonnais de médecine légale

L'organisation du Centre lyonnais de médecine légale n'est pas citée comme un exemple, mais il est le type d'une organisation provinciale, dont la réalisation est facile dans d'autres villes. Le principe, à la base de cette organisation, est le groupement de toutes

les activités médico-légales et une collaboration étroite avec ceux qui s'intéressent au Centre médico-légal.

Cette organisation comprend les structures suivantes :

*a*) *La morgue.* — Elle dépend de la Municipalité ; elle est située dans les locaux de la Faculté de médecine et comprend deux étages d'une aile de cette faculté. Au rez-de-chaussée sont installées les chambres froides permettant la conservation des cadavres et les salles d'autopsies.

Au deuxième étage se trouvent le logement des gardiens qui sont en permanence de garde, les salles de réception pour les familles et les funérailles ; c'est l'étage où l'on rentre directement de l'extérieur par une entrée spéciale.

Le fonctionnement de cette morgue dépend de la municipalité.

Au cours des autopsies, il est possible de faire un examen radioscopique des cadavres, et des prélèvements en vue d'examens divers. Le nombre annuel des autopsies est de deux cent cinquante. Certaines d'entre elles sont faites devant les étudiants ; le Parquet a facilement accepté d'autoriser cette pratique puisqu'elle permet de donner à tous les étudiants en médecine des éléments de médecine légale qui peuvent leur être fort utiles dans l'avenir. Ces autopsies se font alors dans un petit amphithéâtre ; les étudiants entrent par la porte de l'étage II qui correspond au laboratoire de médecine légale, les cadavres par une porte à l'étage I. Cette disposition des lieux fait que les familles, en particulier à l'occasion des funérailles ou d'identification de cadavre, et les étudiants, ne se rencontrent jamais. Seuls les assistants du service et les médecins spécialisés peuvent pénétrer dans les locaux de la morgue.

Certaines autopsies sont également pratiquées à la demande des tribunaux des villes voisines de Lyon, notamment dans les affaires criminelles. Les juges d'instruction demandent alors le transport du cadavre à l'Institut médico-légal. Mais dans d'autres cas, l'autopsie est effectuée sur place par un médecin du laboratoire, aidé du médecin-légiste de la ville, désigné comme co-expert.

Il est nécessaire d'insister à nouveau, à la suite du Professeur Dérobert, sur la nécessité de mettre à la disposition des médecins experts les moyens techniques suffisants.

Certains d'entre nous, en effet, ont été amenés parfois à pratiquer l'autopsie dans un cimetière : au soleil, importuné par des essaims de mouches ou glacé par le vent froid, le médecin effectue un examen rapide sur un cadavre resté souvent au fond de son cercueil.



Ces « autopsies foraines » devraient être proscrites car elles n'offrent pas de garanties suffisantes. L'autopsie, effectuée dans de pareilles conditions, peut précisément être délicate. Le magistrat doit bien savoir qu'il n'y a pas *a priori* d'autopsie facile ou difficile ; d'autre part, il n'y a pas d'autopsie valable si elle n'est pas systématique.

Parmi les cadavres amenés à la morgue, tous ne sont pas autopsiés. Le pourcentage des autopsies effectuées est variable ; le parquet se contente souvent d'un simple constat, qui n'apporte d'ailleurs que des renseignements trop restreints.

A l'inverse, toute autopsie apporte des indications précieuses ; parfois c'est la preuve d'un crime insoupçonné : on peut citer le cas de ce veuf rapporté par le Professeur Thelin, dont la femme avait été retirée de l'eau, qui demandait à ce que les dernières volontés de la défunte soient respectées et s'opposait à son autopsie ; l'autopsie pratiquée montra que cette femme avait été étranglée et que le mari était l'assassin. Une femme est trouvée morte à côté d'un tube de gardénal vide ; la preuve d'un avortement criminel mortel est apportée par l'autopsie.

D'autres autopsies ont permis des identifications : dans un tronc ayant séjourné dans l'eau, on retrouve les restes d'un bras et une montre bracelet dont les initiales permettent d'identifier le sujet.

La nécropsie d'un sujet victime d'accident permet de constater une affection cardiaque, qui a été responsable d'un malaise et qui a été la véritable cause de l'accident ; dans d'autres cas, on découvre un état latent, méconnu, qui permet une réparation plus équitable du préjudice entraîné par la mort.

En principe toute mort suspecte, amenant le cadavre à la morgue, devrait faire l'objet d'une autopsie complète. Ce type d'examen est réalisé de façon beaucoup plus systématique dans les pays anglo-saxons ; c'est ainsi qu'à Londres sont autopsiées toutes les morts subites dans les lieux publics, toutes les morts accidentelles et tous les individus morts qui n'ont pas vu le médecin depuis trois semaines. Vingt mille autopsies sont ainsi effectuées chaque année et les résultats prouvent que ces recherches sont loin d'être inutiles.

*b*) *Le Centre d'expertises.* — Dans le cadre de l'Institut de médecine légale, toute l'équipe médicale effectue des expertises diverses : pénales ou civiles dans le cadre juridique, à la demande de la sécurité sociale. Ces expertises permettent de rassembler d'importants documents qui facilitent les recherches et l'enseignement.

En outre, a été créée depuis deux ans *une permanence d'expert* : de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures tous les jours, sauf le dimanche, un médecin expert est à la disposition de ceux qui peuvent avoir besoin de lui. C'est surtout la police qui utilise cette permanence, pour des constats de coups et blessures, attentats à la pudeur, viols : les lésions provoquées par un viol disparaissent en deux ou trois jours, et l'examen le plus rapide possible des victimes s'avère fondamental.

Cette notion de rapidité est un élément essentiel dans beaucoup d'expertises ; on n'a pas assez insisté sur la valeur sociale de cette qualité. Le prévenu en détention attend parfois que le rapport d'expertise ait été déposé pour être mis en liberté provisoire. De même, la solution d'un procès, la juste indemnisation d'un préjudice corporel est suspendue au dépôt des conclusions de l'expert commis. Bien des transactions se font hors du cadre de la justice dans des conditions d'équité moindre, pour gagner du temps.

Mais il n'y a pas de domaine où la rapidité soit plus impérative que celui de la *sécurité sociale*. On ne doit pas oublier la situation du blessé ou du malade qui voit suspendre brusquement l'indemnité dont il a besoin pour vivre, la prise en charge des soins qui peuvent être nécessaires.

Cette réflexion n'est pas une critique contre les médecins de la sécurité sociale qui effectuent dans des conditions difficiles une tâche souvent malaisée, aboutissant à prendre rapidement une décision délicate, et on doit rendre hommage à leur conscience et à leurs qualités professionnelles ; mais, comme il a été mentionné plus haut, l'examen complet du malade, qui s'impose au cours de l'expertise, permet de préciser non seulement, par exemple, la date de consolidation d'un accident du travail, mais la raison qui empêche le sujet de travailler ; l'expert peut ainsi parfois, sans modifier la conclusion du médecin de la sécurité sociale, résoudre un problème médico-social, demander la prise en charge à titre maladie d'une affection pathologique associée découverte lors d'un examen complet, ou d'une réadaptation en cas d'inaptitude professionnelle.

Les domaines de l'expertise pénale, civile et sociale sont différents : c'est un enrichissement pour l'expert, qui peut ainsi améliorer sa technique, de pouvoir effectuer ces trois ordres d'expertises.

c) *Centre de criminologie clinique.* — L'effort de criminologie médicale s'est poursuivi au laboratoire de médecine légale, depuis A. Lacassagne qui, au siècle dernier, rendait célèbres ses travaux



d'anthropologie criminelle. Une longue tradition de recherches, ainsi qu'une collaboration constante avec les services de la justice permettaient dès 1926 d'assurer le service de la première consultation médico-psychologique de mineurs délinquants créé par le Professeur Etienne Martin. Les réformes de structure qui, au lendemain de la Libération, devaient donner une orientation nouvelle tant à la législation des mineurs qu'à l'organisation pénitentiaire, et jusqu'à la récente révision du Code de procédure pénale, toute cette évolution, initiée par le concept moderne de défense sociale se trouvait dès lors fondée sur l'étude criminologique de la personnalité du délinquant.

Aujourd'hui, le magistrat demande de plus en plus fréquemment un examen médico-psychologique avant de juger un prévenu.

Cet examen est pratiquement systématique dans le cadre de la délinquance juvénile.

Il est habituel sous forme de la classique expertise psychiatrique dans la plupart des cas soumis aux Assises.

Il s'est étendu récemment à titre expérimental dans certains tribunaux, pour les jeunes adultes d'une part et pour les relégables d'autre part.

Enfin l'article 81 du Code de procédure pénale rend possible la quasi-généralisation de cet examen, tant il est apparu que l'individualisation d'une « sanction » pénale ne peut être élaborée qu'à partir du dossier de personnalité du délinquant.

Mis en face de ses nouvelles responsabilités le magistrat prend conscience que, dans un avenir proche, il ne pourra plus juger une affaire sans s'être assuré de l'« éclairage criminologique », pas plus qu'un médecin ne se risquerait désormais à décider avec un patient sans s'aider de la radiologie ou des examens de laboratoire (même si ces examens demandés par prudence doivent n'apporter qu'un résultat négatif).

Cette demande d'examen médico-psychologique qui va augmentant de la part des services de la justice peut être satisfaite de deux manières : sur le plan théorique, à la faveur des progrès réalisés dans les sciences humaines, psychologie, sociologie, psychiatrie, le concours des spécialistes en ces disciplines permet d'aboutir à un travail criminologique positif, susceptible de périmer les critiques d'empirisme ou de simplification routinière formulées à l'égard des classiques expertises mentales.

Sur le plan pratique, la nécessité de satisfaire un nombre accru

de demandes rend indispensable l'organisation d'un centre de criminologie clinique capable d'assurer régulièrement le service du tribunal à la manière d'un véritable service public. Les désignations individuelles de praticiens sont toujours laissées à la discrétion du tribunal chaque fois qu'il le juge utile ; le mode artisanal apporte toujours un concours précieux, mais un cadre institutionnel possédant une assise administrative suffisante est seul capable actuellement de permettre le fonctionnement d'une équipe et d'assurer un « rendement ». Car le problème n'est pas seulement qu'une expertise à titre isolée soit exécutée avec rigueur et minutie, mais que toutes les demandes d'examens médico-psychologiques soient satisfaites.

1° *La délinquance juvénile.* — Le point de départ de la criminologie clinique se situe chez les mineurs. C'est auprès de l'enfant et de l'adolescent en difficulté avec les lois que la nécessité s'est fait sentir précocement de procéder à une étude de personnalité et de comportement afin de dégager les traits dominants et de proposer les mesures de rééducation et de traitement.

Les centres d'observation constituent un des pivots de l'organisation, une « formation lourde » bien équipée en spécialistes de la délinquance (centre d'orientation de Collonges au Mont d'Or pour les garçons, centre d'orientation de la Source pour les filles). Outre le service régulier des rapports d'observation qu'ils transmettent au tribunal, leur valeur méthodologique est indiscutable, car c'est là que se forge l'outil criminologique en permettant de fusionner dans l'équipe les différents praticiens de la délinquance, l'éducateur et le psychologue, le travailleur social et le psychiatre. La mise en commun de tous ces témoignages est consignée dans un document de synthèse sur la personnalité du jeune délinquant, et cette pièce constitue un des éléments les plus élaborés actuellement existant en matière de criminologie.

Le centre de consultation des mineurs délinquants, qui dépend du service de criminologie du laboratoire de médecine légale, permet un examen de personnalité de proportions plus modestes que celui qui est réalisé dans les centres d'observation. Le mineur est en liberté amené par sa famille et il est examiné au cours d'une unique séance de consultation. Une synthèse rapide est effectuée à partir de l'enquête sociale diligentée par les service ssociaux auprès du tribunal, un examen psychologique par les tests d'efficience et de personnalité, un examen somatique et un examen psychiatrique.



Le mouvement de cette consultation n'a cessé d'augmenter au cours de ces dernières années, permettant ainsi dans tous les cas qui ne justifieraient pas une observation prolongée et coûteuse de verser néanmoins au dossier un examen criminologique succinct qui offre au juge des enfants des éléments pour statuer. Chaque semaine quatre séances de consultations, dont une réservée aux adolescentes, sont ainsi régulièrement assurées, et prochainement une séance hebdomadaire sera instituée en supplément, pour faire face à l'afflux de demandes résultant de l'application des mesures d'assistance éducative et de protection judiciaire qui concernent également des enfants plus jeunes que la clientèle de cette consultation.

Le pavillon d'observation des mineurs de la maison d'arrêt de Saint-Paul s'est progressivement équipé, non sans difficulté. Il héberge vingt à trente garçons se trouvant souvent en situation difficile, soit du fait de la gravité de leur infraction (homicides, vols qualifiés), soit du fait du récidivisme ou de l'échec de mesures antérieurement préconisées à leur égard (inadaptation en internat, fugues). Un éducateur détaché du centre d'orientation de Collonges se consacre entièrement à ce groupe et constitue la cheville ouvrière de l'équipe de ce pavillon K. Une consultation hebdomadaire est assurée avec le concours de l'auxiliaire médico-sociale de l'annexe psychiatrique de la prison, d'une psychologue, du médecin, et des réunions de synthèse, avec participation de l'assistante sociale, permettent depuis peu d'élaborer un rapport de personnalité qui, malgré la pauvreté des moyens dont on dispose en ce lieu, apporte au juge des éléments indispensables.

Les crédits alloués par la Direction départementale de la Santé couvrent une partie des frais du personnel, service médical et psychologique, secrétariat, tant au centre de consultation de la Faculté qu'au pavillon des mineurs à la prison.

L'observation en milieu ouvert (*O.M.O.*), instituée pour la première fois à Lyon en 1954, constitue un prolongement à l'extérieur de l'activité, et permet un examen de personnalité chez un mineur délinquant qui reste au sein de sa famille et peut ainsi poursuivre de façon normale son activité scolaire ou professionnelle. C'est la même équipe criminologique qui assure également ce service, un éducateur spécialisé se trouvant le principal artisan et ordonnateur de cette observation « en ville » tandis que l'examen médico-psychologique du mineur est effectué tantôt au centre de consultation de la Faculté, tantôt dans les centres d'observation.

Ce mode d'observation est déjà, ainsi que le souligne M. Richard, fortement « engagé » dans la rééducation, et symbolise la liaison étroite qui existe pour le criminologue entre la visée de « compréhension » de la personnalité délinquante et la visée d'engagement dans la rééducation ou la thérapeutique. Ainsi la plupart des praticiens de l'équipe criminologique ne se cantonnent-ils pas dans les stades d'observations, mais se retrouvent même médecins, psychologues, éducateurs, dans les institutions de réadaptation sociale tels les centres de Sacuny, le Relais, le Bon Pasteur, les Prado, les centres de semi-liberté (Peupliers, Oullins, Point du Jour). Dans le même souci d'engagement thérapeutique, une consultation de psychothérapie d'orientation analytique a été adjointe au centre de consultation de la Faculté, et là le médecin et la psychothérapeute s'adressent spécialement aux adolescents délinquants présentant des troubles névrotiques : les meilleurs résultats ont été obtenus dans les cas où il s'agissait simplement de dédramatiser une organisation anxieuse, soit génératrice du délit, soit secondaire aux réactions de l'entourage ou à l'intervention des instances répressives.

2° *La criminologie chez l'adulte.* — Il n'est pas question d'extrapoler de l'enfant à l'adulte, et de proposer purement et simplement l'extension à l'adulte délinquant des méthodes qui ont fait leur preuve auprès des mineurs. Même si un effort d'équipement considérable permettait un jour de faire bénéficier toute la population pénale de la même gamme d'institutions et de services réalisés pour l'enfance délinquante, une orientation doctrinale sans doute différente resterait à dégager. Néanmoins la criminologie clinique de l'adulte s'élabore sur le plan didactique à partir de la criminologie juvénile, et une liaison étroite doit s'affermir entre les praticiens de l'un et l'autre secteur.

L'annexe psychiatrique de la maison d'arrêt compte déjà à Lyon plus de dix années d'existence. Un examen systématique de dépistage est réalisé chez tout nouvel entrant à la prison. Chaque semaine, trois à quatre consultations sont effectuées permettant un entretien psychiatrique avec le détenu, l'institution d'une thérapeutique médicamenteuse quand cela s'avère nécessaire et, éventuellement, le placement en observation à l'annexe s'il existe des troubles du comportement ou un traitement à surveiller. Les surveillants affectés à l'annexe ont suivi un stage de préparation à l'hôpital psychiatrique, ils distribuent les médicaments et sont



entraînés à rédiger des notes de comportement sur les détenus placés dans le service. Une auxiliaire médico-sociale est affectée en permanence au service de l'annexe depuis qu'un centre de cure de désintoxication alcoolique a été créé en 1957 recevant pour ce traitement des détenus de divers établissements pénitentiaires, notamment des centres de relégués de Clermont-Ferrand et de Saint-Etienne.

Une consultation psychiatrique est également assurée au service des femmes de la prison Montluc.

Les annexes psychiatriques des prisons doivent se constituer en centres d'observation et de criminologie clinique, capables à la fois de fournir les éléments constitutifs du dossier de personnalité et d'assumer l'orientation thérapeutique des délinquants psycho pathes. L'effort actuel à la prison de Lyon est surtout centré sur le personnel : autonomie de l'équipe des surveillants infirmiers plus étroitement spécialisés dans leur tâche, création d'un poste de psychologue praticien intégré dans l'équipe et d'un poste de travailleur social chargé d'assurer une laiaison avec l'extérieur, les services post-pénaux en particulier. L'unification du service médical, qui se trouve actuellement encore divisé artificiellement en médecine somatique et médecine psychiatrique, compte également parmi les buts à atteindre.

Enfin la formation du personnel surveillant, son initiation aux relations humaines et aux techniques de groupe, incombe à l'équipe criminologique de la prison, de la même manière que le personnel infirmier des hôpitaux psychiatriques a été intégré dans l'équipe soignante grâce à l'effort didactique des médecins du cadre.

L'examen médico-psychologique des jeunes adultes délinquants a été instauré depuis deux ans environ sur l'initiative du parquet et des juges d'instruction. Ainsi les jeunes délinquants de plus de dix huit ans peuvent bénéficier dans certains cas d'un examen criminologique orienté surtout sur l'opportunité d'un placement en prison-école. Mais l'absence d'enquête sociale, l'impossibilité de faire pratiquer un examen conjoint par un psychologue n'ont pas permis encore dans ce domaine de réaliser un véritable examen criminologique qui se différencie de l'expertise psychiatrique traditionnelle par la confrontation en équipe de divers points de vue. Car de même qu'une intervention chirurgicale est devenue un travail d'équipe associant des concours multiples, de même un examen de personnalité ne peut-il plus être réalisé par un praticien isolé.

L'examen criminologique des relégables est demandé presque systématiquement par le parquet chaque fois qu'une instruction de relégation est en cours. Cet examen est réalisé conjointement par un médecin généraliste, un psychologue et un psychiatre. Le dossier transmis par le juge d'instruction renferme souvent des éléments sur le *curiculum vitae* ou des appréciations sur le comportement lors de précédents séjours en prison puisqu'il s'agit en général de délinquants chroniques. Il arrive même qu'un nouvel examen soit demandé pour le même sujet après un intervalle plus ou moins long. Le rapport doit conclure habituellement sur l'opportunité, au cas où une mesure de relégation serait décidée, d'un placement dans l'un de ces centres éducatifs et progressifs institués pour les relégués par l'Administration pénitentiaire. C'est ainsi qu'au centre de relégation de Saint-Etienne une journée d'information et d'études a été organisée par l'Association lyonnaise de médecine légale pour prendre contact sur place avec l'équipe spécialisée dans la réadaptation sociale des relégués.

Le centre de reclassement de Couzon au Mont d'Or, qui reçoit des détenus en libération conditionnelle au terme des peines de longue durée, s'est également adressé à l'équipe criminologique pour assurer le service médical psychiatrique. Une consultation y est donnée tous les quinze jours et des cures antialcooliques sont entreprises.

En dépit de l'apparente dispersion occasionnée par des tâches multiples, et de la diversité des organismes privés ou publics qui s'occupent de la criminologie, une unité est réalisée grâce à l'équipe de praticiens habitués depuis longtemps à travailler en commun, et qui se retrouve identique, avec ses prolongements et ses interférences, entre le Palais, la prison, la Faculté et les centres d'éducation surveillée. La multiplicité des statuts administratifs est très grande puisque interviennent les différentes directions du ministère de la Justice, l'Université par le laboratoire de médecine légale, la Direction de la Santé, l'Ecole de psychologie, la Clinique neuro-psychiatrique, la Sauvegarde de l'Enfance, etc... Mais ces appartenances diverses, propres à décourager un planificateur, ne menacent pas réellement l'unité de l'équipe et la collaboration étroite de ses membres. Il faut, en particulier, rendre hommage à l'aide apportée par l'équipe de psychologues et en tout premier chef à Mme S. Buffard.



*d) Le centre de biologie et de toxicologie.* — Son organisation est à son début et sa mise sur pieds est difficile, en l'absence de crédit pour acheter des appareils et payer un personnel pour les recherches utiles. Toutefois, grâce aux liaisons avec les autres laboratoires de la Faculté et du Centre hospitalier lyonnais, les recherches peuvent être réalisées : dosage d'alcool dans le sang, analyse de taches, examen de poils et cheveux, recherche toxicologique des poisons habituels, recherche des groupes sanguins dans les examens de paternité.

Il est bien évident qu'un centre *médical* ne s'intéresse qu'à des problèmes médicaux : l'analyse d'un projectile, l'étude des orifices de balle dans les vêtements sortent du domaine de la médecine et relèvent exclusivement de la compétence des laboratoires de police créés à cet effet.

*e) Le laboratoire d'anthropologie.* — Un de nos collègues chargé de cours à la Faculté des lettres, et en même temps docteur en médecine, M. Pierre Morel, a accepté d'organiser dans notre laboratoire un musée d'anthropologie qui utilise la collection d'Antoine Lacassagne, et de faire un enseignement de cette discipline dans le cadre du certificat de médecine légale. Il donne enfin toutes indications utiles lorsque des squelettes sont amenés au laboratoire de médecine légale.

Cette collaboration est de première importance pour le Centre médico-légal. Les problèmes d'anthropologie appliquée sont habituellement du domaine de notre spécialité. Il a été possible de reprendre ainsi une vieille habitude souvent oubliée.

*f) Le centre de pathologie toxique et professionnelle.* — Grâce à l'Administration des hospices civils de Lyon, un centre hospitalier de pathologie toxique en liaison étroite avec la Chaire de médecine légale, a pu être créé cette année. Il fonctionne dans le cadre du service d'urgence de l'Hôpital Edouard-Hérriot. Celui-ci constitue le centre hospitalier régional, et comprend vingt six services différents, avec trois mille deux cents lits (cinquante mille malades hospitalisés par an). L'hôpital est situé à côté de la Faculté de médecine avec un téléphone intérieur entre la Faculté et l'hôpital et un passage souterrain direct entre l'une et l'autre.

Le service d'urgences médicales reçoit tous les malades atteints d'affections médicales nécessitant une hospitalisation d'urgence (les blessés et malades chirurgicaux sont reçus dans un service

d'urgence chirurgicale). Un personnel médical, des infirmières particulièrement qualifiées sont en permanence dans le service.

Le matin entre 8 heures et midi un bilan médical commencé la nuit est terminé et les malades sont soit gardés quelques jours dans le service, soit transféré dans un autre pavillon, soit envoyés à leur médecin traitant ou à une consulattion hospitalière.

En six mois près de trois mille malades ont été reçus ; parmi eux un pourcentage important était du domaine neuro-psychiatrique : agités, épileptiques, suicidés, délires alcooliques.

C'est dans ce service que fonctionne *le centre de pathologie toxique et professionnelle ou Centre de poisons*, qui traite tous les intoxiqués d'urgence de l'agglomération lyonnaise. La statistique montre qu'en six mois ont été hospitalisés quatre cent cinquante intoxications qui se répartissent ainsi : deux cent trente six tentatives de suicide, quatre vingt dix intoxications accidentelles, professionnelles ou criminelles, cent vingt quatre manifestations de l'alcoolisme

Le produit toxique utilisé dans le suicide est dans les trois quarts des cas un médicament, surtout barbiturique (dans la moitié des cas) et, dans 25% des cas, un produit quelconque, le plus souvent le gaz d'éclairage.

Grâce aux traitements mis en œuvre, malgré la gravité de ces intoxications qui aboutissent souvent à un coma de plus ou moins longue durée, le nombre de décès s'éleva à sept. Les intoxications accidentelles (soixante cinq) étaient soit dues à l'oxyde de carbone, soit des intoxications alimentaires (vingt), professionnelles (vingt trois), intoxication criminelle à deux (tentatives d'avortement par la quinine).

L'intérêt médico-légal d'un tel service est que l'équipe médicale acquiert rapidement une connaissance professionnelle qui est fort utile dans toutes les expertises concernant les empoisonnements.

Ce centre fournit, en outre, à l'image du Centre de poisons de Paris dirigé par le professeur Gaultier, de façon plus modeste, des renseignements sur la nature chimique des produits qui ont été ingérés volontairement ou non, leur toxicité et le traitement à mettre en œuvre. Ces réponses sont données exclusivement aux médecins et pharmaciens, mais toutefois des indications utiles sont fournies à la demande de la police et de la gendarmerie.

Le traitement en six mois de plus de cent intoxications aiguës dues à l'alcool permet de mieux connaître ce fléau social ; des études sont faites actuellement sur ce sujet.



La présence permanente, au Centre de pathologie toxique, de médecins ayant une formation médico-légale permet leur intervention jour et nuit, à la demande des services de police et de gendarmerie : examen d'alcooliques et prises de sang peuvent être effectués et un constat d'urgence peut être réalisé.

Enfin le laboratoire de toxicologie va trouver ici un développement utile. Il est en effet très difficile de faire fonctionner, dans un cadre provincial, un laboratoire de toxicologie lorsque le nombre d'autopsies suspectes représente quelques unités chaque année. Mais le laboratoire devient une nécessité impérieuse dans un centre où l'on traite plus de mille intoxiqués.

Il y a lieu de signaler enfin que c'est dans le cadre du laboratoire de médecine légale que fonctionne le collège des trois médecins, chargé de la réparation de la silicose. Le diagnostic et le traitement des maladies professionnelles sont du domaine clinique, leur prévention et le reclassement du domaine de la médecine du travail, mais la réparation est du domaine exclusif de la médecine légale. La preuve est d'ailleurs apportée par le fait que, dans un collège de trois médecins, existe légalement un médecin habitué à faire des expertises. Plus de mille silicotiques sont examinés chaque année.

***

L'unité du Centre lyonnais de médecine légale est plutôt fonctionnelle et due surtout à l'homogénéité de l'équipe qui travaille au laboratoire et à l'hôpital.

*Des liaisons* particulièrement étroites sont entretenues avec d'autres services de la Faculté et de l'hôpital : en premier lieu la clinique neuro-psychiatrique (professeur Dechaume), le laboratoire d'anatomo-pathologie (professeur Guichard), le laboratoire de toxicologie et de chimie analytique (professeur Chambon), l'Institut de médecine sociale (professeur Sohier) et dont font partie les professeurs Bourret et Gonin.

Mais une collaboration existe avec bien d'autres services hospitaliers et, s'il est nécessaire, aide est demandée à tous ces services sans exception.

En dehors de la Faculté, d'autres contacts sont nécessaires. Ils sont particulièrement étroits avec le Palais de justice et surtout avec le parquet et les huit juges d'instruction. De façon systémati-

que, un médecin de notre épuiqe doit voir régulièrement une fois par semaine tous les juges d'instruction afin de connaître, sur les expertises difficiles, l'avis des juges, l'orientation des recherches. Les premiers constats sont fournis et en particulier, les résultats des autopsies sont téléphonés de suite aux juges intéressés.

Cette collaboration étroite facilite grandement l'organisation de notre travail ; elle permet de signaler au juge les médecins qui, en raison de leurs occupations ou pour tout autre motif, ne peuvent momentanément accepter d'expertises, ou ceux au contraire qui ont le temps de les réaliser dans de meilleures conditions ; cette planification de la désignation des experts à une grande importance pratique.

Une liaison existe aussi avec la sécurité sociale. La plupart d'entre nous sont membres des Commissions régionales d'invalidité et d'inaptitude, du régime général ou du régime agricole.

A l'occasion des fréquentes expertises de sécurité sociale un contact peut être pris avec le médecin conseil de la caisse ; celui-ci apporte d'ailleurs une aide dans le cadre des recherches qui sont entreprises.

Mais cette collaboration, ces contacts ont été recherchés sous d'autres formes.

*L'Association lyonnaise de médecine légale* a pour but de réunir tous ceux qui s'intéressent à ces problèmes ; quatre ou cinq réunions par an ont lieu au Palais de justice sur des problèmes intéressant les magistrats ; les questions traitées ont été les suivantes l'année dernière :

— organisation de la médecine légale en Amérique. Compte rendu du Congrès international de médecine légale (New-York, sept. 1960) ;

— fonctionnement de la médecine légale en Allemagne : Kiel, Berlin ;

— compte rendu du Congrès international de criminologie de La Haye.

— rôles du juge à l'application des peines et du Comité de probation ;

— appréciation du dommage traumatique : le syndrome subjectif des traumatisés craniens ;

— secret médical professionnel : évolution de cette règle déontologique en fonction des modalités d'exercice de la médecine.,



— point de vue du magistrat dans l'appréciation du dommage corporel.

Une cinquantaine de personnes suivent régulièrement les exposés ; le premier président, le procureur général, le procureur honorent habituellement ces réunions de leur présence ; magistrats du siège et du parquet, avocats, avoués, représentants de la gendarmerie et de la police, professeurs des Facultés de droit et de lettres, fonctionnaires et médecins de la sécurité sociale en particulier participent aux discussions et sont ainsi au courant de notre activité.

*Un bulletin* sert de lien entre tous les membres de cette Association. Il a été possible de l'imprimer et il paraît six fois par an. Il permet de faire connaître dans notre région les nouveautés médico légales. Un service est assuré aux six cent cinquante facultés et écoles de médecine du monde, et nous recevons en retour une abondante documentation dont il sera parlé plus loin.

*L'institut universitaire de médecine légale et criminologie clinique* assure, sous la présidence de M. le Recteur, un lien entre les Chaires des différentes facultés, en particulier la Faculté de droit (Centre de droit pénal) ; il permet en outre un contact avec les personnages officiels de notre ville qui ont été nommés membres du Conseil d'administration.

*La documentation* du centre médico-légal dépend de deux éléments : les expertises faites par l'équipe sont en principe fichées, ce qui permet de retrouver les expertises intéressant tel ou tel domaine ; trois fiches sont utilisées : expertises toxicologiques, psychiatriques, traumatiques. Par ailleurs, une centaine de périodiques venant des différentes parties du monde sont reçus, dépouillés et classés. La plupart des livres paraissant sur des questions nous intéressant sont également acquis par la bibliothèque de notre centre.

Centre d'expertises, centre de recherches, centre de documentation servent finalement *à l'enseignement*, qui est le véritable but de notre organisation universitaire.

L'enseignement de la médecine légale est fait d'abord aux étudiants de cinquième année et est partagé entre la Chaire de médecine

légale et la Chaire de médecine du travail : quatre heures par semaine pendant l'hiver, deux par semaine pendant l'été sont consacrées à ces problèmes ; notre enseignement est diffusé en trois secteurs : médecine légale sociale, médecine légale judiciaire, médecine légale pénale.

Les étudiants assistent en outre, par groupe de soixante, à quatorze séances pratiques : sept séances d'autopsies, sept séances de colloques médico-sociaux où sont présentés des malades et expliqués les problèmes médico-légaux qui se posent en de tels cas.

Le certificat d'études spéciales de médecine légale est réservé aux étudiants ayant fini leurs études et aux docteurs en médecine. Les huit heures de cours sont groupées en deux après-midi, pendant une année. Certaines après-midi sont réservées à un type de questions, traumatologie ou psychiatrie par exemple, ce qui permet à des auditeurs libres d'y assister : magistrats, assistantes sociales, éducateurs et médecins conseils de la sécurité sociale et des compagnies d'assurances.

Les travaux pratiques comprennent les autopsies, les expertises, des recherches de laboratoire et un stage dans un service psychiatrique.

Il n'est certes pas possible en un an de former un médecin-légiste ; néanmoins, les élèves du certificat comprennent les méthodes médico-légales et sont capables de réaliser dans leur domaine propre, clinique et psychiatrique en particulier, et dans les conditions où ils se trouvent en général dans des villes moyennes, les tâches qui doivent leur être confiées par la justice.

En dehors de la Faculté, deux enseignements sont effectués : d'une part, à l'Ecole nationale de police, où pour chaque promotion de commissaires de police, six demi-journées sont assurées par l'équipe de notre Centre médico-légal, consacrées aux problèmes de médecine légale et de criminologie ; d'autre part, à la Faculté de droit un enseignement est effectué dans le cadre de la préparation à l'Ecole de la magistrature.

Pour compléter cet enseignement, une collection de médecine légale est publiée par l'Institut de médecine légale et de criminologie clinique[1]. Les ouvrages suivants ont paru jusqu'alors :

P. Sadoul, M. Dusapin : *L'expertise de la silicose pulmonaire.*

1. Cette collection est éditée par Masson et Cie, 120, boulevard Saint-Germain, Paris.



A. Marin, J. Le Gueut : *L'expertise médico-légale, aspects juridiques, réalisation pratique.*

L. Roche, C.A. Reynaud : *L'appréciation du dommage corporel dans le cadre du droit commun.*

L. Gaillard : *Les séquelles cochléo-vestibulaires des traumatismes crâniens fermés. Leur appréciation médico-légale.*

M. Colin : *Examen de personnalité et criminologie : Etude clinique et médico-légale.*
*Examen de Personnalité en Criminologie : Aspects juridiques et administratifs.*

P. Morel et Demetz : *Pathologie Osseuse des Burgondes.*

Et les ouvrages suivants vont paraître dans les mois suivants :

Ch. Vitani : *La législation de la mort.*

M. Colin : *Etudes de criminologie.*

R. Guillet, A. Marin : *Traumatologie médico-légale.*

***

L'organisation de tels centres médico-légaux nécessite beaucoup de souplesse ; elle ne peut être réglementée et il ne peut être fait une obligation aux magistrats de s'adresser à eux. Mais il est nécessaire que l'équipe médico-légale de tels centres rende des services suffisants pour obtenir la confiance des juges de leur ressort.

L'intérêt pour les médecins légistes d'effectuer leur activité dans de telles conditions est évident ; l'intérêt pour la justice d'avoir à sa disposition des équipes ainsi orientées, nous paraît aussi évident.

Dans un climat de confiance et de collaboration, de tels organismes devraient être crées dans tout centre régional et ceux qui existent se développer.

Une meilleure compréhension de leur rôle et de leur fonctionnement, une aide financière importante, devraient faciliter ce développement ; s'il en était ainsi, le but de cet article serait atteint.

# Les bases de l'exécution des peines aux Pays-Bas[1]

par Ernest Lamers
*Directeur général de l'Administration pénitentiaire des Pays-Bas*

## I

### Introduction

Aux Pays-Bas, les conceptions relatives à la peine, au délit et à son auteur n'ont pas été sans influencer grandement la pratique de l'exécution des peines, et notamment celle de l'exécution des peines privatives de liberté.

Après la Révolution française, on a consciemment rompu — en Europe — avec le droit pénal jusque-là en vigueur. Nourrie de principes empruntés au mouvement que nous connaissons sous le nom d'*Aufklärung* (illumination dans le sens de progrès), l'idée s'est développée que l'autorité publique se devait de respecter, dans la mesure du possible, la liberté individuelle du citoyen. Pour toute exécution pénale judiciaire, cette idée exigeait comme condition *sine qua non* l'existence antérieure d'une sanction légale prévue.

Cette tendance — connue en doctrine sous le nom de « tendance classique » — se basait entièrement sur l'idée abstraite de la liberté individuelle et elle visait toujours à une proportionnalité aussi complète que possible entre le délit et la peine. On voyait l'homme criminel comme un être normal et l'on mettait l'accent sur la responsabilité typiquement humaine.

Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, une nouvelle tendance se fit jour en droit pénal, tendance fortement opposée à celle de l'ancienne orientation, et basée sur le principe de la culpabilité. Cette nouvelle conception dite « tendance moderne », très

1. Conférence prononcée à la section de droit pénal et de science criminelle de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris le 12 Mai 1961.

influencée par les acquisitions des sciences naturelles, partait de l'examen de faits concrets et voulait adapter le droit pénal aux qualités personnelles des délinquants individuels.

Dans cette nouvelle tendance, le critère de l'expiation disparut et l'on parvint à construire un système de mesures que, sans doute, on qualifia du nom de système pénal, mais qui de fait ne comprenait que des mesures de protection dirigées contre des individus plus ou moins dangereux. On avait abandonné le principe de la culpabilité pour placer au premier plan celui du danger présenté par l'individu criminel. Cette nouvelle tendance a conduit à une divergence de vues, voire à une antinomie, connue sous le nom de « combat des écoles ». Le résultat fut que d'un côté on trouvait maintenu le droit pénal basé sur le principe de la culpabilité — fut-ce avec une certaine individualisation des peines — tandis que de l'autre on proposait un système de mesures de protection pour certaines catégories de criminels.

Aux Pays-Bas aussi, l'ensemble des peines et des mesures a été influencé par ce « combat des écoles ». Il est impossible de définir en quelques mots la position actuelle du droit pénal néerlandais et le développement qui l'a précédée. Depuis l'entrée en vigueur du Code pénal néerlandais, on peut constater une tendance constante à l'humanisation du droit pénal où se découvrent tout aussi bien des aspects de la tendance classique — entre autres le principe de la culpabilité — que des aspects de la tendance dite « moderne ».

## II

### Le Code pénal néerlandais

Les assises légales du système pénal néerlandais — comprenant aussi, dans un cadre plus large les dispositions légales qui sont à la base du système pénitentiaire — ont été conçues de telle façon qu'elles forment, autant que possible, un tout complet, où l'ensemble se trouve imprégné de quelques principes de base. En dernière instance, ce système s'appuie sur la Constitution du Royaume des Pays-Bas qui stipule, entre autres, que le droit pénal est réglé par la loi et consigné par un code général, sous réserve de la compétence du pouvoir législatif de régler certaines matières par des lois spéciales. C'est en vertu de ces dispositions que fut introduit en 1886, aux Pays-Bas, le Code pénal dont la rédaction avait été terminée en 1881.



A l'époque, le législateur s'était consciemment efforcé de réaliser, avec ce code, un système pénal simple partant du principe que la peine devait être considérée comme une expiation pour le fait commis et que — dans l'intérêt de l'ordre social et de la sécurité publique — la sanction devait être proportionnelle à la culpabilité de l'auteur et correspondre à la gravité de l'infraction faite à la norme et où, de plus, compte devait être tenu de l'intérêt du criminel.

Depuis son entrée en vigueur, le Code pénal néerlandais n'a pas été sans perdre de sa simplicité initiale. Un certain nombre de réformes législatives ont rendu le système pénal néerlandais plus nuancé. On constate ici l'influence des idées propagées par l'Union internationale de droit pénal dont le professeur amstellodamois Van Hamel était un des fondateurs. C'est notamment l'importance donnée à la prévention spéciale qui a eu une grande influence. Bien que soit maintenue la conception de la sanction en tant qu'expiation pour la responsabilité née du délit, notre système pénal vise de plus en plus au traitement efficace du délinquant individuel, ceci surtout en vue de sa réadaptation à la vie dans une société de gens libres.

En premier lieu, cette tendance a conduit à ce qu'on appelle « l'individualisation de la peine ». A la suite de modifications de la loi, le juge a acquis une liberté toujours plus grande en matière de sanction. Alors qu'au début il était obligé d'infliger, sans pouvoir la modifier, une peine privative de liberté — quoique le minimum général d'une journée de détention lui laissât, dans une très large mesure, les coudées franches — on peut aujourd'hui, en ce qui concerne l'individualisation de la peine, signaler les dispositions légales en matière de condamnation avec sursis. On entend par ce terme un verdict judiciaire où le juge inflige, certes, une sanction au condamné, mais où il donne en même temps l'ordre exprès que cette sanction *ne sera pas* exécutée, à moins qu'ultérieurement lui le juge, n'en ordonne autrement parce que le condamné — dans le délai d'une période d'essai dont la durée est fixée dans le jugement — ne se serait pas conformé aux conditions posées par le jugement. Ce n'est qu'en 1915 que la condamnation avec sursis fut introduite aux Pays-Bas. L'infliction de la peine, la condamnation proprement dite, se fait donc inconditionnellement et ce n'est que la mise à exécution de la peine qui est conditionnellement suspendue, en vertu d'un ordre exprès figurant dans le jugement.

Le but de la condamnation avec sursis — et nous rencontrons ici le principal trait caractéristique de notre législation — est essentiellement positif : l'amélioration du condamné. C'est pourquoi dès 1915, on a introduit dans la loi l'application de certaines conditions spéciales et l'institution d'une surveillance particulière, tandis qu'en 1929 le caractère positif de la condamnation avec sursis fut encore souligné. Par la réforme de 1929, les possibilités d'application par le juge de conditions spéciales furent étendues, et ce sont précisément ces possibilités qui, dans notre système pénal, donnent à la condamnation avec sursis une valeur inestimable, parce que c'est par elles que le juge dispose d'une gamme quasi-infinie de moyens préventifs spécifiques.

Le juge dispose encore d'une autre possibilité d'individualiser la sanction quand il s'agit de fixer la peine. Depuis 1925, dans les cas où le maximum de la peine est fixé à six ans et où aucune sanction pécuniaire n'est en même temps prévue, le juge peut infliger quand même une amende et, dans les cas où une amende est aussi fixée, mais où son maximum serait jugé insuffisant, appliquer une amende plus élevée encore, tout ceci lorsque dans l'application de la peine privative de liberté, il n'a pas prononcé une peine dépassant trois mois.

Tout ce qui précède se rapporte à l'individualisation de la peine lors de son prononcé ; mais il faut souligner aussi son individualisation au stade de l'exécution. Pour tout détenu, n'importe où dans le monde, le jour le plus important est celui où sa peine prendra fin, où il sera libéré. Nombreux sont les rêves qu'il fait sur ce qu'il lui sera de nouveau possible de réaliser et ce sont souvent ces images d'avenir qui lui donnent la force de continuer la vie en prison, heure après heure et minute après minute, et de donner à cette vie quelque contenu positif.

Pour donner de la force à ce stimulant, l'éventualité que la peine puisse prendre fin à une date antérieure à celle fixée dans le jugement est d'une grande importance pour le détenu. On l'avait compris dès 1881, lors de la rédaction du Code pénal, et c'est alors que fut introduite la possibilité d'une libération conditionnelle, possibilité qui existait déjà depuis longtemps en Angleterre et en Irlande. Cette possibilité fut introduite par la disposition suivante : « Celui qui a été condamné à une peine d'emprisonnement peut être libéré conditionnellement à partir du jour où il aura purgé les trois-quarts de sa peine et, en même temps, au moins trois années de prison ».



Et l'article suivant disait : « Les décisions relatives à la libération conditionnelle sont prises par le chef du Département de la justice, sur proposition de la direction de la prison, ou après avoir reçu de cette direction les renseignements nécessaires ».

Il est vrai que cette clause était loin d'être large et souple, mais par là une idée de principe pouvant servir de point de départ à un développement futur avait fait son entrée dans la législation. D'ailleurs le projet initial présenté par le Gouvernement avait prévu une réglementation bien moins étroite, à savoir : « Celui qui a été condamné à une peine d'emprisonnement peut être libéré conditionnellement, avec son propre consentement, après avoir purgé les deux-tiers de sa peine et après avoir passé, en même temps, une année en prison, pendant lequel laps de temps il doit avoir su se distinguer par sa bonne conduite ».

Dans le projet présenté par le Gouvernement, l'idée de reclassement se manifestait donc bien plus nettement que dans la version définitive du Code, puisque la libération conditionnelle était subordonnée à la bonne conduite et même au consentement du détenu. Lors des débats parlementaires, une certaine opposition se manifesta contre ces derniers points qui, par conséquent ,ont été abandonnés. Or, il est bien certain que, tant que cet article fut en vigueur, personne n'a été libéré conditionnellement qui ne s'était pas bien conduit pendant sa détention ou qui aurait expressément refusé d'être libéré.

L'exposé des motifs du Code posait comme but à la libération conditionnelle de « faciliter le passage toujours si difficile à la liberté intégrale ». Et une motivation complémentaire disait : « La libération conditionnelle est propre à beaucoup contribuer à vaincre la méfiance et les préjugés qui, en général, existent encore et qui empêchent beaucoup de gens — même parmi ceux qui sont animés des meilleures intentions — de parvenir à satisfaire convenablement leurs besoins par l'exercice d'un métier honnête ».

Lors des discussions sur le projet de loi, on a encore prétendu que le délai minimum pour la libération conditionnelle devrait être prolongé — ce qui a été donc fait — mais aussi qu'il ne fallait pas prendre en considération seulement la bonne conduite du détenu mais aussi ses antécédents, ainsi que la possibilité pour lui de trouver du travail après sa libération.

C'est ainsi que par la création de l'éventualité d'une libération conditionnelle, les directeurs des établissements pénitentiaires

furent intéressés à l'avenir du détenu en milieu libre, et il en est résulté une tâche qui — tant en étendue qu'en intensité — n'a pas été sans augmenter dans des proportions énormes, surtout après qu'en 1915 les possibilités de la libération conditionnelle eussent été considérablement élargies, puisqu'elle devenait possible « lorsque les deux-tiers de la peine réelle et, en même temps, au moins neuf mois seront passés ».

En même temps que la libération conditionnelle est accordée, on fixe un temps d'épreuve dépassant d'une année le restant de la peine réelle. La condition générale est que, pendant le temps d'épreuve, le condamné ne commettra aucun acte délictuel et qu'il ne se conduira pas mal de quelqu'autre façon que ce soit, tandis que, en outre, des conditions spéciales peuvent lui être imposées.

La surveillance de l'observation de ces conditions fut confiée au ministère public, ce qui — jusqu'en 1915 — signifiait que ce contrôle était en fait exercé par la police. Cette circonstance n'était évidemment pas bien agréable pour le condamné et, de plus, on ne pouvait nier que les fonctionnaires de la police n'étaient pas formés pour exercer une telle tâche. La recherche d'une autre solution s'imposait ; elle fut trouvée en 1915 par les dispositions du Code pénal stipulant qu'un organe spécial pouvait être créé pour assurer le contrôle de l'observation des conditions. Cela signifiait que désormais la surveillance pouvait être confiée aux associations de reclassement social qui, aux Pays-Bas, existaient depuis 1823 et qui, en 1915, avaient donc derrière elles un long passé.

A partir de 1915 s'est développée une collaboration toujours plus étroite entre la direction des établissements pénitentiaires et les associations pour le reclassement, collaboration dont le but est la préparation du retour des détenus à la vie libre.

## III

### Les associations pour le reclassement social

Partant de l'idée de la réadaptation du délinquant à la vie libre, il est normal que la préférence aille de plus en plus à un traitement pénitentiaire du délinquant hors de l'établissement, dans cette société même à laquelle il a besoin d'être réadapté.

Aux Pays-Bas, les associations pour le reclassement — dont la plus ancienne fut fondée en 1823 — ont été créées à la suite d'initiatives privées et elles sont dirigées par des particuliers. Cela



veut dire qu'elles ont leurs directions autonomes et qu'elles ne sont pas subordonnées à l'Etat, quoiqu'elles soient subventionnées et contrôlées par le Gouvernement. En outre, elles ont été créées et elles travaillent en général sur une base religieuse ou philosophique, mais il y en a parmi elles qui ne s'adressent qu'à des catégories spéciales de délinquants, comme par exemple les alcooliques ou les individus mentalement anormaux.

Au début, les représentants de ces associations avaient coutume de visiter les détenus en prison, pour plus tard — après leur libération — maintenir le contact dans la vie libre. Cela se faisait sur la base d'un accord de plein gré. A partir de 1915, le Ministre de la Justice put charger ces associations de la surveillance des personnes libérées conditionnellement. Donc, vis-à-vis de ces dernières, les associations furent dotées d'un statut officiel. C'est cette même année que fut introduite dans la législation la possibilité de prononcer une peine conditionnelle avec un délai d'épreuve et éventuellement avec la condition d'une surveillance qui fut alors confiée, dans le jugement, aux associations pour le reclassement social. A partir de ce moment se développa aussi le système des informations, c'est-à-dire que les associations de reclassement commencèrent à fournir, sur les accusés, des rapports sur le milieu établis à l'intention du juge qui, dans son jugement, pouvait tenir compte du contenu de ces rapports, notamment en ce qui concerne la sanction à infliger.

Après le prononcé de la sentence, les volontaires et les fonctionnaires des associations visitent les détenus dans les prisons, après quoi ils rédigent — en vue d'une éventuelle libération conditionnelle — un projet dit de reclassement où sont discutés, entre autres, les espoirs et les projets d'avenir, la situation personnelle et familiale du détenu, les possibilités pour lui de trouver du travail et les conditions qui éventuellement doivent lui être imposées. En même temps que les avis de la direction de la prison, ces projets sont soumis à l'appréciation du Ministre de la Justice qui décide.

Depuis ces douze dernières années, travaillent dans les prisons des fonctionnaires du service social, des psychiatres et des psychologues, de sorte qu'il est possible de fournir des avis entièrement autorisés. Après la libération — conditionnelle ou non — les associations de reclassement continuent à s'inspirer de ces avis et de leurs propres projets de reclassement, ce qui confère à l'ensemble des travaux de reclassement le caractère d'une forme spécialisée de travail social.

## IV

### Sanctions et mesures

Selon le Code pénal néerlandais, les peines privatives de liberté sont la peine d'emprisonnement — qui, en général, peut être infligée en cas de crime — et la détention, destinée à sanctionner un certain nombre de contraventions et quelques crimes ou délits moins graves.

Il existe encore une sanction complémentaire, à savoir le placement dans un établissement de travail de l'Etat qui — dans des conditions déterminées par la loi — peut être appliqueé, entre autres, aux alcooliques, aux mendiants, aux vagabonds et aux souteneurs, ceci en combinaison avec une peine de détention.

Dans les dernières dizaines d'années, à la suite des changements de la situation sociale qui se sont produits aux Pays-Bas, cette sanction complémentaire a été de moins en moins appliquée.

Dans la pratique, l'exécution de la peine de détention ne diffère guère de celle de la peine d'emprisonnement d'une durée réelle de moins de trois mois. C'est que ces deux sanctions sont subies dans les maisons d'arrêt qui, par ailleurs, sont surtout destinées à recevoir des personnes non condamnées et qui attendent d'être jugées.

Quant aux mesures comportant une privation de liberté, il en existe deux :

1. Le placement dans un asile d'aliénés de celui qui commet un acte délictuel dont il est entièrement irresponsable, c'est-à-dire de celui à qui la culpabilité fait entièrement défaut.

2. La mise à la disposition du Gouvernement pouvant être infligée pour plusieurs motifs :

*a*) lorsque le délinquant est considéré comme étant irresponsable ; dans ce cas, la mise à la disposition peut être ordonnée — combinée ou non avec le placement dans un asile d'aliénés — dans le cas de crimes et de certaines catégories de contraventions ;

*b*) lorsque le délinquant est considéré comme un individu à responsabilité atténuée : en pareil cas, la mise à la disposition ne peut être ordonnée que si une peine est en même temps infligée.

En général, la différence entre les peines et les mesures réside dans le fait que la peine est infligée pour faire expier l'acte délictuel, tandis que la mesure est ordonnée pour protéger la société et pour soumettre l'auteur de l'acte à un traitement. Or, la loi néerlandaise



prescrit que l'ordre de mise à la disposition du Gouvernement ne peut être donné que lorsque l'intérêt de l'ordre public l'exige expressément, c'est-à-dire que cette mise à disposition en vue de la protection de la société est ordonnée lorsque le maintien en liberté du délinquant représente pour la société un danger réel. De plus, le mode d'exécution de la mesure peut viser au traitement de l'individu mis à la disposition, mais la mise à la disposition ne doit jamais être ordonnée à seule fin de pouvoir réaliser un tel traitement. Cette mesure peut être appliquée pour une durée de deux ans et est susceptible d'être prolongée par le juge, chaque fois pour une période d'un ou deux ans.

Les personnes mises à la disposition du Gouvernement sont traitées, soit dans des établissements de l'Etat, soit dans des établissements privés ou encore dans des familles, mais, à leur égard, le service pénitentiaire ne s'occupe que de l'exploitation des établissements de l'Etat (bâtiments et personnel), tandis que tout ce qui concerne le traitement proprement dit est de la compétence d'un autre section du Ministère de la Justice.

Il ressort nettement de ce qui précède que pour la direction des services pénitentiaires l'exécution des peines d'emprisonnement avec tous les problèmes qui s'y rattachent, constituent une tâche très importante.

## V

### Le système légal concernant l'exécution des peines et des mesures

Le Code pénal contient quelques-unes des dispositions principales régissant le système pénitentiaire néerlandais et fixant les conditions générales qui doivent être observées dans l'exécution d'une peine privative de liberté.

C'est ainsi, par exemple, que le Code prescrit que — selon la personnalité du condamné — la peine d'emprisonnement doit être subie soit en commun (totalement ou partiellement), soit en isolement et que — dans la mesure du possible — tout condamné doit être placé dans l'établissement dont le régime convient le mieux à son individualité.

Pour une seule catégorie de personnes majeures au sens du droit pénal — les jeunes adultes — le Code donne au juge la possibilité d'influencer l'exécution de la peine en lui permettant d'ordonner que la peine soit subie dans une prison-école.

Il faut encore signaler deux règles d'ordre général concernant la situation des détenus :

1. « les personnes condamnées à une peine privative de liberté, sont obligées de travailler » ;

2. « les frais ayant trait à l'exécution de la peine privative de liberté sont à la charge de l'Etat ».

Enfin, le Code prescrit qu'un réglement général d'administration publique organisera, selon des principes à fixer par la loi, le classement des établissements pénitentiaires, la direction et le régime des prisons et des maisons d'arrêt, le travail des détenus, la destination des produits du travail obligatoire, les soins spirituels, culturels et sociaux à donner aux détenus et le maintien de la discipline.

Après avoir fixé quelques principes — dans le Code pénal — le législateur n'a pas estimé opportun de les y développer plus amplement, mais il attachait à ces problèmes une importance telle qu'il en a formellement ordonné la réglementation légale par une loi spéciale où le Parlement aurait donc l'occasion de faire valoir son influence.

Cette loi spéciale devait formuler les bases d'une réglementation plus amplement développée, sous forme d'un Arrêté général d'administration publique.

C'est en application de cette clause que fut votée la loi de 1886 sur l'exécution des peines qui entra en vigueur en même temps que le Code pénal et qui fut modifiée à plusieurs reprises jusqu'au moment où, en 1951, une loi sur l'exécution des peines entièrement nouvelle fut votée, qui entra en vigueur en 1953.

Cette nouvelle loi sur l'exécution des peines définit le classement des prisons et des maisons d'arrêt, c'est-à-dire la différenciation de ces établissements et leur répartition en plusieurs catégories ; auparavant, cette matière se trouvait faire l'objet d'une loi spéciale, à savoir la loi de 1884 sur les établissements pénitentiaires qui avait été également promulguée en même temps que le Code pénal de 1886.

Les principes de l'exécution des peines ont été développés dans un Arrêté général d'administration publique. Un tel arrêté n'étant pas une loi au sens formel du mot — mais seulement au sens matériel — le Parlement n'a pas besoin d'être consulté à son sujet ; mais le Ministre de la Justice ne peut cependant pas prendre lui-



même cet arrêté qui évidemment ne saurait être contraire à la loi sur l'exécution des peines : le Ministre est obligé de présenter à cet égard un projet à la Reine, après quoi le Conseil d'Etat est entendu.

Cet arrêté général d'administration publique — arrêté dit « des prisons » — a été promulgué pour la première fois en 1886 ; en 1953 on en a promulgué une nouvelle version, cette fois en concordance avec la nouvelle loi sur l'exécution des peines.

Ainsi a été réalisé l'ensemble de la réglementation prévue par le Code pénal. Or, la loi sur l'exécution des peines avait encore prévu une autre réglementation de droit matériel en stipulant que le Ministre de la Justice devait élaborer pour chaque établissement un réglement intérieur adaptant à la pratique quotidienne les dispositions de l'arrêté sur les prisons et permettant surtout de réaliser complètement la différenciation des établissements, ceci finalement au profit de la sélection des détenus. Ce réglement intérieur ne doit pas contenir de clauses contraires aux lois ou à l'arrêté des prisons.

Les réglements intérieurs ne sont pas arrêtés par le Ministre de la Justice sans au préalable avoir été soumis à l'avis du Conseil central consultatif pour les affaires pénitentiaires, les soins aux psychopathes et le reclassement, siégeant à La Haye, organe qui — outre d'autres tâches qui lui sont confiées par la loi ou en vertu de la loi — donne au Ministre des avis sur les questions pénitentiaires, sur les soins à prodiguer aux psychopathes et sur le reclassement. C'est ainsi qu'a été réalisé un système complet de dispositions légales. de décrets ministériels et d'ordonnances administratives.

## VI

### L'exécution de la peine d'emprisonnement

Avant l'entrée en vigueur du Code pénal, il y avait aux Pays-Bas deux catégories de peines privatives de liberté, à savoir :

*a*) La maison de force, avec un minimum de cinq années, entraînant — de droit — des suites infâmantes à perpétuité.

*b*) L'incarcération dans une maison de correction, pour une durée de six jours à cinq ans.

Lors de l'élaboration du Code, on a opté pour un système simple de peines : peine d'emprisonnement, détention et amende. Tous les crimes graves étaient surtout punis d'emprisonnement avec —

pour chaque catégorie de crime — le maximum spécifique pouvant monter jusqu'à l'emprisonnement à perpétuité ou jusqu'à 15 ans (exceptionnellement jusqu'à 20 ans). Le même minimum général d'une journée était applicable à l'emprisonnement et à la preuve de la très grande confiance accordée au pouvoir judiciaire. De droit, cette peine d'emprisonnement n'est pas infâmante, contrairement à la peine de maison de force d'avant 1886. A ce sujet, l'exposé des motifs du Code déclare : « C'est le crime qui déshonore, ce n'est pas la sanction. La mesure tendant à revivifier et à renforcer la conscience morale de celui qui la subit, ne saurait jamais être infâmante, quelle que soit la force de son coup. En lui donnant cette qualification ou bien en lui attachant de droit des suites déshonorantes perpétuelles, l'Etat nourrit un préjugé qui entrave le retour à la vie sociale de celui qui a été puni, et stimule ainsi la récidive ». Nous rencontrons donc déjà là l'idée que la sanction ne doit pas contenir en elle-même des éléments propres à entraver automatiquement l'amélioration et le reclassement social de celui qui a été puni. C'est aussi dans cet esprit que s'est prononcée, dans son compte rendu, la première chambre des Etats-Généraux : « La sanction est appliquée dans l'intérêt de la société ; mais, dans le cadre de cet intérêt, on doit — dans la mesure du possible — l'utiliser à parfaire l'amélioration morale du criminel ».

La réponse du Gouvernement fut la suivante : « Parmi les sanctions justes, il faut choisir celles qui ont un pouvoir d'intimidation. Ce n'est pas l'amélioration qui est le but de la sanction, mais la sanction, devant être appliquée dans l'intérêt de la société, est, dans ce même intérêt utilisée pour contribuer à l'amélioration du délinquant ».

La peine capitale avait été abolie dès 1870 ; mais, lors de l'élaboration du Code, de longs débats furent consacrés à une éventuelle réintroduction de cette peine. Se basant sur une ample documentation, le Ministre de la Justice de l'époque, M. Modderman, s'est passionnément opposé à l'idée de réintroduire la peine capitale : il a notamment démontré statistiquement que, pendant les dix premières années qui suivirent 1870 — donc après l'abolition de la peine capitale — le nombre des crimes qui étaient avant 1870 punissables de la peine de mort, n'avait pas augmenté. Finalement, la peine de mort n'a pas été réintroduite dans le Code pas plus que les peines corporelles. De l'exil, il n'a pas été beaucoup question, presque tout le monde y



étant opposé, mais la déportation rencontrait encore beaucoup de partisans qui invoquaient l'application fréquente — et, à leur avis, utile — de cette peine à l'étranger. Dans l'exposé des motifs du Code, on trouvait les arguments suivants contre la déportation : « La déportation n'a pas de place dans un système où la sanction est utilisée pour l'amélioration morale du criminel ». Il en ressort qu'à l'époque on se rendait compte que dans tous les cas une peine devait tendre aussi à l'amélioration du criminel.

En ce qui concerne le mode d'exécution de la peine d'emprisonnement, on opta en 1881 pour le système cellulaire qui avait été introduit progressivement à partir de 1851. On le considérait comme propre à empêcher la corruption mutuelle des détenus et on en attendait aussi le repliement sur eux-mêmes et l'amélioration morale des délinquants. A ce sujet, le Ministre déclara : « La cellule représente une souffrance plus pénible à supporter et elle a par conséquent un pouvoir plus grand d'intimidation ».

On prévoyait donc que le système cellulaire ne serait pas sans favoriser tant la prévention spéciale que la prévention générale. Malgré cela, on ne se décida pas à introduire intégralement le système cellulaire, puisque seules les peines de 5 ans au maximum devaient être purgées en isolement tandis que, pour les peines supérieures à 5 ans. les cinq premières années devaient être passées en isolement et le reste de la peine devait être subi pendant la journée en commun et, pendant la nuit, en isolement.

On admit encore d'autres exceptions au système cellulaire. En effet, l'incarcération en cellule n'était pas permise à l'égard :

1. de ceux n'ayant pas encore atteint l'âge de quatorze ans ;

2. des détenus âgés de plus de soixante ans, sauf sur leur propre demande ;

3. des prisonniers chez qui l'examen médical avait révélé une inaptitude à subir cette forme de sanction.

Cela montre qu'à l'époque on s'est très bien rendu compte que la réclusion cellulaire pouvait être, pour certains détenus — tant physiquement que spirituellement — une souffrance extrêmement lourde, sinon insupportable.

Après 1886, d'autres restrictions à l'application du système cellulaire furent introduites dans la loi.

*a*) En 1929, on créa la possibilité de faire exécuter dans un établissement *spécial*, les peines d'emprisonnement infligées aux jeunes

gens de 18 à 23 ans, avec cette particularité que, dans ces établissements, les jeunes pouvaient être mis au régime en commun pour des activités déterminées, tandis que dans la classe supérieure de ces établissements, la peine pouvait être subie (totalement) en commun. De plus, en 1929, le Ministre de la Justice fut autorisé à admettre que les détenus « cellulaires » — si leur personnalité le permettait et compte tenu de l'acte commis — soient mis au régime en commun, ceci à certaines fins déterminées, comme le travail, l'enseignement, l'exercice du culte, etc.

*b*) Une loi de 1918 introduisit une restriction, non fondée sur une question de principe mais imposée par les nécessités de l'heure. L'augmentation de la criminalité qui datait de la première guerre mondiale avait entraîné dans les établissements pénitentiaires, un très grand manque de place. La loi en question apporta une solution en stipulant que désormais toute peine de prison pouvait être subie en commun. Le caractère de « loi d'urgence » de ce texte était souligné par une clause précisant que, dès le retour à une situation plus normale, le gouvernement présenterait un projet de loi tendant à l'abolition de cette loi provisoire. Quoiqu'au bout d'un certain temps il ne fut plus question de situation d'urgence, ce ne fut que lors de l'introduction en 1953 de la nouvelle loi sur l'exécution des peines que la loi provisoire de 1918 fut abrogée. Par la longue durée de son maintien en vigueur, la loi de 1918 a beaucoup contribué au retard dans l'application du système cellulaire, et elle a aussi ouvert la possibilité de procéder à quelques essais concernant les modalités d'exécution de la peine d'emprisonnement.

La deuxième guerre mondiale fit se produire de nouveau une pénurie effrayante de place, d'une part à cause de la recrudescence de la criminalité dans les années d'après-guerre et, d'autre part, en raison du grand nombre de délinquants politiques qu'il fallut loger. Il s'y ajouta encore que le peuple néerlandais manifesta alors un grand intérêt pour les problèmes pénitentiaires. Cet intérêt était surtout la conséquence du fait que, pendant l'occupation allemande, un grand nombre de citoyens néerlandais, bons et cultivés, avaient été jetés en prison et avaient appris à connaître — par un contact direct — les défauts du système pénitentiaire existant. Ils s'étaient promis — vis-àvis d'eux-mêmes et aussi vis-à-vis des autres — d'insister, dès la fin de la guerre, pour que d'importantes améliorations soient réalisées à cet égard.

En raison de cet état de choses, une commission présidée par



M. Fick, fut créée le 1er mars 1946, par le Ministre de la Justice, chargée de donner des avis sur une bonne et efficace exécution des peines privatives de liberté. Dès le 1er septembre 1947, cette commission, dite commission d'amélioration du système pénitentiaire, présenta un rapport qui n'a pas manqué d'influencer grandement la pratique du régime pénitentiaire. La nouvelle loi sur l'exécution des peines de 1951 et les modifications concommitantes du Code pénal ont été elles-aussi marquées de l'empreinte des idées exposées dans ce rapport.

Quant au problème du choix entre la cellule ou le régime en commun, la commission a estimé que, dans le passé, l'accent avait été mis trop exclusivement sur les inconvénients du régime en commun, et qu'en outre la pratique avait démontré que la peine cellulaire était tout à fait impropre à contribuer au relèvement moral et spirituel du prisonnier.

Selon l'avis de la commission, la principale objection contre la réclusion cellulaire est qu'elle est contraire à la nature humaine et que cette forme de séquestration — qui fait de l'homme isolé un être égocentrique et asocial — produit ainsi un effet bien plus destructif que constructif.

La commission estimait qu'il fallait essayer de combiner les avantages indéniables du système en commun avec les avantages non moins évidents de la réclusion cellulaire et éviter en même temps, autant que possible, les inconvénients des deux systèmes, inconvénients que l'on ne saurait méconnaître : « La cellule et aussi la communauté, vivre partiellement avec les autres et aussi dans l'isolement, voilà le juste principe de base du régime pénitentiaire ».

En 1951, tout cela conduisit à l'introduction de la disposition déjà citée du Code pénal, à savoir : « Selon la personnalité du condamné, la peine de prison est purgée totalement ou partiellement en commun, ou bien en état d'isolement ».

Dans la nouvelle loi sur l'exécution des peines, cette disposition est développée plus largement. Elle prescrit qu'en général la peine d'emprisonnement est subie totalement ou partiellement en commun Aux criminels dits « professionnels » ou « d'habitude » et à ceux qui, en raison de leur personnalité, sont jugés inaptes à être introduits dans la communauté, le régime en commun n'est appliqué de préférence que lors du travail, de la promenade, de la visite à l'église ou au temple et, dans des cas exceptionnels, des heures consacrées à l'enseignement et à la récréation.

Pour tous les détenus, l'isolement nocturne est de règle. Ce n'est que dans certains établissements spéciaux que l'isolement n'a pas lieu du tout ou n'est réservé qu'à une partie de la population de l'établissement. Sur sa propre demande, un détenu peut être placé en isolement par ordre du Ministre.

Dans l'*Arrêté des prisons*, ces dispositions sont en partie répétées et aussi complétées. C'est ainsi qu'il y est stipulé que la communauté intégrale signifie que les détenus restent ensemble aussi pendant les loisirs et les heures des repas, et on y trouve énuméré un certain nombre d'activités qui — combinées ou non — peuvent constituer le régime partiellement en commun.

Le développement complet de cette matière est réservé aux règlements d'ordre intérieur des divers établissements.

Il ressort de ce qui précède que depuis 1953, sous une forme ou une autre, le système de la communauté est de règle pour les détenus. En vertu de l'*Arrêté des prisons*, l'isolement n'est appliqué au détenu qu'à titre de sanction, à fin d'observation, et à la demande du détenu lui-même, pour assurer la tranquillité dans l'établissement ou pour quelqu'autre raison de cet ordre et dans l'attente d'un transfert dans un autre établissement.

## VII

### La sélection des détenus et la différenciation des établissements

La loi sur les établissements pénitentiaires de 1884 indiquait les prisons pour hommes et les prisons pour femmes, ainsi que les prisons spéciales où la peine pouvait être subie en commun, tandis que depuis 1929, la loi a indiqué où devaient être établies les prisons pour les jeunes, tant pour les jeunes gens que pour les jeunes filles.

Cette différenciation était donc en liaison étroite avec l'application du système cellulaire et des exceptions s'y rapportant. Or, dans la pratique des choses, l'évolution a suivi une autre voie, comme on vient de l'exposer en commentant la loi d'urgence de 1918.

La Commission Fick s'est aussi occupée de la sélection et de la différenciation. Elle était d'avis que, pour assurer une exécution aussi efficace que possible de la peine, la population pénitentiaire — qui est d'une composition extrêmement hétérogène — devait être répartie avec discernement entre les divers établissements. Elle estimait aussi que la sélection ne saurait avoir de sens que



lorsque, d'une part, un système pénitentiaire différencié serait à même de mettre chaque détenu sélectionné là où est sa place et quand, d'autre part, une sélection saurait garantir à chaque établissement la population convenant précisément à cette maison.

« La sélection des détenus et la différenciation des établissements se présupposent réciproquement, l'une étant inadmissible sans l'autre ». C'est aussi à la suite de ces recommandations qu'en 1953 fut introduit un nouvel article 12 du Code pénal prescrivant : « Dans la mesure du possible, chaque détenu est placé dans un établissement dont le régime convient le mieux à sa personnalité, en prenant en considération autant la durée de la peine que les possibilités de reclassement du détenu ».

Cet article crée la possibilité de parvenir à une très bonne sélection et aussi à une différenciation satisfaisante ; en même temps, on observe le rôle que joue à l'égard des différents régimes le degré de sécurité qui peut varier d'une sécurité maximum jusqu'à une absence complète de sécurité, comme cela existe dans les établissements entièrement ouverts. Il s'agit ici d'un facteur dont la Commission Fick avait déjà su discerner la grande importance. En effet, les degrés de liberté et de confiance dont, dans le cadre de leur incarcération, les détenus peuvent jouir et qu'ils sont capables de supporter, ne manquent pas d'influencer leurs possibilités de reclassement.

Il existe des établissements spécialement destinés au groupe des jeunes de 18 à 23 ans, le cas échéant jusqu'à 25 ans lorsqu'il paraît que leur séjour dans l'une de ces maisons est désirable.

Bien qu'il soit possible que cette catégorie d'âge ne corresponde peut-être pas à une période bien déterminée de l'évolution de la personnalité du jeune délinquant, on a sciemment choisi cette phase, en supposant que pendant cette période il était encore question d'éducabilité.

Comme on l'a déjà dit, c'est en 1929 que fut introduite dans le Code pénal la disposition donnant au juge la possibilité de faire purger, par des jeunes ayant atteint l'âge de 18 ans, mais pas encore celui de 23 ans, leur peine (d'une année au minimum et de trois ans au maximum) dans une prison-école. Ce n'est qu'en 1937 que fut ouverte à Zutphen cette prison pour jeunes détenus. Le caractère spécial de cet établissement se manifestait dans son régime.

On y avait introduit le système dit « progressif » ou « de classes »

et l'accent y était mis sur la formation professionnelle. La durée plus longue du séjour dans la prison pour jeunes garantissait une période suffisante d'application du traitement pénitentiaire qui — plus que chez les délinquants adultes — est de nature rééducative. En outre, c'est en vue du caractère spécial du traitement pénitentiaire des jeunes personnes qui exige une durée plus prolongée de la peine, que pour cette catégorie de délinquants le législateur a rendu possible la libération conditionnelle anticipée. Ceux dont la peine ne dépasse pas un an et demi peuvent être libérés conditionnellement après six mois et ceux qui ont été condamnés à une peine dépassant un an et demi peuvent être libérés conditionnellement après un an. Cette possibilité a été créée afin de réaliser autant que possible la libération au moment optimum du traitement pénitentiaire, c'est-à-dire au moment où l'on est parvenu à un stade permettant d'espérer le meilleur résultat possible de la libération.

Avec la promulgation de la nouvelle loi de 1951 sur l'exécution des peines, des prescriptions impérieuses ont été mises en vigueur en ce qui concerne la désignation de certains établissements spéciaux, ceci également pour les jeunes qui n'ont pas été condamnés par le juge à la détention dans une prison-école mais à une peine ordinaire d'emprisonnement. Aujourd'hui, c'est aussi l'administration qui est compétente pour placer les jeunes — jusqu'à l'âge de 23 ans et, en des cas exceptionnels, jusqu'à 25 ans — dans des établissements spécialement destinés aux jeunes, y compris la prison-école de Zutphen.

Pour les détenus adultes, l'*Arrêté des prisons* prescrit qu'en principe ils purgeront dans une maison d'arrêt les peines d'une durée réelle ne dépassant pas trois mois, ce qui signifie que, dans la plupart des cas, ils restent dans la maison d'arrêt où ils ont subi la détention préventive que, d'ordinaire, le jugement impute en déduction de la peine infligée.

Pour les autres détenus adultes, la loi sur l'exécution des peines distingue entre ceux dont la peine réelle est de moins de six mois et ceux dont la peine est plus longue. A ces deux catégories doivent correspondre des établissements différents. Enfin, il est stipulé que des prisons spéciales doivent être désignées pour recevoir les criminels dits « professionnels » ou « d'habitude » et aussi pour recueillir ceux qui — en raison de leur personnalité — sont inaptes à être introduits dans la communauté.

On a maintenu la disposition ordonnant que les femmes détenues



soient placées dans des établissements spéciaux — ou, en tout cas, qu'elles soient logées séparément et sans contact avec les détenus masculins.

Dans, la loi sur l'exécution des peines ne donne que les lignes directrices principales, et c'est à la pratique de l'exécution qu'il incombe de développer un système achevé de différenciation et de sélection.

Dans l'*Arrêté des prisons*, le principe développé dans l'article 12 du Code pénal se trouve mis en œuvre par l'article prescrivant que les détenus seront placés dans l'établissement qui, selon la loi sur l'exécution des peines, est spécialement désigné pour recevoir les détenus de la catégorie à laquelle ils appartiennent, *sauf au cas où des considérations d'ordre psychologique ou social rendent désirable le placement dans un autre établissement.* Ce dernier membre de phrase est lui aussi susceptible de contribuer au perfectionnement de la différenciation et de la sélection.

Depuis 1953, les condamnés sont sélectionnés par quatre sélecteurs travaillant chacun dans une région déterminée du pays ; la sélection a lieu selon un tableau de différenciation établi par la Direction du service pénitentiaire. Le sélecteur fait son travail en se basant sur les pièces dont il dispose concernant le condamné : le dossier de personnalité, le dossier relatif à la condamnation, ainsi que le casier judiciaire et les conclusions des entretiens qu'il a eu avec le condamné et avec la direction de la maison d'arrêt.

Cette méthode ne peut pas être suffisamment approfondie étant donné l'outillage réduit qui ne permet pas, d'une part, la sélection correcte des cas compliqués ni, d'autre part, la réalisation d'une meilleure différenciation ou d'une sélection plus perfectionnée.

Afin de venir à bout de ces difficultés, un centre d'orientation et de sélection est en voie d'organisation qui aura surtout à s'occuper des cas compliqués, essentiellement des criminels dits « d'habitude » et « de profession », ainsi que des délinquants inaptes à faire partie d'une communauté, de ceux qui sont dangereux du point de vue de l'évasion et de la menace pour la société, et encore des condamnés susceptibles d'être l'objet de quelque traitement psychothérapeutique. En entretenant un contact étroit avec les sélecteurs, ce centre pourra servir à coordonner et à stimuler les travaux de sélection effectués en dehors de son sein.

## VIII

### La situation du détenu

Du temps où le système cellulaire était en vogue, les détenus étaient — aussi à l'intérieur de l'établissement — strictement isolés et déjà, par cette seule circonstance, les activités destinées à l'amélioration des détenus étaient très limitées. De plus, la loi prévoyait un certain nombre de restrictions propres à aggraver la privation de liberté, comme la clause prescrivant que, pendant les premières 48 heures de leur détention, les détenus ne recevraient que du pain et de l'eau, la défense de lire des journaux, le port d'un capuchon de cellule chaque fois qu'ils étaient exposés aux regards de leurs co-détenus, et la coupe obligatoire des cheveux. En outre, par la voie des ordononces et des règlements internes, la pratique a suscité d'autres restrictions qui tendaient à faire perdre aux prisonniers ce qui leur restait de sentiment de responsabilité et d'amour propre.

Ces restrictions se sont maintenues encore longtemps après que, dans les établissements, le système de la vie en commun eût fait son entrée. Elles ont la vie tenace quoiqu'elles n'aient rien à voir avec la peine d'emprisonnement en tant que simple privation de liberté.

Pendant la dernière guerre mondiale, ce furent aussi ces restrictions que beaucoup de Néerlandais ont connues de très près, ce qui n'a pas été sans influencer grandement le contenu du rapport de la Commission Fick ainsi que les dispositions de la nouvelle loi sur l'exécution des peines.

En ce qui concerne la situation juridique des détenus, l'ancienne loi sur l'exécution des peines était muette. La nouvelle loi sur l'exécution des peines contient un certain nombre de dispositions d'une grande importance sur la situation des détenus et en particulier sur leur situation juridique. Tout d'abord, on trouve l'article 26 conçu comme suit : « Tout en maintenant le caractère d'une peine ou d'une mesure, l'exécution de la sanction servira aussi à la préparation du retour à la vie sociale des détenus ».

Il est vrai que les détenus ne sauraient déduire aucun droit immédiat de cet article, mais pourtant cette disposition qui s'adresse à tous les fonctionnaires du service pénitentiaire est de la plus haute importance pour la situation des détenus. En effet, il s'agit ici d'un



ordre donné au service pénitentiaire, d'un ordre qui doit être exécuté et la préparation du retour des détenus à la vie sociale est un problème d'une telle portée que, dans le cadre des mesures de sécurité, le traitement pénitentiaire tout entier doit en être imbu. Il comprend toutes les activités tendant à la réadaptation sociale du détenu et aussi les interventions d'ordre thérapeutique. Donner de la confiance au détenu, lui laisser le sens de la responsabilité et la foi en lui-même, favoriser son développement mental et sa formation professionnelle, tout cela est requis pour permettre son retour dans la société, au moins lorsqu'on veut qu'il sache se maintenir au milieu de la communauté des hommes libres.

La nouvelle loi sur l'exécution des peines a modifié radicalement la situation juridique des détenus. Avant 1953, la direction des établissements était confiée à un directeur placé sous les ordres d'un collège de régents, système qui était loin de favoriser l'épanouissement de la position du directeur ; en 1953, on a abandonné le système des collèges de régents, en confiant au directeur le soin d'administrer son établissement de façon indépendante, en étant directement responsable devant la Direction des services pénitentiaires. Or, il est, en outre, prescrit dans la loi sur l'exécution des peines qu'il sera nommé, pour chaque établissement, une commission de surveillance dont les tâches et les compétences sont déterminées dans l'*Arrêté des prisons* qui détermine également les droits des détenus vis-à-vis de cette commission.

A ce sujet, la Commission Fick était d'avis que la bonne gestion d'un établissement pénitentiaire exigeait une direction monocéphale, ferme et hautement qualifiée. Elle estimait aussi qu'un directeur de prison doit satisfaire aux plus hautes exigences et qu'il doit pouvoir jouir d'une très grande indépendance, fut-ce sous la supervision du ministre.

Cependant, le directeur est lui aussi susceptible de commettre des fautes, et c'est pour cette raison qu'il est justifié de prévoir un contrôle local et permanent : la commission de surveillance. Au lieu où se trouve l'établissement pénitentiaire, cette commission est formée par des citoyens libres, c'est-à-dire par des personnes absolument indépendantes vis-à-vis des services pénitentiaires, et ayant le devoir d'entretenir un contact régulier avec le directeur. Pour être à même de bien exécuter cette tâche, les commissions de surveillance doivent être au courant de tout ce qui concerne l'établissement ainsi que des dispositions en vigueur. A cette fin, l'*Ar-*

*rêté des prisons* confie aux membres des commissions le droit de pénétrer à toute heure, partout dans l'établissement et dans tous les lieux où se trouvent des détenus. Le directeur et les autres membres du personnel sont tenus de fournir aux membres de la commission tous renseignements voulus et de mettre à leur disposition, sur leur demande, tous les livres et documents se rapportant à l'établissement. L'*Arrêté des prisons* charge aussi les membres des commissions d'un contact régulier et personnel avec les détenus pour qu'ils soient au courant des désirs et des idées de ces derniers ; de plus, ceux-ci ont le droit de s'adresser par écrit aux membres de la commission, sans avoir besoin de passer par la moindre censure. Cela signifie que les détenus sont autorisés à envoyer une lettre cachetée sans que personne parmi le personnel ait le droit de prendre connaissance de son contenu.

Enfin, la commission est autorisée à faire connaître au directeur son opinion sur les affaires ayant trait à l'établissement et à lui faire des suggestions : la commission peut le faire tant spontanément et de sa propre initiative, que sur demande. La commission a aussi le droit d'aviser le Ministre de la Justice et le Conseil central consultatif.

Dans le cadre limité de cette conférence, nous ne pouvons pas épuiser le sujet traité, mais nous ne voulons pas manquer de signaler un dernier point, à savoir la très grande importance, dans un système de différenciation toujours plus poussé et de sélection perfectionnée, que le détenu doit attacher à sa propre affectation à un établissement déterminé. C'est que le détenu peut avoir sa propre opinion sur la question de savoir quel est l'établissement qui lui convient le mieux et où il rencontrera les meilleures chances de rétablissement psychique et social, tandis que le lieu où se trouve l'établissement vers lequel il sera transféré est aussi susceptible d'influencer grandement ses possibilités de recevoir régulièrement des visites. Pour ces raisons, la nouvelle loi sur l'exécution des peines confie aux détenus le droit d'en appeler — auprès de la section des affaires pénitentaires du Conseil central consultatif — d'un placement ou d'un transfert dans un certain établissement ; des clauses plus détaillées à cet égard figurent dans l'*Arrêté des prisons*.



## IX

### Les soins spirituels donnés dans les établissements

Chaque type de prison et toute modalité d'exécution de la peine d'emprisonnement gardent invariablement l'élément caractéristique de l'incarcération, c'est-à-dire un isolement involontaire dans l'établissement pénitentiaire. Les contacts normaux sont coupés ou très fortement limités et le détenu est placé au milieu d'un ensemble de conditions de vie qui est absolument différent de celui où il se trouvait auparavant.

D'un côté, cela constitue pour lui un choc sérieux, de l'autre, une période d'arrêt et de repos commence pour lui sur le terrain de plusieurs de ses activités quotidiennes. C'est précisément pour cette raison que peuvent se présenter à lui les problèmes les plus différents concernant son passé, son avenir et aussi sa vie en général.

Souvent il arrive que des choses irréparables ou guère réparables qui s'étaient produites dans sa vie, l'accablent. Il n'est donc pas surprenant que dans cette période, nombreux soient les détenus qui commencent à réfléchir sur le sens de la vie et sur la possibilité d'une vie succédant à celle d'ici-bas.

C'est ainsi que depuis toujours une grande importance a été attribuée aux soins spirituels à donner aux détenus. L'ancienne loi sur l'exécution des peines prescrivait que les détenus devaient assister aux services des cultes célébrés à leur intention, sauf en cas de dispense expresse. Jusqu'en 1953, l'assistance aux services des cultes était donc en principe obligatoire. A l'égard de cette obligation, la Commission Fick n'était pas d'une opinion unanime ; quelques-uns de ses membres se prononcèrent en faveur de son maintien, d'autres voulaient introduire une participation volontaire et sans la moindre contrainte. Dans la nouvelle loi sur l'exécution des peines, c'est pour les détenus adultes que le principe du libre consentement a été introduit. Cependant, dans un souci de bon ordre dans l'établissement, une fois que le détenu a déclaré vouloir assiter à l'exercice du culte, il est obligé de le faire pendant six mois, période après laquelle il aura l'occasion de se prononcer à nouveau. De plus, les détenus peuvent recevoir une instruction religieuse et il leur est donné la possibilité d'un contact avec ceux qui sont chargés de leur donner les soins spirituels.

Jusqu'en 1953, la loi ne contenait rien quant aux soins spirituels

à donner aux personnes n'appartenant pas à une confession religieuse déterminée. La nouvelle loi sur l'exécution des peines, elle aussi, passe sous silence cette catégorie de détenus, mais l'*Arrêté des prisons* de 1953 offre aux représentants des sociétés ou associations fondées sur la base de quelque conviction spirituelle la possibilité de s'occuper des intérêts de ceux des détenus appartenant à leurs groupements, ou même de ceux qui ne sont pas dans ce cas mais qui déclinent les soins spirituels offerts par les ministres des confessions religieuses. Depuis 1953, on entend donc par « soins spirituels » aussi bien les soins religieux dans le sens traditionnel de ce mot que les soins spirituels d'un caractère non strictement religieux.

## X

### Les soins sociaux

Les dispositions légales concernant le système pénitentiaire ont donné plus de relief à l'aspect de la réadaptation du délinquant. Cette réadaptation nécessite une influence tant individuelle que collective.

Bien qu'avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'exécution des peines, une telle influence pût aussi être incidentellement recherchée de façon positive, ce n'est que plus tard qu'elle a commencé à devenir un élément d'une importance toujours croissante de l'exécution de la peine privative de liberté. C'est ainsi que la commission citée plus haut était d'avis que la création d'un service spécialement chargé des soins sociaux dans les prisons était une condition essentielle pour la réalisation de la fin cherchée.

Le législateur a repris cette suggestion et a défini comme suit la tâche de ce service : prêter aide et assistance aux détenus dans le but de faciliter la recherche d'une solution aux difficultés sociales nées de la détention ou des circonstances ayant conduit à l'accomplissement de l'acte délictuel. A chaque établissement est attaché maintenant un assistant social qui — outre la tâche déjà mentionnée — est chargé de donner vie au régime adopté et de le développer.

L'organisation de l'enseignement et celle des loisirs sont également confiées à ses soins. En principe, la base de son travail se trouve dans les dispositions légales. Tant l'enseignement que l'autodidaxie sont encouragés et les détenus ont l'occasion de se procurer,



à la bibliothèque de la prison et dans les bibliothèques publiques des alentours, le matériel nécessaire à leurs études.

Une autre face importante du rôle de l'assistant social est l'auto-activité dans les loisirs. A côté du traitement individuel, le traitement collectif gagne de plus en plus de terrain. Plusieurs formes diverses de travail collectif — variant du *counselling* (la consultation) à la thérapeutique de groupe — parviennent peu à peu — lentement mais sûrement — à conquérir leur place dans le système du traitement.

Point n'est besoin de dire que toutes les possibilités d'observation du détenu par l'assistant social sont utilisées pour l'adaptation progressive du traitement et pour contribuer à l'élaboration d'un programme efficace de reclassement.

## XI

### Le travail, la formation professionnelle et l'étude spécialisée

Pour le détenu, le travail est un don du ciel, tout comme pour l'homme jouissant de sa liberté le travail est une bénédiction. Aussi, tant l'ancienne loi sur l'exécution des peines que la nouvelle loi, connaissent-elles le principe du travail obligatoire pour les détenus. Avant 1953, cela signifiait d'ordinaire un minimum de 10 heures de travail par jour ; plus tard la règle est devenue celle d'une semaine ouvrable de 48 heures.

Dans la pratique se pose le problème de savoir trouver un travail propre à être exécuté dans les établissements par des gens qui ont dans leur vie rarement connu un travail régulier — ou qui n'ont jamais travaillé — et qui ne présentent souvent que peu de capacités professionnelles. L'entraînement au travail régulier et le développement des connaissances professionnelles et des bonnes habitudes de travail comptent parmi les facteurs les plus importants pour l'avenir du détenu dans la société libre. A cet égard, le fait que normalement les revenus du travail servent à faire vivre la famille constitue un problème. Il serait donc très important pour le détenu de pouvoir gagner une rémunération normale, ce qui lui permettrait de rester — malgré son incarcération — responsable de l'entretien de sa famille : ce serait pour lui un stimulant supplémentaire favorisant les résultats de son travail dans l'établissement.

Quoique la loi ne s'y oppose pas, cela n'a pas encore été réalisé

dans la pratique à cause de toutes les difficultés que l'on rencontre lorsqu'on s'efforce d'y parvenir. Ce n'est que dans les établissements ouverts — dont il sera question au paragraphe suivant — qu'une réglementation partielle a été introduite dans ce sens.

Selon l'ancienne loi sur l'exécution des peines, l'enseignement professionnel ne pouvait être donné que selon les besoins et en fonction des capacités professionnelles du détenu ; à cette clause, l'ancien *Arrêté des prisons* ajoutait que dans chaque cas le consentement du Ministre de la Justice était requis.

La nouvelle loi sur l'exécution des peines dit que le travail doit aussi servir autant que possible à l'entretien, au développement et à l'acquisition des capacités professionnelles.

Dans la prison école, toutes les heures de travail servent — pour les intéressés — au développement de leurs capacités professionnels, tandis que dans les autres établissements le travail — quoique visant tout d'abord à la production — sert aussi à ce développement.

Selon le nouvel *Arrêté des prisons*, l'autodidaxie — comprenant donc aussi les études professionnelles faites pendant les loisirs — doit être encouragée dans la mesure du possible et, pour la stimuler, la possibilité est ouverte d'attirer — avec l'autorisation du Ministre de la Justice — des personnes de la société libre qui pourront donner des leçons ou des cours. Il va sans dire que l'ensemble de toutes ces interventions doit être intégré dans un plan visant la préparation du détenu à son retour dans la société des hommes libres et l'élaboration de ce plan doit être réalisée de concert avec le détenu lui-même et en collaboration avec le service social de la prison et avec l'association de reclassement intéressée.

## XII

### Les établissements ouverts

En ce qui concerne l'architecture des prisons, la loi ne connaît aucune exigence et ne pose aucune condition, ni en général ni sous l'angle des mesures de sécurité qui éventuellement s'imposent, c'est-à-dire des mesures qui doivent être prises pour empêcher les détenus de s'évader. Ni l'actuel code pénal, ni la nouvelle loi sur l'exécution des peines, ne font la moindre allusion à la possibilité d'un établissement ouvert. Ce n'est que dans l'*Arrêté des prisons* que l'on rencontre une clause stipulant que, dans les établissements



ouverts, les détenus peuvent se rendre librement à l'extérieur de la maison, dans les limites fixées par le règlement intérieur.

Après 1953, quelques établissements ouverts ont été inaugurés aux Pays-Bas. Mais la notion d'établissement ouvert peut être interprétée de deux façons. Premièrement, on peut donner ce nom à une maison où les mesures de sécurité se trouvent être réduites au minimum ou bien ont été complètement abolies et où l'on fait donc confiance aux détenus, ceci après leur avoir fait donner ou non la promesse de ne pas s'enfuir ; deuxièmement, on peut désigner du nom « établissement ouvert » une maison pénitentiaire où — dans la plupart des cas en combinaison avec l'abolition des mesures de protection dans l'établissement même — les détenus sont autorisés à quitter la maison, en particulier pour pouvoir aller travailler dans la communauté des hommes libres.

Au Pays-Bas, on a préféré cette dernière forme d'établissements ouverts et l'actuel *Arrêté des prisons* prévoit expressément la possibilité de travailler hors de l'établissement sans être soumis à une quelconque surveillance.

Abstraction faite de ce qui précède, un établissement ouvert est caractérisé par le fait que les détenus y arrivent ou bien tout de suite après le prononcé du jugement, ou bien qu'ils n'y sont dirigés qu'après un séjour préalable dans un établissement fermé et vers la fin de leur peine. Dans ce dernier cas, l'établissement ouvert est surtout destiné à faciliter au détenu le passage souvent si pénible de l'état d'incarcération en prison fermée à celui de liberté dans la société normale.

Aux Pays-Bas, on a choisi le dernier de ces deux types d'établissement ouverts, ce qui ne saurait étonner si l'on tient compte du fait que beaucoup de délinquants qui, en d'autres pays, immédiatement après le jugement sont transférés dans un établissement ouvert, auraient été condamnés aux Pays-Bas à une peine de prison ou de détention avec sursis, ou bien à quelque sanction partiellement assortie du sursis, dont la partie infligée sans sursis ne dépasse pas de beaucoup le temps passé en détention préventive ou lui est égal, de sorte qu'ils sont libérés tout de suite — ou peu de temps — après le jugement. De tout cela, il ressort qu'aux Pays-Bas ce sont surtout les délinquants les plus compliqués et les plus tenaces qui sont condamnés à une peine privative de liberté d'une durée un peu prolongée et que pour eux, pendant la première phase de leur peine, un séjour dans un établissement fermé s'impose de façon absolue.

Les expériences faites jusqu'à maintenant chez nous à l'égard des établissements ouverts permettent tous les espoirs et confirment l'opinion que, pour notre pays, nous avons choisi le plus approprié des types d'établissements ouverts.

## XIII

### Le traitement des délinquants anormaux mentaux

Ici, nous avons affaire à deux groupes de délinquants : ceux qui, en raison de leurs troubles psychiques ont été mis par le juge à la disposition du gouvernement, mesure subie éventuellement après une peine de prison, et ceux qui, en raison de leurs troubles mentaux ont été reconnus impropres à un séjour ou à un séjour prolongé en prison.

Sous l'influence de l'évolution de la psychiatrie, de la psychologie et de la criminologie, la conviction s'est développée qu'une modification s'imposait dans la classification des établissements destinés à recevoir les individus mis à la disposition du gouvernement, dans les possibilités thérapeutiques offertes par ces établissements, dans les indications ou critères conduisant à la mise à la disposition et encore dans les possibilités de renseigner l'administration au sujet du traitement de ceux qui, ayant été condamnés à une peine privative de liberté, donnent, au cours de leur détention, les signes de quelque trouble psychique. C'est ainsi qu'a été fondé l'actuel Institut de sélection, mis en service en 1952, et dont la tâche est de fournir des avis relatifs au placement dans les établissements d'Etat et dans les établissements privés, des personnes mises à la disposition du gouvernement. Par la création de la Clinique psychiatrique d'observation des services pénitentiaires à Utrecht, une importante amélioration a été réalisée en matière de traitement des délinquants anormaux mentaux. Le but de cette clinique est de parvenir — à l'aide de recherches approfondies tant clinico-psychiatriques que biologiques, psychologiques et sociales — à une meilleure compréhension des causes ayant conduit à l'accomplissement de certains actes délictuels, ou bien à la déformation psychique remarquée au cours de la détention et de pouvoir ainsi fournir de meilleurs renseignements tant au juge qu'à l'administration.

Une prison spéciale a été destinée à l'hébergement des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement qui, à la suite d'une évolution déficiente ou d'une affectation maladive de leurs capacités



mentales, sont inaptes à un séjour ou à un séjour prolongé dans quelque prison ordinaire ; dans cette prison spéciale, les détenus peuvent être soumis à un traitement psychothérapeutique. Pour les cas exceptionnels, la loi prévoit la possibilité de transférer les détenus appartenant à cette catégorie d'individus de la prison à un établissement d'Etat pour psychopathes.

Les possibilités théoriques de placement des délinquants mentalement anormaux sont nombreuses, mais surtout, dans la pratique des choses, chaque placement donne lieu à des grandes et, souvent, à d'insurmontables difficultés qui, en grande partie, sont attribuables à la pénurie de personnel, surtout en ce qui concerne les établissements d'Etat. En outre, en raison du danger d'évasion présenté par les délinquants, les établissements psychiatriques privés ne se décident généralement qu'à contre-cœur à admettre les malades de cette catégorie.

Pour cette raison, on s'efforce maintenant de réaliser la création de maison spécialement destinées à accueillir ces malades dits « de la justice ».

Sous ce rapport, je me permettrai d'attirer l'attention sur la clinique « Docteur van der Hoeven », inaugurée en 1955 par le Ministre de la Justice. Dans ce centre peuvent être admis une centaine de délinquants mentalement anormaux et ayant besoin de subir un traitement psycho-thérapeutique intensif. C'est aussi dans le cadre des recherches scientifiques dans le domaine des troubles mentaux que ce centre a déjà fait preuve d'une grande valeur.

## XIV

### Conclusion

Ce qui, dans un système pénitentiaire, est l'élément central, ce n'est pas l'établissement, la prison, mais l'être humain, le détenu. Dans le système d'exécution pénale uniforme, on prenait insuffisamment en considération l'individualité du détenu. Les idées modernes sur l'exécution de la peine privative de liberté ont modifié cela et les yeux se sont ouverts pour reconnaître cette individualité. A l'heure actuelle, les possibilités offertes par la loi afin de développer le sentiment de la responsabilité et de parvenir ainsi à la réadaptation du détenu à la vie dans la société des hommes libres, sont en voie d'approfondissement continue, soit à titre d'expérimentation, soit en tant que méthode déjà éprouvée.

Je vous ai parlé de quelques lignes directrices de l'évolution du système pénitentiaire telle qu'elle a eu lieu, surtout après la dernière guerre, aux Pays-Bas, évolution qui a pris corps dans la nouvelle loi sur l'exécution des peines de 1951. Cette loi reflète la pensée contemporaine à l'égard de l'exécution pénale.

Cette pensée est grandement influencée par ce qu'on a appelé « la science globale de l'homme ».

La science et la pratique de l'exécution pénale se sont rencontrées fréquemment et elles ont pu accroître leur compréhension réciproque de leurs difficultés particulières et de leurs problèmes. Cette interaction contribue beaucoup à canaliser le développement du système pénitentiaire néerlandais et à en aiguiller les destinées : elle fournit une contribution positive à l'exécution juste et efficace des peines privatives de liberté.

# VARIÉTÉS

## L'Eglise catholique et la peine de mort

par Paul SAVEY-CASARD
*Professeur à la Faculté catholique de droit de Lyon*

Depuis bientôt deux cents ans, la question de la peine de mort préoccupe l'opinion publique. Des livres récents viennent de plaider la cause de l'abolition, mais, en France, l'échafaud paraît garder un nombre important de partisans. La discussion se prolonge ainsi à l'aide d'arguments tirés de la raison, de l'expérience et des statistiques. Les considérations sentimentales pèsent aussi lourdement sur le choix du parti auquel on se range : nul ne peut demeurer impassible à la pensée de l'échafaud. Au nombre des motifs qui militent pour le châtiment suprême ou contre lui, faut-il faire rentrer les motifs d'ordre religieux ? L'Eglise catholique, par exemple, s'est-elle prononcée dans un sens ou dans un autre ? La question ne peut laisser indifférents même ceux qui se rattachent à d'autres convictions. La tradition catholique a exercé et exerce une si large influence qu'il est utile scientifiquement de considérer comment elle s'est formée et comment elle a évolué.

***

L'*Ancien Testament* comporte une première série de textes intéressants. D'après *la Genèse* (IV, § 2, v. 15), le meurtre d'Abel par Caïn ne fut pas puni de mort. Le Seigneur mit un signe sur le front du fraticide pour qu'il fût épargné au contraire. Dans la suite, Dieu parla à Noé et à ses enfants par une parole de bénédiction, leur disant : « Croissez et multipliez-vous » (*Genèse*, IX, § 1, v. 6). Puis il édicta une sanction : « Quiconque aura répandu le sang, que son sang soit répandu ». Bien des siècles plus tard, l'Ecriture nous transmet la révélation du Sinaï. C'est un vrai droit pénal qui est donné par Dieu à Moïse. Ce droit formule d'abord des commandements. Il interdit notamment l'homicide : *Non occides* (*Exode*, XX, 13). Ensuite il promulgue les peines. D'après l'*Exode*, la mort sanctionnait les grands crimes contre la personne (ainsi l'homicide, *ibid.*, XXI, 12 et s.), certains crimes contre les mœurs (la bestialité, *ibid.*, XXII, 19) et les crimes contre la religion (ainsi

l'idolâtrie, XXII, 20), mais non pas le vol (XXII, § 1, 1). *Le Lévitique* reprend un certain nombre de ces cas capitaux, il en ajoute d'autres : l'adultère (XX, 10), les mœurs contre nature (XX, 13) et le blasphème (XXIV, 16). L'examen de cette législation montre que la peine de mort n'était pas prodiguée, comme dans certains Codes anciens. Ces prescriptions étaient d'ailleurs portées pour des peuples encore primitifs. Pour les chrétiens, elles représentent la Loi ancienne.

Le *Nouveau Testament* contient d'abord un exposé célèbre de la Justice nouvelle dans le Sermon sur la Montagne : Saint-Luc (VI, v. 35) et Saint Mathieu (V, v. 44) rappellent qu'il faut aimer ses ennemis et leur faire du bien, qu'il ne faut pas résister à celui qui vous veut du mal, mais lui tendre la joue après avoir été frappé (Saint Luc, *ibid.*, v. 29, et Saint Mathieu, *ibid.*, v. 39). L'un et l'autre transmettent le commandement de Jésus : « Ne jugez point et vous ne serez pas jugés, ne condamnez point et vous ne serez point condamnés » (Saint Luc, chap. VI, v. 37, et Saint Mathieu V., v. 1).

Après cet exposé général, le *Nouveau Testament* contient deux textes plus précis sur la peine capitale. Il est remarquable que Jésus ait été successivement invité une fois à prononcer le châtiment suprême et une autre fois condamné à le subir. Saint Jean seul a noté ses paroles dans les deux circonstances. Il s'agit d'abord de l'épisode de la femme adultère (Saint Jean, VIII, 31). Une femme avait été surprise en flagrant délit et, d'après la loi juive qui vient d'être rappelée, elle encourait la peine de mort. Les Pharisiens la conduisirent à Jésus pour qu'il prononçât sur son sort. Ils comptaient embarrasser le Maître. Jésus montra qu'il était importuné par cette requête et fit semblant d'écrire sur le sol. Les Pharisiens insistant, Il leur répondit : « Que celui qui est sans péché lui jette la première pierre ». On les vit tous s'éloigner. Il ne resta plus que Jésus et la pécheresse. Celui-ci prononça alors son arrêt : « Je ne te condamne pas, désormais ne pèche plus ». C'est une sentence de pardon, mais d'un pardon qui doit aboutir à un repentir effectif. Dans cette circonstance, Jésus n'a pas mis en doute la légitimité de la peine de mort, mais l'occasion de le dire plus nettement lui a été donnée au cours de sa Passion. Jésus se tenait en silence devant Pilate et celui-ci s'étonna de ce silence : « Ne sais-tu pas que j'ai le pouvoir de te relâcher et le pouvoir de te crucifier » (Saint Jean, XIX, 10). Le procurateur romain affirmait ici le *jus vitae necisque*. Son interlocuteur ne contesta pas ce droit ; au contraire, Il en formula le fondement : « Tu n'aurais sur moi aucun pouvoir s'il ne t'avait été donné d'En-Haut ». Si Pilate commet « un grand péché », ce n'est pas parce qu'il condamne, mais parce qu'il condamne un innocent[1].

Cette doctrine se suit très visiblement dans Saint Paul (*Epitre aux Romains*, XIII, 4). L'apôtre expose le fondement de l'autorité publique selon la doctrine chrétienne : « Que chacun soit soumis aux autorités supérieures, car il n'y a pas d'autorité qui ne vienne de Dieu ». Puis il énonce la sanction dont dispose cette autorité : « Ce n'est pas en vain qu'elle porte le glaive,

1. On invoque aussi quelques autres textes évangéliques : MATTHIEU (XIII, 28 et 29 : parabole de l'ivraie qu'il est interdit d'arracher avant la moisson) ; MATTHIEU (XXVI, 52 : ceux qui auront usé du glaive seront frappés par le glaive) ; LUC (IX, 53 et s. : Jacques et Jean voulaient faire descendre le feu du ciel sur des incrédules ; Jésus leur répond qu'il est venu pour sauver, non pour perdre les hommes).



elle est le ministre de Dieu pour exécuter sa vengeance contre celui qui commet le mal : *Vindex in iram ei qui malum agit.*

Comment concilier ces textes divers et qui relèvent sans doute d'un domaine différent ? La Tradition s'est vite fixée, grâce surtout à l'action de Saint Augustin. Le *jus gladii* avait été contesté par certains auteurs chrétiens qui partaient des principes du Sermon sur la Montagne de l'*Exode*. Dans ses *Institutes divines*, Lactance avait poussé très loin l'obligation du pardon : « Il y a autant de mal à repousser une injure qu'à la faire... il n'est pas permis à l'homme de bien d'entrer en guerre... Il ne lui est pas permis d'intenter une accusation capitale... La défense que Dieu fait de tuer ne souffre aucune exception »[1]. Tout autre est la position de Saint Augustin, qui s'appuie justement sur le texte de Saint Paul qui vient d'être rappelé. Dans la lettre CLIII (chap. 6, §16), il écrit :

> « Ce n'est pas en vain qu'ont été institués la puissance des princes, le droit de glaive qui punit, les ongles de fer du bourreau... Toutes ces choses ont leur mesure, leur raison, leur utilité. L'effroi qu'elles inspirent réprime le mal et permet aux bons de vivre tranquillement au milieu des méchants. Il est utile que, chez les méchants, l'effroi des supplices réprime leur mauvaise volonté ».

Nous trouvons ici le fondement de la peine de mort : elle est nécessaire à la conservation de l'ordre social ; elle sert à terrifier les criminels et à protéger les honnêtes gens. Et pourtant Dieu a dit formellement : « *Non occides* » Cette objection de Lactance est réfutée dans la *Cité de Dieu* (Livre I, chap. 21) L'interdiction de l'homicide comporte des exceptions voulues par Dieu et ces exceptions découlent soit d'une loi générale, soit d'un ordre particulier. Ainsi, « ils n'ont pas violé le précepte ceux qui, revêtus de la puissance publique, ont, suivant ... les règles d'une raison éclairée par la justice, puni de mort les scélérats ». Et Abraham non plus n'a pas violé le précepte quand il a voulu immoler son fils : il obéissait à un ordre spécial.

Mais, une fois posé ce devoir impérieux et terrible de justice, il existe en même temps pour les chrétiens un devoir de miséricorde et saint Augustin le rappelle à propos de l'épisode de la femme adultère dans cette même lettre CLIII, au chapitre IV, paragraphe 19. Jésus, observe Saint Augustin, n'a nullement rejeté la loi qui punit de mort l'adultère, mais il a proclamé le devoir de pardon qui oblige tous les pécheurs les uns envers les autres. Saint Augustin a lui-même donné l'exemple en intervenant auprès des autorités publiques pour qu'elles épargnent certains Donatistes qui avaient tué ou mutilé des prêtres. « Par amour pour Jésus-Christ, ne trempez pas dans leur sang le glaive de la justice » (Lettre CXXXIV). Ses appels à la clémence devaient être si fréquents qu'un évêque, Macedonius, s'en étonna et écrivit à ce sujet à Augustin. C'est justement la réponse qui est contenue dans la lettre CLIII déjà citée. Le pardon repose sur deux postulats de l'idéal chrétien : il purifie celui qui l'accorde et il est un exemple pour celui qui le reçoit : « Que cette indulgence soit pour nous un moyen de salut et de pardon pour nos propres fautes et que, par la mansuétude de ceux qui pardonnent,

1. LACTANCE, *Institutes divines*, Livre VI, 5, nos 18 et 20.

la vérité qu'ils annoncent inspire le respect et l'amour » (Lettre CLIII, chap. 6, § 16).

Les deux aspects de la doctrine se complètent et Augustin tient à l'un comme à l'autre : « Votre sévérité est utile parce qu'elle assure notre repos. Notre intercession est utile parce qu'elle tempère votre sévérité » (*ibid.*, § 19). Mais de ces deux exigences contradictoires laquelle doit l'emporter ? Saint Augustin ne le précise pas, sans doute parce que c'est au juge temporel de l'apprécier en face de sa conscience. Le juge doit tenir compte parfois des exigences de l'ordre public et de la protection des bons ; en d'autres cas, il doit épargner la vie du coupable. Mais toujours le juge chrétien, *judex christianus* (Lettre CXXXIC), doit être guidé par la raison et par l'amour du prochain. De là, cette formule magnifique : « Que rien ne se fasse par le désir de nuire, mais que tout s'accomplisse par l'amour et la charité. Dans la punition comme dans la peine, il n'y a de bon que ce qui se fait pour rendre meilleure la vie des humains » (Lettre CLIII,.chap. 6, § 19).

Dans la période ultérieure, l'Eglise en fixant sa discipline dans des canons eut l'occasion de formuler nettement les règles qui découlaient du *Nouveau Testament* et de la *Tradition* en ce qui concerne le *jus gladii*. Dès le v^e^ siècle déjà, les papes avaient écarté l'usage de la peine de mort dans la Société spirituelle. Saint Léon le Grand, contemporain d'Attila, avait affirmé dans une lettre : « L'Eglise répugne aux vengeances sanglantes. *Ecclesia refugit ultiones cruentas* »[1]. En 865, le Pape Nicolas 1^er^ avait aussi déclaré : *Gladium non habet, nisi spirituale* ; *non occidit, sed vivificat* et, à la même époque, Saint Théodore Studite, moine d'Orient avait écrit : « Nous qui sommes des spirituels... nous n'avons que l'excommunication et les autres peines. *Ecclesia gladio non vindicet* »[2]. Formule dont a été tiré le célèbre dicton *Ecclesia abhorret a sanguine*. Or deux de ces trois textes furent repris dans les *Collections canoniques*. Celui du Pape Nicolas dans le *Décret* de Gratien (II^o^ *pars* Cause 33, question 2) celui de Saint Léon le Grand dans les *Décrétales* de Grégoire IX, au livre V, titre 7. Les Conciles, allant même un peu plus loin, prononcèrent pour les clercs l'interdiction de prendre part à un jugement capital quelconque. Décision prise au Concile de Tolède en 675, rappelée par Alexandre III en 1180 (*Décrétales*, Livre III, titre 50), et renouvelée au Concile de Latran en 1216 (canon 18).

Mais, quand certains chrétiens prétendirent étendre cette règle au pouvoir temporel et renouvelèrent les affirmations de Lactance repoussant l'emploi de la peine capitale par le pouvoir laïc, l'Eglise les arrêta et censura leur doctrine. C'est ce qui se produisit contre les Vaudois adversaires du *jus gladii*. Le Pape Innocent III leur imposa une profession de foi avant de leur rouvrir l'accès de l'Eglise. Cette profession de foi affirmait notamment que le pouvoir séculier peut « condamner à mort sans péché mortel », à une double condition toutefois, d'agir non par haine mais par justice *Non odio sed judicio*, non témérairement mais avec prudence, *Non incaute sed consulte*[3].

***

1. Dans *Patrologie latine* de Migne, t. 54, col. 690.
2. *Patrologie grecque* de Migne, t. 99, col. 1.486.
3. Denziger, *Enchiridion* (n° 425) ; Innocent III, 1.208.



Dès le début du XII^e^ siècle, l'Eglise catholique avait donc défini ses principales positions en ce qui concerne le *jus gladii*. Il en ressort que, pour elle, l'application du châtiment suprême ne dépend pas seulement de considérations d'ordre moral, mais de considérations de fait. Le glaive doit être manié avec « prudence ». Mais quelles sont les requêtes de la prudence ? Il faut tenir compte sans doute de la gravité de la faute commise et du scandale consécutif. On ne peut négliger non plus le danger couru par l'ordre social, le danger de la rechute, etc. La question de politique pénale se mêle à la question de théologie morale. L'appréciation de l'opportunité de la peine de mort doit être fortement influencée par les considérations de temps et de lieu, de mœurs et par les théories de droit pénal en vigueur à telle époque.

Or il s'est trouvé qu'au Moyen-Age la criminalité semble avoir été triomphante. Le meurtre, les débauches violentes, les vols et pillages paraissent s'être multipliés à la suite de l'affaiblissement du pouvoir royal. A cette offensive des malfaiteurs a répondu naturellement une offensive de la société. Elle n'a pas imaginé *qu'elle pût avoir contre la violence d'autre arme que la violence*. Partout on vit surgir les gibets, les échafauds et les piloris. Et pas seulement au Moyen-Age. Cette tradition se perpétua jusqu'à la veille de la Révolution. Tous ces siècles ont vécu dans l'approbation presque unanime d'un Code pénal fondé sur la terreur. Les clercs ne pouvaient guère échapper et n'ont pas échappé à cette ambiance de sévérité. Plus exactement la doctrine des canonistes et des théologiens a établi une distinction entre les deux sociétés qui se partagent l'Humanité : la société spirituelle et la société temporelle. La première doit suivre scrupuleusement les conseils du Christ qui « frappé, ne frappait pas à son tour »[1]. Les clercs sont choisis « pour le service de l'autel..., ils sont les ministres de la loi nouvelle » (*ibid.*) et se refusent à toutes les peines sanglantes. La société temporelle n'a pas reçu les promesses de la vie éternelle ; il lui appartient de se protéger par la force et par ces sanctions « d'un ordre inférieur » (*ibid.*) que sont les peines capitales, dans la mesure où la prudence permet d'y recourir. Or nous venons de dire que la politique pénale de l'époque concluait aisément à la nécessité de cet emploi[2].

Nous en avons un exemple douloureux dans la répression de l'hérésie par l'Inquisition. A cette époque, l'hérésie était un crime temporel en même temps que spirituel, car l'hérétique, en attaquant la pureté de la foi, s'en prenait aux bases de l'organisation sociale et il ne se gênait nullement en outre pour agir avec violence. Malgré tout, tandis que les Empereurs romains, notamment Justinien (*Code de Justinien*, livre I, titre V, frag. 2) avaient prononcé la peine de mort contre les hérétiques, plusieurs Pères de l'Eglise avaient protesté. Saint Jean Chrysostome avait recommandé de lutter contre eux, mais il avait écarté la peine capitale parce qu'elle risquait de mettre le feu aux passions religieuses : « Il ne faut pas mettre à mort les hérétiques, sans

1. Saint Thomas d'Aquin, *Somme théologique*, IIa IIae, quest. 64, art. 3.
2. Cette opposition est encore sensible dans l'œuvre ultérieure de Mabillon (*Réflexions sur les prisons des ordres religieux*, édition de 1845, p. 20). Le bénédictin oppose la justice séculière où l'on a en vue « la terreur » et la justice ecclésiastique où doit régner « l'esprit de charité ».

quoi on allumerait dans l'univers une guerre sans merci » (Sur Saint Mathieu, homélie 146). Saint Augustin avait cru peut-être d'abord qu'il ne convenait pas de poursuivre les hérétiques. L'expérience lui apprit que l'audace de ces derniers ne pouvait être contenue que par les châtiments. Mais il excluait expressément la peine capitale (Lettre C, à Donat proconsul d'Afrique). Il aimerait mieux s'abstenir de toute plainte s'il constatait que les procès contre les hérétiques se terminent par des exécutions.

Au Moyen-Age, l'hérésie sévit à nouveau et déchira la Chrétienté. Pour protéger les fidèles, les papes ont organisé certes la prédication, mais ils ont organisé aussi la répression. Cette répression, l'autorité ecclésiastique ne l'a prévue que par les peines spirituelles, tout à fait conformes à la tradition. L'hérésie persista. Les rois ont aussi pressé les papes d'employer des armes plus matérielles. Ce fut le rôle notamment de l'Empereur Frédéric II. Il fut un des premiers à user de la peine de mort contre les hérétiques. Ce mécréant a allumé presque les premiers bûchers par son édit de 1224, dont il revendique la responsabilité : *Auctoritate nostra*[1]. Il n'a pas été désapprouvé par Honorius III. Dans la suite, les souverains pontifes ont adopté la même politique répressive. Elle fut affirmée solennellement par Léon X dans la Bulle *Exsurge Domine* (1520) qui condamna une série de propositions de Martin Luther, notamment celle qui écartait la peine de mort en matière d'hérésie[2]. Bellarmin explique une des raisons qui justifient cette peine : *Experientia docet non esse aliud remedium*[3].

Il est équitable de signaler du moins les efforts des théologiens pour limiter l'emploi de la peine capitale d'une façon générale. La question, avons-nous dit, ne relève pas seulement de la politique temporelle, mais aussi de la théologie morale. Il fallait déterminer quels pécheurs pouvaient être livrés à l'exécuteur. Saint Thomas d'Aquin s'y est employé. Les termes dont il s'est servi parfois peuvent paraître choquants[4]. Mais il a bien eu le double souci de fonder et de limiter la peine de mort.

Dès la *Somme contre les Gentils*, la pensée de Thomas d'Aquin est très ferme : la peine de mort est légitime[5]. En effet, le Bien de la Communauté est préférable au bien particulier de l'individu. Si un individu dangereux est un obstacle au Bien commun, la société peut à bon droit sacrifier cet individu (*Somme contre les Gentils*, livre III, quest. 141). Le raisonnement se développe dans la *Somme Théologique* : « Les peines de la vie présente

1. *Historia diplomatica* par HUILLARD-BREHOLLES, t. II, p. 421. Sur cette question, cf. E. JORDAN, « La Responsabilité de l'Eglise dans la répression de l'hérésie au Moyen-âge » (*Annales de philosophie chrétienne*, 1907, p. 225 et 1908, p. 100) ; R. P. VERMEERSCH *La Tolérance*, 1912, p. 65 et s. ; VACANDARD, au mot « Inquisition », dans le *Dictionnaire de théologie catholique* ; J. GUIRAUD, au même mot, dans le *Dictionnaire d'apologétique* ; et plus récemment *La Chrétienté romaine* par A. FLICHE, Ch. THUZILLIER et Y. AZAIS, p. 301 (dans l'*Histoire de l'Eglise*, de FLICHE et MARTIN, t. X.

2. Il s'agit de la 33e proposition ainsi formulée : *Hereticos comburi est contra voluntatem Spiritus* (DENZIGER, n° 773).

3. BELLARMIN, *Controversia de laicis* (III, chap. 21).

4. *Si aliquis homo sit periculosus communitati... laudabiliter et salubriter occiditur* (*Somme Théologique*, IIa, IIae, quest. 4, art. 2) et plus loin : *Hominem peccatorem occidere potest esse bonum, sicut occidere bestiam.*

5. Cf. sur ce point le R. P. FRIEL, *Punishment in the Philosophy of Saint Thomas* (Université Catholique de Washington, 1939).



sont plutôt un remède pour le pécheur qu'une stricte vengeance de ses crimes. Celle-ci est réservée au jugement de Dieu qui est suivant la justice »[1]. Or la peine de mort peut-elle être « médicinale » ? Elle l'est dans un certain sens : « Lorsqu'un bandit est pendu, ce n'est pas précisément pour son amendement à lui, mais à cause des autres, afin que la crainte des châtiments arrête leurs méfaits »[2]. Nous reconnaissons ici le raisonnement de Saint Augustin. La peine de mort repose aussi sur une autre considération[3]. Il y a des hommes irrémédiablement dangereux, à tel point que leur vie est un péril constant pour leurs semblables. Il est permis de les supprimer comme on abat « une bête sauvage » (*ibid.*, IIa, IIae, quest. 64, art. 2). L'idée de danger pressant que la société doit conjurer a particulièrement retenu Thomas d'Aquin dans son étude de la peine capitale. Celle-ci semble lui apparaître assez souvent comme une variété supérieure de la légitime défense[4].

On a remarqué parfois, avec une intention critique, que ces arguments sont sociologiques et non pas théologiques[5]. Par exemple, Luther et Calvin feront reposer le *jus gladii* directement sur l'autorité divine. D'après eux, ce n'est pas le Prince qui exécute le meurtrier, c'est Dieu, souverain maître de la vie, qui agit par le ministère du Prince. Thomas d'Aquin ne nie pas que le *jus gladii* est basé sur l'autorité divine (*Somme contre les Gentils*, *ibid.*), mais l'occasion de l'exercer dépend à son avis des circonstances. Sa doctrine garde donc plus de possibilité d'adaptation.

Puis la *Somme* insiste, car une objection surgit, angoissante pour toute conscience humaine. Cet homme qu'on supprime sur le champ, n'aurait-il pu s'amender avec le temps et la réflexion ? Peut-on le frapper dans son impénitence finale ? Saint Thomas répond : Si le danger qu'on redoute de sa part « est plus grand et plus certain que le bien qu'on peut espérer de son amendement », le délinquant peut être frappé sans péché (*Somme contre les Gentils*, *ibid.*). Les adversaires présentent encore un argument et se fondent sur les paroles du Sermon sur la Montagne : le chrétien doit souffrir les injures sans leur résister. Dans la *Somme Théologique* (IIa, IIae, quest. 108, art. 1er), l'auteur répond que ces paroles concernent les injures qui nous sont personnelles et non pas les torts qui sont portés à l'Etat et au Bien commun.

1. *Somme théologique* IIa, IIae, quest. 66, art. 6. Thomas d'Aquin insiste beaucoup sur l'importance médicinale de la peine (v. aussi *ibid.*, IIa, IIae, quest. 108, art. 3 et 4. Il reprend la question dans la IIae, quest. 105, art. 2, où il indique les différents buts de la peine).

2. Le R. P. Spicq note d'ailleurs dans son édition de *la Somme théologique* que la terminologie des auteurs n'était pas aussi nette à cette époque qu'elle l'est maintenant.

3. Un autre argument semble plus suspect et ne peut être retenu : celui qui repose sur la comparaison avec le corps et les membres de l'homme.

4. Faut-il souligner l'aspect moderne de cet argument ? Récemment, un adversaire de la peine de mort, M. le Doyen Graven, en admettait temporairement le maintien contre les criminels qui constituent un danger constant pour les autres et qui sont nuisibles comme « des bêtes fauves » (J. GRAVEN, « Le problème de la peine de mort et sa réapparition en Suisse », *Revue de criminologie et de police technique*, 1952, p. 3 et s., et « Nouvelles réflexions sur la peine capitale », *Mélanges Donnedieu de Vabres*, 1960, p. 245).

5. P. ALTHAUS, *La peine de mort comme problème de morale chrétienne* (en allemand), Munich, 1955.

Saint Thomas d'Aquin s'est ensuite préoccupé de restreindre l'application de la peine de mort. Il est resté dans son domaine sans doute. On ne peut lui demander d'avoir vérifié par des statistiques si le glaive est en réalité efficace. Il l'a cru, comme ses contemporains. Il s'est placé au point de vue de la théologie morale et il a cherché à définir les péchés assez graves pour mériter la mort. Il a recouru à des formules variées montrant que sa pensée n'a pu parvenir à une entière précision. Tantôt, regardant le péché commis et le préjudice porté, il parle « des fautes qui nuisent gravement à autrui » (IIa, IIae, quest. 108, art. 3) ou qui sont pour le prochain « une occasion de ruine » (IIa, IIae, quest. 64, art. 2) ou qui causent « un dommage irréparable » (IIa, IIae, quest. 66, art. 6). Tantôt il use d'un critère plus subjectif et considère le danger incarné par le coupable : le péché révélait-il « une perversité spécialement infamante » (*ibid.*), ou le délinquant est-il tombé « dans une extrême malice » (telle) « qu'il soit incorrigible » (IIa, IIae, quest. 25, art. 6) ? La *Somme Théologique* contient une énumération des crimes capitaux qui paraît s'harmoniser mieux avec le premier qu'avec le deuxième critère. On peut citer l'homicide, le faux, l'hérésie (car l'hérésie est plus pernicieuse que le faux, *ibid*, quest. 11, art. 3), mais non pas l'adultère ni en principe le vol (*ibid.*, quest. 66, art. 5).

Par contre, il est juste de reconnaître que l'auteur de la *Somme* ne fait pas une part très large à l'obligation de pardon et de miséricorde qui incombe au chrétien parce qu'il craint toujours de détendre le ressort de la crainte chez les scélérats. Le texte cité plus haut semblerait restreindre le pardon aux relations privées. En réalité, Saint Thomas d'Aquin ne nie nullement la légitimité des décisions de grâce. Elles sont le privilège de l'autorité supérieure, mais celle-ci doit avoir le consentement de la victime et elle doit veiller à ce qu'il ne résulte de la grâce aucun péril pour la société. « Si le juge remettait les peines inconsidérément, il porterait préjudice à la société qui exige que les malfaiteurs soient punis pour mettre fin aux actions coupables » (IIa, IIae, quest. 67, art. 4). Sans doute, l'indulgence elle-même ne doit pas être imprudente, mais elle peut s'exercer, nous semble-t-il, avec des modalités et des nuances dans lesquelles n'entre pas le théologien. Nous ne trouvons pas chez lui toutes les considérations généreuses que nous avons admirées chez Saint Augustin.

Duns Scot a voulu être plus restrictif que Saint Thomas d'Aquin. Le Docteur subtil a imaginé une théorie ingénieuse pour réduire davantage le nombre des crimes capitaux. Il part du principe du *Décalogue* : *Non occides*. Il en conclut [1] qu'il ne peut y avoir d'homicide licite que dans les hypothèses prévues par Dieu lui-même, maître de la vie et de la mort. Ces hypothèses sont indiquées dans la Bible : le meurtre, le blasphème, l'adultère etc... mais non pas le vol simple. Encore l'Evangile, dans l'épisode de la femme adultère, a-t-il abrogé la mort comme sanction de l'adultère. Cette théorie repose sur un fondement peu solide. On ne peut tracer la limite de la peine de mort en se fondant sur des textes édictés pour d'anciennes civilisations. Duns Scot ne fut donc pas suivi par les théologiens ultérieurs, qui s'en tinrent à la doctrine de Saint Thomas d'Aquin, ainsi Lugo [2] et Lessius [3].

1. Duns Scot, *Somme théologique*, t. IV, p. 879 (sur la quest. 64, art. 2).
2. Lugo, *De justitia et jure*, chap. 10, section 2.
3. Lessius, *De justitia et jure*, Livre II, chap. 9.



***

Pour sortir de cette politique de la terreur et de ce cycle infernal entre les brutalités des malfaiteurs et les représailles des bourreaux, il a fallu attendre l'époque moderne, l'adoucissement des mœurs et les premières découvertes des sciences sociales à la fin du XVIII[e] et du XIX[e] siècle. Beccaria garde le mérite immortel d'avoir proclamé que la peine la plus sévère est loin d'être la plus efficace. Les premiers statisticiens du XIX[e] siècle ont établi que la production du crime est dûe à des causes complexes et nombreuses et que la crainte du châtiment ne joue pas tout le rôle que la tradition lui a prêté. Alors les horizons s'élargirent et le droit pénal put être construit sur des bases nouvelles. Le problème de la peine de mort prit un aspect imprévu. On avait plaidé l'abolition au nom de la miséricorde chrétienne, on la plaidait maintenant au nom de la défense de l'Etat et de l'expérience positive.

Il est intéressant d'observer quelles furent les réactions des penseurs catholiques en face de ces théories nouvelles. Il se produisit dans leurs rangs une scission entre deux groupes qui s'affrontèrent à coups d'arguments religieux, sur lesquels on n'avait jamais autant insisté jusqu'alors. A cet égard, *on ne peut passer sous silence l'œuvre de Joseph de Maistre*, bien qu'il ne soit pas un théologien. Sa pensée a exercé une profonde influence sur beaucoup de chrétiens — et sur combien d'autres — qui gardent une sorte de mystique de l'échafaud. On retrouve dans ses ouvrages des affirmations que la Tradition avait toujours admises : le juge punit par délégation de Dieu ; le châtiment contient l'audace des malfaiteurs. Ces arguments prennent plus de retentissement par la magie du style dont Joseph de Maistre sait les parer.

> « Dieu a remis aux souverains l'éminente prérogative de la punition des crimes et c'est en cela surtout qu'ils sont ses représentants... Le mal étant partout sur la terre, il agit constamment et, par une conséquence nécessaire, il doit être constamment réprimé... Le glaive de la Justice n'a pas de fourreau. Toujours il doit menacer ou frapper [1] ».

L'auteur des *Soirées de Saint Pétersbourg* y ajoute des considérations nouvelles sur les nécessités de l'expiation, *de l'expiation sanglante*. Il admet comme une loi divine la nécessité de verser le sang, « la grande loi de la destruction violente des êtres vivants » [2]. La terre lui apparaît comme « un autel immense » (*ibid.*) où s'accomplit un sacrifice perpétuel et le bourreau est le prêtre de ce culte. Joseph de Maistre jette l'anathème sur ceux qui veulent tarir cette effusion de sang et qui compromettent ainsi l'équilibre de la société, car ce que le bourreau n'aura pas tué, il faudra que ce soit la guerre qui le tue [3].

1. Joseph de Maistre, *Soirées de Saint-Petersbourg*, 1[er] entretien.
2. *Ibid.*, 7[e] entretien.
3. *Ibid.* D'après le P. Sertillanges (*Le problème du mal*, t. I, p. 291), il y a dans ces pages un véritable « sadisme de l'expiation » et nous pourrions réfuter Joseph de Maistre par Bossuet en renvoyant au Sermon sur *la nécessité des souffrances*, 1[re] partie (Carême de 1661). Il faut noter cependant, à la décharge de Joseph de Maistre qu'il admet en principe que la peine doit être corrective (*ibid.*, 5[e] entretien).

Nombreux furent les catholiques qui protestèrent contre cette interprétation erronée de la morale traditionnelle. Le premier, Chateaubriand avait au contraire félicité l'Eglise d'avoir horreur du sang[1] et il avait répondu plus tard à Joseph de Maistre en se plaçant sur son propre terrain : « Si le sang a été nécessaire pour racheter l'humanité, le sacrifice du Calvaire a suffi pour cette expiation et le sang des hommes est inutile »[2]. Les catholiques sociaux abondèrent dans ce sens. Ils protestèrent contre l'abus de la peine capitale et ils demandèrent son abolition à la suite de Beccaria, mais pour des raisons religieuses souvent. Ainsi Lamennais en 1831[3] et Lacordaire en 1845. Cet orateur déclarait dans une conférence donnée à la Cathédrale de Lyon :

> « Au reste, la loi d'expiation... est bien comprise par le siècle. Aujourd'hui la justice tend à être douce envers le criminel. Cette tendance est profondément religieuse. Quelques-uns nous disent qu'on est lâche devant le sang et qu'il ne faudrait pas craindre de le répandre pour purger la société... Pour moi, j'aime mieux approuver le siècle... Dans les réformes récentes de nos lois pénales, je vois un grand acte de christianisme et peut-être le jour viendra où la société ne prononcera plus de répression, où elle s'attachera uniquement à prévenir et à corriger, laissant à Dieu seul le soin de porter une peine terrible dans une autre vie »[4].

Depuis cette époque, la discussion reste ouverte chez les théologiens proprement dits. Il en est ainsi pour plusieurs motifs. Beaucoup d'auteurs ramènent la controverse à une question de fait : la peine de mort n'est légitime que si elle est nécessaire au maintien de l'ordre public, mais est-elle en réalité nécessaire ? Pour d'autres, le problème met en jeu une question de principe. En effet, les théologiens ne sont pas d'accord sur les fondements et les buts de la peine. En général, ils en signalent trois. La peine peut être médicinale, c'est-à-dire agir par l'amendement du coupable ; elle peut être préventive : son action terrifie les malfaiteurs et leurs imitateurs éventuels et les incite à lutter contre leurs pulsions criminelles, elle met hors d'état de nuire les incorrigibles ; la peine enfin peut être vindicative : elle constitue une rétribution du mal et une expiation. Il est souvent impossible d'atteindre simultanément ces trois buts et l'on est conduit à établir une hiérarchie entre eux. Là surgissent les discussions. Les uns estiment que la peine est avant tout vindicative, d'autres qu'elle est avant tout défensive[5]. De la position qu'on adopte dépend l'adhésion plus ou moins forte qu'on apporte à la

1. Chateaubriand, *Le Génie du christianisme*, 4e partie, livre 6, chap. 10.
2. Chateaubriand, *Etudes et discours historiques*, 1er discours.
3. Lamennais, *L'Avenir*, no du 30 juin 1831.
4. Lacordaire, *Conférences à Lyon et à Grenoble* (1845) : 7e conférence, p. 162.
5. Cf. dans le premier sens J. Verdier (plus tard le Cardinal Verdier) : « Le criminel et la peine », *Revue pratique d'apologétique*, 1912, p. 105 et R. P. Thiefry, « La justice doit-elle cesser de juger et de punir » ? (*Nouvelle Revue théologique*, 1951, p. 460) ; dans le deuxième sens Cathrein, *Philosophia moralis* (1893), no 638, et R. Jolivet, *Traité de morale* (1942), p. 478. Sur les peines ecclésiastiques, cf. à ce mot l'article du *Dictionnaire de théologie catholique* de A. Bride.



peine capitale. Il existe *beaucoup de nuances dans les opinions des théologiens, mais on peut les grouper en trois catégories*, semble-t-il.

Les uns fondent la peine sur les nécessités de l'expiation. Il est juste, disent-ils, qu'un forfait exécrable soit frappé d'une peine très dure et le maximum de la rigueur est atteint par la suppression de la vie. Le « châtiment suprême » peut offrir d'autres intérêts ; à leurs yeux, son utilité principale est de sanctionner les fautes les plus graves et de rétablir l'équilibre moral quand il a été fortement compromis. Ces auteurs sont donc volontiers attachés à son maintien. L'adoucissement de la loi pénale leur paraîtrait déceler un relâchement du sens moral dans la législation temporelle et un abandon de la défense du bien au profit du mal :

> « Il faut donc regarder la difficulté en face et se demander si la justice vindicative doit borner son rôle à la protection des innocents. Cela revient à se demander si la société a une mission purement physique ou si elle a une tâche morale. Posée dans ces termes, la question n'est pas douteuse... Vous avouez que la morale intéresse la puissance publique... L'homicide est le plus grand des forfaits. A un forfait hors de pair il faut un châtiment à part. Et il convient que la peine soit portée à son maximum de rigueur... D'autres coupables seront mis à même de s'amender pour recommencer ici-bas une vie meilleure ; celui-ci ne devra chercher dans le repentir qu'un abri contre les peines éternelles... Que ce malheureux... accepte sa peine... Alors cet ordre qu'il avait troublé par son crime se trouve rétabli par son sacrifice. La justice atteint sa fin la plus haute et le pouvoir humain n'a pas à rougir d'une sévérité qui fait de lui le ministre de Dieu[1] ».

D'autres théologiens considèrent avant tout dans la peine capitale un moyen d'assurer l'ordre public. La peine de mort les attire et les retient parce qu'elle est la plus redoutée des malfaiteurs et qu'il en sera toujours ainsi. Ceux-là désacralisent l'échafaud sans le dire expressément, puisque l'échafaud ne se recommande à eux que par son efficacité pratique. C'est l'opinion de Thamiry dans le *Dictionnaire de théologie catholique* « au mot peine de mort ». « En pratique, écrit-il seule la peine capitale est un moyen efficace de protection de la société ». Dans sa *Philosophia moralis* déjà citée, le P. Cathrein dit de même : « Ces crimes ne peuvent souvent être prévenus avec assez d'efficacité que par la peine de mort... Donc le pouvoir civil peut et même doit prononcer la peine de mort parce qu'il est tenu d'assurer, autant qu'il le peut, la sécurité publique... Mais si, pour empêcher l'homicide, une peine moins forte suffisait, le pouvoir public n'aurait plus ce droit »[2].

1. Mgr d'Hulst, *Conférences de Notre-Dame*, 1896, 3e conférence, p. 6. V. dans le même sens Th. Meyer, *Institutiones juris naturalis*, 1900, t. II, no 596, et le R. P. Hebert, « La justice criminelle et la peine de mort », *Revue thomiste*, 1894, p. 614 (La Société fait justice « pour le rétablissement de l'ordre éternel »).
2. Cathrein, *ibid.* V. dans le même sens Castelein, *Institutiones philosophiae moralis et socialis* (1899), p. 518 ; Genicot, *Institutiones theologiae moralis* (1927), t. I, p. 296 ; Vermeersch, *Ouv. cité*, t. II, no 636 (1928) et F. Cavallera, *Précis de la doctrine sociale catholique* (1931), p. 284.

Un troisième groupe de théologiens estime que, dès maintenant, la peine capitale n'est plus nécessaire toujours et partout et qu'il convient d'y renoncer dans cette mesure. Ils acceptent les conclusions de Beccaria et des abolitionnistes. Tel est le sentiment de l'Abbé Leclercq dans son grand *Traité de droit naturel*. L'auteur rappelle que le glaive a été utile autrefois, qu'il l'est encore dans certains Etats insuffisamment civilisés, mais il pense qu'il ne l'est plus dans la plupart des pays de l'Europe et de l'Amérique[1]. Le Révérend Père Vernet conclut dans le même sens[2]. La doctrine du Révérend Père Haring, dont le manuel est classique, est peut-être moins affirmative. La peine capitale, dit-il, est légitime « dans la mesure où elle est nécessaire ». Mais l'Etat a un autre droit, celui de pardonner et ce pardon peut être donné d'avance dans une loi d'abolition, à condition qu'on ne mette pas en péril la sécurité publique[3].

Le Souverain Pontife Pie XII a prononcé plusieurs discours relatifs à la nature et aux buts de la peine, question primordiale, mais il n'a pas abordé le problème du châtiment suprême. Il s'est borné à rappeler à ses auditeurs et le texte célèbre de Saint Paul dans l'*Epitre aux Romains* et la nécessité de garder des peines vindicatives, au nombre desquelles figure ou non, selon les Etats, la peine de mort[4].

***

Ainsi la doctrine de l'Eglise catholique en face de cet angoissant débat de conscience est ferme sur certains points, souple sur d'autres et cette souplesse lui permet de s'adapter à certaines évolutions des peuples. L'Eglise affirme que l'Etat ne pèche pas quand il use du droit de glaive ; elle affirme qu'il doit user de cette arme non seulement avec justice mais avec prudence ; dans sa discipline, elle affirme encore, ce qui va loin, son horreur personnelle du sang, en persistant à ne pas admettre à son profit la peine de mort[5] et en défendant à ses clercs de participer à un jugement capital (*Codex Juris Canonici*, Canon 139). Au-delà commence le domaine des controverses sur une matière qui est à la fois d'ordre moral et d'ordre politique et qui est

1. J. Leclercq, *Leçons de droit naturel* (1937), t. IV, 1re partie, p. 97.
2. R. P. Vernet , « Le Glaive et la Croix » (*Revue internationale de criminologie et de Police technique*, 1955, p. 63).
3. R. P. Haring, *La Loi du Christ* (1959), t. III, p. 678. V. dans le même sens Nivard, *Ethica* (1928), p. 450, et deux articles plus brefs, l'un dans *Informations catholiques internationales* (n° du 15 sept. 1958), et l'autre dans *Cahiers d'action religieuse et sociale* (n° du 1er avril 1960).
4. Pie XII, « Allocution au Congrès international de droit pénal » (*Documentation catholique* du 1er nov. 1953, p. 1.350) ; « Allocution aux juristes catholiques italiens » (*Documentation catholique* du 26 déc. 1954 et du 20 févr. 1955 ; v. notamment col. 1.606) ; « Allocution au Congrès international des juristes catholiques » (*Documentation catholique* du 23 juin 1957).
5. Est-ce le droit d'exécuter que l'Eglise se dénie ? Est-ce le fait d'exécuter ? La question est discutée chez les théologiens (cf. Mgr Journet, *La Juridiction de l'Eglise dans la Cité*, 1931, p. 97).



partiellement influencée par les faits. Ces controverses méritent d'être suivies de près par les juristes et par les sociologues. Grâce à elles, peuvent se réaliser dans le temps des mises au point successives selon les mœurs et les conditions des sociétés[1].

1. C'est ce que note très exactement le Cardinal Verdier dans son article déjà cité (p. 112) : « Le régime pénal est soumis à une continuelle évolution... On n'intimide pas par les mêmes procédés les sauvages et les peuples civilisés. De même il est des peines qui jadis corrigeaient efficacement et qui aujourd'hui n'auraient d'autres résultats que d'exaspérer ».

# L'état actuel du droit pénal et de la politique criminelle en Pologne

par Stanislaw PLAWSKI
*Professeur à l'Université de Lodz (Pologne)*

1. Le Code pénal polonais date de 1932. Sa base théorique s'inspire aussi bien des idées dites « classiques » que des conceptions sociologiques de Léon Liszt et des positivistes italiens. Il est actuellement périmé en beaucoup de domaines, non seulement parce que le système économique et social de la Pologne a changé après la deuxième guerre mondiale, mais aussi parce que les exigences de la politique criminelle sont aujourd'hui différentes de celles de l'époque où le Code fut élaboré ; et étant donné qu'il le fut plusieurs années avant sa promulgation, ses auteurs ne pouvaient prévoir cette évolution.

Le Code de 1932 a été modifié et complété par plusieurs lois promulguées après la deuxième guerre mondiale. C'est le décret-loi du 13 juin 1946 qui a apporté en premier lieu d'importantes modifications au droit pénal, ce qui lui a valu son nom de *petit Code pénal*. Il comporte trois séries de dispositions concernant les crimes et délits contre l'Etat, les crimes et délits contre l'ordre public et les crimes et délits économiques.

La multitude de lois concernant les dispositions pénales, dans le domaine économique, en particulier, démontrent la nécessité d'une codification nouvelle. Après de longs travaux préparatoires, une commission nommée par le Ministre de la Justice, et composée de professeurs de droit et de magistrats, a élaboré le projet d'un nouveau Code pénal lequel sera soumis, probablement encore, au cours de cette année, à une discussion dans les milieux juridiques et à un examen des facultés de droit. Tout en espérant que le nouveau Code pourra résoudre avec succès les problèmes juridiques existants, il convient d'aborder quelques questions que posent la situation juridique actuelle et les exigences de la politique criminelle.

2. En l'état actuel, la jurisprudence joue un rôle important. Les arrêts de la Cour suprême sont importants non seulement pour l'interprétation du droit positif, mais aussi pour la formation des idées juridiques qui constituent la base théorique de la codification du droit pénal. Ces arrêts sont activement commentés par les juristes polonais dans la presse juridique. Nous disposons en outre d'une édition officielle de la Cour suprême et d'une édition spéciale de l'Institut de droit de l'Académie des Sciences où sont publiés non seulement les arrêts de la Cour suprême, mais aussi ceux de la

Cour suprême militaire et les jugements les plus intéressants des tribunaux de première instance. Ces arrêts sont souvent commentés par les professeurs de droit ou par les magistrats et parfois vivement critiqués. Dans cette discussion juridique basée sur la jurisprudence, nous trouvons des idées nouvelles qui enrichissent notre théorie du droit.

3. Envisagée comme un phénomène social l'infraction est considérée en tant qu'action ou inaction socialement dangereuse prévue par la loi pénale comme crime ou délit.

De cette formule théorique dérivent le principe de la légalité des délits et des peines et le principe que le droit pénal entre en vigueur seulement en cas de danger social. Nous employons l'expression de danger social de l'acte en évitant l'expression de « personne socialement dangereuse » étant donné que la dangerosité sociale d'une personne se manifeste par ses actes

Evidemment les déformations psychiques telles que les maladies mentales, les névroses et les déficiences caractérologiques influent sur le comportement de l'individu. Un homme devient dangereux, non par ses déficiences psychiques, mais par son comportement. Ce sont les conditions sociales et économiques qui constituent le facteur essentiel de la criminalité.

En rejetant le libre arbitre et en s'appuyant sur le déterminisme philosophique au point de vue social, nous soulignons l'importance de la notion de la responsabilité d'un homme au sens social, moral, et juridique de cette expression. Est considéré comme responsable l'homme qui agit sciemment, avec la connaissance de la valeur sociale de ses actes, ou au moins avec la possibilité de la connaître. C'est la notion de la faute pénale au sens psychologique comme au sens social. Les maladies mentales et les défauts caractérologiques graves éliminent la connaissance de la valeur sociale des actes humains, et c'est pour cette raison qu'on ne peut escompter chez les individus qui en sont atteints l'effet psychologique de la peine dans la même mesure que chez les individus capables de cette appréciation. D'autre part, les autres anormalités (psychopathie, alcoolisme etc...) entraînent jusqu'à un certain point une responsabilité restreinte qui montre la nécessité non seulement de la peine, mais aussi et en premier lieu d'un traitement médical.

Pour savoir quelles sont les mesures, peines ou mesures médicales, que l'on doit appliquer et dans le cas de la peine pour connaître son étendue de façon à assurer son efficacité du point de vue de la prophylaxie sociale, il devient indispensable d'examiner le caractère individuel de l'accusé. L'article 74 du Code de procédure pénale prévoit cet examen d'une façon générale sans le définir dans le détail. L'examen psychiatrique, d'après l'article 117 du Code de procédure pénale peut être effectué par deux médecins au moins dans une clinique ou à l'extérieur. L'examen par les psychologues n'est pas prévu directement par la loi, mais les tribunaux y ont recours dans certains cas.

4. D'après l'article 17, paragraphe 1, du Code pénal, n'est pas responsable celui qui, au moment où l'acte a été accompli, ne pouvait discerner le sens de cet acte ou décider de sa conduite en raison d'une insuffisance de son développement psychique, d'une maladie psychique ou de tout autre trouble



de ses facultés psychiques. L'expression : *Tout autre trouble des facultés psychiques* a provoqué beaucoup de difficultés. Des crimes et des délits peuvent être accomplis au moment où leur auteur se trouve sous l'influence de l'alcool. Du point de vue médical, l'ivresse constitue un trouble grave des facultés psychiques. La jurisprudence juge toutefois que l'irresponsabilité de l'auteur ne peut résulter que de troubles provoqués par une maladie psychique ou par des troubles caractérologiques. Au contraire, le trouble provoqué par un abus d'alcool ou de stupéfiant ne peut aucunement excuser le sujet du délit. Cette interprétation, approuvée par l'arrêt de la Cour suprême du 15 décembre 1950 (Nr. 1/51) ne s'appuie pas cependant sur le texte même de l'article 17 du Code pénal.

Dans le Code pénal polonais il n'existe pas de dispositions analogues aux articles 91/94 du Code pénal italien. D'après l'article 17, paragraphe 2, est responsable de ses actes l'auteur qui s'est mis intentionnellement dans un état de trouble de ses facultés psychiques pour commettre l'infraction. Les cas où l'auteur se met en état d'ivresse en vue de commettre une infraction sont extrêmement rares. Par contre, ceux où l'intention de commettre le délit naît sous l'influence de l'alcool (coups et blessures, attentats aux mœurs), sont fréquents. Et encore plus fréquents sont les cas où une personne en état d'ivresse commet des délits non intentionnels, par exemple des délits de la circulation. Certains théoriciens proposent d'introduire la notion de l'ivresse *coupable* (volontaire ou même non intentionnelle) qui serait punissable et de l'ivresse *excusable* qui resterait impunie. La loi du 27 avril 1956 prévoyait que la commission d'un délit en état d'ivresse constituait une circonstance aggravante au cas où l'inculpé était tenu, en raison de son métier, de son état ou de ses fonctions, d'éviter toute consommation d'alcool.

La loi du 10 décembre 1959 sur la lutte contre l'alcoolisme a abrogé la loi du 27 avril 1957 et a remplacé la disposition susmentionnée par celle de l'article 22 qui prévoit que si un crime ou un délit est commis en état d'ivresse cet état constitue une circonstance aggravante.

D'après l'article 23 de la même loi, est puni d'une peine de 5 ans de réclusion au maximum, celui qui, en état d'ivresse, maltraite physiquement ou moralement un membre de sa famille ou une personne se trouvant dans une situation de dépendance vis-à-vis de l'auteur. Cette disposition concerne en principe le chef de famille alcoolique qui, en état d'ivresse, maltraite sa femme ou ses enfants. D'après l'article 28, est puni d'une peine de 2 ans d'emprisonnement au maximum ou d'une amende jusqu'à 5.000 zlotys, ou de ces deux peines cumulées, celui qui en état d'ivresse conduit une voiture mécanique.

D'après l'article 30 est punit au minimum d'une peine de 5 ans de réclusion ou d'emprisonnement celui qui, en conduisant en état d'ivresse une voiture mécanique, provoque non intentionnellement un danger de catastrophe dans les communications terrestres, navales ou aériennes.

Dans ces trois cas, l'état d'ivresse de l'auteur constitue un élément du délit.

5. Selon l'un des principes fondamentaux du droit pénal polonais, il n'y a pas de responsabilité pénale sans intention ou sans faute pénale. L'article

13 du Code pénal établit qu'un crime ne peut être commis qu'intentionnellement. Un délit peut être aussi commis non intentionnellement si la loi en décide expressément ainsi.

L'article 14, paragraphe 1, prévoit que l'infraction intentionnelle se produit lorsque l'auteur veut commettre le délit (*dolus directus*) mais aussi quand il prévoit la possibilité de l'effet délictueux ou du caractère délictueux de son acte et qu'il l'accepte (*dolus eventualis*).

Il y a infraction non intentionnelle, d'après le paragraphe 2 du même article, aussi bien lorsque l'auteur prévoit la possibilité de l'effet délictueux de son acte mais s'attend sans raison à l'éviter, que lorsqu'il ne prévoit pas cet effet ou ce caractère délictueux, quoiqu'il puisse et doive le prévoir.

D'après l'article 15, les circonstances et les conséquences de l'acte qui entrainent l'aggravation de la pénalité ne sont prises en considération que si l'auteur en avait connaissance, ou les prévoyait, ou devait les prévoir. Aucune circonstance aggravante et aucune conséquence de l'aide ne peuvent être prises en considération, en dehors des cas où elles sont provoquées par la faute de l'auteur.

La nécessité de connaître l'état d'esprit de l'auteur d'un délit porte non seulement sur sa faculté de discerner le sens de son acte, mais aussi sur sa capacité de juger de l'effet de celui-ci et d'en apprécier son sens social. Si la peine doit être considérée comme un moyen de resocialisation du condamné celui-ci doit comprendre le caractère antisocial de son acte. Nous considérons pour cette raison, que le problème de l'erreur de droit joue un rôle important dans le domaine de la politique criminelle. Ce n'est pas un problème purement théorique mais un problème se rapportant à la réalité du droit pénal. Il a une grande importance dans la lutte contre la criminalité. Il s'agit de l'homme honnête accablé par la pléthore des lois, décrets,r èglements, et dispositions qui l'obligent à certaines activités et qui lui en défendent d'autres. Toutes ces dispositions prévoient des sanctions pénales et, afin d'éviter le danger d'être puni, l'homme moderne devrait consulter sans cesse le *Journal officiel* ; le droit pénal ne peut admettre ce jeu du hasard.

L'article 20, paragraphe 2, du Code pénal donne aux tribunaux le pouvoir de faire de l'ignorance justifiable de l'illégalité de l'acte la base d'une atténuation extraordinaire de la peine. Mais certains théoriciens estiment que cette disposition concerne seulement les cas de délits non intentionnels. Cette interprétation ressort du principe suivant lequel, d'après l'article 14, paragraphe 1, il y a infraction intentionnelle dans les cas où l'auteur veut commettre le délit ou prévoit la possibilité de l'effet délictueux de son acte. La connaissance du caractère délictueux de l'acte est un élément constitutif de l'infraction intentionnelle. On peut considérer que l'auteur a une intention criminelle dans les seuls cas où il connait le caractère antisocial de ses actes. L'auteur d'un délit ne connait pas la loi, mais il se rend compte de la valeur sociale de son acte.Je suis personnellement un partisan fervent de ce point de vue parce que j'estime que pour resocialiser le délinquant il faut qu'il comprenne le caractère antisocial de son acte. Et si l'auteur ne peut le comprendre, s'il croit qu'il fait bien, la punition ne se justifie que dans des cas exceptionnels en considérant cet acte comme une infraction non intentionnelle.



En somme cette interprétation peut s'exprimer dans le principe selon lequel celui « qui n'a pas eu conscience de commettre un acte illicite ne pourra être puni pour infraction intentionnelle ». Lorsqu'il aurait pu reconnaître le caractère illicite de son acte en usant des précautions voulues, il pourra être puni pour négligence si la loi réprime l'acte comme délit commis par négligence. Cette disposition est insérée dans le projet de révision partielle du Code pénal suisse (projet de 1959) qui, par hasard, exprime parfaitement la thèse émise par plusieurs juristes polonais et admise par certains arrêts récents de la Cour suprême de Pologne.

Cette thèse n'est pas acceptée par tous les juristes, mais je la trouve raisonnable et juste.

6. Le Code pénal de 1932 prévoit les peines suivantes : la peine de mort dans les cas les plus graves, la réclusion, l'emprisonnement, la confiscation des biens, l'amende et, comme peines accessoires, la perte de certains droits. La peine capitale est prononcée pour assassinat et pour les crimes les plus graves contre l'Etat, et demeure une mesure exceptionnelle. En pratique elle est rarement appliquée.

La peine la plus souvent utilisée est la peine privative de liberté. Pratiquement il n'y a aucune différence entre les peines de réclusion et l'emprisonnement. La seule différence est que la peine de réclusion dure six mois au mois et 15 ans au plus, bien que dans certains cas mentionnés par la loi, le tribunal puisse condamner l'auteur des crimes les plus graves à la réclusion à vie. L'emprisonnement dure une semaine au moins et 5 ans au maximum.

La peine prononcée par les tribunaux a pour but l'éducation du condamné et sa resocialisation. Or la réalisation de ce but s'effectue par le travail, l'instruction et les différentes occupation culturelles et sportives. Toutes ces formes d'action éducative peuvent être utilisées dans les établissements pénitentiaires après une sélection rigoureuse des détenus. Le classement par groupe est effectué d'après l'âge, le sexe, le degré d'amoralité et les circonstances du délit.

Les détenus récidivistes et ceux manifestant un degré avancé d'amoralité sont strictement séparés des détenus condamnés pour la première fois. Il existe aussi des établissements spéciaux pour les détenus atteints d'anomalies psychiques qui ne sont pourtant pas des malades (psychopathes, caractériels, nevrotiques).

Le travail des détenus dans les établissements pénitentiaires joue un rôle éducatif et son but essentiel est d'assurer aux détenus la possibilité de s'adapter à la vie en liberté. Dans de nombreux cas les condamnés n'ont aucune profession stable et cette situation favorise la criminalité. Au contraire, si dans l'établissement pénitentiaire les détenus s'habituent au travail et apprennent un métier, ils se préparent à exercer de nouvelles professions en liberté. L'expérience démontre que le travail des détenus dans de grandes entreprises, créées près des établissements pénitentiaires et gérées par ces établissements est celui qui correspond le mieux au but poursuivi de la rééducation des délinquants.

Au cours de ces dernières années les détenus ont appris dix-huit professions différentes.

7. Le Code pénal de 1932 prévoit, à côté des peines, des mesures de sûreté. Il y a deux catégories de mesures : les mesures médicales et les mesures de sûreté qui ne sont essentiellement que des peines. La première catégorie ne donne lieu à aucune controverse. La seconde n'est pas conforme au principe de la légalité, considéré comme un des principes fondamentaux de notre droit pénal. D'après l'article 84 du Code pénal une fois la peine subie le tribunal ordonne le placement dans un établissement pour incorrigibles, du délinquant dont il a constaté la récidive à trois reprises, ainsi que du délinquant professionnel ou d'habitude, si le fait de le laisser en liberté menace l'ordre juridique. « L'internement dans cet établissement pourrait durer toute la vie, en tous les cas au moins 5 ans.

Cette mesure a été fort critiquée par les théoriciens. L'élimination des délinquants soi-disant incorrigibles n'est pas conforme aux principes de notre droit et de notre société. Chaque délinquant est « corrigible ; s'il faut le rééduquer, et s'il y a des délinquants incorrigibles la faute en incombe au système pénitentiaire ou à ceux qui ont appliqué des mesures inadéquates. C'est pour cette raison que le jugement de la Cour suprême de 1952 (nº 67/52) a constaté que l'article 84 du Code pénal est contraire au principe constitutionnel qui ne permet aucune discrimination entre êtres humains et qui prescrit que chaque délinquant, après avoir purgé sa peine, a le droit de vivre en société. Dans ce jugement la Cour suprême considère que la disposition de l'article 84 du Code pénal est inapplicable. C'est un cas intéressant de la désuétude d'une disposition légale par l'effet d'un jugement.

D'autre part, notre droit pénal prévoit des mesures médicales en tant que mesures de prophylaxie sociale.

D'après la loi du 10 décembre 1959 sur la lutte contre l'alcoolisme, on applique un traitement obligatoire aux alcooliques d'habitude qui, par leur conduite, provoquent la désunion familiale, dévergondent la jeunesse et portent atteinte à la sécurité ou à la tranquilité publique. Ce traitement peut être effectué dans un établissement ouvert ou dans un établissement fermé. Le traitement en établissement fermé peut être effectué avec l'autorisation du tribunal de première instance et ne peut durer plus de deux ans. La famille qui est à la charge d'un individu subissant un traitement reçoit une allocation de l'Etat.

8. La plus grande préoccupation de notre politique criminelle est la lutte contre la délinquance juvénile. Les petits vols commis par les mineurs et les excès de nos blousons noirs appelés *Houligans* provoquent une vive inquiétude non seulement parmi les juristes, mais aussi parmi les pédagogues et les psychologues.

La délinquance juvénile dans notre pays n'est pas plus étendue ni plus grave que dans les autres pays d'Europe ; je dirai même qu'elle l'est moins que dans certains pays d'Europe occidentale. Mais il n'empêche que ce phénomène nous préoccupe énormément. D'après le Code pénal, sont responsables les mineurs âgés de plus de treize ans et de moins de dix-sept ans qui ont commis des actes délictueux avec discernement, c'est-à-dire ceux qui ont atteint un degré de développement intellectuel et moral leur permettant de discerner le sens de leurs actes et de décider de leur conduite. Les mineurs sont de la compétence des tribunaux pour mineurs qui, dans



les cas de discernement, peuvent appliquer une mesure correctionnelle, c'est-à-dire l'internement dans un établissement de correction où le mineur peut rester jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans révolus. A tous les autres mineurs qui ont commis un acte sanctionné pénalement, le tribunal pour mineurs applique des mesures éducatives, notamment l'admonition, la mise sous la surveillance et sous la responsabilité des parents, des tuteurs en exercice ou d'un curateur spécial, ou le placement dans un établissement éducatif. Le tribunal peut appliquer des mesures éducatives au mineur qui a commis un acte pénalement sanctionné avec discernement s'il estime que son placement dans un établissement correctionnel paraît inopportun.

Le tribunal pour mineurs a donc la large possibilité de choisir la mesure adéquate.

D'après les statistiques du Ministère de la Justice de 1958, les tribunaux pour enfants ont appliqué les mesures suivantes : l'admonition dans 16, 9 % des cas ; la mise sous surveillance des parents ou des tuteurs pour 22,4 % ; la mise sous surveillance du curateur pour 27,4 % ; le placement en maison d'éducation pour 5,3 % ; le placement en établissement de correction pour 5,9 % ; le placement en établissement de correction avec sursis et avec la surveillance du curateur pour 21,9 %. Ainsi au total les mineurs jugés par les tribunaux sont placés sous la surveillance du curateur dans 49,3 % de cas.

Quant aux questions de discernement, il faut souligner que les théoriciens comme les praticiens estiment cette notion déjà périmée et sans valeur pratique. La personnalité des mineurs est examinée en détail au cours de l'enquête menée par le juge des enfants et c'est le même juge qui décide des mesures nécessaires, éducatives ou correctives.

9. Dans notre politique criminelle, il se pose encore le problème des jeunes adultes, c'est-à-dire des individus ayant atteint l'âge de dix-sept ans révolus et qui n'ont pas encore vingt ans. Il faut souligner que jusqu'à maintenant aucune disposition de loi ne prévoit cette catégorie de délinquants. Le problème s'est posé pour le classement des détenus d'après leur âge. Le Ministre de la Justice a organisé quatre prisons-écoles pour cette catégorie de détenus. Chacun de ces quatre établissements a un profil spécial. La plus grande prison-école, celle de la ville de Iawa, est destinée aux jeunes détenus du sexe masculin. Ils passent par les écoles professionnelles de serrurier, de menuisier, d'électro-mécanicien et de radio-mécanicien. Dans un autre établissement les jeunes détenus étudient la profession de mécanicien d'automobile, ou bien, suivent dans un autre groupe, une école secondaire d'enseignement général.

Les deux autres prisons-écoles enseignent l'agriculture. Une cinquième, située dans la ville de Bojanouv, est destinée aux adolescentes. Elle diffère des précédentes en ce sens que les jeunes détenues y apprennent la couture, la broderie, la dentelle et la confection des rideaux. Les détenus adolescents récidivistes sont placés dans les mêmes établissements, mais dans un quartier spécial. Ils y travaillent et ont la possibilité de suivre l'enseignement donné à l'école professionnelle. Ceux qui n'ont pas terminé l'enseignement primaire sont obligés de passer par l'école primaire avant d'aborder l'école professionnelle. Nous espérons que ces jeunes adultes seront plus faciles à rééduquer et à resocialiser que les adultes et que nos efforts à cet égard ne seront pas vains.

# CHRONIQUES

# A. Chronique de Jurisprudence

## I. DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

par ALFRED LÉGAL
*Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Montpellier.*

1. *L'institution d'une taxe fiscale sur une opération pénalement répréhensible emporte-t-elle abrogation de l'incrimination antérieure ?*

Telle est la question sur laquelle se prononce la Cour de Paris dans un arrêt du 20 mars 1961 (*J.C.P.*, 1961.12094 et les observ. de M. Aymond).

Une loi de Vichy du 12 avril 1943 avait interdit l'installation de panneaux publicitaires sur support, en bordure des routes nationales et en dehors des agglomérations, prohibition qui était sanctionnée par des peines d'amende. Ces dispositions ne furent pas rapportées à la Libération. Mais plus récemment la loi de finances du 26 décembre 1959 (art. 6), complétée par un décret du 29 octobre 1960, est venue frapper d'un droit de timbre particulièrement élevé les affichages effectués dans les conditions indiquées et le non acquittement de cette taxe comporte pour les assujettis des pénalités fiscales.

Saisie d'une poursuite pour infraction à la loi de 1943, la Cour de Paris affirme dans son arrêt qu'il n'était pas concevable que le législateur, après avoir édicté une interdiction, ait pu entendre, d'autre part, soumettre à des droits fiscaux considérables des actes qui supposeraient nécessairement, comme c'était le cas en l'occurrence, la violation de cette interdiction. Elle décide en conséquence que la poursuite était sans fondement et prononce la relaxe du prévenu. Les magistrats ont considéré, en d'autres termes, que les nouvelles dispositions légales entrainaient abrogation tacite des mesures antérieures.

Mais si la Cour de cassation a toujours reconnu (v. Cass. crim., 20 oct. 1809, S. chron.) qu'à défaut d'abrogation formelle, une abrogation implicite peut résulter du rapprochement de deux textes successifs, elle n'a cessé de rappeler que cette abolition virtuelle ne saurait se présumer et qu'elle suppose tout au contraire une impossibilité absolue de concilier les dispositions en présence (v. Cass. crim., 31 janv. 1873, S., 1873.I.187 et parmi les arrêts les plus récents, 21 janv. 1944, S., 1944.I.65 ; 25 févr. 1959, *Bull. crim.*, n° 131).

Cette incompatibilité radicale se rencontrait-elle en la circonstance ? L'affirmative ne ferait aucun doute si on devait poser en principe qu'une taxe fiscale ne saurait jamais être instituée que sur une activité licite. Mais une telle conception serait foncièrement inexacte. Il ne faut pas méconnaître en effet que la législation fiscale et la législation

pénale ont des objets entièrement distincts et qu'elles envisagent en conséquence les faits auxquels elles sont applicables sous des angles différents en fonction de leur but respectif. Tandis que le droit pénal tend à saisir les activités antisociales pour y mettre obstacle par la menace des sanctions dont il dispose, le droit fiscal ne s'occupe que de définir la matière imposable. La considération de l'illégalité ou du caractère pénalement répréhensible de l'acte lui est étrangère, elle ne peut à elle seule constituer une raison déterminante pour renoncer à la perception de créances instituées au profit de l'Etat.

Partant de là, il est certain tout d'abord que si la loi établit d'une façon générale une imposition sur certaines catégories d'opérations juridiques, les agents du fisc n'auront pas à rechercher avant d'appliquer la taxe si tel fait tombe ou non sous le coup de la loi pénale, mais seulement si par sa nature il est passible de l'imposition envisagée. Pour ne prendre qu'un exemple, l'ouverture d'un cercle sans autorisation constitue une infraction à l'article 410 du Code pénal. Les services des contributions indirectes n'en considèrent pas moins que les maisons de jeu clandestines sont passibles des impôts qui frappent les cercles. Ils perçoivent, après en avoir rétabli le montant, les droits fraudés auxquels s'ajoutent les pénalités fiscales encourues (*Encycl. Dalloz*, V° *Jeu*, n° 55). Bref c'est le cas de rappeler ici qu'aux yeux du fisc « L'argent n'a pas d'odeur ». On ne saurait considérer cette attitude comme une manifestation de cynisme choquante de la part des pouvoirs publics. Le scandale serait bien plutôt, sous prétexte que l'Etat s'abaisserait en tirant profit de ressources impures, d'aboutir à ce résultat que les individus malhonnêtes se trouveraient admis à invoquer leur propre indignité pour se soustraire au devoir commun des contribuables. Il est évident, d'ailleurs, que l'application des taxes et des sanctions infligées en cas de non paiement, loin de ruiner l'efficacité de la peine encourue par ailleurs, ne peut que la renforcer.

La question apparaît toutefois moins simple à règler lorsque, comme en l'espèce, les droits nouvellement créés ne sont pas de nature à s'appliquer seulement de façon accidentelle à une opération illicite, mais qu'ils visent spécialement un ordre d'activité qui aurait fait l'objet jusque-là d'une interdiction assortie de sanctions pénales. Des considérations propres cette fois au droit fiscal ne conduiraient-elles pas alors à reconnaître que le maintien en vigueur de la prohibition antérieure s'avère inconciliable avec une semblable réforme ? C'est de cette manière de voir que paraît procéder la solution adoptée par la Cour de Paris. Si on part de l'idée que toute mesure fiscale tend à procurer des ressources au Trésor, n'est-il pas contradictoire de prétendre frapper d'une lourde taxe une source particulière de revenus que la défense édictée par ailleurs tendrait à tarir entièrement ?

La difficulté d'interprétation qui se présente ici appelle, croyons-nous, des solutions nuancées. Elles dépendent en effet des motifs qui auront déterminé la création de l'impôt nouveau. Il peut se faire que cette taxation réponde exclusivement à la nécessité d'équilibrer le budget de l'Etat en accroissant la matière imposable. Si la volonté du législateur s'est manifestée indiscutablement en ce sens il sera alors légitime d'interpréter la réforme intervenue comme impliquant abolition de la mesure prohibitive antérieure. Seulement il n'en sera pas toujours ainsi. Une innovation en matière fiscale peut fort bien avoir été conçue comme un moyen indirect d'aboutir à des résultats d'ordre économique ou social qui en constituent au fond le but essentiel. Il arrivera alors que l'antinomie entre les deux textes ne se révèlera plus cette fois irréductible.

Tel était le cas semble-t-il en l'occurence. C'est ce qui ressort de la genèse de la réforme (v. les observations de M. Aymond, *loc. cit.*). La loi de 1943 avait pour objet de protéger les paysages contre l'invasion des affichages publicitaires. Les auteurs de ce texte avaient entendu associer étroitement l'Administration à la mise en œuvre de ses dispositions. C'est ainsi qu'ils lui avaient confié l'initiative des poursuites en précisant qu'elles seraient exercées à la diligence du secrétaire d'Etat chargé des Beaux-Arts ou du préfet. La loi prévoyait, d'autre part, pour faire respecter l'interdiction, une action proprement administrative : elle donnait aux services intéressés le pouvoir d'ordonner, dès la constatation des infractions, la suppression immédiate des panneaux-réclame érigés en violation de la loi aussi bien que des dispositifs destinés à leur servir de support. Pratiquement les autorités compétentes n'avaient usé de cet ensemble de prérogatives qu'en présence d'abus caractérisés. Pour le surplus s'était institué un régime de tolérance.

C'est en somme l'état de choses résultant de la pratique administrative que les promoteurs de la réforme ont entendu consacrer. Il est à penser que tout en laissant subsister le recours éventuel à des mesures de rigueur qui se justifiait pour les cas les plus graves, ils avaient estimé qu'une lourde taxation serait en dehors de là le procédé le plus sûr pour refréner les affichages intempestifs, la productivité de cet impôt ne jouant dans leurs préoccupations qu'un rôle tout à fait secondaire sinon entièrement négligeable. On peut ajouter, que la loi de finances du 26 décembre 1959 prend soin, en donnant une définition de l'agglomération de spécifier qu'elle remplace celle que formulait la loi de 1943 et abroge en conséquence les dispositions de ce texte à ce sujet ainsi d'ailleurs que celles qui sous certaines conditions étendaient l'interdiction d'affichage aux immeubles situés à l'intérieur de l'agglomération. De telles précisions ne seraient guère concevables si l'intention du législateur avait été de faire purement et simplement table rase de l'interdiction antérieure.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'on ne saurait affirmer avec certitude l'existence d'une incompatibilité absolue entre les deux textes successifs. Cette constatation suffit pour écarter la thèse de l'abrogation tacite.



2. *La sanction du principe du non-cumul en présence de condamnations de mêmes nature et degré.*

Un individu avait été condamné en 1958 par la Cour d'appel d'Aix à quatre ans de prison pour escroquerie et abus de confiance commis en 1957. Plus tard, en 1959, la Cour de Douai lui infligeait dix-huit mois de la même peine pour des délits de recel et d'escroquerie commis également en 1957. Il s'agissait de savoir comment dans ces conditions serait assuré le respect de la règle du non-cumul.

On sait qu'en pareil cas, du moment que l'arrêt le plus récent ne fait pas mention de la condamnation antérieure et que des conclusions n'ont pas été prises en cours d'instance pour demander aux magistrats de régler la situation, un recours en cassation n'est pas possible, aucune des décisions successives n'ayant violé la loi (v. en particulier Cass. crim., 21 mars 1929, S. 1930.I.275). Mais la jurisprudence, considérant que la question qui se pose intéresse l'exécution de la peine, décide qu'en cas de désaccord entre le ministère public et le condamné, elle peut fournir matière à un incident contentieux et sera soumise alors à la juridiction qui s'est prononcée en dernier lieu, celle-ci étant appelée à interpréter sur ce point sa propre décision (Cass. crim., 15 juin 1877, S., 1878.I.329, note Villey ; 21 mars 1929, précité). Saisie en l'espèce d'une requête à cet effet, la Cour de Douai avait statué par arrêt du 15 juin 1960. C'est le pourvoi formé par le condamné contre cet arrêt que la Chambre criminelle a rejeté le 22 février 1961 (D. 1961.453 et la note signée J. M. R.).

Pour éclairer la portée du débat institué devant la Cour suprême, il n'est pas inutile avant d'en préciser les données de rappeler succintement les principes posés en la matière par la jurisprudence.

La règle essentielle qui ressort de cette analyse des précédents judiciaires, c'est que le maximum légal de la plus forte des peines encourues ne saurait jamais être dépassé sans violation du principe de non-cumul. Dès lors s'il se trouve que ce maximum a été atteint par l'une des condamnations concurrentes, aucune difficulté. Le juge devra nécessairement décider que la peine envisagée absorbe la peine la plus faible et sera seule ramenée à exécution. Le concours aboutit en d'autres termes à une confusion obligatoire (Cass. crim. 22 juill. 1880, S., 1881.I.233).

Ce cas mis à part, deux autres situations doivent être envisagées. — Il peut se faire tout d'abord que la somme des peines prononcées soit inférieure au maximum légal de la peine la plus sévère. Le principe est alors que les condamnations successives s'exécuteront intégralement (Cass. crim., 29 déc. 1922, *Bull. crim.*, n° 437). Si au contraire ce total atteint ou dépasse le taux en question elles doivent être exécutées jusqu'à concurrence de ce taux (Cass. crim., 2 juin 1893, S., 1894.I.157). En faisant ainsi état dans les deux hypothèses du maximum ainsi défini, les tribunaux s'écartent, il faut le reconnaître, d'une stricte application du non-cumul qui exigerait que seule la plus forte des peines, non pas encourues, mais prononcées, soit ramenée à effet — : La jurisprudence considère que les magistrats auraient pu en conclusion des poursuites élever cette peine au maximum légal et qu'il leur est loisible d'utiliser après coup cette marge de sévérité. Elle aboutit en réalité par ce détour, comme on l'a observé, à introduire dans notre droit le système du cumul juridique qui fait du concours d'infraction une cause d'aggravation (Donnedieu de Vabres, *Droit criminel*, n° 827).

Cependant les tribunaux sont admis, lorsqu'ils entendent user d'indulgence, à ordonner l'absorption pure et simple de la condamnation la plus faible dans la plus sévère.

Ils prononcent alors la confusion mais cette confusion, abandonnée à l'appréciation des magistrats a un caractère essentiellement facultatif (Cass. crim. 1er sept. 1898, *Bull. crim.*, n° 304).

Quelle avait été en présence de ces principes l'attitude adoptée par la Cour de Douai ? Elle relevait tout d'abord dans son arrêt que le total des deux peines successivement infligées : soit quatre ans et dix-huit mois de prison, excédait le maximum de la plus grave des peines encourues, qui était de cinq ans, pour déclarer ensuite que les faits étant graves, il y avait lieu d'accorder la confusion jusqu'à concurrence de cinq ans.

Le pourvoi relevait dans cette décision une contradiction. Du moment, soutenait-il, que les magistrats entendaient faire bénéficier le condamné de la confusion c'était la condamnation de quatre ans qui seule devait être ramenée à exécution sans qu'il y ait à rechercher si la peine ainsi infligée atteignait ou non son maximum légal.

Il est certain que tel qu'il était formulé le raisonnement de la Cour n'échappait pas à la critique. L'arrêt déclarait *accorder* la confusion : ce terme paraissait impliquer la volonté de recourir à la confusion facultative, mesure de faveur qui suppose qu'aux yeux des magistrats la plus forte des peines prononcées était suffisante pour assurer à elle seule le châtiment des infractions concurrentes. C'est seulement en l'absence d'une telle mesure que la limite du maximum légal peut avoir à intervenir.

Quant à la Chambre criminelle, reproduisant la formule de son arrêt du 2 juin 1893 précité, elle affirme tout d'abord le principe que « en cas de condamnations successives les peines ainsi prononcées doivent être subies cumulativement si le juge n'en a pas ordonné autrement » (ce qui vise le cas de confusion facultative) « à moins que par leur réunion elles excèdent le maximum de la peine la plus forte ».

On aurait pu s'attendre après ce rappel des principes à voir la Cour suprême prononcer l'annulation de l'arrêt attaqué. Il n'en est rien. Sans doute la Chambre criminelle relève-t-elle « l'évidente impropriété » des termes employés par la Cour de Douai, lorsqu'elle déclarait accorder la confusion jusqu'à concurrence de cinq ans. Mais interprétant la pensée des magistrats, elle a estimé que leur intention ne prêtait à aucun doute. En présence de la gravité des fautes ils s'étaient prononcés en principe pour l'addition des peines, mais constatant que leur total dépassait le maximum prévu par la loi ils avaient décidé que le condamné ne pourrait être maintenu en détention au delà de cette durée : solution qui assurait le respect de la règle du non-cumul. C'est pourquoi leur décision, ainsi comprise, n'apparaissait entachée d'aucune illégalité.

3. *L'amnistie et les mesures de sûreté.*

On sait que la proclamation d'une amnistie n'a pas pour conséquence de faire réputer purement et simplement non avenus les faits auxquels elle s'applique. S'analysant en réalité comme une renonciation de la société à son droit de punir, elle n'a d'autre résultat que d'effacer le caractère pénalement répréhensible du délit. C'est pourquoi en présence d'une condamnation antérieure, elle anéantit bien les peines prononcées, mais laisse subsister tous les autres effets de la condamnation qui n'auraient pas le caractère d'un châtiment : réparations et aussi, dans l'opinion très générale, mesures de sûreté.

Mais, ces principes une fois admis, il reste à déterminer quelles sont parmi les conséquences attachées à l'infraction, celles qui doivent ou non être considérées juridiquement comme des peines. La Cour de cassation a été appelée à prendre parti sur la nature de deux sanctions particulières dans ses arrêts du 1er mars et 14 mars 1961 dont le premier concerne le retrait du permis de conduire et l'autre, la fermeture d'un établissement.

I. — L'arrêt du 1er mars 1961 (D., 1961.295) a été rendu sur pourvoi du procureur général contre une décision de la Cour de Rennes du 19 mai 1960.

Un conducteur avait été frappé d'une suspension de permis par un arrêté préfectoral du 11 avril 1958 pris en vertu de l'article L 18 du Code de la route et motivé par une condamnation pour blessures involontaires prononcée le 28 mai précédent par la Cour d'appel de Douai. L'intéressé ayant par la suite conduit un véhicule automobile en violation de l'arrêté, c'est de cette infraction (prévue et punie par l'art. L 19 C. de la route) que la Cour de Rennes s'était trouvée saisie. Elle constatait dans l'arrêt attaqué que le prévenu, postérieurement d'ailleurs au délit dont il avait à répondre, avait acquitté le montant de l'amende infligée par la Cour de Douai et que de la sorte cette condamnation bénéficiait de l'amnistie, aux termes de la loi du 31 juillet 1959 (art. 17). Elle en avait déduit que l'arrêté préfectoral de suspension, fondé sur un fait réputé désormais innocent, ne pouvait plus lui-même servir de base à une condamnation et qu'en décider autrement l'aurait conduite à violer les dispositions de la loi de 1959 (art. 23) interdisant en vertu d'une règle devenue traditionnelle en la matière, aux magistrats et aux fonctionnaires de rappeler dans un document officiel une condamnation amnistiée.



Le ministère public soutenait à l'appui de son pourvoi que l'arrêté du préfet, encore qu'il fût motivé expressément par la condamnation amnistiée, présentait le caractère d'une décision administrative et qu'à ce titre la mesure prise échappait aux effets de l'amnistie (v. en ce sens C. de Poitiers, 10 nov. 1960, *J.C.P.*, 1961, n° 1192, et le commentaire de M. Bloch).

C'est en faveur d'une conception opposée que s'était prononcé le ministre de la Justice au cours de la discussion au Parlement de la loi d'amnistie (*J.O., Débats parl. Ass. nat.*, 10 nov. 1960). Il estimait en effet que les mesures d'annulation ou de suspension de permis prises par le préfet rentraient dans les termes de l'article 17 de la loi, visant les peines principales, complémentaires ou accessoires ainsi que les incapacités ou déchéances subséquentes pour en conclure que l'amnistie entrainait restitution du permis.

La Cour de cassation, en revanche, rejette le pourvoi. Sa décision se fonde sur le caractère de mesure de sûreté qu'elle reconnait à la sanction envisagée. Pourtant un arrêt antérieur (20 juill. 1960, *Bull. crim.*, n° 385, cette *Revue*, 1961, chron., p. 339) paraissait présager de sa part une attitude différente. Elle y affirmait, à propos de la suspension de permis prononcée par les tribunaux, qui disposent dans ce domaine de pouvoirs parallèles à ceux du préfet, que cette mesure constitue aux termes mêmes de la loi (art. L 13 C. de la route) une peine complémentaire et qu'elle devait être traitée comme telle quant à l'application du principe de non rétroactivité.

Pour justifier la nature qu'elle attribue cette fois à la suspension préfectorale, la Chambre criminelle ne s'attache pas essentiellement à son caractère administratif, comme le faisait le pourvoi. Elle commence en effet par poser en principe que la suspension ou l'annulation judiciaire elles-mêmes, bien que qualifiées par les textes de peines complémentaires, constituent cependant « moins des peines proprement dites que des mesures de police et de sûreté » et se borne à ajouter qu'il en est de même, à plus forte raison, de la suspension temporaire prononcée par le préfet.

Comment concilier cette prise de position avec les affirmations catégoriques en sens contraires de l'arrêt antérieur ? Il est permis de penser que ces deux attitudes successives ont été inspirées à la Chambre criminelle par la nature différente des questions que les magistrats avaient pratiquement à résoudre dans chacune des espèces.

C'est une constatation bien souvent faite que de nos jours l'opposition qu'on peut théoriquement établir entre peines et mesures de sûreté tend progressivement à s'estomper. Alors que le but de réadaptation sociale du condamné prévaut de plus en plus dans l'organisation des peines et que leur caractère de rétribution et d'intimidation passe à l'arrière plan, la mesure de sûreté, conçue en principe comme une pure mesure de protection collective abstraction faite de toute idée de blâme et de répression, n'en sera pas moins, du fait des restrictions qu'elle impose aux droits de l'individu ressentie par lui dans bien des cas comme une souffrance prenant ainsi figure à ses yeux de châtiment. Cela est vrai, en particulier, des mesures de sûreté dites personnelles, qui apportent des entraves plus ou moins caractérisées à la liberté d'action de l'assujetti.

On conçoit dès lors que dans les perspectives d'une politique criminelle réaliste, on soit conduit à renoncer à tout dualisme rigide pour appliquer suivant le cas à telle sanction le régime juridique de la peine ou celui de la mesure de sûreté.

C'est ainsi que, le principe de non rétroactivité apparaissant comme une protection essentielle des citoyens contre l'arbitraire, on comprend qu'on puisse étendre cette règle aux mesures qui par ailleurs présenteraient foncièrement le caractère de mesures de sûreté ou du moins à certaines d'entre elles. Pour l'amnistie la question se présente sous un jour tout différent. Cette institution n'a nullement pour objet la sauvegarde de certains droits individuels fondamentaux. C'est de la part de la société une mesure de faveur exceptionnelle relevant de l'appréciation souveraine du législateur. Il sera alors légitime de faire prévaloir cette fois le but de prévention sociale assigné à une sanction, en admettant que les condamnés qui en auraient fait l'objet se verront refuser le bénéfice de l'amnistie, alors surtout que les lois récentes en la matière englobent dans cette mesure de clémence un grand nombre de délits de droit commun aboutissant

ainsi trop souvent à restituer l'intégralité de leurs droits à des malfaiteurs dont la nocuité reste entière. De ce point de vue, en particulier, le maintien d'une sanction telle que le retrait de permis appliqué à des conducteurs qui auraient manifesté leur mépris pour la sécurité d'autrui, attesté par une condamnation pénale, apparaît en soi pleinement justifiable.

Mais si de telles distinctions sont rationnelles et s'il est loisible à l'interprète de leur faire place sur le terrain du droit positif lorsque le législateur ne s'est pas formellement prononcé, il nous paraît par contre bien difficile juridiquement, en présence d'un texte qui rangeait de façon expresse la suspension judiciaire dans la catégorie des peines, de ne pas lui appliquer toutes les conséquences attachées à cette qualification.

Mais tout en admettant cette manière de voir en ce qui concerne la suspension prononcée par les tribunaux on est conduit à se demander s'il n'en doit pas être autrement lorsque cette même mesure a été prise par le préfet. La formule de l'article 13 du Code de la route qui, dans sa définition, paraît réserver ce dernier cas pourrait donner à le penser. Et sur le terrain des principes ne doit-on pas reconnaître qu'effectivement, comme le soutenait le condamné, cette mesure essentiellement administrative se trouvait par là même soustraite aux effets de l'amnistie ? C'est ce qu'avait décidé le Conseil d'Etat (12 avril 1935, *Rec. Gaz. Pal.*, 1935.II.196) sous le régime du décret antérieur du 31 décembre 1922 qui, en cas de condamnation pénale, réservait au préfet le pouvoir de suspension ou d'annulation du permis. La mesure prise par ce fonctionnaire en vertu de ses attributions propres, pour des motifs de sécurité ne présentait pas, affirme la haute juridiction administrative, le caractère de peine accessoire et en conséquence l'amnistie n'était pas de nature à la rendre caduque de plein droit.

L'hésitation cependant est permise (v. sur cette question les observations précitées de M. Bloch). On peut soutenir que la mesure en question, toute administrative qu'elle soit à la considérer en elle-même, est trop étroitement subordonnée à la constatation, d'une infraction pour pouvoir lui survivre. L'argument n'est peut-être pas décisif car il conduirait logiquement à en décider de même pour une mesure de sûreté ordonnée par un tribunal répressif dès l'instant qu'elle supposait nécessairement l'existence d'une condamnation pénale : ce qui parait excessif.

II. — L'affaire qui a donné lieu à l'arrêt du 14 mars 1961 (D., 1961.303) concernait un individu que par une première décision, du 19 juin 1958, la Cour de Montpellier avait, pour faits de proxénétisme, condamné à une peine principale d'amende. Cette juridiction ordonnait en outre, par application de l'article 335 du Code pénal, la fermeture de l'hôtel-restaurant dont le coupable était propriétaire.

Celui-ci ayant acquitté l'amende, s'était assuré par là le bénéfice de l'amnistie proclamée par la loi du 31 juillet 1959. C'est alors que la Cour de Montpellier fut saisie d'une double requête sur laquelle elle devait statuer le 22 octobre 1959. C'est de cette décision que la Cour de cassation avait à connaître.

Une première demande émanait du ministère public. Elle sollicitait les magistrats de déclarer par voie d'interprétation que la fermeture, demeurée exécutoire en dépit de l'amnistie, s'étendait non seulement à l'hôtel lui-même, mais encore à un bar exploité dans un local annexe. Le condamné de son côté présentait à la Cour une requête tendant à lui faire juger tout au contraire que l'amnistie était applicable sans réserve à la fermeture, celle-ci devant être considérée comme une peine complémentaire.

La Cour de Montpellier, dans son arrêt, rejetant cette prétention avait donné satisfaction aux demandes du ministère public.

La Chambre criminelle, sur pourvoi de l'intéressé, casse la décision des juges d'appel, mais seulement pour la partie du dispositif concernant l'extension de la fermeture à un local annexe, par application du principe qu'un arrêt interprétatif permet seulement de réparer une erreur matérielle qu'un précédent arrêt pouvait contenir, mais non d'y ajouter. En revanche elle reconnaît que l'arrêt attaqué avait à juste titre déclaré l'amnistie inapplicable à la sanction envisagée, dans laquelle elle se refuse à voir une peine. Seulement pour en décider ainsi la Cour de cassation ne se fonde pas sur l'idée qu'il y aurait là une mesure de sûreté, comme l'avait fait en ce qui concerne la suspension du permis de conduire l'arrêt ci-dessus analysé : elle invoque le principe traditionnel de la réserve du droit des tiers que la loi de 1959 n'avait pas manqué de reproduire.

On sait que cette règle tend à sauvegarder le droit à réparations de la victime d'une infraction amnistiée — ce qui comprend aussi bien les dommages-intérêts que les restitutions. Or ce dernier terme est entendu par la jurisprudence dans une acception très



large (v. l'art. de M. A. Coste-Floret, cette *Revue*, 1937, p. 195 et s.). Il s'appliquera non pas seulement, conformément à son sens normal et courant, à la remise en nature d'un bien à la personne qui en aurait été privée du fait de l'infraction, mais aussi à toute mesure de nature à replacer les choses en l'état où elles étaient avant le délit. C'est ce qui a conduit la Cour de cassation à poser en règle générale dans ses arrêts que la réserve du droit des tiers vise au même titre que les réparations demandées par la partie civile dans un intérêt privé, celles qui seraient requises par le ministère public agissant dans l'intérêt général. Tel sera le cas, par exemple, de la destruction et la reconstruction d'un ouvrage élevé au mépris des règlements d'hygiène publique (Cass. crim., 12 avril 1907, S., 1910.I.155).

C'est de ce même principe, dont il reprend la formule, que l'arrêt actuel fait état pour le déclarer applicable à la fermeture d'un établissement trouvé en délit.

La conception dont procède, quant à l'analyse de cette mesure, une telle solution se trouve consacrée par une jurisprudence constante. La Chambre criminelle en a déduit de nombreuses conséquences. Elle s'en est inspirée notamment pour reconnaître aux tribunaux le pouvoir de l'ordonner, en l'absence de texte, accessoirement à la condamnation, dans tous les cas ou un établissement aurait été ouvert ou se trouverait exploité en violation des conditions administratives requises.

Cette jurisprudence inaugurée pour le cas d'ouverture irrégulière d'une pharmacie, sous l'empire de la loi de Germinal An XI (v. en particulier Cass. crim., 2 octobre 1834 S., 1835.I.218 ; 7 déc. 1884, S., 1885.I.508) a été étendue par la suite a bien d'autres matières : l'ouverture illicite d'un débit de boissons par exemple (v. Cass. crim., 3 déc. 1936, S., 1938.I.158) ou encore d'un bureau de placement (Cass. crim., 2 août 1888, D., 1889.I.127). C'est le même caractère de réparation attribué à la fermeture qui avait déjà conduit la Cour de cassation à soustraire cette mesure aux effets de l'amnistie (Cass. crim., 31 janv. 1920, S., 1920.I.288).

Si fermement consacrée qu'elle soit par la pratique judiciaire, une telle conception apparait juridiquement contestable. Une mesure de réparation est tournée vers le passé : il s'agit de faire disparaître un préjudice effectivement subi du fait de l'infraction. On ne saurait qualifier ainsi des mesures destinées à parer aux conséquences futures du délit, comme c'est le cas de la fermeture d'établissement. Au fond elle n'est autre chose qu'une mesure de sûreté (Vidal et Magnol, *Droit criminel*, n° 528-I). Sans doute peut-on bien observer qu'elle tend à rétablir l'ordre social, mais on en pourrait dire autant de toute mesure de sûreté et cela ne suffit pas pour l'assimiler à une sanction réparatrice.

On ne saurait pas davantage la confondre avec une peine. Son but propre n'est nullement de constituer pour le coupable un châtiment supplémentaire. Destinée à supprimer un foyer de criminalité dont la subsistance serait à elle seule un danger pour la collectivité, c'est une mesure objective, frappant selon les expressions de la Cour de cassation, l'établissement trouvé en délit et ce caractère explique qu'elle puisse, aux termes de la jurisprudence être prononcée contre le propriétaire d'un fonds de commerce alors qu'il serait resté étranger à l'infraction (Cass. crim., 10 mai 1918, D., 1921. I.142 ; 22 mai 1919, S., 1921.I.96). En l'espèce cette analyse était de nature à justifier l'exclusion de l'amnistie beaucoup plus sûrement que la réserve du droit des tiers. Elle serait en revanche difficilement conciliable avec les solutions de la jurisprudence concernant le pouvoir pour les tribunaux d'ordonner la fermeture sans texte, étant donné que de l'avis général le principe de légalité s'étend non seulement aux peines proprement dites, mais aussi aux mesures de sûreté.

## II. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

par Louis HUGUENEY

*Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris.*

1. *Usage de faux certificat.*

La Cour d'Aix avait prononcé une condamnation pour usage de faux certificat sans faire connaître les circonstances dans lesquelles le certificat avait été délivré et utilisé et sans indiquer non plus sa teneur et les inexactitudes volontaires ou involontaires qu'il pouvait contenir.

La Chambre criminelle (31 mai 1961, *Bull. crim.*, n° 281) a cassé l'arrêt d'Aix pour la raison qu'il ne mettait pas la Cour de cassation en mesure d'exercer son contrôle sur la décision intervenue.

La disposition ajoutée à l'article 161 du Code pénal par la loi du 27 août 1948 et qui punit en particulier quiconque aura fait sciemment usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié est une disposition fort élastique et dont il peut être facilement fait abus. La Chambre criminelle a raison de veiller à en interdire l'abus (v. déjà nos observ. dans cette *Revue*, 1958, p. 850, et *supra*, p. 585).

2. *Outrage à la gendarmerie.*

Un individu, qui n'était pas un déserteur, avait refusé systématiquement de révéler sa véritable identité à des gendarmes qui enquêtaient dans une affaire de désertion. Le Tribunal correctionnel de Pontoise (18 janv. 1961, *J.C.P.*, 1961.II.12243, avec la note critique de M. Francis Lamand) a jugé que, « par son refus systématique de répondre aux interrogatoires et par sa volonté bien arrêtée de se solidariser avec les déserteurs recherchés, il avait contraint délibérément les gendarmes à diligenter une enquête approfondie et à poursuivre des recherches nombreuses qui étaient finalement inutiles et susceptibles d'amoindrir leur autorité ». Et, par application de l'article 224 du Code pénal, tout en lui accordant le bénéfice des circonstances atténuantes, il l'a condamné pour outrage à agents de la force publique.

C'est une décision à rapprocher de toutes celles qui ont considéré comme outrage la dénonciation d'un délit imaginaire (v. à ce sujet : Garçon, *C. pén. annoté*, nouv. éd., sous les art. 222 à 225, n$^{os}$ 30 et s.) ou encore le fait de prendre la fuite devant les représentants de la police (Garçon, *ibid.*, n° 47) ou de leur donner de faux renseignements (Garçon, *ibid.*, n° 48). Mais il faut reconnaître qu'elle les dépasse encore en hardiesse. Si le prévenu était resté muet, complètement muet, il n'y avait pas de parole à incriminer. Il n'y avait pas non plus de geste. Où donc accrocher l'outrage dans le catalogue limitatif de l'article 224 ?

Qu'il y ait dans la loi une lacune, c'est possible. Mais appartient-il aux tribunaux de la combler en tirant une fois de plus sur la corde de l'article 224 ? Le plus sage ne serait-il pas d'introduire dans notre législation une disposition analogue à celle de l'article 651 du Code pénal italien punissant d'emprisonnement ou d'amende « quiconque, requis par un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions, refuse de donner des indications sur son identité personnelle, sur son propre état ou sur d'autres qualités personnelles » ?



3. *Offense à la justice.*

Un homme, qui « occupait dans le pays une position éminente, conduisant une voiture automobile alors qu'il était en état d'ivresse et en bonne compagnie », avait renversé un scooter dont les occupants, et surtout l'un d'eux, avaient été grièvement blessés. Il avait été poursuivi pour blessures par imprudence devant le Tribunal correctionnel de Papeete et, alors que le procès était en cours de jugement, un journal du lieu avait vivement critiqué l'attitude à l'audience du représentant du Ministère public. Il lui avait reproché de n'avoir pas défendu la société, de n'avoir pas insisté sur l'excès de vitesse, sur la gravité des blessures, sur la position de l'inculpé dans la vie locale, qui étaient autant de circonstances aggravantes ; d'avoir tout au contraire mis l'accent sur la « représentativité » du prévenu, homme politique connu, sur sa moralité, sur son casier judiciaire encore vierge, sur sa position à la tête d'un organisme para-administratif ; d'avoir écarté l'emprisonnement pour ne réclamer qu'une amende et d'avoir en définitive prononcé un réquisitoire qui était plutôt une plaidoirie. Il avait ajouté que « les assistants avaient été étonnés et avaient porté après l'audience des jugements sévères, parlant même d'instructions occultes ». Puis, s'élevant du particulier au général, il avait rappelé que le rôle de la justice « ne doit plus être aujourd'hui, comme au temps des rois, de faire les justiciables blancs ou noirs suivant qu'ils sont puissants ou misérables » et qu'il ne faut pas voir « le financier acquitté pour meurtre et le docker décapité pour avoir marché sur la queue d'un chat ».

Le Ministère public s'est ému de cette diatribe. Le journaliste a été poursuivi en vertu des nouveaux articles 226 et 227 du Code pénal. Le juge d'instruction a rendu une ordonnance de non lieu qui a été confirmée par la Chambre d'accusation de Papeete. L'arrêt de Papeete a été déféré à la Cour de cassation. La Chambre criminelle (15 mai 1961, *Bull. crim.*, n° 257 ; *J.C.P.*, 1961.II.12233, avec une note pleine de verve de M. le Premier Président Mimin), tout en reconnaissant que l'article était « peu décent, alors surtout qu'à la date de sa publication l'affaire à laquelle il se rapportait avait été mise en délibéré et que le jugement n'était pas encore rendu », a rejeté le pourvoi.

Après avoir posé en principe que « les articles 226 et 227 du Code pénal, introduits dans la législation française par l'ordonnance du 23 décembre 1958, n'ont pas eu pour effet de porter atteinte à la libre expression de la pensée et aux droits de critique que la loi du 29 juillet 1881 garantit aux citoyens », elle a successivement mis de côté l'article 227 et l'article 226.

Elle a écarté l'article 227 parce qu'il « n'incrimine les commentaires publiés avant l'intervention d'une décision juridictionnelle définitive que dans la mesure où ils tendent à exercer des pressions sur les déclarations des témoins ou sur les décisions des juridictions d'instruction ou de jugement, et que ni les appréciations du journaliste quant à la modération excessive du représentant du Ministère public, ni celles plus générales qu'il développait quant au rôle et à la mission de la justice ne pouvaient constituer, dans les termes et en la forme où elles étaient établies, une pression de nature à exercer une influence sur la décision des juges ».

Elle a fait litière de l'article 226 parce que, pour punir « ceux qui, publiquement, par actes, paroles ou écrits, auront cherché à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle, cet article exige que cette action ait été accomplie dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance ; parce que, même si on admettait que le réquisitoire oralement prononcé par le Ministère public à l'audience pût être considéré comme l'un des *actes* auxquels cette disposition de la loi accorde une protection particulière, les critiques que contenait la publication incriminée à l'adresse de ce réquisitoire ne pouvaient tomber sous le coup de cette disposition que si leur auteur, par delà le magistrat mis en cause, avait voulu atteindre la justice comme une institution fondamentale de l'Etat dans son autorité ou dans son indépendance et que les juges avaient expressément constaté l'absence d'un tel mobile ».

Cette double élimination faite, la Cour conclut « qu'il ne s'agissait en l'espèce que d'un article apparemment diffamatoire contre un magistrat à l'occasion d'un acte de sa fonction et que la seule inculpation qui aurait pu être visée était celle que détermine l'article 31 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ». Encore prend-elle soin d'ajouter « qu'aucune sanction ne pouvait intervenir si le prévenu avait rapporté à l'audience, conformément à l'article 35 de cette loi, la preuve de la vérité de ses imputations ».

Au lendemain de l'ordonnance du 23 décembre 1958, qui avait eu l'audace d'introduire au Code pénal un décalque du *contempt of court*, les journalistes avaient jeté feu et flamme. Un jugement du Tribunal correctionnel de Rouen (19 juin 1959, avec la note de M. Mimin, S., 1959.196 et nos observ. dans cette *Revue*, 1960, p. 76) leur avait, le premier, montré que les articles 226 et 227 nouveaux n'étaient pas pour eux si dangereux qu'ils en avaient l'air. L'arrêt de la Chambre criminelle achèvera de dissiper leurs craintes.

Les magistrats semblent mettre aujourd'hui leur coquetterie à faire fi des armes que, sur leur demande, le législateur leur avait données pour se défendre contre les incartades de la presse.

4. *Exercice illégal de la médecine.*

I. — Une dame et deux demoiselles, toutes trois dépourvues du diplôme de docteur en médecine, avaient, de compagnie, appliqué à de nombreuses personnes atteintes notamment de myopie, d'astigmatisme, d'hypermétropie ou de strabisme une certaine méthode Bates qui consiste en une *gymnastique d'assouplissement des muscles oculaires ayant pour but de rééduquer la vision.*

Elles ont été poursuivies pour exercice illégal de la médecine et, au surplus, exercice illégal de la profession de masseur kinésithérapeute.

Le juge d'instruction a pris avis de deux experts qui, tout naturellement, appartenaient à l'Ordre des médecins de la Seine. Ces deux médecins ont conclu à l'existence du délit. Et les prévenues ont été déférées au Tribunal correctionnel de la Seine devant lequel le Conseil départemental de l'Ordre des médecins et la Chambre syndicale des médecins de la Seine se sont portés parties civiles. Le Tribunal, qui avait déjà, il y a quelques années, dans une espèce analogue, témoigné de sa sévérité (v. nos observ. dans cette *Revue*, 1957, p. 373), a prononcé condamnation pour exercice illégal de la médecine et accordé au Conseil départemental 200 NF, à la Chambre syndicale 300 NF de dommages-intérêts. L'exercice illégal de la profession de masseur n'était qu'une contravention de police : elle se trouvait en la circonstance effacée par l'amnistie.

Appel du jugement a été interjeté à la fois par les trois prévenues, par les deux parties civiles et par le Ministère public.

Devant la Cour de Paris, les prévenues ont d'abord objecté que l'opinion des médecins experts désignés par le juge d'instruction ne pouvait être retenue, lesdits médecins n'étant pas des tiers désintéressés mais au contraire des membres de la profession plaignante. La Cour a, sur ce point, reconnu que leur critique était fondée. Mais elle a jugé qu'elle n'avait pas besoin de l'avis des experts pour établir l'existence du délit.

Au fond, les prévenues faisaient valoir qu'elles n'avaient pas examiné médicalement les personnes venues chez elles pour obtenir une amélioration de leur vision ; que le diagnostic sur la nature des affections entraînant des troubles dans l'acuité visuelle de ces personnes avait toujours été porté par des médecins et consigné dans des ordonnances destinées dans la majorité des cas à la préparation de lunettes et que l'enseignement qu'elles dispensaient pour permettre à leurs clients d'utiliser au maximum les organes de la vision ne constituait pas, au sens médical du mot, un traitement.

La Cour (25 févr. 1961, *Gaz. Pal.*, 20-22 sept.) leur a répondu que les vices de réfraction et d'accommodation, comme la myopie, la presbytie, l'astigmatisme, le strabisme, sont des affections congénitales ou acquises qui relèvent d'une thérapeutique médicale pour être améliorées ou guéries ; que les exercices de gymnastique oculaire en question ne peuvent être assimilés à des pratiques banales et libres de gymnastique appliquée à des parties normales ou saines du corps humain. En décidant de leur propre autorité de la nature, de la fréquence et de la durée des exercices de gymnastique oculaire à faire exécuter par les clients, les prévenues avaient empiété sur le domaine de la médecine et aussi, ajoute la Cour, sur celui des masseurs kinésithérapeutes. En vain disaient-elles pour leur défense qu'elles n'avaient pas fait de massage. La Cour leur a répliqué qu'aux termes de l'article L. 487 du Code de la Santé publique les masseurs kinésithérapeutes ont seuls le droit de pratiquer non seulement le massage, mais encore la *gymnastique médicale*. La gymnastique oculaire rentre dans la gymnastique médicale.

Sur cette contravention effacée par l'amnistie, il n'y avait qu'à fermer les yeux. Pour l'exercice illégal de la médecine la Cour a fait preuve de toute l'indulgence qui convenait. La confiance témoignée aux prévenues par de nombreux médecins spécialistes était de nature, dit-elle, à diminuer leur responsabilité pénale dans une mesure importante : les circonstances atténuantes leur ont été tout naturellement accordées.



Les parties civiles réclamaient des dommages-intérêts plus élevés que ceux que leur avait alloués le tribunal. La Cour, loin de leur donner satisfaction, a réduit pour l'une et pour l'autre la réparation au minimum, 1 NF, en faisant finement observer que les spécialistes ophtalmologiques n'avaient pas subi de préjudice sérieux puisque les personnes traitées par les prévenues avaient d'abord consulté un médecin et que, si elles n'avaient pas eu recours aux lunettes prescrites dans beaucoup de cas, seul le syndicat des opticiens lunettiers pouvait s'en plaindre.

II. — A Papeete, un commissionnaire, qui n'avait rien d'un docteur en médecine, Hon Lip Edwar Wong Fat, dit Ani, pratiquait avec succès l'*acupuncture*. L'Ordre des médecins de la Polynésie française l'a fait poursuivre pour exercice illégal de la médecine. Le Tribunal de Papeete s'était cru permis de relaxer le prévenu pour des raisons de droit : il lui avait semblé que l'acupuncture n'est pas une thérapeutique réservée aux médecins. Sur appel interjeté par la partie civile le Tribunal supérieur de Papeete a confirmé le jugement de relaxe, mais en substituant prudemment aux raisons de droit des raisons de fait. Wong Fat avait « apporté ses soins, ouvertement et gratuitement, à de nombreux malades parmi lesquels se trouvaient des personnalités administratives éminentes... L'acupuncture est pratiquée, sur le territoire de la Polynésie française, par des personnes férues de cette science dont certaines ont joué et jouent encore un rôle important au sein d'organismes représentatifs élus. En pratiquant lui aussi l'acupuncture et en raison de l'autorité morale dont étaient revêtues à ses yeux les personnalités précitées, tant patients que praticiens, le prévenu était dépourvu de la connaissance qu'il pratiquait un acte illicite, donc de l'intention frauduleuse indispensable à la constitution du délit... Réserver la science de l'acupuncture à des médecins reviendrait à priver de tout moyen, sinon de guérison, au moins de soulagement bon nombre de malades pour lesquels la médecine officielle s'est révélée inopérante ».

A la suite de ce jugement d'appel, l'action publique s'est trouvée éteinte. Mais l'Ordre des médecins n'a pas désarmé. Il s'est pourvu en cassation sur les intérêts civils. Et la Chambre criminelle (8 mars 1961, *Bull. crim.*, n° 146), fidèle gardienne des lois, a dû reconnaître, au rapport de M. Ledoux, que la pratique de l'acupuncture constitue bel et bien le délit d'exercice illégal de la médecine (v. déjà en ce sens : Trib. corr. Seine, 25 nov. 1953, et nos observ. dans cette *Revue*, 1954, p. 128).

5. *Infraction à un arrêté préfectoral de limitation de vitesse.*

Un automobiliste avait écrasé une vieille femme dans la traversée d'un village. Il était poursuivi à la fois pour homicide involontaire et pour infraction à un arrêté préfectoral qui, dans la traversée de l'agglomération, limitait la vitesse à 60 kilomètres à l'heure.

Il a été, sur le second chef, relaxé par le Tribunal correctionnel d'Arras (28 mars 1961, *Gaz. Pal.*, 23-26 sept.) : « attendu qu'aucune limitation de vitesse permettant d'être renseigné sur l'arrêté préfectoral n'était signalée par panneau réglementaire ; que ledit arrêté avait fait uniquement l'objet d'une publication au Bulletin des actes administratifs du département du Pas-de-Calais ; que cette publicité était insuffisante pour admettre qu'il eût été porté à la connaissance des usagers ».

6. *Refus par un médecin d'obtempérer à une réquisition de prise de sang sur la personne d'une cliente.*

Une conductrice de cyclomoteur ayant provoqué un accident, un brigadier de gendarmerie avait régulièrement requis un médecin de procéder sur la personne de la dame à la prise de sang prévue à l'article L. 88 du Code des débits de boissons. Sale affaire pour le praticien : la dame était sa cliente. Il a refusé d'obtempérer et a été poursuivi devant le Tribunal de police de Châteaubriant par application de l'article R. 30, n° 12, du Code pénal frappant d'amende de 20 à 40 NF « ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service ou de prêter le secours dont ils auront été requis dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire ». Le tribunal l'a condamné. Il s'est pourvu en cassation.

Devant la Chambre criminelle, il a d'abord ergoté sur la notion de flagrant délit. L'accident n'était pas un accident bien grave. Aujourd'hui que les blessures par imprudence ne constituent plus qu'une contravention de 5e classe lorsqu'elles n'entraînent pas une incapacité totale de travail personnel supérieure à trois mois (art. R. 40, n° 4, du C. pén.), la dame avait chance de n'être pas poursuivie pour délit. Et, disait le demandeur en cassation, l'on n'avait pas, par avance, le droit de parler de flagrant délit. C'était une interprétation bien étroite d'un texte dont la généralité saute aux yeux. La Chambre criminelle l'a repoussée.

Et le médecin en a été réduit à se retrancher dernière ses prétendues « obligations morales et déontologiques ». On ne pouvait, disait-il, le contraindre à une prise de sang sur l'une de ses propres malades et à l'établissement d'un certificat que l'article 378 du Code pénal lui interdirait de délivrer au mépris du secret professionnel.

C'était là encore un argument bien fragile. Le secret professionnel ne s'impose au médecin qu'en sa qualité de donneur de soins. Et le médecin, en la circonstance, n'avait pas à révéler ce qu'il avait appris en soignant la dame.

La vérité, c'est qu'il était, comme on le comprend sans peine, gêné moralement. Mais cette gêne morale ne suffisait pas à le mettre à l'abri de l'article R. 30, n° 12.

Cet article, sans doute, ne frappe que ceux qui, *le pouvant*, auront refusé de prêter le service requis. Mais, si à l'impossibilité matérielle on s'avise, comme certains le suggèrent, d'assimiler l'impossibilité morale, ne risque-t-on pas d'affaiblir dangereusement la portée de cette disposition de salut public ?

Malgré les doutes qu'il a soulevés, nous croyons qu'il faut approuver l'arrêt par lequel la Chambre criminelle (15 mars 1961, *Bull. crim.*, n° 164 ; *J.C.P.*, 1961.II.12228 ; *Rec. de dr. pén.*, 1961, p. 132), au rapport de M. Noël Dejean de la Batie, a rejeté le pourvoi formé contre le jugement du Tribunal de Châteaubriant.

## III. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PERSONNES

par Louis HUGUENEY

*Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris.*

1. *Médecin condamné pour omission de porter secours.*

L'omission de porter secours est un délit que les médecins plus que tous autres sont exposés à commettre. Et c'est une question bien embarrassante que celle de savoir jusqu'où vis-à-vis d'eux doit aller la sévérité (v. à ce sujet les sages réflexions de M. Vouin, dans cette *Revue*, 1957, p. 353 et s.).

Un arrêt de la Chambre criminelle du 31 mai 1949 (v. sur cet arrêt nos observ. dans cette *Revue*, 1949, p. 745) semblait pour les médecins assez rassurant : à propos d'un médecin qui, appelé au chevet d'un enfant malade, avait refusé de se déranger, elle avait déclaré que c'est au médecin à qui l'appel est adressé d'apprécier, sous le seul contrôle de sa conscience et des règles de sa profession, l'utilité et l'urgence de son intervention.

Mais voici qu'elle se montre aujourd'hui plus sévère.

Un médecin avait, un matin, visité un enfant malade. Le soir, le père est venu angoissé l'appeler au secours de son enfant qui se mourait et lui a décrit d'alarmants symptômes qui n'avaient pu être constatés le matin. Le médecin a prescrit des médicaments mais n'a pas consenti à retourner auprès de l'enfant qui est passé de vie à trépas. Il a été poursuivi pour omission de porter secours. La Cour de Colmar l'a condamné. Il s'est pourvu en cassation. La Chambre criminelle (15 mars 1961, *Bull. crim.*, n° 162 ; *Gaz. Pal.*, 13-15 sept. ; *J.C.P.*, 1961.II.12226 ; *Rec. de dr. pén.*, 1961, p. 134) a rejeté son pourvoi.

2. *Proxénétisme.*

Un certain Djabou avait vécu en concubinage durant deux mois, de décembre 1959 à février 1960, avec une fille mineure de 21 ans qui se livrait habituellement à la prostitution et dont il n'ignorait pas l'activité.

La Cour de Paris l'avait condamné pour proxénétisme. Il s'est pourvu en cassation sous prétexte que le seul fait de vivre avec une personne se livrant à la prostitution n'est pas suffisant pour constituer le délit de proxénétisme.

C'est un moyen qui n'a plus de valeur depuis que l'ordonnance du 23 décembre 1958 a introduit dans l'article 334 du Code pénal un n° 3 aux termes duquel sera considéré comme proxénète celui « qui, sciemment, vit avec une personne se livrant habituellement à la prostitution ».

La Chambre criminelle (20 avril 1961, *Bull. crim.*, n° 218) n'a pu que rejeter le pourvoi d'un homme qui avait eu le tort de ne pas se reporter à la dernière édition du Code pénal avant d'entrer en concubinage.

3. *Non représentation d'enfant.*

Un père, condamné par la Cour de Poitiers pour non représentation d'enfant, faisait valoir à l'appui de son pourvoi en cassation que « la décision attribuant la garde des enfants à la mère ne lui avait pas été signifiée ; que la décision de justice dont il est question à l'article 357 du Code pénal ne peut s'entendre que d'une décision exécutoire suivant les règles du droit civil ; qu'aux termes de l'article 147 du Code de procédure

civile, un jugement, pour être exécutoire, doit être signifié, que toute exécution forcée opérée sans qu'il y ait eu signification préalable est nulle et qu'il y a lieu d'assimiler à une voie d'exécution forcée la menace des sanctions pénales de l'article 357 du Code pénal.

Le demandeur en cassation ne contestait pas qu'il connaissait la décision du tribunal. Il en avait été avisé par son avoué.

La Chambre criminelle (4 mai 1961, *Bull. crim.*, n° 238) a rejeté son pourvoi. Il lui a semblé qu'il n'y avait pas lieu de transporter en droit pénal le formalisme du droit civil.

Une fois de plus s'est affirmée l'autonomie du droit pénal.

4. *Dénonciation calomnieuse.*

I. — Un directeur de la police judiciaire avait, les 30 juin et 28 juillet 1950, adressé au Procureur général près la Cour d'appel de Paris des rapports par lesquels il dénonçait le directeur de la Sûreté nationale comme étant affilié à une association de malfaiteurs et ayant pris part à ce titre à divers crimes auxquels cette bande s'était livrée. Mis à la retraite le 15 novembre 1950, il avait renouvelé ses accusations dans un troisième rapport en date du 1er décembre 1950. Et, le 10 janvier 1951, il avait été convoqué par le Procureur de la République aux fins de mise en état des dénonciations par lui portées. Il avait, en présence de ce magistrat, confirmé ses précédents rapports et lui avait demandé d'en signer avec lui les feuilles. A la suite de cette comparution, le Procureur avait ouvert une information au cours de laquelle le dénonciateur s'était porté partie civile. Elle avait été close par un arrêt de non lieu et le dénonciateur avait été poursuivi pour dénonciation calomnieuse.

Mais il se trouvait que les faits antérieurs au 1er janvier 1951 étaient couverts par une loi d'amnistie. Et la question était de savoir si la dénonciation renouvelée le 10 janvier, sur convocation du Procureur, la seule qu'il était permis de retenir, présentait le caractère de *spontanéité* auquel est subordonnée, de l'avis unanime, la répression de la dénonciation calomnieuse.

C'est une question que, successivement, la Cour de Paris et la Cour de cassation (20 mars 1961, *Bull. crim.*, n° 175 ; *Rec. de dr. pén.*, 1961, p. 142) ont tranchée par l'affirmative.

II. — Un Malgache avait, au cours d'une enquête de gendarmerie et aussi au début de son interrogatoire devant le premier juge appelé à connaître de l'affaire, reconnu qu'il avait faussement accusé un de ses compatriotes d'avoir fracturé la porte de sa case et de lui avoir volé une certaine quantité de paddy. Il avait ensuite, pour partie rétracté ses aveux. Mais il n'en avait pas moins été condamné pour dénonciation calomnieuse.

Il reprochait à la juridiction qui l'avait condamné de n'avoir pas, comme l'article 373 du Code pénal lui en faisait le devoir, *sursis au jugement* jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'autorité compétente sur la vérité ou la fausseté des faits dénoncés. La Chambre criminelle (18 avril 1961, *Bull. crim.*, n° 208 ; *Rec. de dr. pén.*, 1961, p. 152), s'appuyant sur une jurisprudence bien assise (v. Garçon, *C. pén. annoté*, nouv. éd., sous l'art. 373, n° 346) lui a répondu que « le sursis devient sans objet lorsque le prévenu reconnaît la fausseté des imputations contenues dans sa dénonciation ».

5. *Injure ou diffamation.*

Le journal *Rivarol* reprochait au *Figaro* d'avoir publié une sorte d'éloge funèbre de Béraud, alors que de son vivant et alors qu'il purgeait la condamnation qui lui avait été infligée par une Cour de justice, « il n'avait écrit un mot sur lui, pas un écho, pas un petit reportage qui eût pu lui réchauffer le cœur, renouer quelques liens, apprendre à quelques jeunes l'homme qu'il fut ». Et cette critique l'avait conduit à traiter le directeur du *Figaro* de « Tartuffe » et de « bourreau ». Etait ce là injure ou diffamation ?

La Cour de Paris et, après elle, la Chambre criminelle (16 mars 1961, *Rec. de dr. pén.*, 1961, p. 135) ont jugé que ce n'était qu'injure.

---

# IV. PROCÉDURE PÉNALE

par JEAN ROBERT
*Conseiller à la Cour de cassation.*

1. *Détention préventive. Prolongation. Calcul. Effets de la détention irrégulière.*

Dans son texte initial, l'article 139 du Code de procédure pénale a prescrit que la détention préventive ne peut, sauf dans les cas prévus à l'article 138, excéder deux mois : l'ordonnance du 4 juin 1960 a porté ce délai à quatre mois. Cependant le juge d'instruction a la faculté de rendre une ordonnance spécialement motivée afin de prolonger cette détention : la prolongation ne peut être prescrite pour une durée supérieure à deux mois, délai que l'ordonnance du 4 juin a également porté à quatre mois. L'ordonnance du juge peut être renouvelée.

En application de ces textes, un juge d'instruction ayant placé un inculpé sous mandat de dépôt le 16 mars 1960, avait prolongé la détention à trois reprises : ordonnance du 15 mai 1960 pour prendre effet le 16 mai, ordonnance du 15 juillet pour prendre effet le 16 juillet, ordonnance du 16 novembre pour prendre effet... immédiat.

L'inculpé s'était plaint de l'irrégularité de cette dernière prolongation : il estimait que l'ordonnance avait été rendue tardivement, alors que la détention prolongée par l'ordonnance du 15 juillet avec effet au 16 juillet avait déjà pris fin. Cette thèse ne fut pas admise par la Chambre d'accusation qui, déclarant que la durée de la détention préventive se calculait de quantième à quantième, jugea cependant que la détention ordonnée le 15 juillet avec effet au 16, expirait le 16 novembre inclus, date à laquelle était intervenue l'ordonnance critiquée.

La Chambre criminelle a cassé cet arrêt : la Cour d'appel avait fait une application inexacte du principe relatif à la computation, principe qu'elle avait cependant posé correctement. Car la détention commencée le 16 juillet à 0 heure, avait pris fin le 15 novembre à 24 heures, et toute ordonnance prise le lendemain était nécessairement tardive, fût-elle prise et notifiée dans les premières minutes de cette journée (Crim., 23 févr. 1961, *Bull.*, n° 119, p. 229). Il appartenait au juge d'instruction de se préoccuper à temps de la date à laquelle la précédente ordonnance cessait d'avoir effet. La mise en liberté de l'inculpé fut donc ordonnée.

L'instruction se poursuivit à la diligence du même magistrat : elle fut close par une ordonnance de transmission au procureur général conformément à l'article 181 du Code de procédure pénale : car il s'agissait bien d'une grave affaire criminelle (tentative d'empoisonnement), qui avait causé quelque émotion dans la région. Cette circonstance explique peut-être que la Chambre d'accusation ait cherché à couvrir, par une interprétation un peu trop extensive de l'article 139, l'omission spécialement inopportune du juge d'instruction. Un arrêt de renvoi devant la Cour d'assises intervint, contre lequel l'inculpé se pourvut en cassation. Observant que l'irrégularité de sa détention entre le 15 novembre 1960 et le 23 février 1961 avait été affirmée par un arrêt de la Chambre criminelle, il fit valoir à l'appui de son pourvoi qu'il avait été privé pendant cette période de l'une des garanties essentielles auxquelles il avait droit pour sa défense, et qu'ainsi la procédure diligentée pendant le temps où il subissait cette détention qui entravait sa défense, était elle aussi frappée d'irrégularité.

Cette manière de voir n'a pas été retenue. L'arrêt de la Cour de cassation qui rejette le moyen relève que l'irrégularité de la détention ne peut entraîner par elle-même la

nullité des autres actes de l'information, « alors qu'il n'était ni démontré, ni allégué « que la recherche et l'établissement de la vérité s'en trouvaient viciés fondamentale- « ment » (Crim., 4 mai 1961, *Bull.*, n° 237, p. 457).

2. *Appel d'un jugement de police par un avoué du tribunal de grande instance.*

Aux termes de l'article 547 du Code de procédure pénale, l'appel des jugements de police est interjeté dans les délais prévus par les articles 498 à 500 : « les articles 502 à 504, paragraphes 1 et 2, sont applicables à l'appel des jugements de police ». Que dit l'article 502 ? « La déclaration d'appel doit être faite au greffier de la juridiction qui « a rendu la décision attaquée. Elle doit être signée par le greffier et par l'appelant lui- « même ou par un avoué près la juridiction qui a statué, ou par un fondé de pouvoir « spécial ».

Chacun sait qu'il n'y a pas d'avoué près la juridiction d'instance. On devrait donc en conclure que si l'avoué se présente au greffe du tribunal de police pour faire appel, il ne peut être considéré que comme un fondé de pouvoir spécial, astreint comme tel à justifier d'un pouvoir qui devra être annexé à l'acte dressé par le greffier. Tel n'est point cependant l'avis de la Chambre criminelle qui a jugé « qu'il résulte de la combi- « naison des articles 502 et 547 du Code de procédure pénale que l'avoué près le tribunal « de grande instance est dispensé de produire un pouvoir en vue d'interjeter appel, aussi « bien lorsque la décision émane du tribunal correctionnel que des tribunaux de police « compris dans le ressort de ce tribunal » (Crim., 29 juin 1961, *Bull.*, n° 313, p. 598).

Sous l'empire du Code d'instruction criminelle, la pratique admettait, à défaut de disposition légale précise, que l'avoué avait qualité pour faire la déclaration d'appel sans pouvoir spécial au greffe du tribunal de simple police : l'arrêt du 28 avril 1944 (*Bull.*, n° 113, p. 174), qui consacrait cette pratique, paraissait prendre argument du fait que les avocats et les avoués avaient exclusivement qualité, depuis la loi du 26 juin 1941, pour représenter les parties en justice de paix. Ce qui n'empêchait pas de juger cependant (Cass., 21 mai 1957, *Bull.*, n° 424, p. 752) que les avocats devaient être munis d'un mandat exprès pour former pourvoi.

On eût pu imaginer que les termes formels du Code de procédure pénale exigeaient pour la matière une interprétation stricte. On dispense de pouvoir l'avoué près la Cour d'appel qui forme pourvoi contre un arrêt de la Cour, et l'avoué près le tribunal de grande instance qui forme appel d'un jugement du tribunal correctionnel : chacun d'eux, pour reprendre la formule de l'arrêt du 5 février 1958 (*Bull.*, n° 121, p. 208) a la faculté de faire légalement une déclaration de recours sans pouvoir spécial, dès lors que cette faculté s'exerce « contre les décisions émanant des juridictions auprès desquelles il exerce son ministère ». Mais un avoué d'instance, chez qui il est fait élection de domicile pendant l'instruction, s'il conserve qualité pour recevoir à ce titre signification d'un arrêt de la Chambre d'accusation, n'est pas habilité pour autant à former un pourvoi sans être muni d'un pouvoir spécial, car il n'exerce pas son ministère d'avoué près le tribunal en se rendant au greffe de la Cour. Or l'article 502 du Code de procédure pénale est catégorique : « avoué près la juridiction qui a statué ». Comment justifier cette déci- sion prétorienne ? Certes, les tribunaux de police ne siègent pas très loin du tribunal de grande instance, et l'avoué en est « près ». Mais l'avoué d'appel exerçant près la juridiction qui va statuer sur l'appel, pourquoi ne revendiquerait-il pas lui aussi le droit que la Chambre criminelle vient de reconnaître à son confrère d'instance ?

3. *Action civile des héritiers. Cas dans lesquels le partage des responsabilités est inopposable.*

Nous avons noté dans une précédente chronique (cette *Revue*, 1961, n° 2, p. 365) que les tribunaux commettent parfois des confusions entre l'action civile que les héri- tiers exercent comme ayants cause du décédé et celle qu'ils exercent à titre personnel. Par exemple lorsque la victime de l'accident décède en cause d'appel, les juges d'appel ne peuvent statuer sur les conclusions des héritiers que dans la mesure où ceux-ci continuent ès qualités l'action de leur auteur : les héritiers ne peuvent être reçus, à titre personnel dans l'instance, pour la première fois devant la Cour d'appel.

Cette autonomie de l'action personnelle des héritiers a fait l'objet de deux arrêts récents intervenus dans des conditions à peu près semblables. Dans la première espèce, il s'agissait d'un double accident mortel, dont avaient été victimes les époux M. : la responsabilité de cet accident avait été partagée entre un tiers et M., le mari. Les enfants



M. engagèrent une action pour obtenir la réparation du préjudice que leur causait la mort de leurs parents. En tant qu'héritiers de leur père, co-responsable de l'accident, ils étaient obligés de subir les incidences de la faute commise par leur auteur, et ils ne pouvaient pas obtenir une indemnisation intégrale à laquelle leur auteur n'aurait pu lui-même prétendre. Mais ils venaient aussi comme héritiers de leur mère, laquelle ne pouvait pas être considérée comme ayant commis une faute. Par voie de conséquence, le préjudice qui résultait pour ces héritiers du décès de leur mère devait être calculé sans tenir compte du partage de responsabilité, puisque la victime de qui ils tenaient leurs droits n'avait pas elle-même à subir ce partage. En outre, les principes du Code civil les autorisaient à s'adresser à l'un quelconque des auteurs du dommage, chacun de ceux-ci étant tenu à le réparer intégralement (Crim., 26 mai 1961, *Bull.*, 269, p. 515).

Dans la seconde espèce (Crim., 15 juin 1961, *Bull.*, 300, p. 576), l'accident était sur- venu à deux piétons qui furent renversés par une automobile : l'un décéda, l'autre fut grièvement blessé. La responsabilité fut partagée par moitié entre l'automobiliste d'une part, et d'autre part les deux piétons à qui il était reproché d'avoir marché de nuit au milieu de la route. La mère de la victime décédée demanda la réparation du préjudice moral que la mort de sa fille lui avait causé. La Chambre criminelle a approuvé la Cour d'appel d'avoir refusé un abattement de moitié sur les sommes allouées, comme l'auto- mobiliste le lui demandait en invoquant le partage des responsabilités. En effet, l'action civile de la mère était exercée en vertu d'une créance qui lui était propre, elle de- mandait la réparation du préjudice que l'infraction lui avait personnellement causé. Une solution identique a été appliquée pour le blessé en ce qui concerne le préjudice moral qui résultait pour lui de la mort de sa fiancée : ce préjudice était indépendant de la faute qu'il avait commise personnellement et dont il subissait les conséquences pécu- niaires en ce qui concerne seulement les dommages physiques causés à sa personne.

4. *Jugement par défaut. Opposition et appel.*

Un tribunal correctionnel avait rendu le 25 juin 1958 un jugement par défaut qui fut signifié à Parquet le 18 juillet suivant : le prévenu était alors en fuite et le juge d'ins- truction avait décerné un mandat d'arrêt. Un an après, on retrouva en prison le con- damné, à qui l'on notifia mandat et jugement. Le condamné écrivit au Parquet le 19 octobre 1959 pour déclarer qu'il formait appel et, pour le cas où son appel ne serait pas recevable, il exposait qu'il transformerait son appel en opposition. Puis, le 21 oc- tobre 1959, il fit signifier son opposition par huissier. Sur le vu de la lettre du 19 octobre, le greffier du tribunal dressa un acte d'appel le 24 octobre. Et le procureur de la Répu- blique, sans doute encouragé par cet appel, forma appel incident, sans penser que son propre délai était expiré depuis longtemps et ne pouvait revivre, même pour cinq jours supplémentaires, par la vertu de l'appel de l'adversaire défaillant.

La Cour d'appel limita son examen de l'affaire à la recevabilité des appels. Elle constata que l'appel du Parquet, aussi bien que celui du condamné étaient tardifs. Pour le Parquet à l'égard de qui le jugement était contradictoire, la question ne souf- frait pas de discussion. Quant au prévenu, on lui opposait à juste raison la jurisprudence constante d'après laquelle la loi du 27 juin 1866, qui a admis dans certains cas la recева- bilité de l'opposition jusqu'à l'expiration des délais de prescription, ne s'étend pas à l'appel, lequel doit être formé dans les dix jours suivant la signification quel qu'en soit le mode. Le demandeur au pourvoi voulait faire admettre, au mépris de cette jurisprudence, que la Cour d'appel avait eu tort de juger son appel tardif.

La Chambre criminelle, par un moyen relevé d'office, a jugé qu'avant de décider si l'appel du prévenu était recevable, la Cour d'appel avait l'obligation d'examiner la question de l'opposition.

On sait que la signification d'un jugement correctionnel rendu par défaut ouvre deux voies de recours : l'opposition et l'appel. Pour l'opposition, le délai est, à partir de la signification à personne, de 10 jours si le prévenu réside en France métropolitaine, et d'un mois s'il réside hors de ce territoire (art. 491 C. proc. pén.). Si la signification n'a pas été faite à personne et si le prévenu n'a pas eu connaissance de la signification, l'op- position est recevable jusqu'à l'expiration des délais de prescription de la peine (art. 492). Quant à l'appel, le délai de dix jours court à compter de la signification du jugement, quel qu'en soit le mode (art. 499). Ainsi le prévenu défaillant dispose cumulativement de deux voies de recours pendant les dix jours qui suivent la signification du jugement par défaut : après le dixième jour, il ne lui reste plus que l'opposition si la signification

n'a pas été faite à personne et à la condition qu'on ne démontre pas qu'il a eu connaissance de cette signification.

Ce parallélisme des deux voies de recours a créé un certain nombre de difficultés en raison de l'effet extinctif de l'opposition. En effet, la Cour d'appe lpeut être saisie d'un appel avant même que les délais d'opposition soient expirés : c'est ce qui se produit quand le ministère public ou la partie civile n'étant pas satisfaits du jugement par défaut usent de l'appel dans le délai de dix jours qui leur est imparti. Comme l'observe un arrêt du 17 janvier 1873 (*Bull.*, n° 15, p. 27), la partie à l'égard de qui le jugement est contradictoire n'est pas obligée d'attendre l'expiration du délai d'opposition, après lequel son droit d'appel serait souvent périmé. Ainsi saisie, la Cour d'appel a l'obligation de concilier les articles 491 et 499 : elle doit surseoir à statuer sur cet appel jusqu'à ce que le délai d'opposition soit expiré. Si le délai expire sans qu'il y ait eu opposition, aucune difficulté. De même si, ayant formé opposition, le prévenu renonce expressément à son opposition, ou si par exemple il conclut au fond à l'égard d'une partie civile et renonce par là même à user de son droit.

Mais si le prévenu a formé cumulativement opposition et appel et qu'il persiste dans son opposition, la situation doit se régler d'après les trois principes suivants : 1° L'opposition régulière rend le jugement par défaut non avenu dans toutes ses dispositions (art. 489) : par conséquent, si l'opposition est recevable, les appels formés contre le jugement sont mis à néant, et la Cour doit se borner à constater qu'ils sont désormais sans objet ; 2° Une partie condamnée par défaut peut encore interjeter appel du jugement qui l'a frappée ; 3° Si elle a d'abord relevé appel, il ne lui est pas permis de le rétracter pour faire opposition. Cette dernière règle a été établie par une jurisprudence constante, qui décide que la partie condamnée par défaut, en choisissant la voie de l'appel, a renoncé par là même au premier degré de juridiction et qu'elle s'est fermée sans retour, par son propre fait, la voie de l'opposition : ce serait faire échec à l'ordre des juridictions que de l'admettre à porter devant le tribunal de première instance la cause dont elle-même avait précédemment saisi par son appel le juge du second degré.

Dans l'espèce que nous avons relevée, il appartenait à la Cour de règler préalablement la question de l'opposition. Estimait-elle que par sa lettre du 19 octobre, le prévenu détenu avait régulièrement manifesté sa volonté de former appel avant de faire opposition ? Dans ce cas, la Cour devait dire que par cette déclaration d'appel le prévenu avait renoncé à la juridiction du premier degré et que son opposition signifiée deux jours plus tard, donc postérieure à l'appel, était irrecevable. Ayant constaté que l'appel était antérieur à l'opposition, elle pouvait aborder, mais seulement alors, la question de la recevabilité de l'appel et décider, ainsi qu'elle l'avait fait, qu'il était tardif comme ayant été formé plus de dix jours après la signification. Estimait-elle au contraire que l'opposition était antérieure à l'appel ? Il lui restait un choix. Ou bien elle obtenait du prévenu qu'il renonçât expressément à son opposition : ce qui lui permettait d'examiner à ce moment, comme dans l'hypothèse précédente, si l'appel était tardif. Ou bien le prévenu persistant dans l'opposition, elle devait surseoir à statuer jusqu'à ce que le tribunal eût jugé sur l'opposition. Ce sursis s'imposait en raison de l'effet extinctif de l'opposition. En effet, si l'opposition était déclarée régulière, le jugement par défaut était non avenu au sens de l'article 489 : les appels formés contre lui devenaient sans fondement et il n'y avait pas lieu de les examiner, sous quelque forme que ce fût. De plus, en statuant sur l'action publique, la Cour aurait violé la règle *non bis in idem*, puisque la même action faisait l'objet d'une décision du tribunal statuant sur l'opposition. Le risque d'une double condamnation pour le même fait n'était pas exclu, pas plus d'ailleurs que celui d'une contrariété de décisions : un arrêt de la Chambre criminelle du 24 décembre 1936 (*Bull.*, n° 155, p. 295) montre que l'hypothèse n'est pas gratuite.

---

# B. Chronique législative

par P. ARPAILLANGE

*Substitut au Tribunal de grande instance de Versailles, détaché à la Cour de Paris.*

et R. VOUIN

*Professeur à la Faculté de droit et des Sciences économiques de Paris.*

(Textes publiés au *Journal officiel* du 1er avril au 30 juin 1961)

---

## *PREMIÈRE PARTIE*

## I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

1. *Décision du 23 avril 1961.*

A la suite des événements qui ont pris naissance en Algérie le 22 avril 1961, le Conseil constitutionnel, ayant estimé que les institutions de la République se trouvaient menacées d'une manière grave et immédiate et que les pouvoirs publics constitutionnels ne pouvaient fonctionner d'une façon régulière, a émis *l'avis, le 23 avril* 1961 (*J.O.*, 24 avril, p. 3876), qu'étaient réunies les conditions exigées par la Constitution du 5 octobre 1958 pour l'application de son article 16. *Le 23 avril* 1961, le Président de la République décida d'appliquer cet article 16 (*J.O.*, 24 avril, p. 3874). Il a été mis fin à l'exercice de ces pouvoirs exceptionnels par la *décision du 29 septembre* 1961 (*J.O.*, 30 sept., p. 8963).

Pendant cette période, seize textes ont été pris en vertu de l'article 16 ; on en examinera la plupart ci-après (v. *infra*, nos 2, 3, 6, 10, 12, 13 et 16). En ce qui concerne la durée d'application de ces textes, plusieurs hypothèses doivent être envisagées :

*a*) On pouvait considérer tout d'abord que leur durée prendrait fin à l'expiration de la période d'exercice des pouvoirs exceptionnels, et c'est bien la solution qui doit être admise, semble-t-il, chaque fois que la *décision* intervenue ne contient aucune disposition relative à ce sujet (*infra*, n° 3).

*b*) Certaines *décisions* ont-elles mêmes fixé un terme à l'application des mesures envisagées, et ce, indépendamment de la date d'expiration des pouvoirs exceptionnels (*infra*, nos 2 et 13) ;

*c*) Enfin, une *décision* du 29 septembre 1961 (*J.O.*, 30 sept., p. 8963), prise le même jour que la *décision* qui a mis fin à l'application de l'article 16 de la Constitution, a d'une part prévu que, sous réserve de ce qui pourrait être stipulé par la loi, certains textes exceptionnels demeureront en vigueur jusqu'au 15 juillet 1962 (cf. *infra*, nos 6, 10, 12 et 13), et d'autre part laissé à une loi le soin de fixer la date limite de la saisine du Haut Tribunal militaire et du Tribunal militaire (cf. *infra*, n° 16).

2. *Magistrats.*

A. — *Centre national d'études judiciaires.* — Par *arrêté du 24 avril* 1961 (*J.O.*, 26 avril, p. 3909), le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, a fixé à soixante-dix le nombre de places mises au concours d'accès au Centre national d'Etudes judiciaires ouvert par l'arrêté du 15 mars 1961.

B. — *Institut d'études judiciaires.* — Un décret du 25 novembre 1960 a porté création d'instituts d'études judiciaires au sein des facultés de droit et des sciences économiques. Le *décret* n° 61.425 du 2 *mai* 1961 (*J.O.*, 4 mai, p. 4132) détermine le fonctionnement de

ces instituts (direction, conseil d'administration, etc.). D'autre part aux termes d'un autre *décret* également du 2 *mai* 1961, il a été créé, à compter du 1er octobre 1961, des instituts dans neuf facultés de droit et des sciences économiques : Paris, Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Nancy, Rennes, Strasbourg et Toulouse.

C. — *Magistrats en fonction en Algérie.* — En application de l'article 16 de la Constitution, sont intervenues deux *décisions* concernant les magistrats en fonction dans les départements algériens :

*a*) *La décision* du 26 *avril* 1961 (*J.O.*, 27 avril, p. 3230) dispose que jusqu'au 1er mai 1962, ces magistrats peuvent recevoir une nouvelle affectation. Ce texte, qui écarte expressément les dispositions de l'article 4 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958, sur l'inamovibilité des magistrats du siège, prévoit cependant qu'il n'est en rien dérogé, au sujet des conditions dans lesquelles intervient la nouvelle affectation, aux attributions du Conseil supérieur de la Magistrature.

*b*) *La décision* du 17 *juin* 1961 (*J.O.*, 18 juin, p. 5483) prévoit que les magistrats du siège auxquels il est fait application de la *décision* précitée, peuvent, quand les nécessités du service ne permettent pas de leur donner immédiatement une nouvelle affectation, être maintenus par ordre, et ce pour une durée maximum de deux ans, à la disposition du ministre de la Justice ; il en est de même pour les magistrats du parquet qui cessent d'être affectés en Algérie. Pendant la durée du maintien par ordre, deux affectations doivent être proposées à l'intéressé ; à défaut d'acceptation de la deuxième proposition dans le délai d'un mois, celui-ci est placé dans la position dite de congé spécial. La durée cumulée du congé spécial et du temps passé en maintien par ordre ne peut pas dépasser cinq années. A l'expiration du congé spécial, le magistrat est soit admis à cesser ses fonctions, soit admis à la retraite. Ces deux *décisions* ne paraissent pas avoir soulevé une émotion comparable à celle qui avait suivi la publication du décret n° 60-1480 du 21 décembre 1960, permettant au Garde des Sceaux de déléguer des magistrats en surnombre en Algérie (cette *Revue*, 1961, p. 370) ; il est vrai qu'elles n'ont reçu, à notre connaissance tout au moins, qu'une application des plus limitées.

3. *Sanctions disciplinaires.*

Bien qu'elles n'entrent pas à proprement parler dans le cadre de cette *Revue*, il ne nous paraît pas sans intérêt de mentionner deux *décisions* prises en application de l'article 16, relatives aux sanctions disciplinaires à l'encontre des fonctionnaires publics ou des militaires qui participent, encouragent ou facilitent une entreprise de subversion : ils peuvent être révoqués ou destitués par décret (*décision* du 24 *avril* 1961, *J.O.*, 24 avril, p. 3876) ; ils perdent leurs droits à pension d'ancienneté ou proportionnelle et en outre, les militaires destitués perdent leur grade ainsi que tous les avantages y afférents (*décision* du 25 *avril* 1961, *J.O.*, 26 avril, p. 3907).

Dans un tout autre ordre d'idées, signalons également que par *décret* n° 61-423 du 3 *mai* 1961 (*J.O.*, 4 mai, p. 4124), le Conseil de l'Ordre des avocats près la Cour d'appel d'Alger a été dissous, les fonctions du Conseil de l'Ordre étant remplies, jusqu'à l'élection du nouveau Conseil, par le Tribunal de grande instance d'Alger.

## II. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL

4. *Code général des impôts.*

Notons seulement le *décret* n° 61-416 du 27 *avril* 1961 (*J.O.*, 29 avril, p. 3973), qui porte incorporation dans le Code général des Impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce Code.

5. *Outrage aux bonnes mœurs.*

L'œuvre de codification du Code pénal, 3e partie, se poursuit : après les articles D1 à D7 consacrés aux attroupements (cette *Revue*, 1961, p. 129-1), le *décret* n° 61-653 du 20 *juin* 1961 (*J.O.*, 25 juin, p. 5724) insère dans la 3e partie de ce Code, articles D8 à D13, le décret n° 58-850 du 15 septembre 1958 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission prévue à l'article 289 du Code pénal, concernant l'outrage aux bonnes mœurs commis notamment par la voie de la presse et du livre.



6. *Presse.*

*La décision* du 27 *avril* 1961 (*J.O.*, 28 avril, p. 3947) porte interdiction des écrits périodiques ou non, revêtant la forme de cahiers, de feuilles ou de lettres de renseignement, quel que soit leur mode de diffusion, lorsqu'ils apportent, de quelque façon que ce soit, un appui à une entreprise de subversion dirigée contre les autorités, ou les lois de la République, ou qui diffusent des informations secrètes d'ordre militaire ou administratif. L'interdiction est prononcée par arrêté conjoint des Ministres de l'Intérieur et de l'Information, et l'exécution des mesures prises est assurée d'office par l'autorité administrative.

Cette *décision* du 27 avril 1961 demeurera en vigueur, conformément à la *décision* du 29 septembre 1961, et sous réserve de ce qui pourrait être décidé par la loi, jusqu'au 15 juillet 1962.

Signalons que de même, ont été interdites en Algérie, par un *décret* n° 61-428 du 4 *mai* 1961 (*J.O.*, 5 mai, p. 4148), pris cette fois en vertu de la loi n° 56-268 du 16 mai 1956, l'impression, la publication et la diffusion de journaux nominativement désignés ainsi que l'utilisation du titre de certains de ces journaux.

7. *Réquisition.*

*Le décret* n° 61-404 du 24 *avril* 1961 (*J.O.*, 24 avril, p. 3877), a ouvert le droit de réquisition sur l'ensemble du territoire métropolitain ; d'autre part *le décret* n° 61-499 *du* 19 *mai* 1961 (*J.O.*, 20 mai, p. 4578) a autorisé la réquisition des personnels de certains services publics.

## III. — PROCÉDURE PÉNALE

8. *Circulaires.*

Des *circulaires* des 14 *avril*, 19 *avril* et 17 *mai* 1961 (*J.O.*, 21 avril, p. 3781 et 27 mai, p. 4796) ont modifié l'instruction générale prise pour l'application du Code de procédure pénale (5e partie).

9. *Enquête de personnalité.*

L'article D. 20 du Code de procédure pénale sur l'habilitation des personnes pouvant être chargées d'une enquête de personnalité, a été modifié par le *décret* n° 61-364 du 11 *avril* 1961 (*J.O.*, 13 avril, p. 3589). Cette modification a pour objet de préciser d'une part que l'habilitation intervient sur proposition conjointe du procureur général et du président de la Chambre d'accusation de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle la personne est domiciliée, et d'autre part qu'elle est valable pour l'étendue du ressort ou des ressorts de Cour d'appel déterminés par l'arrêté d'habilitation.

10. *Etat d'urgence.*

On sait que depuis l'ordonnance n° 60-372 du 15 avril 1960 l'état d'urgence institué par la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 peut être déclaré par décret en Conseil des ministres (cette *Revue*, 1960, p. 673).

C'est dans ces conditions que le *décret* n° 61-395 *du* 22 *avril* 1961 (*J.O.*, 23 avril, p. 3843) a déclaré l'état d'urgence à compter du 23 avril 1961, et que le *décret* n° 61-396 du même jour (même référence) a rendu l'état d'urgence applicable dans tous les départements du territoire métropolitain. Mais, en vertu des textes en vigueur, la prorogation de l'état d'urgence au-delà de douze jours ne peut être autorisée que par la loi. Aussi, par la *décision* du 24 *avril* 1961 (*J.O.*, 24 avril, p. 3876) prise en application de l'article 16 le Président de la République a prévu que la durée de l'état d'urgence, déclaré et mis en application par les décrets précités, est prorogée jusqu'à nouvelle décision. Notons à ce sujet que la *décision* du 29 septembre 1961 stipule que, sous réserve de ce qui pourrait être décidé par la loi, l'état d'urgence demeurera en vigueur jusqu'au 15 juillet 1962.

11. *Frais de justice.*

Un *décret* n° 61-448 *du* 8 *mai* 1961 (*J.O.*, 9 mai, p. 4260), a modifié et complété certains des articles de la deuxième partie du Code de procédure pénale (règlement d'administration publique) en ce qui concerne les frais de justice.

12. *Préfets (pouvoirs des).*

On sait que depuis les ordonnances n$^{os}$ 60-123 du 13 février 1960 et 61-104 du 31 janvier 1961, le délai *de garde à vue* prévu par l'article 30, alinéa 2 du Code de procédure pénale, a été porté de 48 heures à 120 heures (cette *Revue*, 1960, p. 492, et 1961, p. 604). Par *la décision* du 24 *avril* 1961 (*J.O.*, 24 avril, p. 3876), prise en vertu de l'article 16 de la Constitution, le Président de la République a porté ce délai à quinze jours, et ce, aux termes de la *décision* du 29 septembre 1961, jusqu'au 15 juillet 1962, sous réserve de ce qui pourrait être décidé par la loi. Rappelons qu'en dehors de la garde à vue, des mesures d'assignation à résidence, d'un caractère purement administratif, peuvent être prises, soit en vertu de la loi du 3 avril 1955 sur l'état d'urgence, soit en vertu de l'ordonnance n° 58-916 du 7 octobre 1958 étendue quant aux personnes auxquelles elle est applicable par la *décision* du 24 *avril* 1961 (*J.O.*, 24 avril, p. 3876), décision elle-même prorogée par celle précitée du 29 septembre 1961, et sous la réserve prévue, jusqu'au 15 juillet 1962.

13. *Procédure pénale.*

La *décision* du 4 *mai* 1961 (*J.O.*, 5 mai, p. 4147) prise par le Président de la République en application de l'article 16 a apporté certaines dérogations aux dispositions régissant l'instruction préparatoire, dans le but de l'accélérer. Mais ces dérogations ne sont applicables que dans les affaires concernant les crimes et délits de toute nature commis *en relation avec les événements survenus en Algérie*, ainsi que les infractions connexes ; cette formule englobe aussi bien les faits de participation à la rébellion algérienne, que ceux commis contre les autorités ou les lois de la République. Les dérogations prévues sont limitées dans le temps, puisque la *décision* du 4 mai 1961 leur avait donné pour terme le 31 décembre 1961 ; il est vrai que la *décision* du 29 septembre 1961 a prévu que, sous réserve de ce qui pourrait être décidé par la loi, la *décision* du 4 mai 1961, en ce qui concerne ses articles 3, 5 et 6, demeurera en vigueur jusqu'au 15 juillet 1962. Ainsi, en principe, resteront en application jusqu'à cette dernière date :

*a*) Les dispositions permettant au juge d'instruction de se transporter sur tout le territoire de la République et de donner commission rogatoire à tous officiers de police judiciaire, quelle que soit leur compétence territoriale propre (art. 3).

*b*) Celles qui prévoient que jusqu'à la clôture de l'information, seules les décisions du juge d'instruction statuant sur la liberté provisoire sont susceptibles d'appel (art. 5).

*c*) Celles qui rendent facultatives les formalités prévues à l'article 167 du Code de procédure pénale sur l'expertise et qui permettent à l'expert de recevoir seul les déclarations de l'inculpé (art. 6).

Quant aux autres dispositions de la *décision* du 4 mai 1961, elles avaient pour objet : d'écarter dans l'hypothèse considérée, l'application des articles 679 à 688 du Code de procédure pénale au sujet des crimes et délits commis par des magistrats et certains fonctionnaires (art. 2) ; de régler la désignation d'un conseil par l'inculpé (art. 4 ; mais l'utilité de ce texte n'apparaît pas clairement) ; de supprimer les recours contre les décisions de la Chambre d'accusation et de prévoir la procédure à suivre en cas de déclaration au greffe d'une voie de recours non recevable (art. 7 à 9). La date limite de l'application de ces dispositions avait été fixée, on l'a vu, au 31 décembre 1961 ; mais la substitution à cette date de celle du 15 juillet 1962, pour les articles 3, 5 et 6, semble avoir entraîné abrogation immédiate, dès l'expiration de la période des pleins pouvoirs, des articles non prorogés de la *décision* du 4 mai 1961.

14. *Tribunaux.*

Haut Tribunal militaire et Tribunal militaire : v. *infra*, n° 16.

## IV. — DROIT PÉNAL DE L'ENFANCE

.....



## V. — DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

15. *Convention internationale.*

Au *Journal officiel* du 3 juin 1961 (p. 5022), a paru le *décret* n° 61-547 du 26 *mai* 1961 portant publication de l'accord, signé le 8 mars 1960, entre la France et l'Allemagne sur la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et d'autres dénominations géographiques.

## *DEUXIÈME PARTIE*

16. *Tribunaux d'exception : Haut Tribunal militaire et Tribunal militaire.*

Les choses étant ce qu'elles étaient et le Conseil constitutionnel ayant estimé que se trouvaient réunies les conditions exigées par la Constitution pour l'application de son article 16 (avis du 23 avril 1961, *J.O.*, 24, p. 3876), le Président de la République décida d'appliquer cet article 16 et l'appliqua cinq mois (*décision des* 23 *avril* 1961, *J.O.*, 24, p. 3874, *et* 29 *septembre* 1961, *J.O.*, 30, p. 8963 ; *supra*, n° 1).

C'est au cours de cet espace de temps, et dans l'exercice des pouvoirs exceptionnels de cet article, que furent créées, pour juger « les auteurs et complices des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et contre la discipline des armées, ainsi que des infractions connexes, commis en relation avec les événements d'Algérie », deux *juridictions nouvelles* qui visaient à combler une lacune de notre organisation judiciaire et dont la justice, finalement, devait être approuvée par une large fraction de l'opinion française, mais qui présentaient cependant, et garderont malgré tout, la tare originelle d'être des *juridictions d'exception*, instituées et composées spécialement, selon la tradition du genre, pour sanctionner dans les vues du pouvoir des fautes déjà commises par des hommes qui étaient, en majorité, déjà saisis et détenus.

Le Haut Tribunal militaire institué par une *décision* du 27 *avril* 1961 (*J.O.*, 28, p. 3947) et le Tribunal militaire créé par une *décision* du 3 *mai* 1961 (*J.O.*, 4, p. 4115) survivent d'ailleurs à l'exercice des pouvoirs exceptionnels, puisqu'au moment même où il allait cesser d'être fait application de l'article 16, une ultime mesure prise en vertu de ce texte décida, notamment, que les personnes justiciables de ces deux tribunaux pourraient encore leur être déférées « juqu'à une date qui sera fixée par la loi » (*décision* du 29 *septembre* 1961, art. 2, *J.O.*, 30, p. 8963). Les publicistes auraient peut-être beaucoup à dire sur le renvoi ainsi fait à la loi, qui a certainement l'intérêt d'inviter le Parlement à instituer enfin une juridiction permanente apte à juger convenablement les attentats contre la sûreté de l'Etat. Mais il doit suffire de joindre à cette remarque, du point de vue de nos institutions criminelles, que la vie des deux juridictions d'exception n'est pas encore terminée au moment où nous écrivons (oct. 1961) : le statut juridique de ces tribunaux, tel que nous allons l'analyser et commenter brièvement, n'appartient donc pas encore à l'histoire, mais toujours au droit en vigueur.

*a*) *Organisation.* Siègeant tous deux à Paris, le Haut Tribunal militaire et le Tribunal militaire sont composés l'un et l'autre de magistrats civils et d'officiers, nommés par décret comme leurs suppléants, appelés à suivre les débats et à remplacer, le cas échéant, les juges titulaires. Mais seul le Tribunal militaire est divisé en chambres, dont le nombre a été fixé à trois (*décret* n° 61-658, du 26 *juin* 1961, *J.O.*, 27, p. 5786). C'est également par décret qu'ont dû être nommés, selon les textes, les avocats généraux près la Cour de cassation, ou magistrats du parquet de la Cour de Paris, appelés à assister le procureur général près la Cour de cassation, représentant du ministère public auprès du Haut Tribunal militaire, ainsi que le procureur général militaire exerçant, sous l'autorité du précédent, la même fonction auprès du Tribunal militaire, et lui-même assisté de magistrats militaires ou rappelés à l'activité.

Il est à penser que tous ces juges ou procureurs n'ont pas accepté avec un égal enthousiasme le redoutable honneur qui leur était proposé, pour ne pas dire imposé. On peut même présumer qu'il y a eu des cas de conscience des plus cruels, sans doute dans l'âme d'officiers unis par la fraternité des armes à des accusés d'exception, certainement dans le cœur de magistrats civils intimement pénétrés, par l'esprit de leur fonction ou des

convictions républicaines, de l'horreur des juridictions d'exception. Mais une estime et une reconnaissance particulières sont dues, précisément, à ceux qui, malgré certaines répugnances personnelles de la qualité la plus noble, ont su faire tout simplement leur devoir sans paraître exercer un métier, et garantir aux débats que tout voulait passionner un ton et une tenue que le pays entier a notés avec satisfaction, et quelque soulagement parfois même !

Quant aux *magistrats civils*, il est vrai, les *décisions* précitées avaient attribué aux juridictions créées par elles un personnel de rang élevé : au Haut Tribunal militaire, un président de chambre ou conseiller à la Cour de cassation, président, un conseiller d'Etat et deux premiers présidents de Cour d'appel ou présidents de Chambre à la Cour d'appel de Paris, assesseurs, — au Tribunal militaire, un conseiller à la Cour de cassation, président, et à chacune de ses Chambres, soit ce même magistrat, soit un président ou conseiller des cours d'appel, président, et un magistrat des cours ou tribunaux, auquel un second magistrat de la même catégorie est venu se joindre par la *décision* précitée du 29 septembre 1961.

Quant aux *juges militaires*, cette même *décision*, en ce qui concerne le Haut Tribunal militaire, a substitué aux chanceliers des ordres de la Légion d'honneur et de la Libération un membre du conseil de chacun de ces ordres ; mais elle a laissé subsister trois officiers généraux dans la composition de la juridiction. Pour le Tribunal militaire, au contraire,la même *décision* du 29 septembre a réduit tout dernièrement à deux le nombre des trois officiers généraux ou supérieurs que la décision du 3 mai avait appelés à former l'élément militaire de la juridiction ; et elle a laissé subsister, ce faisant, une inquiétante faiblesse dans la rédaction du texte.

Quand celui-ci nous disait que le Tribunal militaire comprend dans sa composition, notamment, « trois officiers généraux *ou* supérieurs », il était visible qu'il manquait à cette formule, au regard des justiciables appartenant à l'armée, une précision telle que « quel que soit le grade de l'accusé » ou, à l'inverse, « selon le grade de l'accusé ». En l'absence de l'un ou de l'autre de ces deux membres de phrases, ou d'autres d'une signification équivalente, il nous paraît certain que l'on pouvait hésiter *a priori* entre les conceptions opposées auxquelles chacun d'eux correspond, qu'il y avait donc lieu à interprétation du texte et que l'interprétation la plus sûre, comme la plus naturelle, était évidemment celle qui s'accorde seule avec la seule solution qu'admettent, dans l'intérêt supérieur de la discipline, la tradition de notre justice militaire et les textes fixant le statut de la fonction publique.

Comme le Maréchal Juin l'a rappelé, à l'appui de son refus de témoigner en faveur de l'un des accusés du Tribunal militaire, le principe établi par la tradition militaire est qu'un subordonné ne peut jamais être appelé à juger son supérieur hiérarchique, et qu'un militaire ne peut donc jamais avoir à répondre de ses actes devant des militaires d'un grade inférieur au sien : « le principe, c'est qu'en temps de paix, comme en temps de guerre, un militaire ne peut être jugé que par ses supérieurs ou ses pairs » (P. Hugueney, *Traité de droit pénal militaire*, n° 17, p. 34), « de telle sorte que le juge du grade le moins élevé soit du même grade que l'inculpé et d'une ancienneté supérieure » (G. Turpault, *Rép. Dalloz de droit criminel*, V° *Justice militaire*, n° 22). Le Code de justice militaire pour l'armée de terre, au nombre des codes visés en tête de la *décision* du 3 mai 1961, précise même, dans son article 10, que « le juge du même grade que celui de l'inculpé devra être d'une ancienneté supérieure (et qu') au cas où cette condition ne pourrait être remplie, ce juge sera remplacé par un juge du grade immédiatement supérieur ». De même encore, désignés selon le grade de l'officier soumis à enquête, les membres d'un conseil d'enquête « doivent être, soit d'un grade supérieur à ce dernier, soit plus anciens de grade que lui » (P. Coutant, « Le statut des officiers de carrière des forces armées », *J. Cl. administratif*, fasc. 195, 1957, n° 216).

De la même manière, lorsqu'une commission administrative paritaire siège en formation disciplinaire, en application de l'article 31 de l'ordonnance n° 59-244, du 4 février 1959, relative au statut général des fonctionnaires, « seuls les membres titulaires et, éventuellement, leurs suppléants, représentant le grade auquel appartient le fonctionnaire intéressé, et les membres titulaires ou suppléants, représentant le grade immédiatement supérieur, ...sont appelés à délibérer » (*décret*, n° 59-307 du 14 *février* 1959, art. 33). Et le statut du personnel communal affirme encore de la façon la plus nette qu'« en aucun cas, le conseil de discipline ne doit comprendre des agents d'une catégorie inférieure à celle de l'agent déféré devant lui » (Code de l'administration communale,



art. 525). Comme on le voit, la solution du droit disciplinaire, valable dans le cadre des hiérarchies civiles, confirme parfaitement la règle consacrée par la tradition militaire et l'élève à la hauteur d'un principe général de notre justice de répression.

Dans ces conditions, il est à première vue difficile de comprendre (sans rechercher si la même difficulté aurait pu être soulevée aussi devant le Haut Tribunal militaire) comment tel accusé, du grade de général de division, a pu être jugé et condamné, le 21 septembre dernier, par un tribunal dont aucun des juges militaires ne dépassait le grade de colonel et qui, cependant, à la majorité, s'est déclaré légalement composé.

A la vérité, ce tribunal a pu penser que sa propre composition satisfaisait aux prescriptions de l'article 2 de la *décision* du 3 mai 1961 et que ce texte doit être appliqué tel qu'il est rédigé, d'autant plus qu'il repose lui-même, non sur quelque droit commun sous-entendu, mais sur la base juridique d'un article 16 à tous égards exceptionnel et si exceptionnel, même, qu'il serait difficile de contester la légalité de l'application qu'il a reçue pendant cinq mois. Ce raisonnement peut même invoquer en sa faveur l'approbation que l'article 4 de la *décision* précitée du 29 septembre 1961 paraît lui avoir donnée sciemment, lorsqu'elle a décidé, sans saisir l'occasion d'améliorer la formule équivoque et litigieuse, que chaque Chambre du Tribunal militaire doit désormais comprendre « deux officiers généraux *ou* supérieurs ».

Mais si ce raisonnement devait être suivi, nous serions nécessairement conduits à situer très haut la volonté délibérée de faire juger des généraux par des colonels... Mieux vaut admettre, comme il a été dit, que le texte de la *décision* du 3 mai est ambigu, qu'il devait être interprété et qu'il ne pouvait l'être que par un principe bien établi, dont l'application aurait évité, à ceux qui ont assuré la mise en œuvre de ce texte, de commettre ou de permettre ce qui aura constitué, en toute hypothèse, une incorrection, militaire et juridique, d'autant plus grave qu'aucune nécessité ne l'imposait en fait.

La Chambre criminelle de la Cour de cassation a cependant jugé, le 16 novembre 1961, qu'un général de division a pu être valablement condamné par un tribunal militaire dont les juges militaires étaient des colonels, en application de l'article 2 de la *décision* du 3 mai 1961, attendu « qu'en vertu de ce texte spécial, dont les dispositions se suffisent à elles-mêmes et sont seules à considérer, la composition du tribunal militaire se trouve réglée pour tous les cas qu'il est appelé à juger, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon la qualité, les fonctions ou, s'ils sont militaires, le grade des justiciables ; d'où il suit qu'en l'espèce, le tribunal a été constitué en conformité du texte qui en a décidé l'institution, et selon sa lettre même ».

Ce raisonnement n'emporte cependant pas la conviction, car, si l'on ne voulait pas distinguer selon la qualité des personnes, il restait possible de composer la juridiction en tenant compte du rang des accusés militaires du plus haut grade. Et si l'on acceptait de distinguer, la distinction était facile, le tribunal militaire ayant été divisé par décret en trois chambres, dont l'une pouvait être affectée au jugement des officiers généraux et composée en conséquence.

*b) Compétence et saisine.* Les « crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et contre la discipline des armées, ainsi que les infractions connexes, commis en relation avec les événements d'Algérie », ne rentrent dans la compétence de nos deux juridictions d'exception que « lorsque ces crimes et ces délits auront été commis avant la fin de la période d'exercice des pouvoirs exceptionnels » (période à laquelle a mis fin la seconde des deux *décisions* en date du 29 sept. 1961).

Il faut considérer, en effet, que la proposition restrictive « lorsque ces crimes et ces délits auront été commis avant la fin de la période d'exercice des pouvoirs exceptionnels », si elle ne se retrouve pas dans la formule de l'article 2 de la *décision* du 29 septembre 1961, figure toujours dans le texte, que cette *décision* n'a pas modifié sur ce point, comme elle l'a fait sur un autre, les deux *décisions* des 27 avril et 3 mai 1961, ayant institué nos deux juridictions d'exception.

L'interprétation ministérielle, toutefois, paraît ne plus attacher, depuis la *décision* du 29 septembre 1961, aucune importance à cette restriction visant la fin de la période d'exercice des pouvoirs exceptionnels. La Chambre criminelle elle-même, si elle était saisie de la question, accepterait très vraisemblablement cette façon de comprendre un article 2 « dont les dispositions — pourrait-elle dire — se suffisent à elles-mêmes et sont seules à considérer »...

Mais qu'adviendrait-il si l'un ou l'autre des deux tribunaux d'exception venait à se déclarer incompétent, soit au motif que les faits auraient été commis depuis la fin de la période d'exercice des pouvoirs exceptionnels, soit pour toute autre raison,

soit même (s'il est permis à un professeur de tout imaginer) par fantaisie pure ? L'ironie qui est souvent au cœur des législations exceptionnelles se découvrirait alors dans les textes selon lesquels « aucun recours ne peut-être reçu contre une décision quelconque du Haut Tribunal militaire » (*décision* du 27 avril 1961, art. 8) et, quant au Tribunal militaire, « seule la décision au fond est susceptible d'un pourvoi en cassation » (*décision* du 3 mai 1961, art. 12).

Cette condition de compétence remplie, seuls doivent comparaître devant le Haut Tribunal militaire ceux qui sont déférés à cette juridiction par un *décret* que le ministre de la Justice doit notifier à son président et au procureur général. C'est également par *décret* que les personnes accusées d'avoir commis l'une des infractions désignées ci-dessus peuvent être, si elles ne sont pas renvoyées devant le Haut Tribunal militaire, déférées au Tribunal militaire, mais celui-ci n'est saisi que par une décision de renvoi, compliquée d'une citation directe que l'on retrouvera plus loin.

Selon les deux *décisions*, sont dessaisies de plein droit, en faveur du Haut Tribunal militaire ou du Tribunal militaire, les juridictions qui étaient saisies de procédures concernant les infractions dont les auteurs ont été déférés à l'un ou l'autre des deux tribunaux d'exception. Cependant, les actes et les formalités intervenus antérieurement à la date de ce dessaisissement demeurent valables et n'ont pas à être renouvelés.

*c*) *Instruction ou enquête*. Quelques brefs alinéas définissent, dans la *décision* du 27 avril 1961, les actes et formalités qui doivent précéder la comparution devant le *Haut Tribunal militaire*. C'est au procureur général qu'il appartient de délivrer un mandat d'arrêt ou, après interrogatoire d'identité, un mandat de dépôt, ces *décisions* n'étant susceptibles d'aucun recours (art. 5). Dès la notification du *décret* qui saisit la juridiction, le même magistrat invite l'accusé à faire choix d'un conseil et au besoin, passé un délai de deux jours, lui en fait désigner un d'office, par le président du Haut Tribunal militaire. Il délivre ensuite une citation directe, dès que cette élection ou désignation est faite, et la comparution en jugement peut alors avoir lieu dès l'expiration d'un délai de huit jours, pendant lequel le dossier est mis à la disposition du conseil de l'accusé (art. 6).

A lire le texte de la *décision*, on se demande d'ailleurs ce que pourrait bien contenir ce dossier, puisqu'aucune instruction proprement dite, qui puisse l'alimenter, n'a été expressément prévue. Mais il n'était pas sans importance, tout d'abord, que l'obligation de respecter un délai de huit jours vienne prévenir tout jugement précité. D'autre part, la décision n'interdit pas une enquête de police, favorisée par le fait que le délai de garde à vue ait été porté de cinq à quinze jours (*supra*, n° 12). Enfin, il semble bien que l'application ait corrigé le texte, en ne laissant venir devant le Haut Tribunal militaire, pratiquement, que des affaires mises en état d'être jugées par une enquête ou information préalable effectuée selon le droit commun.

Quant au *Tribunal militaire*, la *décision* du 3 mai 1961 contient des dispositions plus substantielles, mais dont la limpidité n'est pas parfaite. Auprès de cette juridiction, le ministère public procède ou fait procéder, par tous officiers de police judiciaire, à tous actes nécessaires à la recherche, à la constatation et à la poursuite des crimes et délits (art. 5, al. 1er). A cet effet, il dispose de l'ensemble des pouvoirs que le texte énumère et qui comprennent, notamment, le droit de perquisition de jour et de nuit, la délivrance de tous mandats de justice et la décision sur les demandes de mise en liberté provisoire (art. 5, al. 2, et art. 6), avec la certitude qu'aucun recours n'est possible contre ses mandats, actes ou décisions (art. 9), mais sans que la garde à vue ordonnée par lui puisse excéder quinze jours (art. 5, al. 3).

Au bout de cette *enquête*, cependant, nous ne sommes pas encore parvenus à la comparution en justice. Le ministère public, en effet, doit alors provoquer le choix, par l'intéressé, ou la désignation d'office d'un conseil (art. 7, al. 1er). Mais cette désignation ou ce choix n'ouvre en réalité qu'une procédure d'instruction, succédant à l'enquête, puisque le ministère public doit alors, le conseil étant convoqué et le dossier mis à sa disposition, interroger l'inculpé, lui notifier les faits qui lui sont reprochés et les textes qui les répriment, recueillir ses explications et procéder aux vérifications nécessaires (art. 7, al. 2 et 3), avec cette précision que le conseil de l'inculpé doit être convoqué, et pouvoir prendre connaissance du dossier, préalablement à tout nouvel interrogatoire (art. 7, al. 4).

C'est seulement lorsque cette *information* est terminée qu'intervient une décision de clôture, également confiée au parquet de la juridiction. Le ministère public rédige alors un exposé des faits, puis décide soit du classement de l'affaire, soit du renvoi en jugement (art. 8). Ce renvoi, qui doit comporter la qualification des faits et l'indication des textes (art. 8), « saisit de plein droit le Tribunal militaire », mais n'empêche pas que « le ministère public délivre une citation directe » (art. 10, al. 1er ; — comp. art. 388 C. proc. pén.). Et alors, comme dans le cas du Haut Tribunal militaire, la comparution devant le Tribunal militaire peut avoir lieu dès l'expiration d'un délai de huit jours (à compter de la délivrance de la citation), délai pendant le cours duquel le dossier est tenu à la disposition du conseil de l'accusé (art. 10, al. 2).



*d*) *Jugement et recours*. Devant l'une et l'autre des deux juridictions d'exception, la procédure est celle que prévoient les articles 27, 28, 31 à 34 et 36 et 37 de l'ordonnance n° 59-1, du 2 janv. 1959, portant loi organique sur la Haute Cour de justice. Il en résulte que les règles fixées par le Code de procédure pénale concernant les débats et les jugements en matière correctionnelle sont applicables devant nos deux tribunaux militaires, avec cependant divers emprunts à la procédure des cours d'assises, en ce qui concerne le pouvoir discrétionnaire du président, la clôture des débats et ses suites (décisions sur la culpabilité et la peine) et l'application des règles de la contumace.

La décision relative au Tribunal militaire (art. 15) précise seule que ne sont pas applicables les articles 679 à 688 du Code de procédure pénale, concernant les crimes et délits commis par des magistrats ou certains fonctionnaires. Mais il est évident que la décision instituant le Haut Tribunal militaire exclut implicitement l'application de ces dispositions.

Une différence importante est à noter, au contraire, en ce qui concerne l'exercice des voies de recours. Selon la décision du 3 mai 1961, article 12, en effet, seule la décision au fond est susceptible d'un pourvoi en cassation, mais ce recours est possible, reçu et jugé conformément aux dispositions des articles 567 et suivants du Code de procédure pénale, et, en cas de cassation, donne lieu à renvoi de l'affaire devant une autre chambre du même tribunal. A l'inverse, « aucun recours ne peut être reçu contre une décision quelconque du Haut Tribunal militaire », aux termes de la décision du 27 avril 1961, article 8.

Cette dernière disposition, bien que certains en aient douté, n'a pu priver le Président de la République du droit de faire grâce, que lui reconnaît l'article 17 de la Constitution en vigueur et dont l'exercice, d'ailleurs ne suppose pas nécessairement un « recours » adressé au Chef de l'Etat ; elle n'a même pas pu retirer aux condamnés le droit de solliciter leur grâce, au cas où ils en éprouveraient le désir, par une demande qui peut toujours être présentée à cet effet, sans aucune condition de forme et au besoin par les soins de quelque parent ou ami, même à un chef d'Etat que l'on pourrait, par extraordinaire, présumer peu disposé à l'entendre. Et de même, si un condamné par contumace se constituait prisonnier ou venait à être saisi avant la prescription de la peine, celle-ci ne serait pas exécutoire, la comparution volontaire ou forcée mettant de plein droit à néant la condamnation par contumace (art. 639 C. proc. pén.). Mais il est bien évident que l'article 8 de la décision du 27 avril 1961 interdit — sans parler de l'opposition, écartée par l'application des règles de la contumace, et de l'appel, pour lequel aucun second degré de juridiction n'a été organisé — tout recours, en cassation ou en révision, porté devant la Cour de cassation.

Si cette interdiction peut inquiéter ou surprendre, elle ne s'explique pas nécessairement par un esprit de sévérité ou un désir de justice expéditive, car elle n'est vraisemblablement pas sans rapport avec l'heureux choix qui a été fait de M. Maurice Patin, président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, pour assumer la présidence du Haut Tribunal militaire.

Robert VOUIN.

# C. Chronique de droit pénal militaire

par JEAN GRANBOULAN
*Docteur en Droit,*
*Magistrat militaire.*

## LES ENTRAVES A LA CIRCULATION DE MATÉRIEL MILITAIRE

Les incriminations d'entraves à la circulation de matériel militaire furent établies par la loi du 11 mars 1950 qui punissait de la réclusion tout individu qui s'était rendu coupable d'entrave violente à la circulation de ce matériel ou qui avait participé volontairement à une action commise en bande et à force ouverte ayant eu pour but et pour résultat cette entrave ou qui avait préparé ladite action.

Les débats au Parlement avaient été assez tumultueux, en raison de la nature du projet de loi qui visait à réprimer les agissements de certains individus qui voulaient, en entravant la circulation du matériel militaire, marquer leur opposition à la politique suivie par la France en Indochine et faire obstacle à l'application du Pacte atlantique. La loi fut donc votée dans des conditions difficiles et la rédaction s'en était ressentie. C'était un texte de circonstance qui présentait en particulier l'anomalie de n'être applicable qu'en temps de paix.

La réforme d'ensemble de la législation concernant les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, réalisée par l'Ordonnance n° 60.529 du 4 juin 1960, a permis de faire disparaître cette anomalie ; mais l'Ordonnance du 4 juin 1960 a aussi apporté à l'ancienne législation d'autres modifications qui ne sont pas toutes de pure forme. Malheureusement ce texte législatif n'a donné lieu à aucune discussion publique et les procès-verbaux des séances de la commission qui l'a préparé n'ont pas été publiés. On reste donc parfois hésitant sur l'interprétation de certaines dispositions ; il faudra attendre que les tribunaux se soient prononcés et qu'une jurisprudence se soit établie.

1° La nouvelle législation fait une distinction entre le temps de guerre et le temps de paix.

L'article 71-3° du Code pénal déclare coupable de trahison et punit de mort tout Français, tout militaire ou marin au service de la France qui, en *temps de guerre*, aura entravé la circulation de matériel militaire. L'article 73 déclare coupable d'espionnage tout étranger qui commet les mêmes faits et la peine prévue est aussi la peine de mort. Enfin le dernier alinéa de l'article 73 dispose que la provocation à commettre ou l'offre de commettre le crime est puni comme le crime même.

L'article 83 punit de la détention criminelle à temps de cinq à dix ans quiconque, en *temps de paix*, en vue de nuire à la Défense nationale, aura entravé la circulation de matériel militaire ou aura, par quelque moyen que ce soit, provoqué, facilité ou organisé une action violente ou concertée ayant ces entraves pour but ou pour résultat.

2° Que faut-il entendre par « matériel militaire »..., expression qui a remplacé celle de « matériel ou fournitures destinés à la Défense nationale ou utilisés pour elle », figurant dans la loi du 11 mars 1950 ?



Il semble que la modification ait eu surtout pour but de simplifier la rédaction. Sous l'empire de la loi du 11 mars 1950 il avait été jugé que l'entrave à la circulation de matériel ou fournitures destinés à la Défense nationale ou utilisés pour elle ne pouvait s'appliquer qu'au matériel strictement militaire, soit qu'il soit la propriété de l'armée, soit qu'il soit utilisé par l'armée à titre exclusif (Crim., 6 mars 1957, *Bull.*, 228, *Recueil de droit pénal*, 1957, p. 149 ; 3 avril 1957, *Bull.*, 320). N'entrait pas par exemple dans les prévisions de la loi l'entrave à la circulation commise contre un autorail du service ordinaire emprunté par des disponibles rappelés rejoignant leur corps, voyageant isolément et ayant choisi librement ce mode de transport (Crim., 7 févr. 1957, *Bull.*, 130 ; 6 mars 1957, *Bull.*, 228).

Cette interprétation jurisprudentielle paraît avoir été confirmée par le texte nouveau. Par « matériel militaire » il faudrait donc entendre les matériels appartenant à l'armée et ceux affectés par l'autorité compétente à un usage militaire.

3° Des différences importantes existent dans la répression des entraves à la circulation de matériel militaire en temps de paix et en temps de guerre.

*a*) La peine prévue est évidemment plus faible en temps de paix ; mais il faut aussi, pour que l'infraction existe, que les entraves aient été commises en vue de nuire à la Défense nationale, alors que cette condition n'est pas exigée en temps de guerre. Le législateur a, semble-t-il, admis qu'en temps de guerre l'intention de nuire à la Défense nationale était présumée. Pour échapper à la répression dans ce cas, l'inculpé devrait donc administrer la preuve qu'il n'a pas agi dans un but de trahison, alors que normalement, selon les principes généraux du droit, c'est à l'accusation qu'il appartient d'apporter la preuve de l'infraction.

*b*) L'offre de commettre le crime n'est punissable qu'en temps de guerre (art. 73 C. pén.).

*c*) En revanche, en temps de paix, tombera sous le coup de la loi non seulement celui qui aura entravé la circulation de matériel militaire, mais aussi celui qui aura, par quelque moyen que ce soit, provoqué, facilité ou organisé une action violente ou concertée ayant ces entraves pour but ou pour résultat.

On peut se demander pourquoi ces dispositions n'ont été prévues que pour le temps de paix. En effet si de tels agissements peuvent être réprimés en temps de guerre par le moyen normal de la complicité, il doit en être de même en temps de paix.

Peut-être faut-il en rechercher la raison dans le fait que la répression de la provocation à commettre le crime d'entraves à la circulation de matériel militaire est également différente en temps de guerre et en temps de paix.

*d*) En temps de guerre, comme en temps de paix, ceux qui provoquent à une action d'entraves peuvent être retenus dans la prévention soit en vertu de l'article 60 du Code pénal concernant la complicité si la provocation a été réalisée par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables et à condition d'avoir été suivie d'effet, soit en vertu des articles 23 et 24 de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse.

L'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 frappe de la même peine que l'auteur du crime celui qui l'aura provoqué par des discours ou écrits rendus publics, lorsque la provocation a été suivie d'effet.

L'article 24 de la même loi institue un délit distinct et punit d'un an à cinq ans d'emprisonnement et d'une peine d'amende la provocation publique non suivie d'effet. Encore faut-il dans ces deux cas qu'il y ait provocation directe.

Mais l'article 73 du Code pénal prévoit de plus qu'en temps de guerre la provocation à commettre le crime d'entrave est punissable comme le crime même, ce qui permet de punir des mêmes peines que le fait principal la provocation même demeurée infructueuse et quel que soit le moyen employé. Il ne semble pas toutefois que cela recouvre tous les agissements définis à l'article 83 du Code pénal. De plus la Cour de cassation a restreint la portée de ces dispositions. En effet dans un arrêt du 24 mars 1955 (*Bull.*, 177) la Haute Juridiction a estimé « que si l'article 77 du Code pénal (actuellement art. 73) réprime comme le crime lui-même la provocation à l'un des crimes visés par les articles 75 et 76 du même Code (actuellement art. 70-71 et 72), sans exiger que cette provocation remplisse les conditions fixées par les articles 59 et 60 relatifs à la complicité de droit commun, cet article de loi n'a pu cependant porter atteinte malgré sa généralité, aux dispositions de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse et ne saurait

s'étendre par suite aux provocations seulement commises à l'aide d'un des moyens de publicité visés aux articles 23 et 24 de cette loi ».

Comme l'article 73 nouveau du Code pénal a reproduit intégralement les dispositions de l'ancien article 77, on peut estimer que le principe posé par l'arrêt du 24 mars 1955 demeure valable.

Cependant l'article 83 du Code pénal est plus précis que l'article 73 puisqu'il punit de la réclusion celui qui aura provoqué par quelque moyen que ce soit une action ayant les entraves à la circulation du matériel militaire pour but ou pour résultat. Les termes « par quelque moyen que ce soit » excluent l'application des dispositions de la loi sur la presse. Il peut en résulter dans certains cas des situations anormales. C'est ainsi que l'individu qui, en temps de paix, aura provoqué une telle action par des discours ou écrits rendus publics sera puni de cinq à dix ans de détention, alors même que cette provocation n'aurait pas abouti en fait à une entrave à la circulation, tandis que l'individu qui, en temps de guerre, aura provoqué directement au crime ne sera, dans les mêmes conditions, puni que d'un an à cinq ans d'emprisonnement.

4° La loi du 11 mars 1950 ne visait que « l'entrave violente » à la circulation de matériel militaire et la participation à une « action commise en bande et à force ouverte » ayant eu pour but et pour résultat cette entrave, ainsi que la préparation de ladite action. Ces expressions excluaient la simple attitude passive et le ministre de la Justice, lors des débats à l'Assemblée Nationale, avait d'ailleurs précisé que les faits de grève n'entraient pas dans les prévisions de la loi (*J.O., Déb. parl. Ass. nat.*, séance du 3 mars 1950, p. 1754).

Mais le qualificatif « violente » de même que l'expression « en bande et à force ouverte » ont maintenant disparu. En revanche on trouve dans le texte les mots « action concertée ». Enfin il n'est plus nécessaire que l'action ait eu pour but et pour résultat des entraves à la circulation, il suffit qu'elle ait eu ces entraves pour but ou pour résultat.

Le législateur a-t-il voulu ainsi, par ces modifications apportées au texte ancien, réprimer certains faits de grève qui entraveraient la circulation du matériel militaire ?

En supprimant le qualificatif « violente » on a voulu peut-être résoudre seulement certaines difficultés qui s'étaient présentées comme celles de savoir si la violence pouvait viser les choses comme les personnes ou si le fait d'immobiliser un convoi en ouvrant le robinet à air du frein pouvait être considéré comme une entrave violente, toutes questions d'ailleurs auxquelles la Cour de cassation avait répondu par l'affirmative (Crim., 24 fév. 1959, *Bull.*, 127).

En tout cas quelle que soit l'intention du législateur, le texte actuel des articles 71-3° et 83 du Code pénal pose le problème de la grève. Celle-ci n'est-elle pas une action concertée qui peut avoir pour résultat des entraves à la circulation du matériel militaire ?

Certains auteurs s'étaient d'ailleurs déjà demandé si « le délicat problème de la grève ne devient pas peu à peu un problème de Défense nationale » puisque « la cessation collective et concertée du travail risque, en paralysant certaines activités essentielles à la vie de la Nation, de mettre en péril sa défense » (1).

Le Préambule de la Constitution du 4 octobre 1958 a reconduit celui de la Constitution de 1946 qui reconnaissait le droit de grève en édictant que ce droit « s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent ». A défaut des lois prévues par la Constitution, la jurisprudence a fixé les critères permettant de déterminer si une grève est licite ou non.

D'une part, pour être licite, la grève doit avoir pour but la défense ou l'obtention d'intérêts professionnels. La cessation concertée du travail qui appuie des revendications extraprofessionnelles, n'est pas l'exercice du droit de grève protégé par la Constitution. En particulier la grève politique est prohibée.

D'autre part est également prohibé l'usage abusif du droit de grève qui serait contraire aux nécessités de l'ordre public ou qui porterait atteinte à l'intérêt général (2).

On pourrait donc considérer comme illicite, et par conséquent comme tombant sous le coup de la loi, la grève qui compromettrait, surtout en temps de guerre, les intérêts vitaux de la Nation, comme c'est le cas lorsqu'il s'agit de la Défense nationale.

(1) Notamment Lucien Siorat, « Les sujétions imposées aux citoyens par la Défense nationale », *in Revue du droit public et de la science politique*, 1960, p. 461.

(2) Marcel Waline, « Les limites du droit de grève dans les services publics », *in Revue du droit public et de la science politique*, 1959, p. 306. — Michel Borysewicz, « Les grèves tournantes », *Dalloz*, 1961.I.53.



Mais cela ne veut pas dire que tous les faits de grève pourraient être indistinctement réprimés en application des dispositions des articles 71-3° et 83 du Code pénal, car pour que l'infraction existe il faut d'une part la volonté de nuire à la Défense nationale et d'autre part il faut un acte positif. L'infraction ne peut résulter d'une simple abstention.

Il faudrait donc que l'accusation fasse la preuve (tout au moins en temps de paix, puisque l'intention de nuire à la Défense nationale semble être présumée en temps de guerre), que le but de la grève était bien d'entraver la circulation du matériel militaire en vue de nuire à la Défense nationale. Et à supposer cela établi, il faudrait en outre relever à la charge des grévistes des faits d'action, le gréviste passif ne pouvant faire l'objet que de mesures de réquisition.

L'article 83 du Code pénal ne vise d'ailleurs que ceux qui auront provoqué, facilité ou organisé l'action concertée, c'est-à-dire les chefs du mouvement et ceux qui y ont pris une part active (membres des piquets de grève par exemple).

5° Il faut également remarquer que la loi du 11 mars 1950 punissait non seulement les entraves à la circulation du matériel militaire, mais aussi la participation à une action ayant eu pour but et pour résultat ces entraves.

Le texte nouveau ne vise plus la participation à une telle action, mais punit seulement ceux qui l'auront provoquée, facilitée ou organisée.

Peut-être a-t-on estimé que la participation à une action violente ou concertée était en réalité un fait d'entrave déjà réprimé par la loi. Il s'agirait alors d'une simple amélioration de rédaction.

Peut-être aussi a-t-on voulu tenir compte de certaines critiques dont avait fait l'objet le texte précédent, qui faisait tomber sous le coup de la loi toute personne convaincue d'avoir pris part à la manifestation sans qu'il y ait lieu de préciser son action individuelle (Crim., 14 déc. 1950, *J.C.P.*, 1951-6057). On avait pu dire « qu'à une action de masse on avait voulu opposer une responsabilité de masse qui se rapprochait de la responsabilité collective puisqu'il suffisait, pour la fonder, d'une simple adhésion, sans participation matérielle aux actes incriminés (1) ».

Il est donc possible que l'intention du Gouvernement ait été de restreindre le domaine de l'incrimination, puisque ne tomberaient plus sous le coup de la loi que les individus qui auraient « provoqué, facilité ou organisé » l'action violente ou concertée. Une simple adhésion plus ou moins passive à une manifestation ne suffirait plus.

Mais d'un autre côté le domaine de l'incrimination a été élargi par le fait que l'infraction existe même si l'action n'a pas abouti.

Il n'est plus nécessaire en effet que l'action ait eu pour but et pour résultat des entraves à la circulation du matériel militaire ; il suffit maintenant qu'elle ait eu ce but ou qu'elle ait abouti à ce résultat, ce qui permet de considérer comme l'infraction prévue par l'article 83 la simple organisation d'une action, même s'il n'existe aucun commencement d'exécution.

La loi paraît donc être devenue plus indulgente envers les comparses et plus dure envers les meneurs.

6° Les articles 71-3° et 83 du Code pénal punissent les entraves à la circulation de matériel militaire quels que soient les moyens de transport employés pour faire circuler le matériel (voie de fer, route, eau, air).

Certains textes répriment déjà les entraves à la circulation, notamment en ce qui concerne les chemins de fer (loi du 15 juill. 1845, art. 16) et la circulation routière (Code de la route, 1re partie-Législative, art. L. 7).

Ces textes ne pourraient le cas échéant recevoir application que si les entraves n'avaient pas été commises en vue de nuire à la Défense nationale.

D'autre part l'article 16 de la loi du 15 juillet 1845 punit de la réclusion criminelle de 5 à 10 ans quiconque aura volontairement employé un moyen quelconque pour entraver la marche des convois, mais s'il y a eu homicide le coupable est puni de la peine de mort et s'il y a eu blessures il est puni de la peine de la réclusion criminelle de 10 à 20 ans.

Or l'article 83 du Code pénal ne fait pas de telles distinctions ; il punit dans tous les cas le coupable de la peine politique de la détention criminelle de cinq à dix ans, de telle sorte que s'il y avait eu homicide ou blessures il faudrait en outre retenir l'inculpation soit d'homicide volontaire soit de coups et blessures volontaires, infractions entraînant

(1) L. Hugueney, cette *Revue*, 1951, p. 268.

des condamnations à des peines de droit commun. Suivant les cas le coupable pourra donc être frappé soit d'une peine politique soit d'une peine de droit commun puisque, aux termes de l'article 92 du Code de justice militaire, en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte est seule prononcée. La juridiction militaire resterait compétente pour juger l'ensemble de l'affaire en vertu des dispositions de l'article 700 du Code de procédure pénale qui prévoit que les crimes et délits connexes sont jugés par les tribunaux des forces armées.

7° Il faut aussi tenir compte des dispositions de l'article 70-4° du Code pénal qui punit de mort, en temps de paix comme en temps de guerre, celui qui, en vue de nuire à la Défense nationale, détruira ou détériorera un navire, un appareil de navigation aérienne, un matériel, une fourniture, une construction ou une installation quelconque ou qui, dans le même but, y apportera des malfaçons de nature à les endommager ou à provoquer un accident.

La Cour de cassation a jugé que le fait de miner à l'aide d'engins explosifs une route à encorbellement surplombant un ravin constituait le crime de destruction ou détérioration volontaire d'une construction ou d'une installation susceptibles d'être employées pour la Défense nationale (Crim., 23 juin 1955, *Bull.*, 318, Tachouche et autres). Il pourrait en être de même pour les voies ferrées si les entraves se manifestaient par des sabotages.

L'article 70-4° du Code pénal serait d'ailleurs applicable dans tous les cas où les entraves se manifesteraient par des destructions ou détériorations de matériel ou d'installations.

8° En temps de guerre le crime d'entrave à la circulation de matériel militaire est poursuivi par les autorités des Forces armées investies des pouvoirs judiciaires et est instruit et jugé par les juridictions militaires (art. 697 C. proc. pén.). Il en est de même pour la provocation, même si elle est commise par l'un des moyens énumérés aux articles 23 et 28 de la loi sur la presse.

En temps de paix et sous réserve de l'application de l'article 2 du Code de justice militaire qui demeure en vigueur nonobstant toute disposition contraire du Code de procédure pénale (art. 11 de l'ordonnance n° 60.529 du 4 juin 1960), l'action publique est mise en mouvement par le procureur de la République et l'information est conduite par le juge d'instruction civil (art. 698 C. proc. pén.). L'autorité militaire ne peut revendiquer la poursuite pour en saisir le juge d'instruction militaire (art. 699 C. proc. pén.). Mais les accusés sont toujours jugés par les tribunaux des forces armées, le renvoi étant prononcé par la juridiction d'instruction de droit commun (art. 700 C. proc. pén.). S'agissant d'un crime, c'est donc la chambre d'accusation composée comme il est dit au Code de procédure pénale qui devra rendre un arrêt de renvoi devant la juridiction militaire.

Une question peut se poser concernant la chambre d'accusation compétente pour prononcer le renvoi. Le ressort d'un tribunal militaire s'étend en effet normalement aux ressorts de plusieurs cours d'appel et, aux termes de l'article 68 du Code de justice militaire, pour tous les faits de nature à être punis d'une peine criminelle, le renvoi devant la juridiction militaire ne peut être prononcé que par la chambre d'accusation de la cour d'appel dans le ressort de laquelle la juridiction militaire a son siège. Mais il faut remarquer que l'article 68 du Code de justice militaire ne vise que les procédures instruites par un juge d'instruction militaire et que d'autre part dans ce cas un des conseillers de la chambre d'accusation est remplacé par un juge militaire. Il ne s'agit donc pas de la chambre d'accusation, juridiction d'instruction de droit commun, dont il est question à l'article 700 du Code de procédure pénale.

Il faut remarquer aussi que la chambre d'accusation compétente pour connaître des appels des ordonnances du juge d'instruction civil saisi de l'affaire sera celle de la cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouvera le cabinet d'instruction et il est logique dans ces conditions que ce soit cette même chambre qui prononce la mise en accusation.

Enfin, en cas de délit concernant la sûreté de l'Etat, le juge d'instruction pourrait prononcer lui-même le renvoi de l'inculpé devant le tribunal militaire compétent, dont le siège peut être situé en dehors de son ressort territorial. Il est normal que la juridiction d'instruction du second degré ait les mêmes pouvoirs en matière criminelle.

C'est donc à la chambre d'accusation de la cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve le tribunal où se fait l'instruction que le dossier devra être transmis et c'est cette chambre qui saisira le cas échéant le tribunal militaire.

# D. Chronique de criminologie

par JEAN PINATEL
*Inspecteur Général de l'Administration,*
*Secrétaire Général de la Société Internationale de Criminologie*

## LA THÉORIE DES INSTINCTS D'ETIENNE DE GREEFF

*Bibliographie* : On trouvera la bibliographie des œuvres d'Etienne de Greeff (ouvrages, articles de psychiatrie, articles de criminologie, essais psychologiques, essais littéraires, traductions) dans : *Autour de l'œuvre de Dr. E. de Greeff*, Louvain Paris, Nauwelaerts, 1956, t. II, p. 193 à 208. A noter que le 1er tome de ce livre d'hommages est intitulé : *L'homme criminel*, et le 2e tome : *L'homme devant l'Humain*. Pour la rédaction de la présente chronique, deux ouvrages fondamentaux d'E. de GREEFF ont été plus particulièrement utilisés : *Notre destinée et nos instincts. Présences*, Paris, Plon, 1945, 238 pages, et *Les instincts de défense et de sympathie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1947, 235 pages.

Voir également, J. PINATEL : « L'apport d'Etienne de Greeff dans l'étude de la personnalité criminelle », *in Autour de l'œuvre du Dr. E. de Greeff*, t. I, p. 11 à 33.

Le décès d'Etienne de Greeff survenu cet été (1) a rempli de stupeur et profondément attristé tous ceux qui s'intéressent à la criminologie scientifique. Les lignes qui suivent n'ont d'autre but que de rendre à sa mémoire un fervent et dernier hommage.

Durant sa vie, E. de Greeff s'est imposé, tout en demeurant énigmatique. Force est de reconnaître qu'il se complaisait souvent à dérouter volontairement, à brouiller les pistes empruntées par ceux qui désiraient le suivre dans les sinuosités de sa pensée.

Au-delà des apparences l'œuvre d'Etienne de Greeff doit être approfondie en elle-même. Il est hors de doute, selon nous, qu'en dehors même de la criminologie qu'il a complètement renouvelée, son apport marquera une étape décisive dans l'histoire de la science de l'homme. Sa théorie des instincts constitue, en effet, non seulement une synthèse remarquable de nos connaissances actuelles, mais aussi un point de départ pour des recherches ultérieures.

Il est difficile, pourtant, d'aborder l'exposé de la théorie des instincts d'Etienne de Greeff, tant elle est débordante de richesse. On ne peut l'étudier qu'en la mutilant.

C'est sous le bénéfice de cette observation générale, qu'il convient de s'efforcer de saisir les origines et les directions de la théorie des instincts d'E. de Greeff, ainsi que les perspectives qu'elle ouvre.

### I. — LES ORIGINES DE LA THÉORIE

Pour pouvoir saisir les origines de la théorie des instincts d'E. de Greeff, il faut posséder une clef. Il nous a semblé que, dans ce sens, l'on pouvait tenter de reconstituer les étapes qui ont vraisemblablement accompagné son élaboration. Dans cette perspective, il est hautement probable qu'E. de Greeff, ayant eu son attention professionnellement

(1) V. la notice nécrologique, *infra*, p. 853.

attirée par certaines données criminologiques, les a tout naturellement interprétées à la lumière, d'une part, des hypothèses de base qui étaient celles de son époque et d'autre part, de ses conceptions philosophiques et morales. Ce faisant il est arrivé à construire une systématisation d'ensemble.

### A. — *Les données criminologiques*

De par ses fonctions de médecin à la prison centrale de Louvain, E. de Greeff a été amené à découvrir la criminalité, le criminel et le crime.

*a*) Sa première constatation fut que « toute société est l'ennemie de la criminalité régressive (criminalité des statistiques), mais est en même temps ennemie de ce que nous appelons criminalité antérograde, c'est-à-dire, d'une attitude antisociale, mais antisociale du fait que son auteur est en avance sur la civilisation ambiante. L'hostilité est bien plus forte dans tout milieu, contre l'inadaptation antérograde que contre la criminalité rétrograde » (1).

D'où un premier problème : comment se fait-il que l'esprit soit éclipsé par la tendance grégaire, les adaptations à l'esclavage, la médiocrité acquise ?

*b*) Il devait être, ensuite, frappé par le fait que le sentiment de justice se manifeste chez le criminel sous forme d'injustice subie (2). Par ailleurs, en examinant les récidivistes du vol, il ne trouve chez eux les moindres traces de sentiment de culpabilité, si ce n'est « parce qu'ils ont négligé une bonne occasion de voler, ou ne l'ont pas fait avec assez d'audace ; cela peut les poursuivre le soir comme un remords » (3).

De là un nouveau problème : comme se fait-il que les sentiments de justice et de responsabilité fonctionnent d'une manière aveugle, en dehors de toute signification morale véritable.

*c*) Mais c'est surtout en ce qui concerne le crime lui-même et en particulier l'homicide que les faits lui ont semblé les plus troublants. De l'homicide, acte destructeur par excellence, il a retrouvé les germes dans l'attitude des parents qui obligent l'enfant à rester indéfiniment à un stade infantile, qui entravent son épanouissement, sa maturité, son indépendance. *Ils sont aveugles et sont bien certains d'aimer ainsi sous la forme la meilleure ; il y a là en germe une attitude homicide* (4).

Cette attitude est également rencontrée dans l'amour sexuel. Lorsqu'à un moment donné l'amour disparaît, on assiste à un écroulement de la personnalité de l'amant, avec une ébauche d'acte qui représente le suicide, dévalorisation de l'aimé et finalement, attitude homicide (5).

Pourtant, en général, l'amour parental est subordination du parent au petit, tandis que l'amour sexuel est valorisation de l'aimé.

De ces constatations une question surgit : comment se fait-il que ces sentiments puissent s'accompagner de réactions aussi différentes ?

Tels sont les principaux problèmes qu'E. de Greeff fut conduit à poser. Pour les éclairer, sinon les résoudre, il devait faire appel aux théories et hypothèses de base en vogue.

### B. — *Les influences scientifiques*

Lorsque E. de Greeff commençait à être intrigué par certaines données criminologiques, une évolution importante se manifestait en psychologie sur le terrain de la théorie des instincts.

Tout naturellement le criminologue belge allait être intéressé par cette évolution. C'est, qu'en effet, les idées nouvelles qui traversaient la théorie des instincts étaient susceptibles de répondre, au moins partiellement, à ses préoccupations.

Dans son acception courante, la notion d'instinct restait, alors, encore tributaire de la notion de chose connue ou exécutée, sans avoir été apprise. L'accent était mis bien

(1) *Notre destinée et nos instincts*, p. 206.
(2) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 40.
(3) *Ibid.*, p. 207.
(4) *Ibid.*, p. 138-139.
(5) *Ibid.*, p. 161.



plus sur *l'exécution parfaite de choses non apprises et se réalisant au moment précis où elles peuvent atteindre leur but, que sur l'obscure poussée inconsciente qui viendrait éveiller certains désirs ou déclencher certains automatismes* (1). Mais déjà dans le monde scientifique, W. James avait fait prendre en considération l'instinct comme *une disposition organique soit constitutionnelle, soit intermittente, soit apparaissant à une certaine époque de la vie, à être sensible à certains excitants* (2).

Les influences qui se sont exercées sur la pensée d'E. de Greeff, sont celles qui, précisément, ont développé les perspectives ouvertes par cette signification nouvelle donnée à la notion d'instinct. Plus précisément les travaux de Mac Dougall, Freud et Max Scheler ont eu un poids décisif dans la genèse de sa théorie.

*a*) *L'influence de Mac Dougall.*

A la suite de W. James, Mac Dougall a parlé d'instincts pour désigner les « dispositions » à agir qui existent chez l'homme préalablement à toute expérience et forment comme une réserve originelle d'énergie.

De l'œuvre de Mac Dougall, E. de Greeff a principalement retenu :

1° *La définition de l'instinct.* Mac Dougall définit l'instinct comme étant « une disposition innée *qui détermine l'organisme à « faire attention » à tout objet d'un certain genre et à éprouver en sa présence une certaine excitation émotionnelle et une impulsion à une activité qui trouve son expression dans un monde spécifique du comportement en relation avec cet objet* » (3).

Selon les propres termes du criminologue belge sa conception de l'instinct est « fondamentalement semblable à celle de Mac Dougall » (4).

2° *Le concept d'inclination hormique.* Mac Dougall a élaboré à propos de l'instinct, le concept d'inclination hormique (ormao = je tends vers). E. de Greeff a admis, lui aussi, que les instincts sont des « dispositions à agir » (5).

Ces « dispositions à agir » sont encore appelées des tendances, terme par lequel Ribot traduisait ce qui, dans la littérature scientifique se désigne par : penchants, inclinations, impulsions, besoins, désirs, pressions, sentiments, instincts, habitudes.

Le désir naît lorsque la tendance à agir ne peut se réaliser d'emblée. Il est donc lié à une tendance instinctive différée et c'est par son intermédiaire que l'homme prend conscience de ce qui se passe en lui. Dès lors, la tendance instinctive se trouve liée à cette représentation et c'est par cette voie qu'une certaine socialisation est possible.

3° *Les instincts altruistes.* Mac Dougall admettait l'existence d'instincts altruistes, susceptibles de faciliter cette socialisation (6). En particulier, il a fait « de l'instinct parental, la base de toute vie psychique et sociale » (7).

Cette idée se retrouvera dans la théorie des instincts d'E. de Greeff.

En bref, l'on peut dire que l'œuvre de Mac Dougall constitue la fondation sur laquelle s'est élevée celle du maître de Louvain.

*b*) *L'influence de Freud.*

L'influence de Freud s'exerça sur E. de Greeff parallèlement à celle de Mac Dougall. « La plupart des jeunes catholiques de notre génération — a-t-il noté — connurent ce qu'on disait de l'instinct en le comparant à l'intelligence, et c'est par Fabre que nous fûmes introduits dans le mystère. L'existence de ces instincts extraordinaires démontrait à coup sûr l'existence d'une cause intelligente supérieure. Mais pour le reste il était bien établi, et après Fabre c'était plus évident que jamais, que chez l'homme, grâce au développement de l'intelligence et de la conscience, l'instinct ne jouait pas de rôle appréciable.

L'idée ne nous vint jamais de nous demander ce qu'était un instinct, puisqu'en somme nous le savions, et lorsque, plus tard, nous apprîmes que Freud faisait d'un instinct, l'instinct sexuel, le ressort profond de toute activité humaine, nous ne nous deman-

(1) *Notre destinée et nos instincts*, p. 13.
(2) *Ibid.*, p. 17.
(3) *Ibid.*, p. 37.
(4) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 2.
(5) Sur l'influence de Mac Dougall, v. : *Notre destinée et nos instincts*, p. 37 à 40.
(6) *Ibid.*, p. 42.
(7) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 29.

dâmes jamais si cet homme exprimait une parcelle de vérité. Nous prenions l'expérience que nous avions du désir sexuel pour l'instinct sexuel lui-même, et imaginions que c'était au moyen de ce désir que Freud reconstruisait le monde du moi. Il nous fallut des années pour passer de la connaissance du désir simple à la notion de l'instinct dont le désir actualisé n'est qu'une manifestation, instinct qui peut, par ailleurs, se manifester tout autrement que par le désir et sans que nous ayons conscience de ce qui se passe en réalité » (1).

Ces lignes montrent que l'influence de Freud a été considérable dans l'élaboration de la théorie d'E. de Greeff. Ce qu'il convient surtout de souligner, c'est que la conception freudienne lui a permis de saisir *la liaison entre l'apparition de phénomènes d'angoisse et l'alarme d'une tendance instinctive* (2).

Il ne faut donc pas être étonné que la plupart des notions psychanalytiques (3) se retrouvent chez E. de Greeff. Mais elles y sont situées dans un autre contexte et y acquièrent une autre signification. Il en est ainsi, parce qu'E. de Greeff a reproché à Freud de n'avoir pas tenu suffisamment compte du fait fondamental de l'intelligence humaine. C'est qu'en effet, l'intelligence fait en sorte que même quand l'homme est conduit par des tendances instinctives aveugles en soi « il ne peut manquer de prévoir les conséquences directement liées aux actes que l'instinct lui suggère et que, par là même, cette intelligence contrarie le libre jeu de l'instinct ». Autrement dit « aucune tendance instinctive ne peut se réaliser à cause même des fonctions éclairantes de l'intelligence, sans que l'ensemble des tendances affectives entre en jeu ; et par conséquent aucune tendance instinctive ne peut se réaliser sans s'être au préalable adaptée, bien ou mal, à l'ensemble » (4).

L'illustration de cette position d'E. de Greeff face au freudisme nous est donnée à propos de la sublimation dans les lignes suivantes : « Bien qu'il ne soit pas l'inventeur de l'idée de sublimation et qu'on le retrouve déjà dans Saint-Augustin sous une forme larvée, c'est Freud qui a mis ce mot à la mode. Freud qui fit de toutes les activités supérieures de l'homme un équivalent sexuel non reconnu. Mais il n'a pu, en réalité, faire autre chose qu'affirmer. Sa démonstration n'est pas achevée. Jung, son élève, reconnut très tôt la faiblesse du freudisme dans ce domaine et n'hésita pas à libérer le psychisme supérieur de l'inférieur en y intercalant l'idée d'une certaine évolution créatrice » (5).

Ainsi, pour E. de Greeff, l'instinct n'est-il pas seulement une force, mais un mode de connaissance.

*c) L'influence de Max Scheler.*

Ce mode de connaissance est orienté vers autrui. Or, pour Max Scheler « il existe entre les hommes un lien qui les attache l'un à l'autre, en dehors de leur volonté et préalablement à toute vie sociale ». Il existe de la sorte « une aptitude générale à la fusion, incluse dans la nature humaine et se manifestant en même temps que la vie » (6).

C'est Max Scheler qui, complétant et transcendant l'apport de Mac Dougall sur les instincts altruistes et en particulier l'instinct parental, a fait prendre conscience à E. de Greeff des insuffisances de la conception freudienne sur le rattachement à autrui et le fondement de la loi morale qui ne saurait être uniquement considérée comme une création sociale secondaire, symbolisée par le sur-moi (7).

En définitive si Freud a introduit E. de Greeff dans l'étude des instincts de défense, Mac Dougall et surtout Max Scheler, l'ont introduit à celle des instincts de sympathie.

(1) *Notre destinée et nos instincts*, p. 7.
(2) *Ibid.*, p. 34.
(3) Sur les conceptions psychanalytiques, *ibid.*, p. 29 à 34. Plus particulièrement sur Adler et les notions de compensation et d'adaptation, *ibid.*, p. 34 à 36. V. également sur Freud, Adler et Jung, *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 16 à 28. A noter que de Greeff assimile au freudisme « des systèmes divergents de lui, mais à même base psychanalytique, comme le système d'Adler » (*ibid.*, p. 28).
(4) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 22.
(5) *Notre destinée et nos instincts*, p. 41.
(6) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 30.
(7) *Ibid.*, p. 29.



### C. — *Les conceptions philosophiques et morales*

Les positions prises par E. de Greeff sur le plan de la théorie scientifique ont été, au moins dans une certaine mesure, sous-tendues par ses conceptions philosophiques et morales.

*a)* Dans la note liminaire par laquelle l'éditeur d'E. de Greeff présentait son premier ouvrage consacré à la théorie des instincts, la position philosophique du savant belge est précisée en ces termes « il serait absolument injuste de prétendre que la pensée d'Etienne de Greeff constitue un *antifreudisme*, car son originalité est trop grande pour être limitée à ce rôle de réfutation de la psychanalyse, mais il nous apparaît dès maintenant certain que de Greeff est sans doute le seul psychiatre et philosophe spiritualiste qui puisse être opposé à Freud sur le plan même où Freud s'est placé ». C'est, qu'en effet, « pour la psychanalyse l'homme est « un instinct socialement organisé » : « les *refoulements*, les *censures* lui imposant un certain comportement pour éviter le drame entre l'instinct et le dehors. Pour de Greeff, ce drame fait la grandeur et la réalité de l'être. La personne humaine porte en soi des instincts, mais pour se réaliser pleinement, elle doit renoncer à un équilibre parfait de toutes ses tendances instinctives, accepter en vue de conserver des biens supérieurs, un état permanent de drame, de résistance morale » (1).

La position philosophique d'E. de Greeff qui est ainsi définie, reflète la volonté d'intégrer les acquisitions scientifiques dans le corps de la doctrine catholique. Elle rappelle cette position, celle qui fut prise à l'Université de Louvain au début du XX^e^ siècle par Mercier sur le plan psychologique, dont la psychologie, quant au fond, était celle d'Aristote et de Saint Thomas d'Aquin. Mais il considérait que le meilleur service à rendre aux doctrines générales de la psychologie scolastique, c'était de les mettre en rapport avec les résultats acquis dans les sciences biologiques et anthropologiques (2).

Cette position conduit naturellement à partir en guerre contre les traditionnalistes qui s'enferment dans des positions devenues insoutenables sur le plan scientifique. De fait, cette attitude que l'on perçoit chez Mercier est encore plus accusée chez E. de Greeff (3).

*b)* L'originalité des conceptions philosophiques et morales d'E. de Greeff s'exprime, en particulier, à propos des notions de liberté, de responsabilité et de justice.

L'idée de liberté, selon lui, est l'aboutissement de la défense instinctive du moi dominée par l'inquiétude et l'angoisse. De fait, le besoin de liberté se manifeste sous la forme de l'indépendance dans le présent et de la réserve de l'avenir. « Ainsi chaque fois qu'un être engage par une détermination ou par un acte, une portion de son avenir, chaque fois qu'en choisissant telle direction au lieu de telle autre, il renonce à une activité et accepte de se contenter de celle qu'il choisira, il éprouve une inquiétude et même une angoisse réelle, si la chose en vaut la peine. Le choix qu'il opère ne peut pas passer inaperçu, et de la même manière il ne peut ignorer qu'il est l'auteur de ce choix. Et c'est cette émotion, accompagnant inévitablement toute décision par laquelle l'homme se lie pour une certaine partie du futur, qui se trouve être à la base de l'évidence du libre arbitre. C'est par cette émotion que le sentiment de responsabilité s'installe en l'âme humaine à titre d'expérience intérieure et indéniable. Le sentiment et même la certitude de la liberté intérieure se trouvent de la sorte liés à l'exercice des instincts primaires de la défense du moi et que l'on soit déterministe ou non, que l'on affirme ou non qu'il ne s'agit là que d'une illusion, le fait est évident ; l'instinct de défense et de protection veille jour et nuit, l'individu n'est pas libre de s'y soustraire et, qu'il le veuille

(1) *Notre destinée et nos instincts*, note liminaire, p. I à III.
(2) D. MERCIER, professeur de philosophie et directeur de l'Institut supérieur de philosophie à l'Université catholique de Louvain, a écrit un ouvrage intitulé *La psychologie* qui comporte deux tomes. La sixième édition de cet ouvrage a été publiée en 1903. V., en particulier, sa préface.
(3) On en trouve des manifestations dans ses développements sur l'évolution vers le monothéisme (*Les instincts de défense et de sympathie*, p. 96 à 102), l'instinct de défense contre Dieu (*ibid.*, p. 102 à 110), l'utilisation du sentiment de culpabilité pour maintenir l'homme en état d'infantilisme (*ibid.*, p. 210 à 213), sur le péché originel (*ibid.*, p. 223) et le providentiel (*ibid.*, p. 228).

ou non, il ne peut échapper au sentiment de sa responsabilité, à l'expérience vécue de son libre arbitre » (1).

Cette approche du sentiment vécu de responsabilité est devenue classique. Elle lui a permis de renouveler l'étude du sentiment de justice, en remarquant que personne ne doute de son aptitude à distinguer le juste de l'injuste et même ne doute que, d'une manière générale, il ne se conduise justement. « Nous pouvons nous demander — écrit E. de Greeff — si le sentiment de sécurité que chacun éprouve à propos de ses appréciations spontanées concernant la justice ne correspond pas simplement à une fonction psychique analogue au sentiment de responsabilité qui accompagne nos actes conscients et s'affirme avec une égale violence chez l'homme normal, chez l'imbécile et chez l'aliéné » (2). Et il ajoute « le sentiment de justice, se confond avec l'état affectif qui accompagne la pensée ou l'exécution de certains actes et il signifie seulement que cet acte est en accord avec l'instinctivité profonde du sujet, lequel considère, du même coup, qu'il est en harmonie avec les lois du monde » (3).

Ainsi est-il démontré qu'il faut se garder de confondre une valeur ou une vertu morale avec un mouvement d'origine biologique, source d'un mécanisme psychologique élémentaire.

Cette position philosophique et morale domine la systématisation de sa théorie des instincts.

## II. — Les directions de la théorie

Les grandes lignes de la théorie des instincts d'Etienne de Greeff peuvent être dégagées en évoquant successivement la définition de l'instinct, la classification des instincts et les mécanismes de la vie instinctive.

### A. — *Définition de l'instinct*

Dans la pensée d'E. de Greeff, l'instinct n'est pas le mode d'action et de connaissance, menant droit au but, dont bénéficieraient surtout les animaux et les sauvages. Au contraire, instinct et intelligence ne s'opposent pas, ne peuvent être séparés fonctionnellement. C'est, en effet, la fonction instinctive qui donne *l'impulsion première, la connaissance fondamentale* (4). L'instinct domine l'orientation générale de l'être humain, orientation générale dans la vie qu'il ne faut pas confondre avec ses actes, « lesquels découlent d'un choix partiellement conscient et dans lequel l'intelligence a eu sa part »(5). Autrement dit, « chaque instinct a son type d'impulsion et suscite un mode de connaissance en rapport avec ce type d'impulsion. Il crée une représentation de l'objet conforme, elle aussi, à cette impulsion » (6). Ainsi, l'instinct comporte l'aptitude à reconnaître, non par un acte de connaissance conscient, mais par une impulsion. Dès lors « la valorisation d'un objet, d'un geste, d'un être, là où l'intelligence n'a pas pu jouer, constitue le signe propre d'une activité instinctive » (7).

Cette conception de l'instinct fait découvrir « un système nerveux tendu vers le dehors, et répondant à une structure préalablement complémentaire à certaines excitations pouvant venir de l'extérieur » (8). Aussi bien, lorsque E. de Greeff parle

(1) *Notre destinée et nos instincts*, p. 57 et 58. A noter qu'E. de Greeff a écrit, par ailleurs (« La notion de responsabilité en anthropologie criminelle », *Revue de droit pénal et de criminologie*, mai 1931) que « la doctrine pure du libre arbitre, telle qu'elle fut exposée par Saint Thomas, est bien plus large, plus souple, plus vivante que les théories de certains défenseurs des traditions, au point qu'elle ne saurait gêner en rien le psychiatre le plus hardi ». De fait, Mercier qui expose cette doctrine, admet un déterminisme modéré, fondé sur la distinction de la condition nécessaire et de la raison suffisante.
(2) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 37.
(3) *Ibid.*, p. 39.
(4) *Ibid.*, p. 3.
(5) *Ibid.*, p. 3.
(6) *Ibid.*, p. 4.
(7) *Ibid.*, p. 5.
(8) *Ibid.*, p. 5.



de connaissance instinctive, il veut simplement exprimer le phénomène d'adéquation entre l'instinct et son objet (1).

### B. — *Classification des instincts*

L'énumération des instincts, tels qu'ils sont conçus par E. de Greeff, englobe la crainte, les instincts alimentaires, les instincts de défense, l'agressivité, la curiosité, l'instinct sexuel, les instincts sociaux (grégarisme, tendance à l'uniformité, soumission à la domination), l'instinct d'appropriation et la sympathie (2).

Cependant, il est impossible de rencontrer chez l'homme une manifestation instinctive à l'état pur. Par exemple, l'instinct sexuel implique toute la gamme des tendances instinctives, aussi bien les tendances à la soumission que celles à la domination, l'agressivité et la crainte (3). Il en est de même pour toutes les tendances. Aussi bien « la réalité psychique la plus simple à laquelle aboutit l'analyse n'est jamais une tendance instinctive isolée, mais comporte toujours... plusieurs tendances organisées l'une par rapport à l'autre et par rapport à l'ensemble du psychisme suivant un schéma qui tient compte de l'adaptation à l'avenir et qui paraît être une création propre du sujet » (4).

Partant de là, E. de Greeff s'est élevé à la notion de structure affective. « *C'est* — précise-t-il — *cet ensemble de plusieurs tendances instinctives organisées entre elles en tenant compte de l'avenir, c'est-à-dire organisées selon des préoccupations de l'intelligence, que nous appelons une structure affective* » (5).

En fonction de ces données, il a mis l'accent sur deux groupes fondamentaux : le groupe des instincts de défense et celui des instincts de sympathie (6). Ils peuvent être comparés à quatre points de vue :

*a*) Au point de vue de leur *objet*, il faut noter que tandis que les instincts de défense contribuent à la conservation du moi, les instincts d'amour et de sympathie président à la conservation de l'espèce.

*b*) Au point de vue de leur *fonctionnement*, on observe que les premiers fonctionnent sous le signe du sentiment de justice et de la responsabilité d'autrui ; alors que les seconds fonctionnent sous le signe de l'abandon de soi sans défense (inhibition de la défense de soi) et de l'acceptation totale d'autrui.

*c*) Au point de vue de leur *nature*, les uns (les instincts de défense) sont à base d'agressivité, les autres (les instincts de sympathie) sont à base de subordination et de dévouement à autrui.

*d*) Au point de vue de leurs *résultats*, les instincts de défense aboutissent à une réduction progressive de l'homme, à une entité abstraite obéissant à des lois morales conçues comme mécaniques ; les instincts de sympathie, à l'inverse, aboutissent à une valorisation extrême d'autrui et à l'édification de conditions de vie qui lui permettraient un épanouissement maximum.

Les pénalistes contemporains pourront aisément identifier, par référence à ces deux groupes, les doctrines dominantes de la politique criminelle.

### C. — *Mécanismes de la vie instinctive*

Aucun de ces deux groupes ne pouvant se réaliser intégralement, un équilibre doit se réaliser dans le psychisme. Mais cet équilibre est difficile. C'est qu'en effet, aux mécanismes réducteurs qu'expriment les instincts de défense, s'opposent les mécanismes valorisants issus des instincts de sympathie. La vie psychologique se développe sous le signe du conflit, c'est-à-dire des luttes, des oppositions et contradictions infinies des structures affectives. Dans ce combat où nos tendances profondes s'affrontent, s'influencent et se disputent la direction, s'insinue le sentiment latent de culpabilité.

(1) *Ibid.*, p. 8.
(2) *Notre destinée et nos instincts*, p. 42 à 48.
(3) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 21.
(4) *Ibid.*, p. 21.
(5) *Ibid.*, p. 21.
(6) *Ibid.*, p. 31 et 32.

*a*) Au premier rang des mécanismes réducteurs, E. de Greeff situe l'intentionalisme malveillant qui se manifeste dans la vie sociale sous le signe de la responsabilité d'autrui (1). Il s'agit d'une aptitude innée de l'homme à percevoir, avant tout jugement, les activités animales ou physiques comme intentions hostiles dirigées contre lui. « Il les reconnaît comme telles — précise E. de Greeff — parce que son organisation psychique est ainsi faite qu'elle perçoit l'extérieur comme à travers un écran qui donne une coloration hostile à tout ce qui contrarie, choque, ou *a fortiori* bouscule le moi » (2). La responsabilité d'autrui est donc la forme sociale que prend la connaissance de l'homme par l'instinct de défense (3).

*b*) A l'opposé, on trouve des mécanismes valorisants à la tête desquels il faut citer l'amour parental (4). Alors que « l'intention agressive » réduit infiniment la personnalité, la valorisation de l'amour parental exagère jusqu'à l'infini la valeur de l'objet. Dans l'amour sexuel, comme dans l'amour parental, l'impulsion interne valorise (5).

*c*) Le sentiment de culpabilité, d'origine infantile, est l'expression d'un conflit profond entre les mécanismes réducteurs et les mécanismes valorisants (6). Lorsque l'homme veut se soustraire à son sentiment de culpabilité, il ne peut y parvenir qu'en s'affirmant davantage, qu'en légitimant davantage son action, qu'en devenant plus agressif, c'est-à-dire, plus réducteur. Le sentiment de culpabilité ne saurait donc constituer un guide. Il est un signal d'alerte, qui peut provoquer l'effort créateur, la sublimation qu'E. de Greeff définit comme une *évolution consciente et volontaire à partir d'un mouvement initial instinctif* (7). Pour lui, la sublimation réelle « consiste à percevoir le monde d'autrui et le monde de la vie sous le mode de la sympathie, le mode parental » (8).

Telles sont les grandes lignes d'une systématisation qui, élaborée à partir d'observations empiriques de criminologie, a su intégrer avec élégance la pensée scientifique la plus audacieuse dans les cadres renouvelés de la philosophie et de la morale.

### III. — Les perspectives ouvertes par la théorie

A la lumière de sa théorie, E. de Greeff a repensé les problèmes multiples posés par les sciences de l'homme, les sciences sociales et les sciences pénales. De larges perspectives ont été ouvertes de la sorte.

#### A. — *Sciences de l'homme*

*a*) *Biologie.*

Du point de vue biologique, E. de Greeff a attiré l'attention sur le fait que l'écorce cérébrale est d'introduction récente dans le cycle de l'évolution. Préalablement à elle, « il existait un ensemble de noyaux très susceptibles d'assurer la connaissance et l'impulsion instinctive, noyaux qui persistent encore chez l'homme et jouent encore leur rôle de premiers informateurs » (9).

Ce n'est donc pas dans l'écorce cérébrale qu'il faut chercher le substratum de la puissance instinctive et affective. Elle est liée à l'intégrité de certains organes, notamment aux glandes endocrines et au mésencéphale, siège des impulsions végétatives et vitales (10). Mais au lieu de songer au psychisme sous-cortical, l'homme est amené à entrevoir des puissances mystérieuses. « Ce qui étonne et même effraye l'homme c'est de percevoir la vie authentique, les expressions mésencéphaliques, infracorticales des animaux » (11). Pourtant, il n'y a pas lieu de s'effrayer de puissances instinctives, car

(1) *Ibid.*, p. 61 à 118.
(2) *Ibid.*, p. 88.
(3) *Ibid.*, p. 95.
(4) *Ibid.*, p. 119 à 143.
(5) *Ibid.*, p. 143 à 179.
(6) *Ibid.*, p. 180 à 231.
(7) *Notre destinée et nos instincts*, p. 42.
(8) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 229.
(9) *Ibid.*, p. 18.
(10) *Ibid.*, p. 20 et 21.
(11) *Ibid.*, p. 90.



leurs impulsions paraissent constituer « les données à partir desquelles s'édifie toute la vie intellectuelle et morale ; viennent-elles à manquer ou à s'affaiblir, la personnalité toute entière s'écroule. La démonstration en a été lumineusement faite par l'étude systématique de l'encéphalite léthargique » (1). Il en est ainsi parce que, ce qui est proprement humain, c'est l'édifice « échafaudé en défense contre notre mésencéphale » (2).

*b*) *Psychologie.*

Les mécanismes qui sous-tendent l'édification de cet édifice sont connus grâce à l'étude psychologique du conflit des instincts de défense et de sympathie dans l'éducation de l'enfant. Celui-ci ne peut être éduqué par ses parents sans éprouver à leur égard du ressentiment. C'est précisément l'apprentissage, sur le même objet, de l'amour et de la haine qui est la condition même de la socialisation. La subordination des réactions de défense aux réactions de sympathie est reliée à la réciprocité de l'amour authentique des parents et de l'enfant (3).

Il existe de la sorte une sensibilité diffuse de l'être humain en général, une aptitude spéciale à la sympathie et à l'amour. Un même processus se trouve ainsi à la base de l'amour, de l'amitié, de la sympathie, de l'instinct parental et sexuel. Il s'agit d'*une reconnaissance, dans un autre, d'une forme portée en soi* (4). De la sorte « un être humain normal par le fait même qu'il les reconnaît, valorise chacun de ses semblables, est relié par lui à une connaissance du mode sympathique, perçoit en lui l'être total au delà de toute spécification » (5).

Dans l'amour « non seulement l'aimé est perçu dans son être profond, mais toutes les défenses et agressions de l'amant sont inhibées » (6). Dans cette prise de contact réelle va s'édifier « sur une base instinctive, mais avec l'intervention des facultés de jugement, la structure affective propre à la sympathie et à l'amour. C'est cette structure qui fera l'échec ou la réussite » (7).

#### B. — *Sciences sociales*

Les possibilités ouvertes par la sympathie et l'amour apparaissaient à E. de Greeff, et pour le malheur de l'homme, comme amenuisées voire détruites par l'évolution décrite par les sciences sociales (sociologie, économie, politique, démographie), où l'on voit se profiler la suprématie des instincts de défense.

*a*) *Sociologie.*

Dans l'ordre sociologique, E. de Greeff, a exprimé la crainte d'une mécanisation de l'être humain, sous la pression de quelques instincts essentiels (8). Pour lui, l'homme ne peut accéder à une certaine indépendance intellectuelle et physique que s'il a été momentanément *inadapté* au milieu et qu'il a essayé d'établir que ce n'était pas lui qui avait tort. Malheureusement, « se basant sur le fait que l'inadaptation est très souvent le propre d'un malade, d'un déséquilibré, d'un fou, d'un criminel, sur le fait en somme que la personnalisation aboutit facilement à un échec, le médiocre normal légitime sa lâcheté devant l'appel de la vie et de l'esprit en se démontrant qu'il doit se féliciter de son attitude » (9).

(1) *Ibid.*, p. 21.
(2) E. de Greeff, « Les fonctions incorruptibles dans les drames de Maeterlinck », *in Autour de l'œuvre du Dr. E. de Greeff*, t. II, p. 83 à 113 et notamment, p. 109.
(3) Sur tous ces points voir l'excellente étude de Mme Juliette Favez-Boutonier, *Engagement et désengagement affectif du délinquant*, *ibid.*, t. I, p. 57-65.
(4) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 147.
(5) *Ibid.*, p. 151.
(6) *Ibid.*, p. 154.
(7) *Ibid.*, p. 155. En marge de cet aspect essentiel, il est possible de déceler, dans l'œuvre d'E. de Greeff, de multiples aperçus psychologiques. C'est ainsi que D. Lagache a insisté sur l'utilisation du concept de communication par E. de Greeff (D. Lagache « Réflexions sur de Greeff et le crime passionnel », *in Autour de l'œuvre du Dr. E. de Greeff*, t. I, p. 67 à 71). On pourrait multiplier les exemples et citer également sa façon d'aborder les complexes (*Les instincts de défense et de sympathie*, p. 25 à 28), le sentiment de panique (*ibid.*, p. 85 à 91), le traumatisme de l'existence (*ibid.*, p. 138 à 143), l'échec (*ibid.*, p. 164 à 179).
(8) *Notre destinée et nos instincts*, p. 214 à 238 notamment.
(9) *Ibid.*, p. 5.

Le destin de l'homme lui apparaît, dès lors, fort sombre. Pour arriver à exploiter systématiquement le milieu, l'homme a été dans l'obligation de le réduire à l'état de chose inerte, de le vider de toute signification spirituelle. De ce fait, il s'est isolé et finalement « le processus engagé de la sorte contient dans la ligne de son développement la dévalorisation de toutes les idées et de toutes les forces qui ne seraient pas réductibles à des facteurs économiques, et prépare ainsi la mort de l'esprit (1).

*b) Economie.*

Cette mort de l'esprit est hâtée par les entraves apportées à la tendance à l'épargne (qu'il ne faut pas confondre avec l'avarice), par l'économie moderne (2). En effet, l'instinct d'épargne est le levier de toute organisation dans la durée : il est impossible *de concevoir une personnalité humaine dépourvue d'une certaine royauté dans le temps* (3). Il s'ensuit que le passage de la propriété privée à la propriété collective ne constitue pas un progrès. La garantie sociale exige, en contre-partie, de la part de l'homme « une plasticité proportionnée, qui n'est rien d'autre que la domestication » (4).

Dans les sociétés, où les structures collectives ne prédominent pas, l'appétit du gain facile et féroce conduit à faire croire à l'homme que « la somme de bonheur que la vie peut lui donner est fonction de l'argent qu'il pourra dépenser » (5). Il y est d'ailleurs encouragé par le fait que la circulation de l'argent est devenue pour l'Etat moderne une nécessité vitale, « et il faut que l'homme dépense son argent » (6).

Ce phénomène reflète, sur le plan économique, la victoire de l'homme sur le temps. Grâce aux inventions mécaniques il en dispose. Mais comme l'homme n'a trouvé aucun moyen de modifier sa vitesse de pensée, il adapte sa vie intellectuelle au rythme de la vie mécanique. Ce faisant, il ne s'aperçoit pas qu'en ayant vaincu le temps, il a également défait le plus grand adversaire de l'homme instinctif, puisque désormais il n'y a plus à s'adapter à la durée, il n'y a qu'à participer totalement au présent.

*c) Politique.*

Cette participation accrue au présent rend l'homme d'aujourd'hui sensible « à l'opinion toute faite, à la suggestion du moment, aux états d'âme qu'on suscite en lui par la propagande et l'application des données de la psychologie des foules, à l'anti-intellectualisme, aux doctrines violentes de domination, d'exaltation du moi, de mépris des autres, de brutalité et d'homme quaternaire, qui le livrent complètement enchaîné à toute idéologie sommaire et sauvage, et le met en-dessous de l'esclavage antique » (7).

Ce qui est grave c'est que par suite de l'intentionalisme malveillant la vie politique tend à des simplifications sommaires. « Lorsque dans la vie collective, les formes gouvernementales sont telles que l'ennemi de l'unique parti au pouvoir devient du même coup un ennemi social, le nombre des criminels augmente démesurément, car bientôt le pays n'est plus peuplé que de gens à intentions parfaites et de criminels. Les représentations qu'on se fait alors des adversaires sont marquées au coin de la scélératesse, de la méchanceté, du mal... L'être réel de tous ces adversaires est introuvable sous l'avalanche des défauts et tendances odieuses découverts en eux » (8).

Et « ce qui se passe entre individus se passe aussi entre peuples — entre collectivités » (9).

*d) Démographie.*

La force intérieure qui pousse l'homme vers son destin, c'est-à-dire, vers sa dépersonnalisation croissante, le conduit à vouloir s'en débarrasser. « Si l'homme estime un jour qu'il faut coûte que coûte débarrasser l'humanité de l'aptitude au sentiment de culpabilité, une seule possibilité pour le tenter s'offre à lui, c'est d'agir sur les conditions qui le font naître. C'est pourquoi dans la ligne réductrice que suivent actuellement les hommes on peut déjà voir incluse la *suppression de la famille* » (10).

(1) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 218.
(2) *Notre destinée et nos instincts*, p. 170 à 187.
(3) *Ibid.*, p. 184.
(4) *Ibid.*, p. 179.
(5) *Ibid.*, p. 182.
(6) *Ibid.*, p. 182.
(7) *Ibid.*, p. 224.
(8) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 95.
(9) *Ibid.*, p. 95.
(10) *Ibid.*, p. 221.



Pour lutter contre ce mouvement, E. de Greeff préconisait en 1940 « la création d'une psychose de la natalité », et il notait « La France vient de s'engager, à son tour, dans une politique de natalité. On ne peut que s'en réjouir ! » (1). C'est là la seule vision optimiste qui se dégage de la confrontation de sa théorie des instincts et des données des sciences sociales.

### C. — *Sciences pénales*

Sur le terrain des sciences pénales, la théorie des instincts donne lieu à bien des prolongements.

*a)* En ce qui concerne, tout d'abord, la responsabilité pénale, E. de Greeff observe qu'elle découle du principe de la responsabilité d'autrui, qui pousse à percevoir le prochain sous forme d'abstraction responsable. Ce principe repose « sur la base la plus solide qui soit et qui défie l'intelligence du plus compétent et du plus convaincu des déterministes : l'instinct de défense... » (2).

On constate, en effet, que si le juge est toujours convaincu de la justice de ses actes, le jugé, lui, n'est jamais d'accord. « Il est trop facile de dire que c'est parce qu'il refuse la responsabilité de ses actes, car le jugé sait que ce n'est pas son être réel qui fut jugé, mais uniquement les apparences, la formule sociale sous laquelle il existe administrativement. L'homme veut être jugé dans son être profond. Il ne sait pas qu'il ne saurait pas l'être, puisque cet être inconnaissable à lui-même l'est encore plus aux autres. Mais il sent lorsqu'il est perçu dans son être intime et il ne peut accepter de jugement que de quelqu'un qui, par un acte d'amour, l'accepte tel qu'il est dans son être profond ». Car c'est au moment où il se débat « contre une conception mécanique de sa responsabilité que l'homme est le plus sensible à tout ce qui peut évoquer son retour à l'état de personne » (3).

*b)* Du point de vue de la peine, E. de Greeff constate, par ailleurs, que la justice des hommes « depuis ses formes collectives jusqu'aux scènes de cour d'assises » (4) ne dépasse guère le niveau de la vengeance. Mais, en opposition apparente à ceci, il signale « l'évolution de la justice vers l'adoucissement des peines, le remplacement de vengeance sauvage par de simples mesures de sûreté, d'où le caractère vindicatif est en grande partie absent » (5).

Mais, pour lui, ce mouvement ne se développe pas par suite d'un amour plus grand pour la personne du délinquant et de l'homme en général. Simplement la description des souffrances de la prison et l'idée de la mise à mort crispent davantage l'homme d'aujourd'hui. D'autre part, la vie des principes étant devenue quasi léthargique, la question de faute ne retient plus l'attention. Aussi bien, lorsque la vie affective des citoyens exige une vengeance plus marquée, l'homme leur sera livré sans défense (6).

On voit donc que dans le domaine des sciences pénales, comme dans celui des autres sciences, E. de Greeff ne se révèle pas fort optimiste. A dire vrai, sa théorie des instincts, si riche de perspectives, est dans l'ensemble fortement pessimiste. Pourtant, en opposition à cette orientation générale, il a souligné que la première valeur morale est « le prochain » (7) et que « l'amitié, l'amour, la famille, peuvent donner un habitacle acceptable à la personne humaine, constituer le milieu dans lequel un être humain peut vivre dans sa plénitude » (8).

Ainsi, en dernière analyse, est-on incliné à situer la théorie des instincts d'E. de Greeff à la fois, dans la ligne de Pascal, pour la conception de la nature humaine qu'elle évoque, et dans celle de Claude Bernard, pour les bases scientifiques qu'elle révèle.

(1) *Notre destinée et nos instincts*, p. 226.
(2) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 104.
(3) *Ibid.*, p. 225 et 226.
(4) *Notre destinée et nos instincts*, p. 200.
(5) *Ibid.*, p. 201.
(6) *Ibid.*, p. 201 à 203.
(7) *Les instincts de défense et de sympathie*, p. 173.
(8) *Ibid.*, p. 143.

# E. Chronique de police

par JEAN SUSINI
*Commissaire principal à la Sûreté Nationale.*

## ENQUÊTE CRIMINELLE ET EXPERTISE

### A. — *Remarques préliminaires*

1. C'est dans le cadre de l'étude des conditions d'utilisation de la psychologie scientifique par la police criminelle que se situent les développements qui suivent. Trop souvent c'est à travers le seul système de l'*expertise* qu'est conçu le recours à une science. En ce qui concerne la recherche scientifique du criminel il ne saurait être question d'une aussi maladroite façon de faire. La police technique et la police scientifique sont au contraire destinées à s'interpénétrer de plus en plus. Leur unification *fonctionnelle* constituera un jour un problème majeur.

Le recours à une capacité technique ne peut être le même, en contenu, en valeur scientifique, en esprit, en portée, et dans la forme, lorsqu'il s'agit de l'enquête et lorsqu'il s'agit d'une collaboration à l'instruction finale dans le type particulier d'atmosphère des débats judiciaires. Les recherches ont besoin d'une ambiance sereine. Elles ne doivent jamais revêtir l'allure d'un conflit juridictionnel hors de propos. Les résultats d'une contribution scientifique ne peuvent que servir à poursuivre l'enquête et n'en doivent jamais briser l'homogénéité, paralyser la souplesse ou détruire la spontanéité.

2. Les praticiens sont généralement sceptiques quant à l'utilité d'une éventuelle participation des sciences psychologiques à leurs investigations. Et ce ne sont certainement pas les ouvrages ou les travaux de psychologie dite judiciaire qui pourraient modifier leur attitude. Les quelques conseils naïfs qu'on y trouve sur l'art de se méfier du témoignage ou sur celui d'interroger ne peuvent que les faire sourire. Leurs expériences sont vécues dans des situations incomparables à celles des autres branches d'application de la psychologie.

Les praticiens de l'*interview* inséré dans les perspectives thérapeutiques et dont le degré de connaissance ne sert qu'à permettre un diagnostic n'affrontent aucune des inéluctables difficultés de la recherche criminelle. Bien souvent d'ailleurs la situation où cette dernière est contrainte d'agir, sous le signe de l'urgence et dans le cadre légal, représente pour eux tout le contraire de celle où des relations psychologiques peuvent s'établir et se présenter sous une forme manipulable.

La recherche criminelle opère cependant bien dans un champ interpsychologique. Elle est essentiellement et incessamment opération de détection et manipulation du témoignage. L'*interrogatoire* s'y incorpore comme un type particulier et spécifique de relations avec autrui. Tout y est intensément psychologique. Ceci nous conduit à une première remarque dont la portée nous paraît générale. Le problème des progrès psychologiques de l'enquête ne peut se poser qu'à partir des situations concrètes que tout à la fois elle crée et subit. La psychologie ne saurait intervenir par le truchement d'un psychologue qui viendrait *du dehors* résoudre un problème technique. Les problèmes relevant de la psychologie ne peuvent pas être limités à des détails. Ils risquent d'atteindre, indirectement, voire même insidieusement le fond de la cause et de figer



prématurément la recherche dans les conditions toutes particulières de l'expertise hantée par l'esprit juridictionnel. Or, il nous paraît que justement l'expertise et l'enquête s'opposent tant du point de vue de la forme que du fond.

### B. — *Caractéristiques psychosociales de l'expertise*

Lorsque l'expert paraît l'atmosphère juridictionnelle l'enveloppe. Désormais une logique particulière oriente la mise en forme du cas. Il nous semble que certaines déviations de l'expertise risquent de masquer les problèmes spécifiques de la recherche criminelle et d'en paralyser l'évolution. Ce ne sont pas les raisons objectives du recours à l'expert qui sont en cause ici. Mais c'est ce qui est réellement, et le plus souvent *inconsciemment, vécu*, à l'occasion de l'expertise, à travers elle, au-delà de la fonction technique et rationnelle qu'elle assume. On recherche trop souvent à travers l'expert un type de vérité que la science qu'il représente ne peut atteindre. Tout se passe comme si, à son corps défendant, l'expert servait à autre chose qu'à livrer le contenu d'une application de sa science à un problème qui ne se présente jamais dans les conditions de la recherche scientifique ou de la pratique courante. D'ailleurs, formulées ou non en clair, les vraies questions qui se trouvent posées à travers le rituel de toute expertise sont toujours des équivalents de celle qui hante l'esprit de tous ceux qui participent à l'œuvre de justice : *est-il vraiment l'auteur* de l'infraction ? Ceux qui n'ont pas participé à la recherche conservent souvent un doute plus ou moins conscient qui a besoin d'être dissipé d'une façon rassurante. Ce besoin peut les conduire à entretenir avec l'expertise une relation magique. Le recours à l'expert revient alors, en quelque sorte, à consulter la sagesse suprême de l'époque, à s'en remettre à l'état de la science. L'enregistrement de la meilleure réponse que cette dernière puisse fournir concernant la culpabilité d'un accusé, même si elle s'effectue à travers des questions et des réponses d'ordre technique apparemment très éloignées du principal souci, ne serait pas sans calmer la bien naturelle inquiétude de ceux qui doivent trancher le cas. Et finalement il peut arriver que le recours à l'expert, à l'heure du procès, soit une forme déguisée, revêtue des insignes de la science, de recherche criminelle condensée dans une relation inconsciente. Car il n'y a guère de questions anodines qui ne vaillent quelque chose, si elles sont posées à dessein, dans l'impression d'ensemble qui se structure à travers l'esprit de ceux à qui l'on présente le cas. Du coup toute affirmation partielle est sommée de porter sa part de lumière à la quête de certitude totale qui anime tous ceux qui accomplissent l'œuvre de justice. Une réponse scientifique pourrait apporter un immense réconfort et tout simplifier. On souhaite qu'elle produise une certitude absolue, immédiate, s'imposant du dehors, comme le témoignage irrécusable des yeux d'un spécialiste à propos d'une réalité inaccessible à des yeux ordinaires et que l'on pourrait s'abandonner à croire en vertu même de la *foi scientifique*. Toutes les sciences peuvent être en danger de jouer un tel rôle irrationnel. Mais l'expert en *choses de l'âme*, l'expert en psychologie, quelles que soient les formules inscrites en clair dans sa commission, est celui qui risque le plus de voir sa contribution subir une telle déformation. La psychologie sociale, utilisant entre autres certains concepts d'origine psychanalytique, n'aurait pas beaucoup de difficulté pour poursuivre cette analyse. On pourrait presque dire que la science risque de se voir appelée, si l'on n'y prenait garde, à *jouer*, en quelque sorte, la recherche criminelle selon un rite modernisé permettant à des formes archaïques de la vie mentale de se satisfaire. Il est sans doute impossible, dans l'état actuel de nos mœurs, qu'il en soit autrement au prétoire. Mais il convient justement de sauver la recherche criminelle d'une telle contamination.

### C. — *Cadre et conditions de l'enquête criminelle*

Son étude doit permettre de découvrir la façon dont le législateur se représente la recherche des criminels. La loi donne à des personnages bien déterminés la charge de « constater les infractions, d'en rassembler les preuves et d'en rechercher les auteurs ». Ce sont les officiers et agents de police judiciaire. La recherche est décrite à travers les articles du Code de procédure selon plusieurs perspectives :

1. Elle est définie tout d'abord comme consistant à :
— *recevoir* les plaintes et les dénonciations,
— *faire* des enquêtes dites « préliminaires » ou sur « crimes et délits flagrants »,

— *recueillir* tous les renseignements en vue de découvrir les auteurs,
— *recevoir* les dépositions des personnes susceptibles de fournir des indices, des preuves et des renseignements sur les auteurs et complices.

Ce cadre est très général, il n'a aucun caractère formaliste. Il n'aborde nullement les problèmes techniques. Le législateur s'en est tenu à une attitude descriptive. Il s'est exprimé au moyen d'une terminologie très proche du langage ordinaire. Les grandes catégories de gestes à faire, d'actions à conduire, sont effectivement inventoriées. Il y a trois grandes formes de recherche criminelle : les enquêtes sur crime et délit flagrants, les enquêtes dites préliminaires et les enquêtes sur commission rogatoire. Les dispositions que le code leur a consacrées vont nous permettre de nous approcher un peu plus de l'image que le législateur s'en fait.

2. En cas de « crimes et délits flagrants » :
— il faut se transporter immédiatement sur les lieux,
— procéder à *toutes constatations utiles*,
— veiller à la conservation des indices *susceptibles* de disparaître,
— veiller à la conservation de *tout ce qui peut servir* à la manifestation de la vérité,
— saisir les armes et instruments qui ont servi à commettre le crime ou qui étaient destinés à le commettre, ainsi que *tout ce qui paraît* avoir été le produit du crime,
— représenter les objets saisis, pour reconnaissance, aux personnes qui paraissent avoir participé au crime, si elles sont présentes,
— se transporter, sans désemparer, au domicile des personnes *qui paraissent* avoir participé au crime ou *qui paraissent* détenir des pièces ou objets relatifs aux faits incriminés, pour y procéder à des perquisitions afin de saisir tous papiers, documents ou autres objets *nécessaires* à établir la preuve du crime, lorsque cette preuve pourra être acquise, étant donnée sa nature, par une telle opération,
— provoquer *toutes mesures* utiles pour que soit assuré le respect du secret professionnel et des droits de la défense,
— on peut, en cas d'urgence, recourir à des personnes qualifiées pour éclaircir certains points utiles aux premières constatations,
— on peut défendre à toute personne de s'éloigner du lieu,
— on peut établir et vérifier l'identité de toute personne apparaissant dans le champ de l'enquête,
— on peut appeler et entendre toutes les personnes *susceptibles* de fournir des renseignements sur les faits ou sur les objets et documents saisis,
— on peut contraindre des personnes à comparaître,
— on peut, *en cas de besoin*, garder à sa disposition, pendant un délai maximum (en principe 24 heures) soit celui dont on établit ou vérifie l'identité, soit celui qui est *susceptible* de fournir des renseignements, soit celui contre lequel il existe des *indices graves et concordants* de nature à motiver son *inculpation*,
— on peut obtenir du procureur de la République le renouvellement du délai de « garde à sa disposition » de cet inculpable.

3. Lorsqu'il n'y a pas flagrance on pratique l'enquête préliminaire. Dans ce cas l'enquêteur :
— ne peut faire de perquisitions, visites domiciliaires et saisies qu'avec l'assentiment écrit de la personne chez laquelle l'opération a lieu (en cas de flagrance il suffit qu'elle soit présente ou représentée par deux témoins),
— il peut retenir une personne à sa disposition pour *les nécessités* de son enquête pendant 24 heures.

4. Enfin lorsqu'une information est ouverte, l'officier de police judiciaire :
— peut recevoir une commission rogatoire afin d'exécuter tous les actes d'information nécessaires et directement rattachés à la répression de l'infraction visée aux poursuites,
— il ne peut pas interroger ou confronter l'inculpé,
— il peut contraindre un témoin à comparaître,
— il peut garder une personne à vue 24 heures pour les *nécessités de l'exécution de la commission* », délai renouvelable par le juge d'instruction,
— il ne peut pas entendre comme témoin une personne contre laquelle il existe des *indices graves et concordantes de culpabilité* si cette audition a pour *dessein* de faire échec aux droits de la défense,



— il peut procéder à une enquête sur la personnalité des inculpés, ainsi que sur la situation matérielle, familiale ou sociale sans pouvoir pour cela interroger l'inculpé.

5. Des expressions comme « toutes constatations utiles », « tout ce qui peut servir », « tout ce qui paraît », « les personnes qui paraissent », « les personnes susceptibles de fournir des renseignements »,« indices graves et concordants », « nécessités de l'enquête « actes d'information », se situent à un niveau très général. Elles manifestent le souci d'avoir pensé à tout. Mais cette évocation est purement descriptive. On voit que le praticien est considéré comme disposant d'une certaine *spontanéité* technique. L'intervention juridique n'est pas ici créatrice de concepts spécifiques. Elle ne fait que règlementer l'usage des moyens indispensables à la recherche. Elle prend acte des données *naturelles* de l'enquête et ce faisant elle les officialise.

### D. — *Place et portée des contributions scientifiques dans le déroulement de l'enquête criminelle*

1. Il est clair que tout cela forme un système dominé par l'état de la certitude objectivement accessible. La flagrance est courte. La visibilité physique y a coïncidé avec l'évidence de l'identité matérielle et de la culpabilité apparente de l'auteur. Dans l'hypothèse la plus favorable l'action a pu être commise sous les yeux mêmes des éventuels enquêteurs. C'est notamment le cas où de tels fonctionnaires surprennent un criminel en pleine action. Leur intervention est simultanément motivée par l'obligation d'arrêter le mal qui se fait et de servir d'emblée de regard très en avance à la future instance qui tranchera le cas lorsqu'il aura été organisé en procédure. On peut alors concevoir une première utilisation des sciences de la nature ou des techniques scientifiques dérivées des sciences de la matière. Ce sont tous les cas d'application réunis dans les ouvrages de police scientifique. Cette dernière collabore étroitement avec la police technique. Elle l'aide à procéder aux constatations. Elle l'aide à interpréter la *structure physique* de la situation. Elle peut aussi l'aider à tester certaines de ses hypothèses fondamentales : identité d'une arme, d'un projectile, présence d'un poison, conservation ou comparaison d'une empreinte... Mais ces apports s'intègrent à la recherche. Ils lui fournissent des certitudes génératrices de conclusions qui doivent faire l'objet de recherches techniques qui les vérifient en quelque sorte expérimentalement.

C'est ainsi que la reconnaissance d'une empreinte n'atteint son plus haut degré de certitude que dans l'acte même de reconnaissance. En devenant élément d'une signification qui la transcende elle perd une grande partie de sa valeur et peut finir par n'être plus qu'un simple *indice* qu'un renseignement fortuit peut même détruire définitivement. Il peut arriver qu'une constatation d'ordre scientifique soit en contradiction avec certains détails clairement reconstitués par la police technique. Dans ce cas il faut découvrir l'explication qui, tout en ne niant pas la réalité scientifique, permette cependant de libérer de son automatisme accusateur un éventuel innocent. Dans le cadre de la recherche criminelle l'indice scientifique ne risque jamais de sortir de son rôle. Il sert seulement à *l'action*. Celle-ci est toute autre chose qu'une simple interprétation des constatations. Et jamais la collaboration entre les spécialistes de l'identité judiciaire et ceux de la recherche technique ne prend la forme d'une tentative de jugement scientifique.

En résumé les données scientifiques ne livrent avec le maximum de certitude que *le fait* qu'elles constatent. Elles tombent au rang de simples indices d'orientation de la recherche, dès qu'on les confronte avec des hypothèses qui les débordent.

2. Qu'on le veuille ou non, comme nous l'avons déjà souligné dans nos remarques préliminaires, l'intervention de la psychologie ne saurait se comparer à celle d'une spécialité quelconque. Par sa nature même de *science de la conduite* elle aborderait des faits littéralement indétachables des ensembles au sein desquels ils se manifestent. Par principe même la psychologie ne peut pas être une science d'expert. Elle peut donner naissance à une police scientifique psychologique. Elle ne saurait venir s'immiscer dans la recherche à la faveur d'un simple examen d'ordre technique. Dans le cadre de la recherche criminelle on peut concevoir plusieurs types d'utilisation des méthodes de la psychologie scientifique :

*a*) Exploitation de la criminologie psychologique au moment des constatations.

*b*) Etudes des moyens d'obtenir les meilleures dépositions et auditions. Etude de la

technique de recherche poussée dans l'univers fragile des souvenirs. Reprise des recherches sur le témoignage à la lumière de la psychologie la plus moderne. Approche de tous ces problèmes avec la contribution de toutes les branches de la psychologie : physiologique, clinique et sociale.

*c*) Dans le cadre de l'étude des conditions de la déposition, de l'audition, en somme du témoignage au sens large du terme, mise au point de la forme particulière de dialogue qu'est l'*interrogatoire* dans une perspective scientifique, c'est-à-dire organisé et contrôlé par des méthodes psychologiques et cela dans le *contexte vrai* de l'enquête.

*d*) Mise en service des procédés de détection du mensonge, étant entendu que les indices obtenus par cette technique ne doivent jamais bénéficier du statut de preuve, ni même de celui d'*indices* susceptibles d'aider à la conviction. Ils ne peuvent que jouer le rôle d'orienteurs de l'*action*.

Il est clair que la détection de l'acte de mentir ne peut être demandée qu'à propos de données cruciales et que ses résultats risquent, s'ils sont détachés de leur contexte et présentés sous forme d'une expertise, de conduire à des conclusions illégitimes sur la culpabilité du menteur. D'autre part expertiser une tendance à mentir qui serait une modalité du caractère d'un suspect serait encore plus catastrophique. Car toute caractérologie est essentiellement statistique et ne se réfère qu'à des réactions présentant une certaine régularité. Une fois de plus on passerait de la constatation d'un *état actuel* à la certitude d'une culpabilité à propos d'un *acte passé*. Rien ne justifie une telle démarche de l'esprit. Mais dans le développement de la recherche criminelle le contrôle du mensonge éventuel peut servir de *moyen d'agir*. Une conclusion sur le mensonge, dans le cadre du cérémonial péritial, irait d'emblée au cœur même du procès. Or, une telle expertise n'aurait absolument aucun sens, aucune valeur scientifique. Elle mettrait avant tout en lumière l'incompétence psychologique de l'expert qui oserait accepter de la pratiquer. Par contre, intimement liée à la recherche, ne jouant aucun rôle au stade de la conviction, littéralement dissoute dans la pratique, une telle contribution serait fort utile. Nous avons insisté sur ce point parce que cette technique, que nous connaissons bien, ne peut justement pas être transportée dans les bagages d'un expert en *choses de l'âme*, qui viendrait pseudo-scientifiquement distribuer des avis ne reposant sur rien. Car l'intervention de la psychologie dans les problèmes de l'interrogatoire et de la détection du mensonge touchent à l'essentiel de la police technique. Si ces actes essentiels qui constituent son essence même, pouvaient être accomplis scientifiquement, cela voudrait dire que l'enquête de police peut enfin évoluer et devenir scientifique. Car on ne voit pas ce qu'il lui resterait à faire en dehors de l'interrogatoire et de la détection du mensonge.

*Conclusions*

La psychologie ne doit donc pas intervenir dans le cadre de la recherche criminelle sous la forme de l'expertise. Les indices qu'elle peut déceler ne peuvent avoir qu'une *valeur d'orientation*. Mais leur nature risquerait d'en faire des moyens magiques d'accusation. Ils doivent se fondre *dans l'agir* et ne jamais servir à la conviction. Il ne faut pas que la psychologie déséquilibre la recherche technique et y infiltre la *superstition scientifique* que le règne des experts tend à répandre.

Dans le cadre discret et détendu que nous avons assigné à l'enquête criminelle, des essais d'utilisation des méthodes psychologiques pourraient être tentés sans le moindre risque. Rappelons que le législateur a clairement admis que les recherches criminelles se font avec *des moyens naturels*. La psychologie scientifique peut venir aider la police technique et participer de l'intérieur à la promotion d'une fonction de police digne de notre temps. Le législateur a bâti un cadre légal suffisamment large pour permettre tous les progrès techniques concevables. Il convient donc maintenant d'interroger la psychologie et de lui demander si elle est en état de fournir une telle aide.

# F. Chronique de défense sociale

## LUMIÈRES SUR LE SURSIS AVEC MISE A L'ÉPREUVE

(L'apport aux Sciences pénales des IX^es^ Journées de Défense sociale (1)
Toulouse, 8-10 juin 1961)

par Raymond LEGEAIS
*Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Poitiers*

On attendait beaucoup du sursis avec mise à l'épreuve, introduit dans notre législation à la fin de l'année 1958 (Code de procédure pénale, art. 738 et s.). Le succès de la probation dans plusieurs systèmes répressifs, la préparation minutieuse et audacieuse — elle comportait des expériences extra-légales (2) — qui avait précédé la consécration en droit positif, étaient de sérieuses raisons d'espoir. Mais les institutions juridiques sont loin d'avoir toujours la vie souhaitée pour elles. Quelle était celle du sursis avec mise à l'épreuve, alors que les mois de son existence légale comptaient déjà ? Certes quelques belles études (3) avaient salué sa naissance, mais au début de l'année 1961, le sursis avec mise à l'épreuve se présentait encore au monde juridique comme un nouveau venu, toujours sur sa réserve.

En retenant comme thème des IX^es^ Journées de défense sociale « le fonctionnement du sursis avec mise à l'épreuve », les organisateurs ne pouvaient donc faire un choix scientifiquement plus heureux. Maintenant, les rapports présentés et les débats qui ont suivi, lors des séances de travail à la Cour d'appel, puis à la Faculté de droit et des sciences économiques de Toulouse, les 8, 9 et 10 juin 1961, fournissent pour la connaissance de l'institution nouvelle des éléments qui seront appréciés de tous, praticiens et chercheurs.

Les titres des différents rapports et la qualité de leurs auteurs peuvent déjà laisser entrevoir selon quelles voies ont été captés certains traits du sursis avec mise à l'épreuve. C'est M. Pierre Orvain, directeur de l'Administration pénitentiaire, qui présentait comme premier instrument d'études : *Bilan du sursis avec mise à l'épreuve en France*. Puis M. Lautecaze, vice-président du Tribunal de grande instance de Toulouse, traitait : *Juridiction de jugement et sursis avec mise à l'épreuve*. Aux juristes succèdèrent les médecins, par la voix de M. Planques, professeur à la Faculté de médecine de Toulouse, qui exposa les vues arrêtées par lui-même et M. l'abbé L. M. Raymondis sur *L'influence*

(1) Les travaux des IX^es^ Journées de défense sociale ont fait l'objet d'une publication : *Le fonctionnement du sursis avec mise à l'épreuve*, Paris, Librairie Dalloz, 1961, 131 pages.

(2) V. notamment REBOUL, « Grandeur et misère de l'expérience toulousaine de la probation », cette *Revue*, 1954, p. 497.

(3) J. D. BREDIN, « Deux institutions nouvelles du Code de procédure pénale » (Livre V) : « Le juge de l'application des peines et le sursis avec mise à l'épreuve », *J.C.P.*, 1959.I.1517 ; PONS, « Le sursis avec mise à l'épreuve », *Etudes pénitentiaires*, 1960, n° 3, p. 33 et s. ; STEFANI et LEVASSEUR, *Droit pénal général et criminologie*, 2^e^ éd., n° 606 *bis* et s. ; MARTINE, « La mise à l'épreuve des délinquants et les principes traditionnels du Droit pénal », cette *Revue*, 1961, p. 239.

*des considérations médico-psychologiques sur la décision de la mise à l'épreuve.* Enfin Mlle Cluzon évoquait dans l'optique des travailleurs sociaux, assistante sociale et agent de probation, l'expérience de deux années avec « la réalité quotidienne de notre service ».

Au cours des débats qui suivirent intervinrent des magistrats (MM. Reboul, conseiller à la Cour de cassation, Pons, magistrat à la Chancellerie, Bellon, conseiller à la Cour d'appel de Paris, Salingardes, procureur de la République à Clermont-Ferrand, Gaultier, procureur de la République à Grenoble, Favre, vice-président au Tribunal de grande instance de Toulouse, Mme de Maulde, juge de l'application des peines au Tribunal de Carcassonne), des professeurs de droit pénal, M. le Doyen Légal, de la Faculté de Montpellier, M. le Doyen Bouzat, de la Faculté de Rennes, MM. les Professeurs Vouin (Paris), Lebret (Aix-en-Provence), Larguier (Grenoble), Schoeller (Dakar), Mlle Marx, sous-directeur du Service de recherches juridiques comparatives du C.N.R.S., M. Carde, agent de probation.

Le rapport de synthèse fut l'œuvre de M. Roger Merle, professeur à la Faculté de droit de Toulouse et les travaux prenaient fin par une allocution de M. Ancel, conseiller à la Cour de cassation.

Plutôt que d'analyser dans l'ordre chronologique de présentation les différents rapports ou interventions (1), nous pensons que l'apport scientifique des IX[e] Journées de défense sociale apparaîtra mieux si nous regroupons par questions les indications fournies, les problèmes apparus, les opinions manifestées. Or, deux pôles exercent naturellement leur attraction lorsqu'il s'agit de l'étude d'une institution encore toute nouvelle, c'est à la fois *l'accueil* qui lui a été réservé et *l'avenir* qu'on peut envisager pour elle.

## I. — La réception du sursis avec mise a l'épreuve

Même bien préparée, une réforme est toujours une aventure. L'institution juridique nouvelle aura-t-elle une vie sociale concrète et dans quelle mesure, sera-t-elle reçue par la société (2) ? Le sursis avec mise à l'épreuve avait, dans une certaine mesure, été importé de l'ordre juridique anglo-saxon. Or, M. Merle a pu très justement introduire sa présentation des forces de résistance en constatant : « Beaucoup de Français d'aujourd'hui ne professent pas à l'égard des institutions britanniques la même convoitise que Voltaire ou Montesquieu. Et s'il leur arrive de les admirer, c'est pour marquer aussitôt qu'elles trouvent le secret de leur réussite dans le fameux « tempérament anglais » ! *Les autorités administratives, les autorités judiciaires, les simples particuliers* pouvaient s'opposer à la réussite du sursis avec mise à l'épreuve, malgré les textes du Code de procédure pénale.

Au Congrès de Toulouse, trois des rapporteurs se sont attachés à déterminer comment avait réagi le corps social à l'introduction de l'institution nouvelle.

A. — *L'attitude des autorités administratives* méritait d'être caractérisée tout d'abord, car le recours au sursis avec mise à l'épreuve ne pouvait avoir d'efficacité, si des moyens en personnes et en ressources n'étaient immédiatement organisés. Il appartenait tout naturellement à la Direction de l'Administration Pénitentiaire du ministère de la Justice de coordonner les mesures nécessaires, alors que c'est sur son initiative et sous son contrôle qu'avaient pu se dérouler les expériences prélégales de probation. Dans son rapport M. Orvain a présenté l'action administrative d'un peu plus de deux années, en dégageant très lumineusement les lignes de force de la politique qui avait été choisie.

Puisque l'organisation juridique du sursis avec mise à l'épreuve donnait la responsabilité d'ensemble au juge de l'application des peines, assisté d'un comité de probation, l'impératif premier était certainement *la mise en place d'un véritable service public de la probation.* Or les moyens dont disposait l'Administration au moment de l'entrée en vigueur du Code de procédure pénale se réduisaient aux Comités post-pénaux. Ce n'était pas le néant, mais quelques phrases du rapport de M. Orvain évoquent ce qu'ils représentaient exactement :

« En fait, leur équipement était très largement insuffisant pour permettre le fonctionnement d'une institution aussi importante. A l'exception de quelques ressorts où l'action

(1) V. en ce qui concerne la publication des Actes, *supra*, p. 843. note 1.

(2) J. Carbonnier, « Effectivité et ineffectivité de la règle de droit », *Année Sociologique*, 1957-1958).



personnelle de magistrats de grande valeur, attachés comme à un apostolat à promouvoir ce qui leur apparaissait comme un renouvellement de la justice pénale, avait réussi à grouper des équipes enthousiastes, à arracher aux diverses autorités des crédits et du matériel, les comités étaient, on peut bien le dire, les parents pauvres de la famille judiciaire. L'assistante sociale recevait les condamnés où elle pouvait, n'ayant pas toujours une pièce où tenir ses dossiers, le courrier souvent se faisait à la main. Un recensement effectué au début de 1959 par le bureau de probation et d'assistance post-pénale de la Chancellerie montra que : 60 % des comités n'avaient pas de local propre, 65 % ne disposaient pas du téléphone, 75 % n'avaient pas de machine à écrire ».

Pour surmonter ces difficultés des premiers temps du sursis avec mise à l'épreuve, l'Administration arrêta une politique, au premier plan de laquelle s'aperçoit le souci de ne pas défigurer le visage que le législateur avait voulu donner à l'institution, quelles que soient les mesures de fortune auxquelles on serait momentanément obligé de recourir. Dans cette perspective plusieurs objectifs durent immédiatement être recherchés.

La nomination des *juges de l'application des peines* dans les différentes criconscriptions judiciaires fut assez vite en bonne voie, malgré les difficultés actuelles de recrutement dans la magistrature. « Les premiers juges de l'application des peines, plus encore que ceux qui leur succèderaient dans l'avenir, devaient être des animateurs, des hommes d'initiative et de volonté forte, capables de mener à bien une tâche créatrice et aussi de s'imposer à leurs collègues du corps judiciaire dont ils auraient éventuellement à aménager les sentences. Trouver ces hommes dans certains grands tribunaux où le personnel trop peu nombreux ployait déjà sous la charge des affaires n'était pas chose facile. Vingt-neuf nominations purent tout de même être faites dès le 19 octobre 1959, quarante-neuf sont intervenues au cours de l'année 1960. Le nombre de juges titulaires en fonctions à ce jour est de quatre-vingt douze. Vingt postes seulement sont encore à pourvoir (1) ».

Mais il était impossible de réaliser dans l'immédiat l'équipement de tous les *Comités de probation*, nécessaires à l'assistance des juges de l'application des peines. C'est pourquoi sans laisser à l'abandon les autres comités, « l'Administration s'est résolue à équiper par priorité un certain nombre de comités pilotes, choisis soit en raison de leur activité passée dans l'assistance post-pénale, soit parce qu'ils étaient rattachés aux tribunaux les plus importants. Ainsi put être faite dès le début une expérience d'assez grande ampleur dans certains ressorts, notamment à Paris, Lille, Lyon, Marseille, Rennes, Bordeaux, Strasbourg, Mulhouse, Toulouse même, bien qu'elle fût entravée dans cette dernière ville par l'absence d'un juge de l'application des peines titulaire de son poste. Dans ces comités furent installés au moins un agent de probation et une assistante sociale à temps complet. Ce sont eux qui recevront les premiers le matériel indispensable à une organisation rationnelle du service. Ce sont eux qui devront promouvoir les méthodes nouvelles et faire la preuve en somme de l'efficacité de l'institution. Les normes dégagées ainsi seront ensuite étendues à l'ensemble des ressorts (1) ».

Malheureusement le *recrutement du personnel*, qu'il s'agisse d'agents de probation, d'assistantes sociales, de secrétaires, s'opère malaisément.

« L'Administration, peut-on encore lire dans le rapport de M. Orvain, n'a pu dégager jusqu'à présent sur son personnel d'éducateurs que seize agents, bien entendu affectés à des comités pilotes et auxquels s'ajoutent en fait trois éducateurs en service à la fois dans leur établissement et au comité et deux agents auxiliaires faisant fonction d'agents de probation. Les assistantes sociales, elles-mêmes difficiles à recruter, dans les régions industrielles surtout, voient leur temps de service dans les comités augmenté dans toute la mesure du possible : onze d'entre elles travaillaient à temps complet dans les comités post-pénaux ; elles sont aujourd'hui vingt-deux ».

Ainsi a pu s'esquisser le service public de la probation et aussitôt la Chancellerie se mit à rechercher *l'organisation rationnelle du travail et la coordination des méthodes* en faisant avant tout porter son étude sur le comité de Paris, aux charges particulièrement lourdes. « Pour en donner une idée, souligne M. Orvain, il suffit de dire que ce comité, qui a actuellement sous son contrôle environ cinq cents probationnaires dont le nombre augmente d'environ soixante-quinze tous les mois, a assisté, au cours de l'année 1960, 2.697 condamnés parmi lesquels la nombreuse et triste cohorte de ces « passagers », sortant de prison sans emploi et sans gîte quémandant des secours urgents ».

(1) Rapport Orvain.

En réagissant ainsi très efficacement dès l'introduction dans notre législation du sursis avec mise à l'épreuve, l'Administration permettait aux autorités judiciaires de pouvoir utiliser largement l'institution.

B. — *Quel accueil feraient au sursis avec mise à l'épreuve les juridictions répressives de notre pays* ? C'était, au lendemain de l'entrée en vigueur du Code de procédure pénale, l'une des interrogations majeures. Désormais la réponse commence à se dévoiler. Le rapport de M. le Directeur Orvain, faisant état de données pour l'ensemble de la France, et celui de M. le Président Lautecaze, se référant « à Toulouse et aux juridictions voisines », ont concouru à faire apparaître ce qu'avait été la réception judiciaire du sursis avec mise à l'épreuve.

Des chiffres montrent un recours immédiat à l'institution nouvelle, avec une tendance incontestable à la multiplication des sursis avec mise à l'épreuve.

« Dès la mise en vigueur du Code de procédure pénale, des décisions de sursis avec mise à l'épreuve ont été prises, à commencer par le Tribunal de Toulouse qui semble avoir prononcé la première le lendemain même de la promulgation du Code. Depuis, le nombre de décisions s'est accru avec une régularité impressionnante. Il était de 881 en 1959, de 2.156 en 1960, passant d'un rythme mensuel de 147 en janvier 1960 à 219 en juin de la même année, à 280 en décembre, enfin à 340 au mois de mars dernier (1) ».

« Sur deux mille condamnations, environ, à la prison, intervenues depuis deux ans, le Tribunal correctionnel de Toulouse a prononcé quatre-vingt treize sursis avec mise à l'épreuve à l'occasion des délits suivants : vols, escroqueries, abus de confiance, abandon de famille, attentats aux mœurs, coups et blessures, conduite en état d'ivresse, avortement.

La Cour d'appel de Toulouse a, à deux reprises, remplacé le sursis avec mise à l'épreuve par le sursis simple. Elle l'a accordé par contre dans sept cas où le tribunal avait prononcé des condamnations à l'emprisonnement ferme.

La Cour n'a donc pas freiné, mais au contraire encouragé l'application de l'institution nouvelle (2) ».

Mais, de cette première utilisation par les tribunaux du sursis avec mise à l'épreuve, se dégagent quelques constantes.

En ce qui concerne les bénéficiaires du sursis avec mise à l'épreuve, deux indications sont particulièrement précieuses. Tout d'abord ils appartiennent pour la grande majorité à la catégorie des délinquants primaires.

« Les statistiques montrent que les délinquants primaires sont de beaucoup les plus nombreux parmi les condamnés mis à l'épreuve. On en compte, en 1959, 589 sur un total de 881, soit 66,8 % contre 185 antérieurement bénéficiaires du sursis simple (21 %) et 107 antérieurement condamnés à la prison (12 %). Cette tendance s'est accusée encore en 1960 où, sur 2.156 condamnés, on compte 1.754 délinquants primaires, soit 81 %, 221 anciens sursitaires simples, soit 11 %, et 181 anciens détenus, soit 8 % (3) ».

De plus ce sont les jeunes qui ont été jugés les plus aptes à profiter de l'institution nouvelle.

« Une statistique a été dressée qui porte sur 1.065 délinquants mis à l'épreuve en 1960 et pris en charge par les dix comités les plus actifs à ce jour. En voici les résultats :

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| condamnés | âgés de | 18 à 21 | ans = | 385 | soit | 36 % |
| — | — | 21 à 25 | ans = | 164 | — | 15,3 % |
| — | — | 25 à 30 | ans = | 167 | — | 15,6 % |
| — | — | 30 à 40 | ans = | 212 | — | 19,9 % |
| — | — | 40 à 50 | ans = | 98 | — | 9,2 % |
| — | — | 50 à 60 | ans = | 27 | — | 2,5 % |
| — | plus de | 60 | ans = | 11 | — | 1 % ». |

M. le Président Lautecaze, à propos de la réaction judiciaire qu'il analysait, a pu faire une remarque qui pourrait peut-être constituer le meilleur commentaire de ces chiffres : « Le tribunal a trouvé, tout d'abord, dans la mise à l'épreuve, le moyen de continuer chez de jeunes délinquants l'œuvre du tribunal pour enfants ». Ce sont d'ailleurs les jeunes délinquants qui présentent par excellence la double caractéristique

(1) Rapport Orvain.
(2) Rapport Lautecaze.
(3) Rapport Orvain.



d'être « à la fois dangereux et amendables ». Or, d'après le même rapporteur, ces deux caractères semblent servir de critères aux juridictions pour décider si l'on aura recours au sursis avec mise à l'épreuve.

Que la personnalité du délinquant soit là encore la considération majeure, on en trouve aussi une preuve indirecte en ce que l'infraction paraît, quant à sa nature, par elle-même indifférente aux magistrats.

« Voici par exemple la liste des infractions ayant donné lieu à la mise à l'épreuve en 1960 parmi cent-quatre condamnés du Comité de Marseille (1) :

| | |
|---|---|
| Abandon de famille | 6 |
| Escroqueries | 6 |
| Abus de confiance | 3 |
| Fraudes fiscales | 1 |
| Emission de chèques sans provision | 5 |
| Vol qualifié | 1 |
| Vol de voiture | 4 |
| Vol à l'étalage | 1 |
| Vol à la tire | 1 |
| Tentative de vol | 4 |
| Vol | 41 |
| Vol et complicité | 13 |
| Recel | 5 |
| Complicité de vol | 1 |
| Coups et blessures | 3 |
| Menaces de mort | 1 |
| Détention d'arme | 1 |
| Proxénétisme | 3 |
| Outrages publics à la pudeur | 2 |
| Attentats à la pudeur | 2 |
| | 104 |

Au Comité de Paris, sur trois cent-sept condamnés, on compte (1) :

| | |
|---|---|
| Abandon de famille | 18 |
| Abus de confiance | 29 |
| Accident délit de fuite | 1 |
| Attentats aux mœurs | 5 |
| Attentat à la sécurité extérieure de l'Etat | 1 |
| Chantage | 1 |
| Chèques sans provision | 5 |
| Conduite en état d'ivresse | 4 |
| Coups à enfants | 2 |
| Coups et blessures volontaires | 9 |
| Défaut permis de conduire | 1 |
| Détournement de gages | 1 |
| Détournement objets saisis | 2 |
| Entrave à la circulation | 1 |
| Escroquerie | 9 |
| Outrages à agent | 3 |
| Outrages à la pudeur | 8 |
| Ouverture et suppression correspondance | 1 |
| Port d'arme prohibée | 3 |
| Proxénétisme | 5 |
| Recel | 3 |
| Tentative de vol | 9 |
| Usage de faux | 3 |
| Vagabondage | 1 |
| Vol (plus divers) | 182 |
| | 307 |

(1) Rapport Orvain.

A Strasbourg, pour soixante-trois condamnés, on trouve (1) :

| | |
|---|---|
| Vol — tentatives de vol + éventuellement autre délit | 38 |
| Outrages publics à la pudeur | 6 |
| Coups et blessures volontaires | 4 |
| Escroqueries | 2 |
| Abus de confiance | 2 |
| Recel | 2 |
| Ivresse au volant | 2 |
| Actes impudiques sur mineur du même sexe | 2 |
| Abandon de famille | 2 |
| Proxénétisme | 1 |
| Infanticide | 1 |
| Extorsion de fonds — tentative | 1 |
| | 63 |

Les juridictions ont donc considéré immédiatement le sursis avec mise à l'épreuve comme un moyen de traitement. M. Orvain et M. Lautecaze insistent également sur cette idée.

« Les décisions sont de plus en plus généralement assorties des obligations particulières prévues par les articles R. 58 et R. 59 du Code de procédure pénale. Or, ces obligations ne sont que l'individualisation du traitement suivant la situation personnelle du condamné. Ce sont elles qui permettent de saisir la cause de la délinquance : alcoolisme, par exemple, mauvaises fréquentations du sujet, activité professionnelle insuffisante (1) ».

Mais d'autres aspects apparaissent aussi qui limitent l'idée de traitement. M. Lautecaze remarque justement « ...le législateur a voulu manifestement que les obligations et les prohibitions du régime de la mise à l'épreuve, qui constituent des atteintes sérieuses à la liberté individuelle, ne se trouvent pas hors de proportion avec la gravité matérielle du délit ». D'autre part le sursis avec mise à l'épreuve peut aussi permettre au tribunal d'imposer des conditions dans l'intérêt de la victime ou dans celui de la société. Il apparaît alors comme une mesure coercitive où M. Lautecaze voit « une véritable contrainte par corps, destinée à obliger le délinquant à exécuter des obligations de faire ou de payer ».

Les juridictions répressives ont ainsi montré le grand parti qu'elles entendaient tirer du sursis avec mise à l'épreuve, mais il demeure que l'idée de traitement est prépondérante et que suivant la belle définition de M. Lautecaze le sursis avec mise à l'épreuve est surtout « une mesure permettant au tribunal, sur l'avis et avec l'aide d'enquêteurs, de médecins et de services sociaux, de soumettre le condamné à un traitement, à une surveillance et à une aide destinés à assurer son reclassement social et à lui éviter la récidive ». Mais ces buts de l'institution ne peuvent pas être atteints sans un certain concours des condamnés eux-mêmes et de tout le corps social. C'est pourquoi il est plein d'intérêt aussi de savoir comment le sursis avec mise à l'épreuve a été accueilli par les simples particuliers.

C. — Il convient d'envisager selon plusieurs perspectives *la réception du sursis avec mise à l'épreuve par les simples particuliers* (2).

Tout d'abord quelle a été l'attitude des *probationnaires eux-mêmes* ? Quelques indications chiffrées ont pu être fournies. « ...L'année 1960 n'a vu que 115 révocations du sursis pour 2.156 mises à l'épreuve prononcées », souligne M. Orvain. Mlle Cluzon constate pour une circonscription : « Parmi les cent vingt-six probationnaires dont nous avons eu à examiner la situation entre le 2 mars 1959 et ce jour, si nous éliminons les seize cas amnistiés (dont 11 sont revenus en prison depuis) nous ne trouvons que neuf révocations de sursis ».

Toutefois ce moyen d'approche par les statistiques, de l'extérieur en quelque sorte,

(1) Rapport Orvain.

(2) Sur l'importance du rôle des personnes privées, dans la mise en œuvre des institutions répressives, v. not. Vitu, « La collaboration des personnes privées à l'administration de la justice criminelle française », cette *Revue*, 1956, p. 675 ; Stefani et Levasseur, *Droit pénal général et criminologie*, 2e éd., no 708 et s.



doit certainement être complété par une autre méthode, au champ d'investigation nécessairement plus restreint, mais qui révèle mieux la répercussion de la mise à l'épreuve sur la personnalité du délinquant. La communication de Mlle Cluzon fournit un très bon exemple de ce qu'on peut attendre d'une enquête en profondeur sur un cas « pour essayer de définir ce qui se passe dans la relation humaine qui est à la base de la probation ». D'une manière très vivante est reconstituée la réaction d'un délinquant, appartenant à cette catégorie de plus en plus préoccupante des « jeunes adultes », condamné pour un vol, commis à 19 ans, à deux ans de prison avec sursis et cinq ans de mise à l'épreuve. Cette mise à l'épreuve semble bien avoir été une chance : le sens de la responsabilité a pu alors s'éveiller chez le jeune homme et peu à peu un minimum d'enracinement social s'accomplir. Sans doute le succès revient-il pour une large part à la manière dont l'assistante sociale paraît avoir compris sa mission, mission d'éveil, d'éducation, plutôt que mission de substitution, d'écrasement. Néanmoins une certaine collaboration du probationnaire était indispensable, comme le démontrent, au contraire, ces cas évoqués par le rapport où « fût usée » une « longue patience ». « Nous nous sommes aperçu que malgré notre constant souci de perfectionnement professionnel nous ne serons jamais armés pour lutter contre la décision délibérée des rares hommes qui choisissent d'être veules (1) ».

Mais si le concours des probationnaires eux-mêmes est indispensable, pour le soutenir et le rendre efficace il faut que de la société, tout particulièrement du milieu où ils vivent, proviennent une compréhension et une aide suffisante, remplaçant l'indifférence, voire l'hostilité qui naguère s'adressaient aux condamnés. Or, là encore, il semble que le corps social a réagi d'une manière heureuse. « On compte actuellement cinq cent quarante-et-un délégués en fonction officiellement agréés par la Chancellerie, mais on ne peut dénombrer toutes les personnes dévouées qui prêtent une aide occasionnelle mais précieuse (2) ». Toutefois il serait souhaitable que cette collaboration des particuliers soit améliorée et généralisée. C'est pourquoi, bien qu'elle fût suffisante pour être évoquée dans le cadre de la réception du sursis avec mise à l'épreuve, elle demeure à bien des égards problématique et grève dans une certaine mesure l'avenir de l'institution.

### II. — L'avenir du sursis avec mise a l'épreuve

Deux années d'application du Code de procédure pénale suffisent à montrer que, somme toute, le sursis avec mise à l'épreuve a été bien accueilli dans la pratique. Mais elles ont aussi fait germer des questions nouvelles qui en rendent incertain le visage futur. Il faut donc mettre encore à l'actif des IXes Journées de Défense sociale l'effort des rapporteurs et des participants pour étudier les difficultés majeures.

A. — Des problèmes juridiques ont surgi dont la solution sera décisive pour la signification prochaine du sursis avec mise à l'épreuve. M. Merle en a fait la présentation brillante dans le rapport de synthèse, montrant successivement « le sursis avec mise à l'épreuve au contact de l'ordre juridique environnant » et « le sursis avec mise à l'épreuve aux prises avec ses dimensions légales ».

1° C'est tout d'abord *le rôle exact de certaines autorités* dans la prononciation du sursis avec mise à l'épreuve qui fait problème en droit positif.

Le médecin criminologue que M. Planques souhaiterait voir diriger une équipe « structurée » et « permanente » de travailleurs sociaux, agissant pour le compte des autorités judiciaires, notamment pour fournir l'indispensable enquête de personnalité, enrichie de toutes les données « médico-psychologiques » possibles, semble exclu par le principe actuel du choix de l'expert par le juge d'instruction.

Mais c'est surtout pour le juge de l'application des peines lui-même qu'un problème essentiel a été dégagé. M. Lautecaze, dans son rapport, en a le premier très nettement indiqué les termes. « Dans la plupart des tribunaux, le juge de l'application des peines ne peut pas, faute d'effectifs suffisants, être entièrement spécialisé dans ses fonctions. Deux questions se posent alors à son sujet : Peut-il siéger au tribunal correctionnel ? Dans l'affirmative, est-il souhaitable qu'il y siège » ?

(1) Rapport de Mlle Cluzon.

(2) Rapport Orvain.

Les dispositions légales ne fournissant pas de solution nette, M. Lautecaze situe en définitive la controverse en fonction des conceptions que l'on peut se faire du juge de l'application des peines.

« Si on le considère comme un magistrat de répression, comme le juge d'instruction, on ne doit pas lui permettre de siéger au tribunal dans les affaires intéressant les condamnés qu'il a déjà sous son contrôle. Si on le considère, au contraire, comme un magistrat social, dont le rôle est d'aider au reclassement du condamné, sa place doit être au tribunal correctionnel qu'il sera mieux en mesure que quiconque d'éclairer en vue d'une décision juste et humaine ».

Selon M. Lautecaze, « les avantages l'emportent sur les inconvénients..., la place du juge de l'application des peines, à défaut d'une spécialisation entière, est bien au tribunal correctionnel ». Mais dans la discussion qui s'est ouverte selon le vœu du rapporteur, la thèse contraire va trouver des partisans. Si M. Lebret paraît se rallier à la conception qui donne au juge de l'application des peines les plus larges pouvoirs, M. le Doyen Légal se prononce en sens contraire à la fois parce qu'il pense que le juge de l'application des peines ne pourra faire naître confiance chez le probationnaire, s'il apparaît comme un instrument de la répression, et parce qu'il redoute la suprématie que prendrait nécessairement le juge de l'application des peines sur les magistrats composant le tribunal avec lui. Le rapporteur de synthèse, M. Merle, reprend ce dernier argument, après avoir dénoncé « la double tendance qui s'est manifestée : tendance, d'une part, à associer ce magistrat à la juridiction de jugement tant pour la condamnation que pour la révocation du sursis-probation... ; tendance, d'autre part, à accroître son pouvoir propre de décision en ce qui concerne l'exécution des prescriptions du tribunal (notamment en lui permettant de substituer de nouvelles obligations à celles qu'avait ordonnées le jugement) ».

Mais il découvre une autre raison de penser dangereuse cette orientation. Le juge de l'application des peines, au service meublé d'occupations nombreuses et diversifiées, « ne conservera peut-être pas toujours en fait le contrôle de la situation ». « On peut craindre, conclut sur ce point le rapporteur de synthèse, que l'influence des organes non-judiciaires de la probation ne devienne en définitive prépondérante ».

2° Bien d'autres difficultés s'ajoutent à celles qui concernent les autorités présidant à la prononciation et à l'application du sursis avec mise à l'épreuve. Elles tiennent à la nécessité de faire coexister l'institution nouvelle avec les autres institutions de l'ordre juridique.

Dans cette perspective, la première interrogation, qui devrait logiquement surgir, concerne les rapports du sursis avec mise à l'épreuve avec le sursis de la loi du 26 mars 1891, le sursis « simple ». Malgré ses mérites, le sursis de la loi du 26 mars 1891 présentait des défauts graves, que M. Lautecaze mit en relief dans son rapport :

« Deux moyens manquaient au tribunal pour rendre le sursis moins aléatoire et plus efficace :

1° La faculté de nuancer le délai de cinq ans suivant la gravité des faits et le comportement prévisible du condamné.

2° La possibilité de rappeler à celui-ci, en temps voulu et au moment où il se trouverait en situation de récidiver, la menace salutaire susceptible de le maintenir dans le droit chemin ; les moyens aussi de l'aider à surmonter sa faiblesse ou ses entraînements ».

Le sursis avec mise à l'épreuve qui corrige ces inconvénients ne va-t-il pas retirer toute vie au sursis simple. M. Vouin se montre hostile à une substitution aussi complète et pense d'ailleurs « qu'il n'a pas été très heureux de greffer l'institution de la mise à l'épreuve sur celle du sursis à l'application de la peine », que des résultats préférables étaient possibles à partir d'une extension de la liberté surveillée. Le rapporteur de synthèse, M. Merle, regrette lui aussi les coups portés au sursis simple par un cadet plus séduisant. Toutefois, pense-t-il, il est un dynamisme de la probation auquel il paraît bien difficile de résister.

Pourtant,dans certains conflits, le sursis avec mise à l'épreuve pourrait bien connaître l'échec. M. Larguier se demande ce qu'il adviendra quand, pour l'application de la règle du non-cumul des peines, il faudra comparer la peine assortie du sursis avec mise à l'épreuve avec une peine sans modalité, ou assortie d'une autre modalité. Il suggère d'admettre que « le sursis avec mise à l'épreuve n'est ni plus ni moins sévère que le sursis simple », qu'il est autre chose, qu'aucune comparaison n'est possible. Mais conclura M. Merle, « en l'état de la jurisprudence classique la règle du non-cumul des peines frappera d'inefficacité la condamnation assortie de la mise à l'épreuve. Car pour déterminer la condamnation la plus forte la Cour de cassation s'attache uniquement au quantum des peines prononcées. Elle ne tient pas compte des modalités d'application dont elles sont accompagnées. De sorte que la condamnation au sursis avec mise à l'épreuve, qui est ici numériquement la plus faible, ne devrait pas être exécutée (1) ».



Mais le sursis avec mise à l'épreuve connaît des menaces sans doute encore plus redoutables avec les mesures de pardon qui ont une importance caractérisée dans notre société. M. Lautecaze a dénoncé la paralysie dont les lois d'amnistie pouvaient frapper le sursis avec mise à l'épreuve : « A peine le Code de procédure pénale instituant le sursis avec mise à l'épreuve venait-il d'être publié que la loi d'amnistie du 31 juillet 1959 paraissait en ignorer l'existence.

Elle amnistiait, en effet, les condamnations à des peines inférieures à un an de prison avec sursis prononcées pour toutes les infractions commises antérieurement au 28 avril 1959 sans distinguer entre le sursis simple et le sursis avec mise à l'épreuve. Tous deux ouvraient donc pareillement la voie à l'amnistie ».

Pour M. Reboul, un problème analogue s'élève avec la grâce. Or, pense M. Merle, admettre que, pour tout ce qui concerne l'épreuve, on est en présence de mesures de sûreté demeurant en toute hypothèse, ne pourra empêcher qu'une fois la mesure de pardon intervenue le sursis deviendra irrévocable.

Peut-être une véritable solution se trouve-t-elle dans l'introduction de modalités dans la grâce et dans l'amnistie, l'adjonction de conditions par exemple. Il est urgent, pour l'avenir du sursis avec mise à l'épreuve, que les mesures de pardon évitent ou limitent leur perturbation.

B. — Des problèmes sociaux, à côté des difficultés d'ordre juridique, doivent aussi se résoudre pour que le sursis avec mise à l'épreuve joue pleinement son rôle.

1° Certains concernent des hypothèses importantes, mais particulières. Ainsi puisque beaucoup de probationnaires sont des jeunes qui n'ont pas encore effectué leur service militaire, il convient de permettre quand même à l'épreuve de se réaliser. Selon M. Planques, « il semble que la solution serait de prévoir un délai de quatre années de mise à l'épreuve pour les moins de vingt ans susceptibles d'incorporation prochaine, ou bien encore un sursis à l'incorporation durant la mise à l'épreuve ».

2° Mais il est des problèmes, d'une portée plus générale, qui ont trait aux personnes chargées d'intervenir près des probationnaires.S'agit-il des magistrats, M. le Doyen Bouzat souligne la nécessité de leur assurer une formation mieux orientée vers cette nouvelle tâche et il envisage leur spécialisation. M. Salingardes souhaite que le magistrat dispose dans les juridictions répressives du temps indispensable :

« Actuellement, il faudrait se pencher sur un certain nombre de dossiers, dans des tribunaux surchargés où la Chambre correctionnelle apparaît, selon les termes d'un président que j'ai eu il y a quelques années, comme un mauvais lieu. Les magistrats qui seraient désireux d'examiner les dossiers, ne peuvent pas le faire parce qu'ils sont submergés de travail, et parce qu'encore une fois la juridiction est considérée comme une juridiction mineure de débutant. Et lorsque le substitut essaie d'orienter vers l'examen humain de l'affaire, il voit un président de très bonne volonté lui dire : « Mon cher Collègue, il nous reste encore trente affaires ». Je crois que là il y aurait quelque chose à faire ».

S'agit-il du médecin qui, pour la connaissance de la personnalité, doit fournir la contribution essentielle, M. Planques souhaite la formation d'un médecin-criminologue :

« Nous souhaiterions que ce médecin au service plus permanent de la justice que dans le passé, garde son optique médicale et thérapeutique, et ne se laisse pas trop pénétrer d'un esprit juridique qui n'est pas son fait. Aussi le concevrions-nous à mi-temps ; l'autre moitié étant consacrée à des activités de libre clientèle ou de dispensaire, de façon à garder une connaissance bien à jour et bien actuelle des milieux et des individus, aussi mouvants l'un que l'autre. Il nous paraîtrait peu souhaitable que cette autre

(1) M. Merle invoque comme « très caractéristique » l'arrêt de la Chambre criminelle du 30 mars 1960 (D., 1960.431, note J. M. R., commentaire du doyen Legal à la *Revue de science criminelle*, 1960.643).

moitié de son activité s'exerce dans des hôpitaux psychiatriques, milieux trop fermés, trop spéciaux, trop peu aérés.

A ces médecins, la justice pourrait offrir un acte médical complet et, pour eux, satisfaisant ; ils connaîtraient leur propre réussite ou leur échec ; avec cette particularité que leur action thérapeutique, éducative, reste limitée dans le temps imparti et dans le cadre de la justice ».

S'agit-il des particuliers qui assistent le probationnaire, M. Orvain et M. Bellon souhaitent la multiplication des délégués bénévoles, M. Bellon suggérant même un certain recours aux grandes centrales syndicales, aux comités d'entreprise... Mais deux réserves se dégagent de la suite des interventions en ce qui concerne le concours des particuliers. Tout d'abord, M. Pons souligne la nécessité d'agents de probation professionnels :

« En Angleterre, c'est sur l'officier de probation que repose le fonctionnement de l'institution et quant aux délégués bénévoles, ils complètent l'action de l'agent de probation, et je crois qu'en France étant donné les circonstances c'est vers ce mode qu'il faut s'orienter ».

En second lieu, une certaine formation des délégués bénévoles eux-mêmes paraît indispensable, M. Lebret esquissant justement le rôle que pourrait jouer à cet égard les instituts de criminologie.

***

Le thème des IX^es^ Journées de Défense sociale a donc permis d'évoquer certaines des grandes questions — formation des magistrats, collaboration médicale, rôle des particuliers, incidence des mesures de pardon, etc. — qui dominent aujourd'hui les sciences pénales. On mesure ainsi à quel point des institutions comme le sursis avec mise à l'épreuve sont des ferments à l'intérieur d'un ordre juridique. Mais le législateur n'ira-t-il pas trop loin, appliquant l'institution nouvelle « à certaines catégories de délinquants qui n'intéressent pas les criminologues » ; le juge n'aura-t-il pas aussi des tentations, comme d'organiser une épreuve importante à l'occasion d'une infraction bénigne ; les institutions pénales ne se modifient-elles pas trop vite, étant donné l'état de notre droit civil (1) ? Contre ces dangers MM. Merle et Lautecaze se sont plu à rechercher des remparts. D'autres (MM. Ancel, Orvain, Planques) ont enregistré avec plus d'enthousiasme le dynamisme du sursis avec mise à l'épreuve. Le succès scientifique du Congrès de Toulouse tient peut-être à ce dialogue de l'audace avec la prudence.

(1) « Les tribunaux seront également retenus d'aller trop vite par la nécessité de ne pas décrocher le droit pénal du droit civil. Car si l'on reconnaissait que l'homme délinquant est poussé vers l'infraction par son état physiologique, psychique ou par le milieu social et qu'il perd ainsi sa liberté et la responsabilité de ses actes, comment pourrait-on admettre qu'il puisse s'engager civilement par ses fautes ou conclure valablement des contrats manifestement hors de rapport avec son niveau mental ou intellectuel. Il faudra se demander aussi si l'antisocialité ne peut pas se manifester aussi bien dans l'irrespect des lois civiles que des lois pénales. Un champ de recherches encore mal exploré est largement ouvert de ce côté. Mais, en attendant des solutions positives, il serait dangereux de briser trop vite les cadres juridiques du droit pénal sans avoir mesuré les conséquences de cette révolution dans le domaine du droit civil. Car toutes les branches du droit doivent progresser au même rythme, et l'*homo delinquans* abstrait des criminalistes classiques ne pourra entièrement disparaître tant que survivra le *bonus paterfamilias*, tout aussi fictif des civilistes » (rapport Lautecaze).

# INFORMATIONS

## NÉCROLOGIE : ÉTIENNE DE GREEFF

Etienne de Greeff est mort à Cortenberg le 21 juillet 1961. Moins d'un mois auparavant, certains de ses amis avaient eu l'occasion de le rencontrer à Paris lors d'une réunion de la Commission scientifique de la Société internationale de criminologie. Mais s'ils avaient pu discerner chez lui une certaine mélancolie, rien, pourtant, ne pouvait leur faire pressentir qu'ils s'entretenaient pour la dernière fois avec le grand savant belge.

Criminologue, psychiatre, psychologue, Etienne de Greeff l'a été. Mais il a été aussi un critique littéraire, un romancier, un philosophe. Médecin anthropologue de la prison centrale de Louvain en 1926, il fonda, avec le bâtonnier Braffort, l'Ecole des Sciences criminelles de l'Université de Louvain, en 1929. Il en devint président en 1944, comme il devint en 1952 médecin-directeur du service d'anthropologie pénitentiaire de Belgique. En 1958, il fut élu Président de la Ligue nationale belge d'hygiène mentale.

Rapporteur général au II^e^ Congrès international de criminologie (Paris, 1950), il obtint alors un succès prestigieux, sans précédent dans une manifestation internationale de ce genre. Ceux qui ont eu la chance de vivre ce grand moment de l'histoire de la criminologie ont senti qu'avec Etienne de Greeff commençait une nouvelle période de cette science.

Elu par ses pairs Président de la Commission scientifique de la Société internationale de criminologie, il occupa ce poste pendant plusieurs années. En 1956, à l'occasion de ses vingt-cinq ans de professorat, ses amis, ses collaborateurs et ses élèves réunirent leurs efforts pour lui rendre un solennel hommage. Un recueil d'études inspirées par son œuvre lui fut remis (*Autour de l'œuvre du Dr E. de Greeff*, tome I, *L'homme criminel*, 253 pages, tome II, *L'homme devant l'humain*, 208 pages, Paris, Louvain, Editions Nauwelaerts, 1956) (1).

En 1960, Etienne de Greeff fut appelé à faire une conférence générale au IV^e^ Congrès international de criminologie de La Haye et une fois encore il conquit son auditoire. A la fin de ce congrès, il eut la joie de voir le Prix Denis Carroll attribué à son élève, Ch. Debuyst.

Et maintenant Etienne de Greeff n'est plus et sa perte est durement ressentie par tous ceux qui admiraient son œuvre et avaient, pour lui, affection, respect et amitié. Il laisse un vide qui ne sera pas comblé (2).

### Bibliographie d'Etienne de Greeff

#### I. — *Les ouvrages scientifiques*

*Introduction à la criminologie*, Louvain, Editions de l'Ecrou, 1937, 362 p. ; réédité et complété en 1947, Editions J. van der Plas, 414 p. ; en 1948, Presses Universitaires de France. — *Nos enfants et nous*, Bruxelles, Editions de la « Cité Chrétienne », 1939, 211 p. ; réédité en 1948 : Cahiers de la Revue nouvelle, 249 p. — *Amour et crimes d'amour*, Bruxelles, Editions J. van der Plas, 1942, 278 p. — *Culture et éducation physique*, Paris-Tournai, Editions Casterman, 1944, Collection « Bâtir », 3^e^ série, n° 5, 131 p. — *Notre destinée et nos instincts*, Paris, Plon, Collection « Présence », 1945, 241 p. — *Les instincts*

(1) V. compte rendu dans cette *Revue*, 1956, p. 480.

(2) V. *supra*, *Chronique de criminologie*, p. 827.

*de défense et de sympathie*, Bibliothèque de Philosophie contemporaine, Paris, Presses Universitaires de France, 1947, 235 p. — *Aux sources de l'humain*, Paris, Plon, Collection « Présence », 1949, 240 p. — *Ames criminelles*, Paris-Tournai, Editions Casterman, Collection « Lovanium », 1949, 259 p.

II. — *Les romans*

*La nuit est ma lumière*, Paris, Editions du Seuil, 1949, 461 p. — *Le juge Maury*, Paris, Editions du Seuil, 1955, 316 p.

Sous le pseudonyme de Stéphane Hautem :

*Le retour au silence. Journal d'un homo-citroënsis K.* 228, Bruxelles, Editions Ch. Dessart, 1945, 260 p.

J. P.

## LE NOUVEAU CODE PÉNAL SOVIÉTIQUE D'OCTOBRE 1960 ET LES LOIS PÉNALES 1961

Le 27 octobre 1960 ont été adoptées par le Soviet suprême de la R.S.F.S.R. la loi relative à l'organisation judiciaire de la R.S.F.S.R., la loi de validation du Code pénal de la R.S.F.S.R. et la loi de validation du Code de procédure pénale de la R.S.F.S.R. Ces textes se réfèrent aux Fondements du droit pénal et de la procédure pénale de l'U.R.S.S. et des républiques fédérées, adoptés le 25 décembre 1958 par le Soviet suprême de l'U.R.S.S., qui ont fait l'objet d'un article de MM. Bellon et Fridieff (1). La traduction de ces trois lois sera prochainement publiée par le Centre français de Droit comparé dans la nouvelle collection du Comité de législation étrangère et de droit international.

Au cours de l'année 1961, plusieurs décrets portant sur la législation pénale ont été promulgués tant pour l'U.R.S.S. que pour la R.S.F.S.R.

Les 24 février, 5 mai et 1er juillet 1961 ont été pris par le Presidium du Soviet suprême de la R.S.F.S.R. trois décrets tendant au renforcement de la responsabilité pénale pour les infractions contre l'Etat ou les infractions qualifiées de particulièrement dangereuses. L'application de la peine de mort est étendue par le décret du 5 mai aux auteurs d'infractions économiques comme la soustraction sur une large échelle de biens de l'Etat et la fabrication ou l'écoulement de fausse monnaie de manière professionnelle, ainsi qu'aux récidivistes particulièrement dangereux et aux individus, déjà condamnés pour des infractions graves, qui sèment le trouble dans les lieux de détention ou qui attaquent seuls ou en bande des services administratifs. Le décret du 1er juillet étend la même peine aux personnes qui se livrent, de manière professionnelle, à la spéculation, ainsi qu'aux personnes qui, déjà condamnées pour ces infractions, violent les règles sur les opérations de change, infractions qui n'étaient punies par le décret du 24 février que de la privation de liberté pour une durée de trois à huit ans avec ou sans confiscation des biens, mais avec confiscation obligatoire des devises et des valeurs.

L'article 22 des Fondements de la législation pénale de l'Union Soviétique et des républiques fédérées qui fixe la liste des infractions pour lesquelles est prévue la peine de mort, ainsi que l'article 44 qui vise les personnes auxquelles ne peuvent s'appliquer la libération conditionnelle anticipée et le remplacement de la partie de la peine non exécutée par une peine plus légère, sont modifiés en conséquence. Désormais, ces dernières mesures, dont jusqu'alors n'étaient exclus que les récidivistes dangereux, ne peuvent être appliquées aux personnes qui en ont déjà bénéficié et qui ont commis, avant l'expiration du délai d'exécution de la peine, une infraction intentionnelle de même nature que celle pour laquelle elles ont été condamnées. Il en est de même des personnes condamnées pour des infractions contre l'Etat particulièrement dangereuses, pour banditisme, fabrication et écoulement de fausse monnaie ou de fausses valeurs, violation des règles sur les opérations de change, soustraction par quelque moyen que ce soit de biens publics ou sociaux sur une échelle particulièrement large, homicide intentionnel accompagné de circonstances aggravantes, viol ayant entraîné des conséquences graves ou viol d'une mineure, brigandage, corruption passive ou active ou fait d'avoir servi d'intermédiaire dans cette corruption lorsqu'ils ont été accompagnés de circonstances aggravantes.

(1) Cette *Revue*, 1959, p. 83 et s.



Les auteurs de ces décrets, tout en reprenant la formule des Fondements de la législation pénale de l'Union Soviétique et des Républiques fédérées de 1958, qui souligne que c'est en tant que mesure exceptionnelle de peine et en attendant sa complète abrogation que la peine de mort est autorisée, n'en ont pas moins étendu encore l'application à toute une nouvelle série d'infractions. Deux tendances sont donc à souligner : l'une à une répression sévère d'infractions pour la plupart économiques, l'autre à un régime plus rigoureux pour l'exécution de la peine.

D'autre part, le Presidium du Soviet suprême de la R.S.F.S.R. a pris, le 19 avril et le 4 mai 1961, deux décrets dont l'un complète le décret du 19 décembre 1956 relatif à la responsabilité pour houliganisme d'importance mineure, et dont l'autre est destiné à intensifier la « lutte contre les personnes qui se soustraient au travail socialement utile et mènent une vie antisociale et parasite ».

Le décret du 19 avril n'apporte que quelques changements aux peines prévues par le décret de 1956 : il prévoit l'imposition d'une amende pouvant remplacer la peine de prison, la possibilité de mesures de pression sociale exercées à l'égard des houligans, par décision des organisations sociales ou des tribunaux de camarades, ainsi qu'une amende au cas de circulation en état d'ivresse dans les lieux publics.

Par contre, le décret du 4 mai a une portée beaucoup plus grande. Après un très long préambule où sont exposées les différentes activités parasites et antisociales et soulignées « la dégradation morale et la violation des règles de vie socialiste qui les accompagnent et exercent une influence néfaste sur les membres instables de la société », il est posé en principe que ces activités seront punies de la peine de résidence forcée pour une durée de deux à cinq ans, accompagnée de la confiscation des biens non acquis par le travail et de l'obligation de travailler dans le lieu d'exécution de la peine.

A ces mesures de pression sont soumis les citoyens aptes au travail et majeurs qui tirent des revenus, non du travail, mais de l'exploitation de terrains à bâtir, d'automobiles personnelles ou de « surface habitable », ou qui, ne prenant qu'un emploi fictif dans une entreprise, une administration ou un kolkhoze, utilisent en réalité les avantages accordés aux ouvriers, aux kolkhoziens ou aux employés, sapent à la base la discipline du travail et se livrent à une activité de libre entreprise.

Si l'assigné à résidence refuse de travailler dans le lieu d'exécution de la peine, il peut être soumis, par décision du tribunal, aux travaux correctifs accompagnés d'une retenue de 10% sur le salaire, ou, en cas de refus d'exécution des travaux correctifs, à une peine de privation de liberté. En cas de conduite exemplaire, la libération conditionnelle anticipée est possible.

Le dernier décret, pris le 8 mai 1961, renforce la responsabilité pour fabrication d'eau-de-vie et autres boissons alcooliques fortes par les « bouilleurs de crus », déjà visée par l'article 158 du Code pénal de la R.S.F.S.R., en prévoyant la privation de liberté pouvant aller jusqu'à un an et une amende de 300 roubles, quand il n'y a pas eu intention d'écouler l'eau-de-vie fabriquée, et la privation de liberté pour une durée de un à cinq ans avec confiscation facultative des biens dans le cas contraire.

Les personnes ayant acheté de l'eau-de-vie sont passibles d'une amende et les personnes ayant contribué, de quelque manière que ce soit, à sa fabrication sont l'objet de poursuites pénales pour complicité. Ce dernier décret, d'une importance évidemment moindre, s'inscrit cependant dans la ligne de répression des « activités antisociales » visées par le décret du 4 mai.

Ch. K.

## COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA PEINE DE MORT
(Royaumont, 26-29 juin 1961)

Un *colloque international sur la Peine de Mort* s'est tenu du 26 au 29 juin 1961 à Royaumont sous les auspices de l'Association Française contre la Peine de Mort et des Groupes Culturels de Royaumont. Voici le texte de la résolution qu'il a adoptée après avoir examiné le problème sous ses divers aspects.

I

Il s'est accordé sur les constatations suivantes :

1° L'évolution historique et l'observation des faits démontrent que la peine de mort est une survivance anachronique et que ses justifications primitives ne la légitiment pas dans l'état de nos mœurs et de nos connaissances ni dans la perspective de la politique criminelle moderne.

2° Le but de l'intervention répressive n'est pas un but d'expiation, de vengeance collective ou de rétribution du mal par le mal, mais de prise en considération de l'homme et de sa personnalité, des causes et des motifs de son acte anti-social, en vue de sa correction et, toutes les fois qu'elle est possible, de sa réinsertion sociale.

3° Le but de la sanction pénale n'est pas davantage d'assurer l'intimidation individuelle et générale par la rigueur excessive du châtiment. Cette intimidation est d'ailleurs démentie, même en ce qui concerne la peine capitale, par toute l'histoire de la pénalité dont l'excès n'a pas diminué la criminalité, ni empêché la récidive, qui ne peut être réduite que par des méthodes totalement différentes.

4° L'exemplarité prétendue de la peine de mort est contredite et son effet moral néfaste reconnu par le secret même dont on l'entoure.

5° La peine de mort n'est, en outre, nullement nécessaire pour la protection sociale comme le montre l'exemple des pays, de plus en plus nombreux, qui y ont renoncé ; et son abolition n'a nullement pour effet, d'après les expériences nombreuses et concordantes, d'accroître la criminalité.

6° Les fluctuations de celle-ci sont condition des mœurs de la civilisation, de l'aménagement des institutions préventives, éducatives et sociales, et la politique criminelle exige des initiatives et des progrès dont l'abolition même de la peine de mort entraînera le développement.

7° Les conditions de la vie et des mœurs ne peuvent pas plus se satisfaire d'une sanction à jamais irréparable, que d'une sanction n'admettant pas la réforme et le perfectionnement de l'homme.

8° Le respect de la vie doit être absolu, non seulement du point de vue éthique, mais comme un postulat de la conception actuelle des devoirs de la société vis-à-vis de l'homme et des droits de l'homme à la vie, à l'intégrité et au respect de sa personne, à sa protection contre la torture et la souffrance, à l'éducation, à la prévoyance et à l'amélioration de sa condition.

9° Ces impératifs étant absolus ne peuvent souffrir de dérogation de quelque ordre ou pour quelque raison que ce soit, politique ou autre, et doivent conduire à une abolition sans réserve de la peine de mort.

II

Fondée sur ces considérations, l'Assemblée décide :

1° De recourir à tous les moyens appropriés pour faire reconnaître ces réalités et en faire admettre les conséquences par l'opinion publique, avec le concours de tous les Groupes, Associations ou Organismes nationaux et internationaux susceptibles d'apporter un appui utile au mouvement en faveur de l'abolition de la peine de mort.

2° D'insister avec fermeté auprès des autorités gouvernementales pour obtenir cette abolition et le remplacement de la peine capitale par un régime de protection sociale et de correction individuelle.

3° De placer le mouvement abolitionniste dans le courant général d'humanisation du droit pénal et de réforme de la procédure criminelle et des institutions pénitentiaires, en vue de promouvoir dans tous ces domaines une politique criminelle à la fois efficace et humaine.



## LA RÉPARATION DES ERREURS JUDICIAIRES EN ITALIE

I. — La règlementation de la réparation des erreurs judiciaires actuellement en vigueur en Italie a des précédents qu'il est intéressant de rappeler ici.

Le principe même de la réparation des erreurs judiciaires avait déjà été retenu par Léopold II de Toscane lorsqu'il opéra la réforme de la législation criminelle de ses Etats le 30 novembre 1786. Ce principe était admis en faveur de ceux qui, par suite de circonstances fortuites ou de coïncidences malheureuses avaient été jetés en prison puis reconnus innocents, et un fonds spécial, alimenté par le montant des amendes, permettait de les indemniser.

Le Code pénal du Royaume des Deux-Siciles de 1819 institua une Caisse des amendes destinée à permettre l'indemnisation des individus innocents ayant fait l'objet de poursuites judiciaires par suite d'erreur ou de calomnie.

Après la Constitution du Royaume d'Italie de nombreux projets et propositions virent le jour qui se concrétisèrent en une proposition de loi présentée à la Chambre des députés le 31 janvier 1903.

Le principe de la réparation des erreurs judiciaires fut enfin retenu par le Code de procédure pénale de 1913, puis par celui de 1930, mais il ne reçut pas une formulation satisfaisante. Le Code de 1930 prévoyait dans ses articles 571 et suivants que le condamné qui avait purgé une peine de détention d'au moins trois mois prononcée à la suite d'une condamnation injuste, ou celui qui avait fait l'objet d'une mesure de sûreté d'internement d'au moins trois mois, ou enfin celui qui avait versé des dommages-intérêts sans qu'il soit possible d'exercer une action en répétition valable, pouvait demander une réparation pécuniaire à titre de secours, s'il était reconnu qu'en raison de ses conditions économiques il en ait eu besoin pour lui ou pour sa famille. Toutefois aucune demande de réparation n'était admise après un délai d'un an après le prononcé de la décision d'annulation sans renvoi ou de l'acquittement, si l'intéressé avait encouru une nouvelle condamnation pour avoir commis un délit avant ou après le prononcé du jugement de condamnation annulé, ou bien s'il avait par dol ou faute grave provoqué l'erreur du juge ou y avait même seulement contribué. En cas de mort de l'individu reconnu innocent la réparation était autorisée en faveur des personnes qui auraient eu droit à des aliments en vertu des lois civiles.

L'article 24 dernier alinéa de la Constitution en vigueur en Italie depuis le 1er janvier 1948 prévoit que : « la loi détermine les conditions et les modes de réparation des erreurs judiciaires », de telle sorte que le problème a été porté sur un autre plan et que la nécessité d'une réforme s'est fait jour.

II. — Le texte de la Constitution a fait naître des divergences d'interprétation, certaines donnant à la notion de réparation un sens très large, d'autres affirmant qu'elle doit se borner au versement de dommages-intérêts.

Il est incontestable que l'article 24 de la Constitution a laissé le soin à l'interprète de déterminer ce qu'il fallait entendre par « erreur judiciaire » et par réparation. La première question a soulevé de nombreux problèmes car l'expression « erreur judiciaire » peut être prise dans deux sens différents et se rapporter soit à la décision qui a acquis l'autorité de la chose jugée et qui a été reconnue par la suite injuste, soit à toute procédure pénale où se trouve contestée l'innocence de l'inculpé. Selon qu'on retient le premier ou le second sens les conséquences sont différentes : ou bien l'erreur judiciaire est le résultat du procès dont la révision constate qu'il était erroné et injuste, ou bien elle porte sur un moment antérieur de la procédure qui par erreur a entraîné une détention préventive reconnue injuste par la décision qui termine la procédure, décision qui, elle, est exacte.

Tous les auteurs se sont accordés pour admettre qu'il était impossible dans ce dernier cas de parler d'« erreur judiciaire » proprement dite. En effet, la décision, qui déclare l'innocence de l'individu détenu préventivement, ne peut être considérée comme affirmant que cette détention, ne reposant sur aucun jugement de culpabilité, a été prononcée par erreur, seule la loi prescrit ou autorise la détention préventive qu'ordonne légalement le juge sans qu'il puisse y avoir erreur de sa part. Il ne s'agit nullement dans ce cas d'« erreurs judiciaires », mais tout simplement de promulguer des lois réglant avec le maximum de soins et de précautions les limites de la détention préventive pour éviter dans toute la mesure du possible des dommages et des souffrances souvent très grands.

C'est pourquoi il semble qu'il faille limiter l'expression d'« erreur judiciaire » aux cas où un procès en révision reconnaît l'injustice d'un jugement de condamnation antérieur.

En ce qui concerne enfin la portée qu'il faut reconnaître au principe, on a considéré qu'il fallait l'appliquer à tous ceux qui avaient été injustement condamnés sans distinguer entre ceux qui ont purgé ou non une peine de détention, ou subi ou non une mesure de sûreté d'internement. L'une et l'autre peuvent avoir une influence sur le quantum de la réparation allouée, mais non sur les raisons de l'accorder parce que le droit à la réparation est issu de la condamnation injuste et de la reconnaissance de cette erreur et non des conséquences de cette condamnation sur la liberté du condamné. Certains jugements de condamnation entraînent parfois des conséquences plus graves que celles que cause une incarcération ou un internement.

III. — Mais en quoi va donc consister cette réparation ?

Tous les auteurs ont été d'accord pour écarter le critère adopté par le Code de procédure pénale de 1913 et par celui de 1930 qui accordaient un secours discrétionnaire de l'Etat au condamné reconnu innocent qui se trouvait dans le besoin. La discussion est née entre ceux qui soutenaient que la réparation devait consister en un versement de dommages-intérêts et ceux qui le niaient. Les premiers pour répondre à l'objection qui veut que l'erreur judiciaire soit le plus souvent involontaire et que, par conséquent, l'obligation de l'Etat ne puisse se fonder sur la faute, réclamaient l'extension à l'« erreur judiciaire » de la théorie de la responsabilité pour actes légitimes bien connue en droit administratif. Les seconds avaient contesté une telle assimilation, car il s'agissait là d'un principe de nature exceptionnelle, non extensible à des cas tels que ceux de l'« erreur judiciaire » dans lesquels ou bien il n'y a pas opposition entre l'intérêt de l'innocent et l'intérêt public contraire, les deux étant également lésés, ou bien on réclame une réparation pour des dommages non patrimoniaux que la législation italienne ne prévoit que dans les cas d'infraction.

C'est pourquoi il a semblé nécessaire de conclure que la réparation pour erreur judiciaire devait conserver la physionomie d'*une institution autonome fondée sur l'équité.*

Mais ce principe étant acquis, il a fallu innover sur deux points : éliminer l'état de besoin de l'individu reconnu innocent et abolir le caractère de secours accordé par l'Etat. C'est sur la base de ces critères qu'a été rédigé un projet de loi prévoyant une réparation équitable proportionnée à l'incarcération ou à l'internement éventuel, et d'une manière générale aux conséquences personnelles et familiales découlant de l'innocence du condamné, en laissant au magistrat le soin de déterminer dans chaque cas le montant de la réparation, d'octroyer une rente viagère, ou de placer l'intéressé dans un établissement de soins ou d'éducation aux frais de l'Etat.

Ce projet de loi approuvé par le Parlement est devenu la loi du 23 mai 1960 (*Gaz. Uff.* 7 juin 1960) modifiant les articles 571 et suivants du Code de procédure pénale actuellement en vigueur. Il résulte clairement du texte de la loi que celle-ci repose sur un droit subjectif à la réparation et non plus sur le caractère de secours d'une indemnité versée par l'Etat à l'individu reconnu innocent.

Silvio RANIERI.

## JOURNÉES ANNUELLES DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES SERVICES SOCIAUX SPÉCIALISÉS DE PROTECTION DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE EN DANGER

(Nantes, 11-14 avril 1961)

La Fédération nationale des Services sociaux spécialisés de protection de l'enfance et de l'adolescence en danger avait, en 1960, centré son étude sur *Organisation et service social.* Dans les conclusions de ses travaux, elle estimait que dans l'agencement rationnel des techniciens engagés dans l'action sociale, l'assistante sociale devient chaque jour davantage l'agent de liaison, le lien, entre l'individu, son client, et la réalité sociale. C'est pourquoi, cette année, le thème des journées annuelles tenues à Nantes du 11 au 14 avril était : *La fonction et l'activité de relation de l'assistante sociale dans les services sociaux de protection de l'enfance.*

La réalité sociale comprend à la fois le cadre collectif dans lequel s'insère la vie de chacun et les rapports singuliers avec les divers groupes sociaux (famille, profession



etc.). L'assistante sociale, dont le rôle est précisément d'adapter l'individu, qui ne sait pas y arriver seul, soit aux institutions soit aux relations humaines et qui joint sa technique et ses efforts à ceux d'autres travailleurs sociaux, doit donc se poser dans ce domaine quelques questions préliminaires ; trois de ces questions avaient été retenues, car elles semblaient particulièrement importantes étant donné que, de la propre réponse que chaque assistante sociale y a trouvée, dépend la réelle efficacité de son action : on ne peut, en effet, aider les autres à résoudre leurs problèmes que dans la mesure où l'on a soi-même trouvé une position d'équilibre devant les mêmes problèmes. Par conséquent il était donc normal et logique d'étudier :

1° *L'assistante sociale spécialisée de protection de l'enfance face aux structures*, par J. Pinatel, Inspecteur général de l'Administration.

2° *La relation de l'assistante sociale spécialisée avec l'usager ou « client »*, par le docteur Durand, de l'Organisation mondiale de la santé.

3° *La relation de l'assistance sociale spécialisée au sein de l'équipe de travail*, par le docteur Le Moal, Président de la Fédération nationale des services sociaux spécialisés.

Pour M. Pinatel, « Les structures » (cadres sociaux, économiques, administratif, judiciaire) à la suite d'une grave crise des valeurs dans la société contemporaine, du développement prodigieux du progrès technique, de la démographie croissante sont inadaptées ou du moins traversent un malaise d'adaptation.

Ces structures ne connaissent (et ne peuvent connaître) que mal l'action profonde des assistantes sociales de protection de l'enfance. En leur donnant, puisqu'elles rendaient un service public, un régime financier assorti d'un régime administratif, en règlementant la qualification du personnel pour garantir sa technicité, elles ont atteint un véritable palier et gardent la bonne conscience que donne le devoir accompli.

Or, les assistantes sociales attendent des structures (surtout dans le domaine qui nous occupe) une politique d'ensemble et une défense de leur profession spécialisée. En réalité, « en ce qui concerne la conception et l'exécution d'une politique de l'enfance, le moins que l'on puisse dire, précise M. Pinatel, est que de redoutables questions se posent ». Il ajoute même : « Jamais il n'y a eu une élaboration systématique fondée sur des recherches valables concernant le problème de protection de l'enfance lui-même. Jamais on n'y a réfléchi et jamais on n'a essayé d'individualiser des mesures et un plan qui soient en rapport avec le phénomène que l'on traite ». « Il faudrait aboutir à un système social ». Ce résultat est très difficile à obtenir car, dans le domaine envisagé ici, chacun des ministères qui s'intéressent à la question la voit à travers les problèmes généraux lui incombant, donc « en fonction d'une optique trop vaste ».

En définitive, la protection de l'enfance est un problème de gouvernement et les difficultés qu'elle soulève doivent arriver au gouvernement et être connues de lui ; l'absence d'information au stade le plus élevé de la hiérarchie de l'Etat a des répercussions extrêmement graves, notamment sur le plan financier ; or, « négliger les investissements de tous ordres, du point de vue financier ou sur le plan des moyens d'actions et des possibilités d'équipement, c'est commettre une erreur monumentale ». Le premier pas à faire si l'on veut apporter une solution constructive et valable à la protection de l'enfance est « l'unification en une seule structure des différents services intéressés ».

Sous l'angle particulier étudié par M. Pinatel l'activité de relation de l'assistante sociale peut se manifester :

— Sur le plan d'une information mutuelle : connaître les structures, se faire connaître d'elles, montrer leur incidence sur les usagers, partir des cas particuliers pour faire des propositions d'ordre général ;

— Sur le plan de l'éducation sociale : apprendre aux clients à utiliser les institutions et les préparer à leurs propres relations avec elles ;

— Sur le plan de la coordination : établir des contacts avec les divers organismes susceptibles d'aider un usager, le rôle essentiel demeurant l'aide personnelle.

C'est la véritable dimension de cette aide, sous sa forme relationnelle, que le docteur Durand a étudiée en en dégageant l'originalité et les limites.

L'évolution historique d'une institution est généralement pendulaire : celle du Service social spécialisé est marquée par une oscillation très nette entre le rôle de dépanneuse et celui de technicienne formée du point de vue psychologique. A l'heure actuelle, il est possible de se demander si, à l'instigation d'autres disciplines qui commencent à s'inquiéter, l'on ne tendrait pas à faire revenir le service social à ce qu'il était antérieure-

ment ; ce faisant « c'est mettre en discussion la validité du rôle des assistantes sociales, la validité de leurs connaissances psychologiques, autrement dit l'efficacité de la relation qu'elles établissent avec leurs clients ».

Pour valoriser cette relation qui se réalise par l'entretien il faut tout d'abord montrer son caractère spécifique et ensuite en déterminer les limites.

Ce qui différencie la rencontre de l'assistante sociale et de son client d'autres rencontres qui, apparemment, lui ressemblent, ce qui lui donne son originalité c'est :

— tout d'abord *sa motivation* ; en effet, l'assistante sociale veut « à la fois, dans un même temps et un même mouvement faire une évaluation de la situation psycho-sociale du client et faire une thérapie psycho-sociale ; la dynamitation de la situation du client qui va de l'élucidation de son problème à la possibilité de découverte par lui-même de sa propre solution caractérise au premier chef la relation technique de l'assistante sociale ;

— ensuite, de constituer *l'apprentissage d'une relation* humaine ; ceci est d'autant plus important que des enquêtes approfondies ont établi la fréquence des perturbations dans la relation en matière d'inadaptation sociale.

En outre la relation de l'assistante sociale-client est caractérisée par une polyvalence qui serait dangereuse si on ne lui traçait pas des limites : les états psychopathologiques, les arriérations mentales et les perversions, les situations concrètes, les mandats impératifs dont l'assistante sociale est chargée, les autres membres de l'équipe, la personnalité même de l'assistante sociale et la manière dont elle a résolu ses propres difficultés. Encore faudrait-il préciser que l'assistante sociale ne doit pas diagnostiquer les états pathologiques elle ne doit pas les « refuser » car « si elles rejettent tout le pathologique où commencera son action » ?

La relation assistante sociale-client peut devenir plus riche, plus efficace encore par l'approfondissement dans le sens de l'échange. Comment ?

Tout d'abord en « donnant des conditions matérielles permettant un travail plus rentable ».

Ensuite par une double hygiène mentale. En effet, « les relations professionnelles des assistantes sociales sont angoissantes, culpabilisantes, lourdes de signification dans l'ensemble de la personnalité ». Elles postulent à la fois une hygiène mentale personnelle spécialement adaptée à chacune et une hygiène mentale professionnelle, pratiquée dans le cadre même du travail (réunions de groupes, travail en équipe) car, en définitive, « la rentabilité d'une assistante sociale augmente dans la mesure où augmente sa disponibilité ».

Deux de ces limites sont, en quelque sorte, la pierre d'angle pour la constitution de l'équipe.

Le docteur Le Moal s'est attaché, en conclusion des conférences magistrales et des travaux de groupe à dégager les normes fondamentales du jeu de l'équipe. S'il a utilisé ce mot de « jeu » ce n'est certes pas involontairement car l'évolution du groupe technique faisant l'objet de ce propos, présente des analogies avec l'activité d'un groupe sportif. « Chacun doit respecter la règle du jeu, c'est-à-dire qu'il doit être à sa place pour pouvoir utiliser au maximum ses qualités ; il doit rester à sa place ; il doit connaître suffisamment le jeu des autres coéquipiers pour ne pas gêner ce jeu et pour faciliter leur tâche ». Car « ce point est important, il ne suffit pas de ne pas gêner les autres, il faut encore faciliter leur tâche. Il faut, dans le fond, s'attacher davantage à révéler leurs richesses aux autres plutôt que de vouloir leur apporter les siennes »... « Vouloir marquer un but seul est considéré comme une grave faute technique ». « Si l'on n'a pas cette conviction *au départ* il vaudrait mieux faire autre chose, travailler seul dans son coin, car on nuirait au travail des autres ». « La vraie valeur s'impose d'elle-même, sans heurt aucun, à condition qu'elle soit empreinte d'humilité authentique ».

Mais cette disponibilité et cette disposition d'esprit indispensables devraient pouvoir être rendues encore plus efficientes par le cadre même où elles trouvent à s'exercer. Or, s'il y a des équipes, en quelque sorte, homogènes, il y a malheureusement des équipes hétérogènes et aussi une répartition des tâches dans le temps qui rendent difficiles les relations sur divers plans ; par ailleurs l'absence parfois d'un véritable *leader* dans la coordination du travail professionnel et du travail relationnel, comme aussi l'absence d'une autorité technique dans le cas de conflits entre techniciens sont des circonstances défavorables pour la création et l'évolution de rapports valables entre les parties intéressées au même problème.



En outre, on ne peut passer sous silence la perturbation qu'apporte aux clients la multiplicité des interventions, chacune étant excellente en soi, dans l'apprentissage d'une adaptation à la relation humaine.

Le travail entrepris dans le domaine de la protection de l'enfance en danger appelle la collaboration de travailleurs aux disciplines voisines, dont il est parfois malaisé de discerner les frontières rigoureuses, surtout dans les cas marginaux ; ce qui paraît essentiel « si l'un des techniciens arrive à empiéter sur la tâche dévolue à un autre technicien, c'est qu'il ait des raisons de le faire, qu'il soit conscient de transgresser et qu'il le fasse d'accord avec l'autre technicien qui doit être capable d'en comprendre les raisons ». Et il n'est pas paradoxal de dire que « l'on aura d'autant plus d'efficacité... que l'on participera davantage à la vie de l'équipe », autrement dit que la valeur de la relation personnelle avec le client ou avec les autres membres de l'équipe est pour une très large part fonction, à la fois, de la technique, de l'expérience et de l'esprit qui l'inspire ; sur le plan pratique la création d'une relation affective profonde entre le client et l'un des membres de l'équipe doit s'imposer aux autres coéquipiers et être acceptée par eux. En définitive, la valeur de la relation qui conditionne l'unité de l'équipe dépend de la maturité de la personnalité de chacun.

***

La valeur des trois conférenciers est si dense, si haute, que c'est la trahir certainement de résumer leurs exposés, même en citant textuellement de nombreux passages. Leur conception lucide, objective et courageuse du travail social dans le domaine de la protection de l'enfance, a placé nos journées d'étude sur un plan élevé et ouvert des perspectives nouvelles. Ce qu'ils nous ont dit, rendait une résonnance particulière dans le cadre que nous avions choisi pour étudier notre fonction de relation. Nantes, en effet, garde encore vivant le souvenir de Jeanne Lalouette qui fut la fondatrice et la première animatrice de la Fédération nationale des services sociaux de protection de l'enfance. Et pour traduire en même temps ce que fut Jeanne Lalouette et le climat dans lequel s'est déroulée notre rencontre de 1961 je ne puis mieux faire que de reprendre la citation du docteur Le Moal : « Aimer, c'est une attention pure à la présence d'autrui » et ajouter avec lui : « cette attention pure n'est-ce pas ce que le client attend de nous, et que nous devons tendre de tout notre être à lui réserver si nous voulons être efficaces » ?

G. DE LARBÈS.

## COLLOQUE INTERNATIONAL SUR QUATRE QUESTIONS DE PROCÉDURE PÉNALE

(*Northwestern University School of Law*)
(19-20 février 1960)

La *Northwestern University School of Law* a organisé les 19 et 20 février 1960, en commémoration de son centenaire, un colloque international au cours duquel divers problèmes concernant la procédure pénale furent étudiés par des juristes américains de grand renom, auxquels s'étaient joints les délégués de sept autres nations. Le *Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science* (1) a publié intégralement les rapports relatifs aux quatre thèmes discutés. Nos lecteurs trouverons ici un résumé de ces débats dont l'intérêt ne leur échappera pas.

I. — *Le droit de ne pas s'accuser soi-même.* — Le droit américain en cette matière fut successivement exposé par le professeur M. Claude R. Sowle (*Northwestern University*), le professeur John T. McNaughton (*Harvard University*) et M. Louis C. Wyman (*New Hampshire Attorney General*).

Le professeur Sowle s'est surtout attaché à explorer les sources et à déterminer la portée de ce « privilège », expressément énoncé dans le Cinquième Amendement de la Constitution fédérale et dans les Constitutions de tous les Etats, à l'exception de ceux de l'Iowa et de New Jersey, où le même résultat est cependant atteint par le biais du *due process of law* exigé par leurs Constitutions.

(1) Vol. 51, n° 2 et 4 de 1960, et vol. 52, n° 1 et 3 de 1961.

Qui peut invoquer ce privilège qu'il ne faut pas confondre avec le droit de l'accusé de ne pas témoigner à son propre procès ? Tout d'abord, ceux qui font l'objet de poursuites (les personnes physiques seulement). La jurisprudence a admis, non sans hésitations, que le principe s'appliquait aux poursuites civiles et aux enquêtes parlementaires aussi bien qu'aux affaires criminelles. Il s'applique aussi aux témoins et c'est à leur sujet que les plus grandes difficultés se rencontrent. Les tribunaux des Etats estiment, en règle générale, que le témoin ne peut invoquer le privilège que s'il apparaît probable qu'il a commis une infraction réprimée par la loi du for, alors que les tribunaux fédéraux adoptent une attitude plus souple. Le professeur McNaughton passe ensuite en revue les principaux arguments avancés en doctrine et en jurisprudence pour justifier un droit qui tend à s'infiltrer dans tous les domaines. Certains arguments ne souffrent aucune discussion — protéger l'innocent contre sa propre maladresse, réduire le nombre de faux témoignages, encourager les témoins à déposer — mais d'autres sont plus contestables. M. McNaughton suggère diverses améliorations, notamment celle de donner au juge le pouvoir discrétionnaire de refuser l'exercice du privilège et de ne plus obliger les témoins à prêter serment. Il voudrait voir le privilège ramené dans des limites plus étroites, suffisantes néanmoins pour que l'accusé ne soit pas tenu de fournir les *premières* armes contre lui-même, et qui, à l'égard des témoins, observeraient les règles du *due process of law* qui leur accordent une protection suffisante.

Le rapport très constructif de M. Louis C. Wyman propose plusieurs améliorations aux règles qui sont appliquées. La première est d'abandonner le principe de la « renonciation ». Actuellement, « révéler un fait constitue renonciation au privilège quant aux détails de ce fait », ce qui amène les témoins à refuser de répondre en bloc à toutes les questions. Il suggère aussi d'accorder, dans des cas opportuns, une immunité aux témoins.

Les rapports des représentants des autres nations, pour remarquables qu'ils aient été, présentent un intérêt général moins grand car, comme l'a dit M. Glanville L. Williams, professeur à l'Université de Cambridge au sujet de l'Angleterre, « ce privilège est loin d'avoir soulevé les mêmes difficultés qu'aux Etats-Unis, en grande partie du fait que nous n'avons pas de lois et d'enquêtes anti-communistes ». Au Royaume-Uni, on n'entend presque jamais parler de privilège quand il s'agit de témoins et, si la règle joue à l'égard de l'accusé, elle ne pose pas de problèmes particuliers. Il en est de même au Canada, mais une disposition très intéressante du *Canada Evidence Act* prévoit expressément qu'un témoin ne peut pas refuser de répondre à une question de crainte de s'accuser lui-même, mais ses déclarations ne peuvent pas être utilisées contre lui et ne constituent pas des preuves admissibles dans des poursuites pénales intentées à son encontre : c'est ce qui résulte de l'exposé de M. G. Arthur Martin, des barreaux de l'Ontario et de la Colombie britannique.

En France, a rappelé M. Vouin, professeur à la Faculté de droit de Paris, une règle fondamentale de procédure pénale est que nul n'est obligé de s'accuser soi-même ou de témoigner contre soi-même. On sait qu'en France, l'accusé ne peut jamais être témoin dans son propre procès, et qu'il ne prête pas serment. Quant aux témoins, ils ne peuvent pas refuser de répondre à une question pour le motif que la réponse pourrait les accuser. Pour l'Allemagne fédérale, le rapport de M. Walter Clemens, directeur au ministère de la Justice à Hambourg, peut se résumer ainsi : la procédure pénale accorde depuis très longtemps aux accusés, aux témoins et aux experts une protection très étendue contre le risque de s'accuser eux-mêmes. L'article 55 du Code de procédure pénale prévoit que le témoin peut refuser de répondre à des questions qui pourraient conduire à des poursuites contre lui et il doit être informé de ce droit. Le délégué israélien M. Haim H. Cohn, juge à la Cour suprême d'Israël, a brossé un très érudit tableau historique du droit de ne pas s'accuser soi-même, montrant qu'il fut énoncé à Babylone par Rava dès le IVe siècle avant Jésus-Christ, dans les termes suivants : « C'est de soi-même que l'homme est le plus proche, et nul homme ne s'avouera coupable ». Pendant des siècles un aveu n'était pas une preuve admissible en justice, tout au moins dans une instance pénale. Actuellement, le droit en vigueur en Israël, dérivé de la *common law* anglaise, sans interdire les aveux, permet un libre choix à chacun. M. Haruo Abe, procureur général à Tokio a également placé le problème dans son contexte historique, avant d'exposer le droit actuel du Japon tel qu'il résulte du Code de procédure pénale de 1948 qui retient des principes continentaux (surtout allemands) et des règles de *common law*. M. Anders Bratholm, professeur à l'Université d'Oslo, a montré qu'aucune doctrine précise n'existe en Norvège à l'égard du droit de ne pas s'accuser soi-même. Dans une instance pénale, l'accusé ne prête pas serment. Quant au témoin, il doit répondre à toutes les questions : si elles sont de nature à l'accuser, il peut demander à être inculpé ce qui le dispense de répondre.



II. — *Le droit pour la police de garder à vue, de questionner et de fouiller les suspects.* — « Le risque de laisser la liberté sans chaînes, comme celui de l'enchaîner, soulève dans l'art de gouverner un problème que les connaissances humaines ont paru jusqu'ici incapables de résoudre », a dit Samuel Johnson voici plus d'un siècle et nous ne sommes pas aujourd'hui plus près d'une solution. C'est en effet le problème de la liberté individuelle en conflit avec les droits de la société que pose le second thème proposé au Congrès et l'ensemble des rapports montre l'imprécision, les hésitations et les contradictions qui caractérisent cette matière.

La police peut-elle « garder à vue » un suspect — pour employer la formule française officielle qui n'a peut-être pas la signification exacte de l'expression américaine *to stop* — quand font défaut les motifs d'une arrestation régulière ? Et, en pareil cas, la police peut-elle fouiller le suspect ? La question est d'autant plus délicate qu'il est souvent extrêmement difficile de distinguer entre une arrestation sans mandat et une simple *détention*. Le professeur Frank J. Remington (*University of Wisconsin*) expose tout d'abord les conditions d'une arrestation régulière avec ou sans mandat aux Etats-Unis. Un mandat d'arrêt est délivré s'il y a une « cause probable » de croire que le suspect a commis une infraction (les preuves par ouï-dire étant généralement acceptées), mais de nos jours la police préfère le plus souvent procéder à une arrestation sans mandat. Si la personne est soupçonnée d'un crime (*felony*) la police peut l'arrêter s'il existe des « motifs raisonnables » de la croire coupable, alors qu'en cas de délit (*misdemeanour*) l'infraction doit avoir été commise « en présence » du policier et doit troubler la paix publique. Inutile d'ajouter que ces règles générales souffrent de très nombreuses exceptions. Quand ces conditions ne sont pas remplies, la police, sans « arrêter » une personne, peut-elle la « garder à vue », la « détenir », la « retenir » contre son gré, pour l'interroger ? Une réponse claire à cette question ne se trouve dans aucune loi, et les décisions des tribunaux se caractérisent surtout par leur imprécision ; mais, il faut reconnaître que la poursuite empêche toujours la question d'être posée avec netteté, une solution simple et juridique ne pouvant que tourner à son désavantage et risquant d'entraver sérieusement l'activité de la police. Il en est de même du droit de « fouille ». L'exposé de M. O. W. Wilson, *superintendent* de la police de Chicago, montre les problèmes que les règles actuelles posent aux policiers et il demande une modernisation et un assouplissement de ces règles pour permettre à la police de lutter plus efficacement contre la criminalité.

Le professeur Caleb Foote (*University of Pennsylvania*), cependant, défend un point de vue très différent. Il montre que la discussion tourne surtout autour du mot « raisonnable » qui doit qualifier le motif d'une *detention* par la police quand une arrestation n'est pas justifiée. Il lui semble difficile de distinguer ce concept de celui de « motifs raisonnables » nécessaires pour une arrestation régulière. La distinction repose sur une terminologie extrêmement ambiguë, comme le sont toutes les notions en cette matière. M. Caleb Foote refuse de croire que la police doive disposer de pouvoirs plus étendus dans sa lutte contre le crime car il estime que dans une démocratie la police doit être jugée sur ce qu'elle ne doit *pas* faire plutôt que sur les résultats qu'elle obtient. Il faut envisager, pense-t-il, d'amener la police à respecter les limites que la Constitution impose à son activité plutôt qu'accroître ses droits en matière de garde à vue.

Au Canada, la notion de la « garde à vue », de la « *detention* sans arrestation » est inconnue. La loi précise les cas où la police peut arrêter un suspect sans mandat, et c'est à l'examen de ces cas que le rapport de M. Arthur Martin est surtout consacré, ce qui l'éloigne quelque peu du véritable thème en discussion. M. Glanville, L. Williams revéla qu'en Angleterre, bien que la loi ne permette pas à la police de garder à vue un suspect sans l'arrêter formellement, la pratique qualifiée de *detention* pour interrogatoire n'en demeure pas moins fort répandue. Comme la seule réparation consiste en fait en une action pour *false arrest* — dont le résultat est toujours problématique, coûteux et d'une efficacité discutable — les pouvoirs de la police, juridiquement insuffisants, lui permettent en réalité de retenir, d'interroger et de fouiller un suspect quand la situation semble le commander et quand les preuves pour justifier une arrestation font défaut.

Le professeur Vouin a esquissé un aperçu rapide mais complet du droit tel qu'il

résulte du nouveau Code de procédure pénale français, qu'il n'est pas nécessaire d'exposer à nos lecteurs. En Allemagne fédérale, la police peut arrêter une personne sans mandat si de « forts soupçons » de sa culpabilité existent, mais elle ne peut pas « l'obliger à comparaître devant elle pour un interrogatoire, ou l'interroger dans la rue ou ailleurs ». La situation en Israël est sensiblement identique. La police ne peut garder à vue et interroger que si existent les conditions qui justifient une arrestation sans mandat. Par contre, au Japon, en l'absence de motifs suffisants pour procéder à une arrestation, la police a le droit de détenir ou d'interroger une personne dont la conduite — ou d'autres circonstances — permettent de supposer qu'elle a commis, ou est sur le point de commettre, une infraction. Ce droit est assez sévèrement limité, mais ici encore il semble que les réparations soient nettement insuffisantes pour modérer le zèle souvent intempestif de la police. En Norvège, la police n'a pas réellement le droit de garder un individu à vue, mais la pratique « d'amener » les suspects n'en est pas moins assez répandue. Mais M. Anders Bratholm tient à souligner que si les agissements de la police frisent parfois l'illégalité, l'opinion publique ne s'en émeut pas, la police n'ayant que très rarement recours à la brutalité. La Suède a récemment légalisé la « garde à vue » et un mouvement s'esquisse pour que ce modèle soit suivi en Norvège.

III. — Le troisième thème proposé aux congressistes portait sur les *règles à observer par la police en interrogeant un suspect.*

Le professeur Gerhard O. W. Mueller (*New York University*) a tout d'abord souligné l'extrême importance de la phase préliminaire de l'enquête pénale, qui est généralement décisive pour la solution de l'affaire. C'est surtout quand la police, tout en suspectant un individu, n'a pas de preuves suffisantes pour effectuer une arrestation régulière que naît le risque de voir l'interrogatoire prendre une forme trop pressante. En droit, l'intérêt du problème repose sur l'inadmissibilité en justice des aveux obtenus par des procédés illégaux, même si ces aveux sont sincères. En obligeant la police à observer strictement certaines règles de conduite à l'égard d'un suspect, en écartant les aveux arrachés au cours d'interrogatoires trop prolongés ou trop brutaux, ou obtenus sans avoir présenté le détenu à un magistrat dans un délai raisonnable, les tribunaux espèrent voir les policiers renoncer à des méthodes illégales qui iraient en définitive à l'encontre du résultat recherché et risqueraient de faire tort à leur propre carrière. Bien entendu, le problème est compliqué par les solutions différentes qu'il trouve dans les divers Etats et dans le droit fédéral.

La Cour suprême a résumé comme suit les critères servant à déterminer la régularité d'un interrogatoire : 1° le nombre des personnes qui questionnent, 2° l'état de santé, l'âge, l'éducation et la race du suspect ; 3° le temps pendant lequel il a été interdit de communiquer avec lui ; 4° le temps écoulé avant son inculpation ; 5° la durée de l'interrogatoire, les pauses au cours de celui-ci, l'interdiction faite au suspect de se restaurer ; 6° les menaces proférées ou les promesses faites ; 7° l'hostilité des questionneurs ; 8° l'expérience criminelle du suspect, et 9° les conditions d'existence au cours de la détention.

Une opinion de plus en plus répandue aux Etats-Unis voit dans le droit pour le suspect d'être assisté d'un avocat, dès la phase préliminaire de la procédure, la meilleure solution aux innombrables problèmes pratiques et juridiques que pose l'interrogatoire par la police. Dans l'état actuel du droit américain, refuser au suspect l'assistance d'un avocat ne vicie la procédure que si ce fait « lui a causé un préjudice tel que l'issue du procès a pu en être modifiée ».

Le professeur Mueller, adversaire résolu des interrogatoires conduits par des policiers, penche en définitive pour une solution qu'il trouve dans la procédure française, et qui consiste à retirer à la police le droit d'interroger les suspects en attribuant ce rôle à un juge d'instruction. Il estime que l'acharnement de la police à obtenir à tout prix des aveux montre que le droit ne s'est pas assez éloigné, en ce domaine, de ses sources médiévales ; de nos jours, le rôle de la police devrait être, non par d'arracher des aveux au coupable, mais de recueillir, sans la participation de celui-ci, les éléments permettant d'établir sa culpabilité.

Cependant, le professeur Fred. E. Inbau (*Northwestern University*) part d'un principe diamétralement opposé : seul, pense-t-il, un interrogatoire habile amenant des aveux permet de démasquer l'auteur de la plupart des infractions commises ; et, pour être fructueux, cet interrogatoire doit être prolongé, sans témoins, et doit faire appel à des méthodes que l'on réprouverait dans les rapports normaux entre citoyens. La seule



protection qu'il voit contre des méthodes policières trop entreprenantes est de mieux choisir, mieux éduquer, mieux entraîner et mieux payer les membres de la police. M. Bernard Weisberg, du barreau de Chicago, tout en reconnaissant que l'interrogatoire par la police est une pratique si fermement établie aux Etats-Unis qu'il semble impossible de la déraciner, estime qu'elle est inconciliable avec le droit de ne pas s'accuser soi-même, et le droit d'être assisté d'un avocat. Il va jusqu'à se demander s'il est vraiment nécessaire à la police de procéder à des interrogatoires et suggère que, dans un avenir plus ou moins rapproché, cette pratique sera aussi discréditée que la torture.

Au Canada, comme au Royaume-Uni, le droit pour la police d'interroger un suspect n'a jamais été mis en doute, mais ce droit prend fin avec son arrestation formelle et la décision de l'inculper. Il incombe cependant à la police, quand elle invoque des aveux devant le tribunal, de prouver que ceux-ci sont spontanés et que le suspect a reçu un « avertissement ». Dès qu'elle a été arrêtée, une personne a le droit d'être assistée d'un avocat. En Angleterre, les méthodes de la police sont soumises aux célèbres *Judges, Rules* énoncées en 1911 et interprétées à nouveau en 1930. En résumé, elles obligent la police, quand la décision a été prise d'inculper une personne, de l'avertir qu'elle n'est pas tenue de parler, mais que tout ce qu'elle viendrait à déclarer pourrait être invoqué contre elle ; les règles interdisent surtout au policier d'interroger une personne en état d'arrestation. Mais M. Glanville L. Williams s'empresse d'ajouter que cette dernière interdiction est rarement observée et que même si le juge constate qu'une déclaration de l'accusé a été faite après son arrestation, il la considère généralement comme admissible. Loin de s'élever contre cette violation de règles pourtant strictes et précises, le rapporteur constate que leur abandon tacite est la preuve qu'elles empêchent la police d'exercer ses fonctions au mieux des intérêts de la collectivité. Il pense que le remède proposé d'autoriser l'assistance d'un avocat interdirait toute possibilité d'aveux spontanés. Il suggère plus prosaïquement d'écrouer immédiatement le détenu dans une maison d'arrêt pour le soustraire aux attentions des policiers responsables de son arrestation. M. Glanville Williams estime que le problème doit être repensé dans son ensemble. En France, on sait qu'une personne arrêtée ne peut être interrogée par la police, avant d'être amenée devant le procureur de la République, qu'en cas de crime ou flagrant délit. M. Vouin a exposé la situation qui résulte de la juxtaposition des articles 53 à 66 du Code de procédure pénale et des articles 101 à 107 du même Code. En Allemagne fédérale, la police peut interroger une personne arrêtée avant de l'amener devant le juge. Mais des règles très strictes régissent le mode d'interrogatoire et le délai imparti à la police. D'autre part, rappelle M. Walter R. Clemens, si le suspect a droit à l'assistance d'un avocat dès le début de l'enquête policière, l'avocat ne peut assister à l'interrogatoire, son droit se limitant à prendre connaissance des procès-verbaux. Un vaste mouvement d'opinion voudrait voir accorder à l'avocat un rôle plus étendu. En ce qui concerne les aveux obtenus hors délais, le juge allemand est libre d'user de son pouvoir discrétionnaire, mais il ne peut pas déclarer admissible des aveux arrachés par des méthodes illicites. En Israël, une personne arrêtée doit être amenée devant le juge dans le délai de 48 heures ; elle peut être interrogée par la police pendant cette période mais peut refuser de répondre, si ses déclarations risquent de provoquer son inculpation. Des aveux obtenus au cours de l'interrogatoire ne font preuve que si le juge acquiert la conviction qu'ils ont été spontanés. Bien que les *Judges'Rules* anglaises ne soient pas actuellement incorporées dans la loi israëlienne (mais elles le seront dans le Code de procédure pénale en voie d'élaboration) ces règles sont appliquées en fait. L'admissibilité des aveux demeure une question à trancher par le juge dans chaque cas particulier, des aveux, même spontanés, devant être confirmés par d'autres éléments de preuve. Les personnes détenues ont toujours le droit d'être assistées d'un avocat. M. Haruo Abe a clairement exposé la situation, assez peu satisfaisante à son avis qui donne à la police japonaise des droits très étendus. Ainsi la période au cours de laquelle un suspect peut être gardé à vue et interrogé sans mandat d'arrêt est de 72 heures. Si de nombreuses voix se sont élevées contre ce système trop « réaliste » dont l'objet est avant tout d'obtenir des aveux, M. Abe le défend en observant qu'au Japon, les juges répugnent à condamner en l'absence d'aveux et l'opinion publique serait mécontente si le nombre d'acquittements dépassait 1%. Le détenu a droit à l'assistance d'un avocat, mais le procureur peut apporter des limitations à ce droit. En Norvège, la police possède des droits étendus d'interrogatoire et son activité ne semble entravée par aucune règle très stricte. Le détenu doit être présenté au juge d'instruction dans les vingt-quatre

heures, mais il peut être interrogé par la police même après son arrestation régulière. Il peut demander l'assistance d'un avocat, mais il est rare de le voir se prévaloir de ce droit.

IV. — *La règle d'exclusion en matière de perquisitions et de saisies.* — Le professeur Francis A. Allen (*University of Chicago*) a brossé un tableau imagé — mais assez sombre — du droit américain en cette matière. La règle fondamentale est simple : dans un procès pénal, les preuves obtenues de l'accusé en violant le droit, qu'il tient de la Constitution, de ne pas être soumis à des perquisitions ou à des saisies irrégulières, seront écartées par le tribunal sur la demande de l'accusé. Mais cette règle souffre plusieurs exceptions, l'une étant qu'elle ne s'applique pas si les preuves ont été illégalement obtenues, non par les autorités, mais par un individu privé, la seconde est que les droits violés doivent être ceux de l'accusé lui-même et non ceux de tiers. Une troisième exception permet aux fonctionnaires d'un Etat d'offrir « sur un plateau d'argent » — selon la formule consacrée — aux fonctionnaires fédéraux les preuves qu'ils ont irrégulièrement obtenues et ces preuves peuvent être utilisées dans un procès fédéral si les agents fédéraux n'ont pas trempé dans les agissements irréguliers. Mais la jurisprudence récente de la Cour suprême dans les affaires *Elkins* et *Mapp* laisse planer un doute sur l'état actuel de cette dernière question.

Après avoir exposé la procédure applicable à la règle d'exclusion, le professeur Allen en définit les bases historiques et légales et rappelle qu'un grand nombre des Etats a refusé de s'y conformer — ce qui, on s'en doute, n'est pas pour simplifier une situation déjà extrêmement confuse.

Le professeur Monrad G. Paulsen (*Columbia University*) souligne que certains moyens de preuves, parfaitement valables par eux-mêmes, sont écartés par les tribunaux si leur obtention a été entachée d'irrégularité. Ce résultat risque d'aller à l'encontre du but poursuivi, puisque la police aura tendance à arrêter prématurément un suspect pour pouvoir procéder régulièrement à des perquisitions et des saisies qui seraient considérées comme illicites avant son arrestation. Le professeur Paulsen résume tout d'abord les principaux arguments avancés contre la règle d'exclusion : 1° l'application a pour conséquence évidente la relaxe de nombreux coupables ; 2° elle affaiblit le respect que la loi doit inspirer ; 3° la règle redresse une violation de la loi, sans donner aux intéressés l'occasion d'un débat ; 4° le danger social d'excès policiers a été fortement exagéré ; 5° enfin, et surtout, la règle n'atteint pas son objet, celui de décourager l'emploi par la police de méthodes illicites, puisque les irrégularités sont aussi nombreuses dans les Etats qui imposent la règle que dans ceux qui l'ignorent. Tout en admettant la force de ces arguments, le professeur Paulsen estime que la règle doit être maintenue par les Etats qui l'appliquent et adoptée par tous les autres. Les arguments moraux en faveur de la règle lui paraissent irréfutables et il s'efforce de démontrer qu'elle est constitutionnelle, qu'en pratique elle donne satisfaction, et que contrairement aux assertions de ses détracteurs, la règle a joué un rôle important dans l'amélioration des méthodes policières ; il se réjouit de constater que dans l'état actuel du droit américain, la bataille pour l'exclusion des preuves irrégulièrement obtenues peut être considérée comme gagnée.

M. Frank McGarr, du Barreau de Chicago, par contre, se déclare adversaire résolu de la règle qu'il estime mal conçue et inefficace. Reprenant les arguments réfutés par avance par le professeur Paulsen, M. McGarr insiste sur le danger de rompre l'équilibre entre les droits de l'individu et ceux de la société en faveur du premier et il fait observer que, si la règle avait les vertus que ses partisans lui accordent, il serait inconcevable que quarante Etats aient refusé de l'adopter.

Au Canada, expose M. G. Arthur Martin, la règle générale est que des preuves, par ailleurs admissibles, ne sont pas écartées du seul fait qu'elles ont été irrégulièrement obtenues, sauf s'il s'agit d'aveux. Les tribunaux ont le droit discrétionnaire d'écarter les preuves obtenues par des moyens illicites, mais ils n'ont jamais usé de cette faculté. C'est la règle qui est également appliquée en Angleterre depuis qu'en 1826, et plus tard en 1870, des preuves obtenues par des méthodes d'une flagrante irrégularité furent déclarées admissibles. Un arrêt du *Privy Council* rendu en 1955 a confirmé cette jurisprudence, en déclarant que le critère de l'admissibilité des preuves était l'intérêt qui s'y attachait, les tribunaux n'ayant pas à savoir comment elles avaient été obtenues. Mais le professeur Glanville Williams se demande pourquoi, si ce principe est valable, il ne s'appliquerait pas aux aveux. Il ajoute que, les décisions du *Privy Council* ne constituant pas des précédents auquel s'attache un respect absolu, cet important problème ne peut pas être considéré comme définitivement réglé. En droit français, a fait observer le professeur Robert Vouin, c'est la règle de l'intime conviction du juge qui est essentielle et il en résulte que — sauf certains cas exceptionnels — tous moyens de preuve peuvent être invoqués. Mais ce principe général est tempéré par la règle que les preuves doivent avoir été régulièrement obtenues, le juge ne pouvant former sa conviction intime que sur des preuves obtenues et présentées conformément à la loi. En droit français, la condamnation d'un accusé ne peut s'appuyer sur des preuves illicites, car celles-ci doivent être écartées des débats. M. Walter Clemens rappelle qu'en Allemagne, c'est la règle d'une libre appréciation des moyens de preuve qui prévaut. Mais cette liberté de principe connait certaines limites. Plusieurs dispositions du Code de procédure pénale écartent des aveux obtenus par des méthodes illicites, d'autres réglementent les perquisitions et les saisies, ainsi que le droit de procéder à des fouilles, à des prises de sang, etc. En fait, la loi allemande est arrivée à un véritable compromis, n'écartant les preuves que dans quelques cas où la violation des droits fondamentaux et d'intérêt général sont particulièrement sérieux. En Israël, c'est la règle de *common law* qui s'applique : le tribunal, pour apprécier l'admissibilité des preuves, ne recherche généralement pas les méthodes par lesquelles elles ont été obtenues. Cependant, comme en Angleterre, une exception est faite à l'égard des aveux bien que l'on puisse soutenir qu'en principe, il n'y a aucune différence entre des aveux obtenus irrégulièrement et des preuves saisies illicitement. Au Japon, depuis de nombreuses années, les preuves obtenues par des méthodes illégales sont déclarées admissibles. Dans l'opinion de M. Haruo Abe, le meilleur moyen de concilier les points de vue idéaliste et réaliste sur cette question délicate consiste à chercher une solution pratique qui tient compte des faiblesses de l'homme autant que de sa sagesse : le premier pas vers ce but serait d'accorder plus de crédit aux preuves fournies par des procédés scientifiques que par les aveux, ce qui nécessiterait un effort éducatif, non seulement à l'égard des policiers, mais aussi du public. M. Anders Bratholm, dans un long rapport d'un intérêt soutenu, a exposé la situation en Norvège, qui peut se résumer comme suit : il n'a pas paru nécessaire d'établir de règle absolue dans un sens ou dans l'autre, chaque cas devant être jugé d'après ses circonstances particulières — ce qui est également la règle dans les autres pays scandinaves. Pour trancher la question d'admissibilité, quelques principes généraux peuvent être posés : — la difficulté de déclarer admissibles des preuves obtenues par des violations trop flagrantes de la légalité — la difficulté d'écarter des preuves illicitement obtenues quand le résultat serait de remettre en liberté un individu extrêmement dangereux ; de même, il semble peu raisonnable d'écarter des preuves obtenues irrégulièrement par un individu privé, ou en violant les droits d'un tiers. En définitive, déclare M. Bratholm, s'il existe d'excellentes raisons d'écarter les preuves obtenues au moyen d'irrégularités délibérées et sérieuses, en fait les tribunaux n'ont pas l'occasion de le faire car le ministère public se refuse à invoquer ces moyens de preuve.

Nous n'avons pas hésité à donner un développement exceptionnel à cette information en raison du très grand intérêt des thèmes étudiés par les congressistes au cours de deux journées particulièrement chargées.

R. M.



## NORTHWESTERN UNIVERSITY SCHOOL OF LAW

(Chicago - U. S. A.)

*Bourses d'Etudes* (année 1962-1963)

La *Northwestern University School of Law* accorde à des personnes étrangères diplomées en droit quatre bourses d'études d'un an, offertes par la *Ford Foundation*.

Deux de ces bourses concernent l'étude du droit pénal, les deux autres celle du droit international. Peuvent bénéficier des premières les titulaires d'un diplôme de droit pénal. Les secondes sont réservées de préférence aux titulaires d'un diplôme de droit international, mais peuvent être accordées à des personnes diplômées dans une autre branche du droit.

Le programme des études permet l'obtention du titre de *master of laws*, ou, si l'étudiant se trouve dans les conditions requises, du titre de *doctor of juridical science*.

Le montant de chaque bourse est de $3.000, somme destinée à couvrir les frais d'études et de séjour ; les frais de voyage sont à la charge des bénéficiaires.

Les personnes qui désirent bénéficier d'une de ces bourses pendant l'année universitaire 1962-1963 doivent déposer leur dossier avant le 15 février 1962 (1).

### COURS DE CRIMINOLOGIE
Université de Bar-Ilan (Israël)

Un cours de criminologie, sanctionné par un diplôme, est organisé pendant l'année 1961-1962, à l'Université de Bar-Ilan (Israël).

Placé sous le patronage des ministères de la Police et des Affaires sociales, ce cours est destiné aux membres des différents services spécialisés dans les questions de prévention du crime et de traitement des délinquants ; il sera donné sous la direction du Dr S. Shoham, du ministère de la Justice.

Le progamme des études comprend les matières suivantes : criminologie, philosophie pénale et pénologie, criminalistique et administration de la police, médecine légale, droit pénal et procédure pénale, psychologie, psychopathologie, statistiques et méthodes de recherches.

Un comité consultatif a été constitué, sous la présidence de M. H. Cohen, juge à la Cour suprême d'Israël.

(1) Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser : *Northwestern University School of Law*, 357 East Chicago Avenue, Chicago 11, Illinois, Etats Unis d'Amérique.

# Notes bibliographiques

## I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL, PROCÉDURE CRIMINELLE ET OUVRAGES AUXILIAIRES

*What is Justice ? Justice, Law and Politics in the Mirror of Science* (Qu'est-ce que la Justice ? Justice, Droit et Politique dans le miroir de la science) par Hans Kelsen, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 397 pages.

L'ouvrage de M. Kelsen n'est, quant à la forme, qu'une collection d'*essais*, les uns ayant été publiés auparavant dans différentes revues américaines, les autres paraissant ici pour la première fois. En réalité, la diversité des sujets traités — s'étendant de l'idée de justice dans l'Ecriture Sainte et des conceptions de cette même idée chez Platon, Aristote et dans la doctrine moderne du droit naturel à la politologie, aux rapports du droit et de l'Etat et à l'analyse du système normatif du droit — cette diversité n'est, en fait qu'un moyen pour mieux illustrer, en l'éclairant de plusieurs côtés à la fois, le concept de justice. A cet égard, les essais à caractère historique apparaissent eux-mêmes comme une vaste introduction à une partie plus systématique, inaugurée par la détermination de la fonction des jugements de valeur dans le domaine du droit, continuée par la définition du droit en tant que « technique sociale spécifique », complétée par un large parallélisme entre la Théorie pure du droit (Kelsen) et la Science analytique du droit (Austin), couronnée, enfin, par trois importantes recherches, expliquant, d'un point de vue à la fois phénoménologique et logique, les rapports entre causalité et rétribution, entre causalité et responsabilité, entre science et politique.

Sur plus d'un point, qu'il nous serait difficile de relever à cet endroit, l'auteur parvient à rendre encore plus explicite sa pensée profonde que dans ses publications antérieures. Plus que jamais, en terminant la lecture de son ouvrage on est convaincu qu'il a su donner l'exposition définitive du positivisme, de ses prémisses méthodologiques et philosophiques, de ses aboutissements logiques et pratiques inévitables. Mais l'on se pose alors naturellement la question de savoir si le positivisme, ainsi « achevé », n'est lui-même qu'*une* conception possible de la justice, sans être toute la justice (toute la connaissance de la justice), si la validité hypothétique de la norme qu'il postule n'est pas justement mise en cause à nouveau, dès que le droit positif et historique, prenant conscience de sa finitude en tant que système, s'efforce de se dépasser, en révisant ses concepts, parmi lesquels figure notamment l'idée de crime, de responsabilité et d'imputabilité. Or, il importe à notre sens de rechercher dans quelle mesure la proposition kelsenienne : « l'homme est libre du fait que sa conduite est le point terminal de l'imputation (causale) » risque de devenir inopérante ou du moins insuffisante dès que l'on a été amené à poser — positivement et concrètement — en même temps que la responsabilité de l'individu délinquant celle de l'ordre légal lui-même envers l'homme en général. A ce niveau d'évolution des concepts et des institutions, évolution qui n'est point imaginaire mais réelle, l'interprétation mécaniste et formaliste — quoique « normative » — du rapport « crime-sanction » s'avère, certes, impuissante à investir toute la complexité des manifestations juridiques, en particulier celles du droit criminel, aux yeux duquel la personne humaine tend justement à ne plus être un simple « centre d'imputation » pour devenir un but. En vérité, quand on se place sous cet angle, on comprend que la crise du droit et des institutions n'est qu'un autre aspect de la crise de l'homme et de sa liberté, dont la conception étroite et formelle, telle qu'elle nous a

été léguée par les positivistes, ne satisfait plus aux impératifs de l'heure présente. Cependant, rien n'est plus utile à cet égard que de se pencher sur la technique du positivisme lui-même, rendue en quelque sorte translucide grâce à l'exposition magistrale de la part de son maître actuel, en mesurer les limites intellectuelles, avant de s'avancer plus loin dans l'éternelle réélaboration des principes et des méthodes.

Georges VLACHOS.

*Seuils d'âge et législation pénale. Contribution à l'étude du problème des jeunes adultes délinquants*, Publications du Centre d'études de défense sociale de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, t. VIII, Paris, Editions Cujas, 1961, 256 pages.

La Société Internationale de Défense sociale avait choisi pour thème de son sixième Congrès, celui qui s'est tenu en mai 1961 à Belgrade (1), la question de savoir dans quelle mesure se justifient des différences dans le statut légal et le traitement des mineurs, des jeunes adultes et des adultes délinquants. Le Centre de défense sociale, constitué à l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris sous la direction de M. le Procureur général Besson, lui a en réponse offert toute une collection d'études issues des travaux de quatre commissions, médico-psychologique, sociologique, pénitentiaire et pénale, respectivement présidées par M. le Professeur Heuyer, M. Chombart de Lauwe, M. l'avocat général Germain et M. le Professeur Levasseur. Deux de ces commissions se sont appliquées à faire dans un rapport général œuvre de synthèse. Les deux autres ont mieux aimé laisser à leurs membres le soin d'exposer leurs vues dans des rapports particuliers. Il en est résulté un livre d'une grande richesse d'information, au moins en ce qui touche les délinquants du sexe mâle, mais difficile à condenser. M. le Conseiller Ancel et M. le Premier substitut Herzog en ont, dans leur introduction, parfaitement marqué l'orientation d'ensemble : il tend « moins à définir un nouveau stade d'âge qu'à relier les stades jusqu'alors arbitrairement séparés par la majorité pénale et à jeter ainsi les fondements d'un système unifié et continu de réaction anticriminelle ».

L. H.

*Essays in Criminal Science* (Essais de science criminelle), publiés sous la direction de Gerhard O.W. Mueller, South Hackensack, N. J., Fred B. Rothmann Sco, Londres, Sweet & Maxwell Ltd., 1961, 460 pages.

Fondé il y a cinquante ans, le *Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science* a pendant ce demi-siècle, sous la direction éclairée de M. Robert Harvey Gault, largement contribué aux progrès de la science criminelle en Amérique. Et c'est à l'occasion de ce cinquantenaire qu'est dédié au Dr Gault, au moment où il prend sa retraite, ce que nous appellerions un volume de *Mélanges*. Il est édité par les soins de M. Gerhard O. W. Mueller, au nom du Comité qui, sous le patronage de l'Université de New-York, a pris à tâche de développer en Amérique les études de droit pénal comparé.

Il se compose de dix-sept articles émanant de criminalistes choisis parmi les plus en vue des deux mondes. Ils se répartissent en quatre groupes qui en comprennent, le premier, cinq, et les autres, quatre.

Le premier groupe a pour point de mire la criminologie. Le professeur Manuel Lopez-Rey témoigne de sa défiance vis à vis des tables de prédiction mises en vogue en particulier par les Gluecks. Le professeur Paul W. Tappan esquisse à grands traits l'évolution de la peine depuis les origines jusqu'à l'apparition de l'Ecole classique au XVIII^e siècle. Le professeur Hans von Hentig, avec sa curiosité coutumière, cherche les raisons pour lesquelles, assez souvent, le criminel se risque à revenir sur le lieu du crime. Le professeur Franco Ferracuti traite de l'emploi en criminologie des tests psychologiques. Le professeur Helen Silving, la *First Lady* parmi les criminalistes d'Amérique, se livre à une étude si poussée du principe de légalité (*Rule of Law*) qu'elle court le danger, a-t-on dit, de choquer aussi bien les extrémistes de la défense sociale que les classiques les plus intransigeants.

Le deuxième groupe s'attache au droit pénal général. Le professeur Jerôme Hall, après avoir ramené à sept les principes sur lesquels il repose dans les pays anglo-saxons,

(1) V. cette *Revue*, *supra*, p. 638.



conseille de restreindre les sanctions pénales aux fautes volontaires ou assimilables et aussi de s'inquiéter moins des textes que de l'application qui en est faite. Le professeur Mueller confronte en matière de causalité les conceptions anglo-saxonnes et les doctrines allemandes. Le professeur Johs. Andenaes dit la place faite à l'erreur de droit dans les pays scandinaves et plus spécialement en Norvège. Le professeur James E. Starrs suit dans leur développement historique les infractions aux règlements qui n'exigent pas la *mens rea*.

Le troisième groupe se tient aux confins du droit pénal et de la médecine légale. Le doyen Norval Morris montre comment en Australie la défense fondée sur l'insanité d'esprit est aujourd'hui plus largement admise qu'en Grande-Bretagne. Le professeur J. K. J. Edwards s'applique à fixer la part faite en Ecosse et en Angleterre à la responsabilité diminuée. Le professeur Glanville Williams s'occupe des actes commis en état d'inconscience ; le professeur Morris Ploscowe, du traitement des intoxiqués.

Le quatrième groupe est consacré aux travaux législatifs. Le conseiller Marc Ancel dépeint l'ancêtre des Codes pénaux d'aujourd'hui, le Code français de 1810. Le professeur Hans Heinrich Jescheck présente la réforme, actuellement en cours, du Code pénal allemand de 1871. M. George Ginsburgs et M. George Mason signalent les derniers changements survenus dans la législation pénale soviétique. Le professeur Shigemitsu Dando retrace l'évolution et l'organisation actuelle de la procédure pénale au Japon.

L. H.

*Das Strafrecht* (Le droit pénal) publié sous la direction du Doyen D. Th. Heckel, Munich, Evangelischer Presseverband für Bayern, 1959, 71 pages.

Les juristes munichois de confession luthérienne évangélique se sont en 1959, pour la huitième fois, réunis sur invitation du doyen D. Th. Heckel pour discuter de questions intéressant à la fois la théologie et le droit. Ils ont pris pour thème : la peine. Le professeur Walter Künneth, de l'Université d'Erlangen, a présenté la peine dans la perspective de la Bible. Le procureur général Heinz Fritz, de Francfort-sur-le-Mein, membre de la Grande Commission de droit pénal du ministère fédéral de la Justice, a lumineusement exposé les idées directrices du projet de Code pénal sorti des travaux de cette Commission. Le professeur Edmund Mezger, de l'Université de Münich, a souligné, avec sa haute autorité, la nécessité de maintenir la notion de faute à la base du droit pénal de l'avenir. Le procureur général de Münich, M. Rudolf Trabert, après avoir parlé de la façon dont les peines sont en pratique mesurées et de la manière dont elles devraient l'être, n'a pu s'empêcher de décocher quelques moqueries à l'adresse des établissements pénitentiaires où les prisonniers sont aujourd'hui, à ses yeux, trop bien traités et aussi de regretter, quoique la question ne fût pas au programme, l'abolition de la peine de mort.

L. H.

*Recht und Individualität* (Droit et individualité), par Heinrich Henkel, Berlin, Walter de Gruyter & Co., 1958, 87 pages.

Le concept de l'individualité est particulier, imprécis, ambigu, mais c'est un fait humain. Comment concilier ses caractères avec les propriétés générales, précises et nettes que doit comporter le concept du droit ?

C'est la question que s'est posée, comme tant d'autres avant lui, M. le Dr Heinrich Henkel, professeur à l'Université de Hambourg. Sa réponse est contenue dans le présent opuscule. Elle a le grand avantage de faire sentir les difficultés du problème. Les éléments constitués par la personnalité du justiciable et par les circonstances du fait sont évidemment de ceux qui entrent nécessairement dans le cadre d'une appréciation juridique. Mais ce n'est pas chose aisée que de les amalgamer. L'« individualité » de chaque cas émerge d'un tourbillon où s'affrontent les tendances antinomiques de l'idée du droit : la particularité et la généralité, la finalité et le besoin de sécurité. Il appartient au législateur qui fixe la généralité constante de donner au praticien (*Rechtsanwender*) la délégation de pouvoirs suffisants pour procéder à une discrimination concrète des composantes de l'espèce. M. Henkel s'est efforcé de démontrer qu'aujourd'hui la jurisprudence allemande est l'aboutissement d'une telle délégation. Selon l'auteur, il ne s'agit pas là d'un caprice de la mode, mais d'une démarche mûrement délibérée. En fin

de compte, dit-il, on cherche à appliquer le vieil adage : *Bene judicat qui bene distinguit.* La formule, malgré son âge, reste si frappante qu'on ne peut qu'y souscrire.

R. NEHER.

*Zur Sozialreform des Rechts* (Contribution à la réforme sociale du droit), par L. H. Adolph Geck, Stuttgart, Ferdinand Enke Verlag, 1957, 65 pages.

L'ampleur acquise, ces temps derniers, par la notion d'un droit social s'explique par la tournure que prend l'histoire de l'humanité. Quelles sont les grandes lignes de cette évolution ? M. Geck — qui est Dr. phil., Dr. jur. et Dr. mg. hab. — s'est attaché à les évoquer dans une brochure fort intéressante, consacrée à la problématique sociale dans la philosophie du droit contemporain. Partant des théories des physiocrates, montrant les progrès accomplis par les sciences économiques au XIX^e siècle, M. Geck fournit un exposé succinct des thèses qui se sont fait jour en droit public, en philosophie du droit et en sociologie, jusqu'à nos jours. Son tableau est sommaire mais bien brossé et assez exhaustif. On y trouve d'abondantes citations et des références heureuses à des ouvrages importants (comme celui de M. Gurvitch, *L'idée du droit social*). M. Geck pense qu'à l'heure actuelle la solution de la réforme sociale du droit commence à se dessiner. Il estime que cette réforme prendra la forme d'une rénovation de l'ordre social. Il s'agira, pense-t-il, de la rénovation préconisée par tous ceux qui ont pressenti le rôle capital de l'économie politique et du droit social, notamment par Dupont de Nemours quand il écrivait (*Correspondance avec J.-B. Say*) : « L'économie politique est la science de la justice éclairée dans toutes les relations sociales intérieures et extérieures ».

R. NEHER.

*Hegels Lehre über Staat und Recht und seine Strafrechtstheorie* (La doctrine de l'Etat et du droit de Hegel et sa théorie du droit pénal), par A.-A. Piontkowski, traduit du russe par Anna Neuland, Berlin, VEB Deutscher Zentralverlag, 1960, XXXIV-432 pages.

La conception hégélienne du droit pénal fait partie intégrante d'une philosophie du droit et de l'Etat plus large, et cette philosophie se présente à son tour comme le point culminant d'une conception métaphysique du monde, métaphysique parfaitement cohérente, mais particulièrement difficile, par sa terminologie aussi bien que par sa forme et le mode de son exposition. Aussi le professeur Piontkowski a-t-il eu tout à fait raison de ne pas procéder à l'étude du droit pénal de Hegel sans faire en même temps l'exposé succinct de sa doctrine du droit et de l'Etat en général. Ce faisant, il s'est trouvé impliqué dans le vaste débat qui, depuis cent cinquante ans, oppose les juristes et les philosophes au sujet de la valeur scientifique de la signification et de la portée idéologique des conceptions hégéliennes.

Il ne serait pas, certes, possible de nous étendre ici sur cet aspect polémique — mais combien passionnant — du problème. Disons tout de suite que l'ouvrage (qui a paru pour la première fois en russe en 1947, mais a été réélaboré par l'auteur en vue de la présente édition allemande) se situe à un niveau d'incontestable objectivité scientifique et historique, quoique la charge, à première vue excessive, de citations de textes de Marx et de Engels soit de nature à induire en erreur quant à la nature et au caractère de la recherche. En fait, M. Piontkowski n'invoque les documents des fondateurs du socialisme scientifique, particulièrement importants dans ce domaine, que dans un dessein constructif et critique, conjointement à une analyse personnelle approfondie, ayant précisément pour objet essentiel de dégager la philosophie hégélienne du droit, celle du droit pénal en particulier, de nombreuses équivoques qui ont pesé lourdement sur elle à la suite d'interprétations unilatérales ou erronées de ses partisans et de ses adversaires ; il parvient ainsi à éclairer d'une lumière nouvelle à la fois la signification méthodologique générale de la philosophie du droit de Hegel et les limites idéologiques de sa pensée, juridique, sociale et politique.

Pour ce qui est de la théorie du droit pénal, dont les principes et la méthode sont étudiés avec beaucoup de soin selon la triple référence hégélienne au droit abstrait, à la morale et à la *Sittlichkeit* (cette dernière réunissant synthétiquement les éléments objectifs et les éléments subjectifs impliqués par les premiers), l'auteur montre ce que la doctrine d'Hegel comporte d'enrichissements ou d'élargissements notables par rapport



aux conceptions féodales allemandes antérieures ou en comparaison avec les idées plus récentes de Kant et de ses disciples. Or, les démarches les plus novatrices de l'auteur de la *phénoménologie* en cette matière — la notion de la peine comme un droit subjectif du délinquant, l'inclusion des éléments subjectifs du délit dans la théorie générale du droit pénal, la condamnation des délits d'intention, certaines revendications libérales dans le domaine de la procédure criminelle, etc. — n'ont pas toujours été suivies par les criminalistes hégéliens, tels que Abbeg, Köstlin et Berner ; mieux encore, Hegel a lui-même affaibli la portée, révolutionnaire à certains égards, de sa pensée philosophique, par un ensemble d'idées et de conceptions réactionnaires, dont celles concernant la licéité de la censure et de la répression policière des opinions sont les plus caractéristiques, sans toutefois être les seules. Le bilan définitif de telles contradictions, qui ne sauraient être expliquées autrement que par la volonté de compromis à l'égard de l'absolutisme politique et des structures féodales de la Prusse, se traduit, sur le plan de la théorie pénale, par un formalisme à outrance, dont le jeune Marx soulignait déjà les faiblesses intrinsèques, et dont M. Piontkowski s'attache aujourd'hui à nous montrer toute la signification profonde, tant au point de vue de ses incidences directes sur l'élaboration des concepts du droit pénal que par rapport à ses répercussions et implications plus lointaines sur la philosophie générale du droit et de l'Etat.

Nous ne saurions terminer ce bref compte rendu sans souligner l'intérêt que présente également pour le lecteur la très suggestive introduction du professeur John Lekschas. Tout en rappelant les multiples vertus de l'ouvrage, M. Lekschas apporte, en effet, quelques illustrations et éclaircissements complémentaires sur la façon dont les criminalistes allemands, de von Liszt à H. Welzel et à R. Maurach, ont interprété ou critiqué les conceptions pénales du philosophe, esquissé son portrait idéologique et, reliant en termes vigoureux et précis son idéalisme gnoséologique et son personnalisme juridique et moral à son individualisme économique, il laisse apparaître avec une évidence parfaite le contenu essentiel de sa pensée pénale.

Georges VLACHOS.

*Uber die Folter. Untersuchungen zur Geschichte der Folter* (Sur la torture. Recherche sur l'histoire de la torture) par Christian Thomasius, traduit et publié par Rolf Lieberwirth, Weimar, Hermann Böhlaus Nachfolger, 1960, 197 pages.

A une époque où la torture est malheureusement revenue à l'ordre du jour, il est extrêmement intéressant que les grands ouvrages fondamentaux sur la question deviennent accessibles au grand public. *Sur la torture. Recherche sur l'histoire de la torture* appartient certainement aux classiques en la matière.

Christian Thomasius (1655-1728) était un philosophe et un juriste allemand partisan de la théorie du droit naturel et connu pour sa lutte contre l'intolérance et la torture. Il a exercé une très forte influence en son temps et a certainement été de ceux qui ont contribué le plus dans son pays à l'abolition de la torture. Ainsi c'est certainement comme conséquence de la publication du présent ouvrage qu'un édit prussien du 13 décembre 1714 décréta que tout arrêt portant application de la torture et toute condamnation à mort pour affaires de sorcellerie devraient être présentés personnellement au roi pour confirmation. D'autre part, quelque temps après l'avènement au pouvoir de Frédéric II de Prusse, ce dernier interdit, le 3 juin 1740, l'application de la torture pour tout crime autre que les crimes de lèse-majesté, de haute trahison et de meurtre ; et ces exceptions mêmes furent abolies par des ordres du cabinet des 27 juin et 4 août 1754.

Thomasius n'a pas été le premier à élever sa voix contre la torture, mais il a certainement été le premier dont la voix a été entendue et, comme l'écrit M. Lieberwirth, n'a pu être écartée, même si, parmi ses successeurs, Voltaire et Beccaria sont plus connus encore.

Pour bien comprendre la portée de son influence, il faut savoir — et c'est ce que l'auteur s'efforce d'éclairer — comment la torture est entrée dans le droit pénal allemand et combien elle y était ancrée.

Notons que cet ouvrage est l'un des rares de Thomasius qui n'ait pas été traduit encore du latin dans une langue moderne. Il comporte une préface et un chapitre introductif sur la réception de la torture dans la procédure pénale allemande du Moyen-Age ; nous trouvons ensuite la thèse de Thomasius en traduction juxtaposée latin-allemand, se composant elle-même d'une introduction, d'une première partie intitulée : *La procédure*

*de la torture reconnue par le droit civil et les mœurs*, et d'une deuxième partie intitulée : *La moralité et l'injustice de la torture*. En dernier lieu vient, en latin et en allemand également, la réponse que donna le président de la thèse à Thomasius.

Il est utile, pour bien situer l'ouvrage, de donner une brève indication, que nous devons à l'obligeance de l'auteur, en ce qui concerne la présentation des thèses au XVIII[e] siècle en Allemagne. En réalité, ce n'est pas Thomasius lui-même qui a soutenu la thèse le 21 juin 1705, mais le savant Martin Bernhardt, originaire de Pommern. Ainsi que nous le fait savoir aimablement M. Lieberwirth, « à cette époque le *Präses* était considéré comme l'auteur de la thèse. C'était naturellement le répondant qui l'écrivait, mais sur la demande du *Präses* et sous sa direction constante, de sorte que celui-ci pouvait être estimé tout au moins comme son père spirituel. La tâche capitale du répondant consistait dans la défense orale des points de vue défendus dans la thèse. Les répondants eux-mêmes ne se considéraient pas comme les auteurs indépendants de leurs thèses (v. p. 153). A cet endroit Bernhardt renvoie le « lecteur curieux » à la *Dissertation* de Christian Thomasius, c'est-à-dire à la *dissertatio de crimine magiae* qui avait été présentée par le répondant Reiche en 1701 et écrite dans les mêmes conditions que sa propre thèse. Ceci explique que Thomasius ait pu être considéré comme l'auteur de cent cinquante dissertations ».

Tous ceux qui s'intéressent à la question de la torture liront cet excellent ouvrage, parfaitement présenté, avec le plus grand profit et le plus grand intérêt.

Y. M.

*Voltaire and the Calas Case* (Voltaire et l'affaire *Calas*), par Edna Nixon, Londres, Victor Gollancz Ltd., 1961, 224 pages.

En 1761, à Toulouse, un protestant, Jean Calas, fut accusé d'avoir assassiné son fils Marc-Antoine pour l'empêcher de faire retour au catholicisme. Les passions religieuses s'échauffèrent. Après un procès inique, Jean Calas périt sur la roue.

Il n'avait cessé, sous la torture, de clamer son innocence. Elle fut reconnue à la suite d'une campagne, orchestrée par Voltaire, qui aboutit en 1765 à un arrêt de réhabilitation.

Sur cette lamentable erreur judiciaire, on a déjà beaucoup écrit. Mais les criminalistes n'en seront pas moins curieux de lire le beau livre de Mme Edna Nixon où la sensibilité féminine s'allie à une connaissance approfondie de la procédure pénale en France sous l'Ancien Régime.

L. H.

## II. — SCIENCES CRIMINOLOGIQUES

*Crime, Justice and Correction*, par Paul W. Tappan, New-York, Toronto, Londres, Mc Graw-Hill Book Company, 1960, 781 pages.

M. Paul W. Tappan est assurément, parmi les criminologues américains, un de ceux qui ont le plus justement acquis une réputation internationale. Ses études sur la délinquance juvénile, les problèmes pénitentiaires, les délinquants sexuels et, plus largement encore, sur les aspects sociaux de la réforme pénale, sa participation, très remarquée, à de nombreuses Commissions américaines, à certains Congrès internationaux et à la préparation du *Model Penal Code* de l'*American Law Institute* le désignaient tout naturellement pour tenter une vaste synthèse destinée à intéresser à la fois le sociologue, le criminologue, le criminaliste et le pénologue. Tel est précisément l'objet du très important ouvrage qu'il vient de publier, fruit de recherches longtemps poursuivies, d'une expérience précieuse et de connaissances aussi remarquables par leur étendue que par la maîtrise et l'esprit critique qui permet à l'auteur, en pleine possession de sa science, de les dominer et non pas — ce qui est trop fréquent en pareille matière — de paraître dominé par elles.

Dès les deux premières pages, lumineuses, de sa préface, M. Tappan nous avertit de son but et de sa méthode. Son esprit critique autant que sa loyauté scientifique lui ont permis de comprendre les excès auxquels aboutissaient beaucoup de criminologues modernes qui, aux Etats-Unis surtout, cherchent, soit à simplifier — au bénéfice d'une théorie unitaire — la complexe étiologie du crime, soit à donner une importance exagérée aux doctrines « socio-culturelles » (au sens américain de ce dernier terme) dans la recherche des facteurs criminogènes. Sans méconnaître — particulièrement pour les Etats-Unis — le rôle de ces facteurs sociaux dans l'étude du comportement criminel, M. Tappan entend redonner leur place aux facteurs individuels, biologiques et psychologiques et surtout à la notion même de personnalité, plus exactement même d'individualité. Si l'on en avait le loisir — et la place — il vaudrait la peine d'essayer de situer la position de M. Tappan au regard, d'une part, de la criminologie américaine contemporaine, et, de l'autre, des doctrines européennes, lesquelles hésitent encore parfois à se placer, même quand il le faudrait, sur le plan de la *behavioral science*.



C'est moins sans doute dans un dessein d'apparente modestie ou, si l'on préfère, d'originalité concertée que pour mieux rendre explicite sa position de départ, que M. Tappan, tout en entendant inclure dans son ouvrage *the fundamental subject matter of criminology*, lui a donné un titre en quelque sorte descriptif. Pour lui, les problèmes criminels se ramènent à trois questions essentielles : le phénomène du crime (et celui du délinquant), l'action anti-criminelle qui s'exerce par la recherche et la sanction du crime accompli, le traitement du délinquant reconnu comme tel. D'où trois parties, dont la première cherche à définir le fait criminel, à en décrire les formes et les expressions, compte tenu d'une certaine géographie de la délinquance, à en préciser les causes, puis à en examiner l'auteur et, le cas échéant, les différentes catégories d'auteurs.

Le titre de la deuxième partie (*The Administration of Justice*) peut à première vue prêter à confusion. Il ne s'agit pas ici, en effet, comme dans trop de manuels de criminologie américains, d'une description sommaire et simplifiée de l'organisation judiciaire et de la procédure criminelle à l'usage d'étudiants non juristes. Toutes les indications nécessaires sont bien contenues dans l'ouvrage, au point que les criminalistes eux-mêmes y trouveront, spécialement du point de vue comparatif, d'utiles matières à réflexion. M. Tappan se place résolument, et beaucoup plus nettement que ne l'ont fait en général les criminologues, sur le plan de l'étude sociologique des mécanismes policiers et judiciaires et sur le plan — combien négligé ! — de la politique criminelle. De ce point de vue, les considérations de l'auteur sur le problème de la peine, en tant que réaction sociale antidélictuelle, sur le jeu de la procédure pénale, envisagée dans cette même perspective, sur l'efficacité de l'appareil judiciaire, sur la détermination de la sanction par le juge (*sentencing*), sur les réformes récentes (des *juveniles courts* à l'*adult authority* ou au système spécial de protection contre les délinquants sexuels) ou les réformes possibles, comptent certainement parmi les plus réfléchies, les plus documentées et les plus suggestives que nous ait données la littérature criminologique américaine.

Bien qu'elle soit, elle aussi, d'un grand intérêt, la troisième partie — pénologie — paraîtra peut-être moins neuve. On notera cependant l'effort nouveau de M. Tappan pour envisager le problème du « traitement » dans son ensemble et pour présenter une synthèse préalable des diverses données de ce problème. Les différentes questions, et les difficultés essentielles que soulève ou que rencontre l'action pénitentiaire sont depuis longtemps familières à M. Tappan. Il sait aussi bien les situer que les exposer, et dans ses développements les expériences d'hier ou d'aujourd'hui ouvrent naturellement des perspectives d'avenir.

M. Tappan s'est voulu avant tout objectif. Certes, sur tous les grands problèmes, de la définition du comportement criminel (envisagé comme la réaction de l'individu aux influences du milieu comme à celle de l'expérience personnelle), ou des facteurs sociaux du crime à l'effet intimidant de la peine (à qui M. Tappan accorde sans doute un trop large préjugé favorable) et à la philosophie de l'action judiciaire ou pénitentiaire, l'auteur, on le sent, a une position ferme, et longuement mûrie. Mais sa critique, parce qu'elle est sûre et réfléchie, reste toujours nuancée. Il sait d'ailleurs admirablement discerner, puis mettre en valeur les tendances nouvelles en tant qu'elles visent à élaborer une humanisme pénal. Il peut d'autant mieux le faire qu'il signale avec pertinence les excès, et surtout les simplifications excessives, de certaines théories « modernistes ». Ce beau livre est fait de réflexion, de méthode, et d'une vaste science mise au service de l'homme. On peut, sur certains détails, n'être pas d'accord avec M. Tappan : on ne peut pas ne pas admirer en lui l'homme et le savant.

M. A.

*The Problem of Delinquency*, publié par Sheldon Glueck, Boston, Houghton Mifflin Company, Cambridge (Mass.), The Riverside Press, 1959, 1183 pages.

Voici une œuvre ambitieuse, délibérément entreprise et méthodiquement poursuivie. On connaît les études remarquables de M. Sheldon et de Mme Eleanor Glueck sur la délinquance juvénile, ses manifestations, ses causes et le devenir des jeunes délinquants. Dans le Séminaire qu'il a dirigé pendant deux ans à la *Harvard Law School* sur le problème de la délinquance, le professeur Sheldon Glueck a été mis à même, une fois de plus, de comprendre comment ce problème, essentiellement inter-disciplinaire, n'était pas en général, compris dans toute sa complexité : il s'est efforcé de le mieux faire saisir à ses étudiants, et il a eu le désir légitime d'en mieux informer tous ceux qui, sur le plan judiciaire, social, administratif, pénitentiaire — ou doctrinal — participent à la réaction anti-criminelle. Il n'a pas manqué d'être frappé de ce que tous les spécialistes, juristes, médecins, psychiatres, psychologues et psychanalistes, travailleurs sociaux, agents de probation, pénologues et fonctionnaires des établissements de traitement avaient tendance, trop souvent encore, à ramener les données — et à rechercher les solutions — du problème dans les limites étroites de leur spécialité. Le développement de la criminologie moderne, à qui les Glueck ont apporté une contribution de premier ordre, a été souvent — M. Sheldon Glueck le marque dès l'abord — contrarié par la tendance de la plupart des spécialistes à réclamer la primauté, sinon même l'exclusivité, pour leur propre discipline. D'où, au départ, une fâcheuse simplification du problème, que masque souvent l'abondance des connaissances — ou parfois, plus commodément, l'abondance des citations du spécialiste, d'autant plus à l'aise qu'il ramène tout à sa spécialité. A quoi sans doute il conviendrait d'ajouter — ce que ne stigmatise pas assez la lucidité pourtant très éveillée de M. Sheldon Glueck — l'abus incontrôlé d'un certain vocabulaire pseudo-scientifique dont aiment se griser les autodidactes, encore si nombreux dans cette science toute neuve, et qui paraissent comme intoxiqués par leurs propres découvertes...

Pour réagir contre ces tendances diverses, également contraires à une saine approche du problème criminologique, M. Sheldon Glueck, avec une patience méritoire, a entrepris de réunir une série de matériaux de travail, ouvrant aux étudiants déjà avancés comme aux spécialistes de l'action anticriminelle toutes les perspectives utiles. La tâche était éminemment malaisée et peu de savants pourraient se flatter d'avoir pu l'entreprendre avec autant de chances de succès que M. Sheldon Glueck. Il y fallait autant de méthode et de courage que d'abnégation. La difficulté essentielle était celle du choix des matières, que compliquait du reste celle d'une coordination indispensable, entre les différentes contributions.

Il était difficile en effet que l'ouvrage entier émanât d'un seul spécialiste, encore que, se restreignant à moins de questions peut-être, M. Sheldon Glueck eût pu sans doute nous donner lui-même, et sous sa seule responsabilité, un ouvrage d'ensemble singulièrement suggestif. Il est permis d'espérer que cette *Somme*, aujourd'hui publiée par lui, n'est que le prélude d'une synthèse plus rigoureuse, que nous attendons de son activité inlassable, et de sa maîtrise accomplie.

L'ouvrage actuel se borne donc — ce qui est déjà beaucoup — à rassembler, dans un gros volume, cependant très maniable et d'une parfaite lisibilité, une série de contributions empruntées à divers auteurs, et à diverses revues, sur les principaux aspects du problème de la délinquance. Il est infiniment précieux de trouver ici réunies, choisies par un expert particulièrement averti, des études disséminées dans de multiples recueils auxquels il serait — surtout pour le lecteur européen ! — souvent fort difficile de se reporter. On sait assez quel désespoir peut s'emparer parfois du chercheur aux prises avec une bibliographie compréhensive, qui énumère complaisamment des travaux dont il se rend compte immédiatement qu'il ne pourra pas se les procurer tous...

Un tel choix, nous l'avons dit, est délicat. Ajoutons même que, pour l'*Editor* d'un tel ouvrage, il est singulièrement périlleux ; car il serait trop facile de chercher chicane au responsable de cette sélection sur telle insertion, qui ne s'imposait peut-être pas, ou, plus encore, sur telles omissions regrettables. On doit reconnaître en tout cas que, dans les limites qu'il s'était fixées et en vue des fins qu'il poursuivait — ce livre, américain, est destiné à des lecteurs d'Outre-Atlantique — M. Sheldon Glueck a poursuivi sa tâche avec autant de rigueur que de méthode.

Ce recueil d'études est consacré tout entier — ou, si l'on préfère, limité — au problème de la délinquance juvénile, qui d'ailleurs, pour M. Glueck, constitue l'essentiel du problème général de la criminalité. La première partie est relative aux manifestations, et surtout aux causes, de la délinquance, ce qui permet de passer en revue les divers points de vue : bio-social, anthropologique (ou constitutionnel), psychiatrique et psychanalytique, en même temps que l'influence des facteurs familiaux, scolaires et « culturels » (au sens américain du mot ), pour aboutir à des théories plus générales sur la causalité et, ce qui n'étonne pas avec les Glueck, sur la prédiction de la délinquance. La deuxième partie est consacrée aux questions d'ordre judiciaire et légal : histoire et organisation des *juvenile courts*, questions de droit pénal et de procédure (notamment la protection de l'accusé, les droits de la défense, la preuve, la détention avant jugement, l'enquête de personnalité, le *sentencing*). On regrettera que le problème des jeunes adultes ne soit abordé ici que par un article, remarquable, mais succinct de M. P. W. Tappan. La troisième partie envisage le traitement : probation, *foster homes*, établissements d'internement et établissements de cure, problèmes du personnel, techniques propres du traitement (*case-work*, psychothérapie, *group therapy*, *after-care*), traitement (ou punition ?) des parents, comportement ultérieur des jeunes après traitement. La quatrième partie, un peu brève, traite de la prévention de la délinquance, et l'on retrouve ici quelques-unes des études des Glueck sur la prédiction de la criminalité.

Ce livre imposant par sa masse — et où les études reproduites sont imprimées sur deux colonnes, ce qui accroît encore le contenu de l'ouvrage — répond largement au vœu de son initiateur : il fournit à tous les criminalistes et à tous les criminologues un remarquable instrument de travail sur la pensée criminologique américaine. Qui oserait tenter la même expérience pour l'Europe ? M. Sheldon Glueck, une fois de plus, doit être félicité de son effort.

M. A.

*Criminology and Penology*, par Richard R. Korn et Lloyd W. Mc Corkle, New-York, Henry Holt and Company, Inc., 1959, 660 pages.

Cet ouvrage, dont les mérites ne sont pas niables, ne saurait sans doute être comparé aux œuvres de M. Sheldon Glueck ou de M. Paul W. Tappan dont nous venons de rendre compte : tout au moins ne saurait-il être placé sur le même plan. Il s'agit cette fois d'un manuel destiné principalement aux débutants. Par là s'expliquent peut-être le caractère sommaire de beaucoup de développements, certaines simplifications plus didactiques que scientifiques, et le choix d'exemples ou de comparaisons si élémentaires qu'elles paraissent en vérité s'adresser à de très jeunes étudiants, aussi ignorants de la science sociale que de la méthode scientifique.

Si l'on dépasse cette première impression, et si l'on accepte le point de départ des auteurs, on s'apercevra aisément que ceux-ci ont accompli un effort considérable, encore que, sur certains points, apparemment rapide, pour mettre à la disposition de leurs lecteurs une documentation aussi complète que facilement assimilable. Cet effort tend d'abord à présenter la criminologie comme une science sociale, ce qui est caractéristique du point de vue américain. On place tout de suite l'étudiant devant les *conventional crimes*, c'est-à-dire les délits qualifiés tels par la loi, la police et les tribunaux — et, surtout, les statistiques pénales. Avant d'examiner ces statistiques, on s'efforce de faire comprendre aux débutants en quoi peut consister une criminologie qui serait proprement « scientifique ». Ensuite, et selon le même procédé, avant d'envisager les implications générales du droit pénal et de la procédure criminelle, les auteurs cherchent à dégager, non sans d'appréciables nuances, la notion et le rôle du *social control*.

Les sections suivantes envisagent tour à tour le crime dans la société contemporaine et les causes de la criminalité. Les chapitres sur le crime et la structure sociale — préoccupation majeure des criminologues américains — sur la classification des délinquants et sur les catégories spéciales de criminels — où les auteurs examinent successivement les délinquants sexuels, les intoxiqués, les auteurs de délits militaires et les jeunes délinquants — ne constituent qu'un résumé habile des ouvrages courants sur la matière aux Etats-Unis. Les quatre premiers chapitres de la section consacrée à l'étiologie du crime présentent à peu près le même caractère. Mais, sous réserve, ici encore, de quelques simplifications excessives et, surtout, d'omissions ou de lacunes regrettables concernant les doctrines européennes contemporaines, on ne peut qu'admirer la manière dont, la plupart du temps, MM. Korn et Mc Corkle parviennent à donner un aperçu vivant et, en quelque sorte, tangible des problèmes, des controverses et des théories qu'ils passent

en revue. Un effort est fait pour ne pas sacrifier le point de vue biologique (ou constitutionnel), le point de vue ethnique (peut-être même surestimé) et le point de vue psychologique aux facteurs sociologiques de la délinquance.

Après avoir exposé, aussi complètement qu'on pouvait le faire sous une forme simple, les données de fait et les théories essentielles de la criminologie — de la criminologie *américaine*, en tout cas — les auteurs peuvent essayer de tirer, par eux-mêmes et de manière originale, les conclusions de ce vaste tableau qu'ils n'hésitent pas à déclarer quelque peu décevant : l'examen criminologique du problème de la délinquance ne nous conduirait-il pas en définitive plus à découvrir ce qui n'est pas vrai que ce qu'il convient de tenir pour scientifiquement établi ? (p. 304). Ce dernier chapitre est du reste intitulé, non sans quelque humour peut-être : *Toward the clarification of criminological theory...*

Pour les professeurs Korn et Mc Corkle, d'ailleurs, la criminologie, en tant que « science sociale », ne vaut en définitive que par les indications qu'elle peut donner, ou les « directives » qu'elle permet d'établir en vue d'un traitement efficace des délinquants. Les auteurs ont été, en effet, longtemps, et de manière particulièrement qualifiée, en contact avec la réalité pénitentiaire. Ce n'est pas par hasard que leur ouvrage comprend deux branches essentielles : *Criminologie* et *Pénologie* ; et il est visible que pour eux la première est surtout le prélude de la seconde.

Dans cette seconde partie, l'expérience professionnelle antérieure de MM. Korn et Mc Corkle donne tout son prix aux deux dernières sections, consacrées tour à tour à un tableau, aussi vivant que précis, des organismes pénitentiaires en fonction aux Etats-Unis, et aux méthodes de traitement proprement dites. Ces chapitres sont aussi nourris de renseignements objectifs que de réflexions personnelles. Ils sont précédés, selon la méthode générale de l'ouvrage, de deux chapitres consacrés respectivement à l'historique du régime général des peines et à l'organisation contemporaine de la réaction anti-criminelle pratique : rôle de la police et conception d'ensemble des mesures (punitives ou préventives) à prendre à l'égard des délinquants. Ces deux chapitres, ici encore, sont d'information courante pour les débutants.

Cet ouvrage attentif, écrit avec vivacité, souffre un peu de sa destination première. Il comprend cependant — outre une documentation précise, consciencieuse et à jour sur les faits et les doctrines des Etats-Unis — de nombreuses réflexions qui méritent de retenir l'attention. Bien des problèmes sont posés, et certaines perspectives ouvertes. On regrette seulement que, sans cesse en marge d'une étude de politique criminelle, les auteurs n'en aient pas, apparemment du moins, pris plus complètement conscience.

M. A.

*New Horizons in Criminology*, par Harry Elmer Barnes et Negley K. Teeters, 3e édition, Englewood Cliffs (N. J.), Prentice-Hall, Inc., 1959, 654 pages.

Voici la troisième édition d'un ouvrage dont l'intérêt particulier, l'actualité et l'utilité ont à juste titre été déjà soulignés par M. Marc Ancel dans son compte rendu de la première édition (1). Mais il ne s'agit pas ici d'une simple réédition, car il suffit de suivre l'évolution de la pensée des auteurs à travers ces trois éditions pour comprendre que c'est justement dans la troisième édition qu'ils ont abouti à trouver ces « nouveaux horizons » de la criminologie — des perspectives nouvelles et — espérons-le — plus efficaces du traitement du délinquant. Si la première édition faisait preuve d'un certain pessimisme, les auteurs n'y dissimulant guère leur conviction de l'échec actuel du droit pénal, de la science pénitentiaire et de la criminologie, la deuxième édition (publiée en 1951) exprime déjà leur espoir croissant, né de l'évolution d'une attitude plus humaine et progressive envers le criminel, jusqu'alors traité comme réprouvé. Mais c'est surtout la troisième édition qui apporte une note finale positive et encourageante, car elle fait avec plus de conséquence que la précédente ressortir que la science criminelle des Etats-Unis est orientée désormais vers la *correction* bien plus que vers la *penology*.

Les auteurs passent en revue les causes et les formes de la criminalité aux Etats-Unis, tout en illustrant, avec une admirable sincérité, ces problèmes complexes par des données statistiques et des rapports du F.B.I., mis à jour. La question se pose donc logiquement : que fait-on afin de combattre cette criminalité ?

(1) Cette *Revue*, 1948, p. 393.



Les auteurs n'hésitent pas à démontrer tous les défauts de l'organisation et de l'activité de la police aux Etats-Unis, ayant trop souvent recours aux méthodes du « troisième degré ». Une étude historique, approfondie et critique de l'organisation judiciaire aux Etats-Unis, avec un chapitre spécial consacré au *grand jury*, nous prouve l'anachronisme de la procédure de ce pays et la nécessité de plus en plus urgente d'une réforme de la procédure pénale.

Plus de la seconde moitié de cet ouvrage se voit consacrée au problème essentiel de la peine, passée en revue et examinée soigneusement sous l'angle de son développement historique aux Etats-Unis, sous toutes ses formes et compte tenu de leurs résultats pratiques. C'est ce chapitre qui nous apporte aussi une sombre étude sur la peine capitale dans ces Etats de l'Amérique du Nord où elle existe encore et où — en dépit de l'opinion contraire soigneusement motivée des auteurs — elle trouve toujours des partisans. Est-ce donc la prison qui remplirait les tâches de la prophylaxie criminelle, de la rétribution et en même temps — de la correction et de la resocialisation ? Une réponse négative découle logiquement des résultats de l'examen détaillé et précis, entrepris par les auteurs. Afin de démontrer un des aspects importants de la cruauté et de l'inefficacité de la détention en tant que moyen de réadaptation du criminel, ils n'hésitent même pas à aborder un sujet passé encore trop souvent sous silence. Ils s'attaquent notamment au problème de la vie sexuelle du prisonnier et osent présenter les déviations, emportées souvent irrévocablement comme tragique souvenir de la période de l'exécution de la peine dite correctionnelle, lors de la réintroduction du prisonnier dans la vie sociale.

La faillite de la prison moderne dans l'œuvre de la réhabilitation du délinquant étant prouvée, la pensée des auteurs aborde avec espoir les nouveaux horizons esquissés par la science criminelle, la criminologie et la pratique du traitement des délinquants. De même que dans l'institution de la probation, les auteurs prévoient les sérieuses possibilités que représentent, en tant que substituts de la peine d'emprisonnement, l'amende, la suspension ou privation des droits civiques, l'interdiction de séjour dans un lieu donné, la suspension du droit d'exercer une profession, la notoriété de la sentence, tout en tenant compte de l'importance du rôle humain et actif des organisations étatiques et sociales dans l'œuvre de la prophylaxie criminelle et de la réadaptation du délinquant.

Le soin avec laquelle cette troisième édition a été composée, les index des noms et des matières qui facilitent l'orientation et les illustrations parfois frappantes, aident à rendre la lecture de cet ouvrage non seulement instructive mais aussi très intéressante.

A. Flatau-Shuster.

*La criminologia*, par Evelio Tabio, La Havane, Jesus Montero, 1960, 433 pages.

C'est un ouvrage posthume et Jose Agustin Martinez, président de l'Institut cubain de criminologie, souligne en une émouvante postface tout ce que l'école cubaine doit à celui qui fut magistrat de la Chambre criminelle du Tribunal suprême et président d'honneur de l'Association cubaine des fonctionnaires du Pouvoir judiciaire. Sans doute l'étude de M. Tabio porte-t-elle la marque de son origine. Sa *Criminologie* n'est, pour employer une expression qui fut récemment utilisée par un criminologue, qu'un ouvrage de seconde main. C'est une promenade, agréable sinon instructive, à travers les auteurs qui ont donné à leurs théories pénales le qualificatif de criminologiques. On erre après l'inévitable excursion historique, de Bernaldo de Quitros à Hans von Hantig et de Mezger à Luiz Funes en passant par Jimenez de Asua. Cela n'est pas sans agrément. Mais l'auteur est-il conscient que la véritable criminologie est celle qui se fonde sur l'observation concrète du délinquant ? Il ne suffit pas à l'étude de la criminologie de reproduire les réflexions des criminalistes sur les sciences criminelles. M. Jimenez de Asua est l'auteur dont M. Tabio s'est le plus constamment inspiré. Il ne cesse de le citer que pour le paraphraser. Au lendemain du colloque organisé à l'occasion du xxve anniversaire de cette *Revue*, on peut penser que l'éminent pénaliste de Buenos Aires n'éprouve aucune satisfaction à la pensée que son nom est étroitement associé à une science à laquelle il se fait honneur de demeurer étranger !

J.B. H.

*Der Mensch und die Kriminalität* (L'homme et la criminalité), par Gustav Nass, t. II, Cologne et Berlin, Carl Heymann Verlag, Cologne et Berlin, 1961, 120 pages.

Après avoir consacré deux petits livres (dont nous avons rendu compte dans cette *Revue*, 1960, p. 351) à la psychologie et à la pédagogie criminelles, M. Nass, aussi versé dans l'histoire de la philosophie que dans celle des anciennes civilisations, en publie un troisième sur la psychologie judiciaire : une science dont il va, pour le mieux bâtir, chercher les assises à de telles profondeurs qu'un Français, il faut l'avouer, a quelque peine à le suivre dans son travail de fouille. On croit comprendre qu'il veut jeter un pont entre les données de l'anthropologie et la morale pratique et montrer que le droit pénal peut parfaitement s'organiseer sans faire appel au libre arbitre.

L. H.

*Examen de personnalité et criminologie*, Premier Congrès français de criminologie, Lyon, les 21-24 octobre 1960, t. I, *Etude clinique et médico-légale*, t. II, *Aspects juridiques et administratifs*, Collection de médecine légale, Annales de l'Université de Lyon, Paris, Masson & Cie Editeurs, 1961, 99 et 228 pages.

M. Marcel Colin, professeur à la Faculté de médecine de Lyon, a assuré, en un temps record, la publication des travaux du premier Congrès français de criminologie qui s'est tenu à Lyon du 21 au 24 octobre 1960. Rapports et discussions ont été groupés en deux volumes dont l'un, traitant des problèmes médico-légaux, comporte, après une préface de M. Pinatel, diverses contributions relatives à l'approche psychologique du délinquant. Préfacé par le doyen Garraud, le second volume contient notamment les études que le professeur Roche et ses élèves ont voulu consacrer à la mémoire du fondateur de l'école criminologique lyonnaise, Lacassagne, et les rapports de M. le professeur Levasseur, de M. le substitut général Reynaud, et de Mme Simone Veil. On y trouve également le compte rendu des débats marqués par la controverse entre M. Marc Ancel et le philosophe Jean Lacroix et par les pittoresques et paradoxales confidences de l'écrivain Georges Simenon. Quelques mois après les Journées de défense sociale de Paris, le premier congrès français de criminologie a repris le thème de l'examen médico-psychologique et social sans en épuiser la matière. L'article 81 du Code de procédure pénale n'a (heureusement) pas fini de faire parler de lui.

J.B. H.

*L'homme et les groupes sociaux*, Paris, Spes, Collection Convergences, 1960, 239 pages.

Le *Groupe lyonnais d'études médicales, philosophiques et biologiques* publie dans un volume qui prend place dans la collection « Convergences » dont il constitue le 15e tome, les travaux d'une réunion consacrée à l'analyse des problèmes les plus actuels de la psychopathologie collective. On connaît la collection « Convergences » et l'intérêt des précédentes publications n'est pas oublié. *Médecine et adolescence, Obstacles et recommencements, Le Coupable est-il un malade ou un pêcheur ? Devenir adulte*, autant de titres (parfois contestables) qui demeurent en mémoire et évoquent les thèmes familiers aux criminologues. Aucun d'entre eux ne sera déçu par la lecture de *L'homme et les groupes sociaux*. L'ouvrage se situe, en effet, au centre même des préoccupations contemporaines. L'homme n'est tel que s'il est placé dans le milieu social et l'être humain se pose par rapport aux contextes sociaux dans lesquels il s'insère. Famille, école, milieu de travail, agglomération résidentielle, état, patrie déterminent l'homme et sans doute cette tentative s'impose-t-elle au xxe siècle avec une acuité d'autant plus grande que les progrès de l'industrialisation renouvellent les données de la hiérarchie sociale. L'intégration de l'homme au groupe par adaptation et par opposition et l'analyse des conflits qui en résultent inspire, entre autres, M. Chombart de Lauwe, attentif à discerner les perturbations du groupe familial, M. Colin qui procède à une étude pénétrante des sociopathies industrielles et M. H. Joubrel, soucieux, une fois de plus, de dissiper les préjugés concernant les bandes d'adolescents. M. Porot expose les réflexions qui lui ont été inspirées par l'observation des groupes de malades tuberculeux. Et le docteur Kohler, président du *Groupe lyonnais d'études médicales, philosophiques et biologiques*, dépasse le stade de l'observation pour s'aventurer vers celui de l'action en traitant des groupes rééducatifs d'enfants et d'adolescents et en dégageant les possibilités d'application pratique de la sociométrie. L'importance reconnue aux problèmes de l'adolescence ne manque pas d'être significative. Il est remarquable qu'au moment où à Paris, le *Centre d'études de défense sociale* préparait l'ouvrage qu'il a publié sous le titre *Seuils d'âge et législation pénale*, le groupe lyonnais manifestait une préoccupation analogue dans le cadre de ses recherches de psychopathologie collective. Il y a là une rencontre qui n'est pas pour étonner mais qui renforce l'intérêt d'un ouvrage dont le docteur Kohler a pu écrire qu'il est de psychiatrie sociale. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, il est à lire et, par ses lecteurs, à méditer.

J.-B. H.



*Was ist Süchtigkeit ? Fluch und Segen der Droge* (Qu'est-ce que la passion de la drogue ? Malédictions et bienfaits de la drogue) par Johannes Cremerius, Zurich, Stuttgart, Werner Classen Verlag, 1960, 115 pages.

Ce petit pouvrage consacré aux psychoses maniaques porte en sous-titre *Malédictions et bienfaits de la drogue*. Il est écrit dans un style facile et agréable. Après avoir évoqué le rôle de la morphine en médecine et en chirurgie, il examine les dangers auxquels est exposé le morphinomane qui ne peut plus se passer de la drogue. Après l'alcoolisme, dont il montre les méfaits, il passe à la tabacomanie, constatant que l'usage ou l'abus du tabac rentre dans la catégorie des manies, dès lors que la privation de la cigarette devient une souffrance. L'auteur ne se prononce pas avec certitude sur le danger du tabac, mais ne croit pas à son innocuité.

La recherche des causes de la manie, considérée comme un problème humain de notre siècle, amène à la constatation qu'il s'agit dans la majorité des cas d'un phénomène de compensation pour pallier des états d'anxiété et de dépression dus à des privations ou misères de toutes sortes, actuelles ou passées, du maniaque. L'auteur examine alors l'état psychique de ceux qui cherchent refuge dans la drogue, en général par manque de personnalité, pour combler le vide de leur existence, leur manque d'assurance ou de sécurité. Il admet par ailleurs qu'il peut y avoir également des manies sans drogue véritable qui s'apparentent par leurs causes et leurs effets à celles des toxicomanes. C'est ainsi qu'il décrit l'abus des comprimés de toutes sortes, pris contre l'insomnie, les maux de tête, la nervosité ou l'anxiété. La gratuité des soins médicaux ou la modicité de leurs prix depuis l'institution de la sécurité sociale a amené les médecins à prescrire des comprimés avec une certaine légèreté et le client qui n'obtiendrait pas son ordonnance se croirait frustré. Cette pratique a donné lieu à une véritable manie des comprimés, qui aboutit à une curieuse psychothérapie : la prescription par le médecin de comprimés sans aucun effet physique ou chimique, mais qui provoquent une accalmie des souffrances. Cette analyse conduit l'auteur en fin de compte à trouver des maniaques sans drogue ; ce sont des individus qui compensent leurs complexes par des excès normalement non dangereux. C'est le cas d'un maniaque du travail, qui souffre de toute inaction, de vacances et de toute distraction qui sort du cadre de sa profession ; ce malheureux comble le vide de son existence par une fuite dans son travail. Il en est de même d'une jeune fille qui cherche l'évasion par la fréquentation quotidienne du cinéma, devenant une maniaque de ce genre de spectacle.

L'auteur passe brièvement en revue les remèdes que le médecin ou le psychologue peuvent apporter à ces psychoses, ainsi que la situation des maniaques devant la justice civile ou pénale. Les juristes eussent aimé que ce dernier point de vue soit davantage développé.

E. F.

*Der Betrogene* (La dupe), par Edgar Lenz, Hambourg, Kriminalistik Verlag, 1961, 148 pages.

Les criminologues aujourd'hui, à la suite de M. Von Hentig, inclinent à penser qu'il ne faut pas accorder moins d'attention à la victime qu'à l'auteur du délit. Et c'est l'idée qui a conduit un magistrat, M. Edgar Lenz, à publier, sous les auspices de la Société allemande de criminologie récemment fondée à Francfort-sur-le-Mein, une étude sur la victime de l'escroquerie, nous disons en français : la dupe.

Il a relevé plus d'une centaine de cas d'escroquerie jugés par le Tribunal de Francfort de 1953 à 1956 et s'est mis à la recherche des victimes auprès desquelles il est allé per-

sonnellement enquêter. Avec une patience incroyable, il a relevé leur âge, leur sexe, leur religion, leur profession, leur situation de fortune, leur état de famille, leur niveau physique et intellectuel, leur caractère, leur violon d'Ingres, leurs relations avec l'auteur du délit... Il a constaté, entre autres choses, que les femmes sont plus souvent dupes que les hommes ; que l'âge le plus dangereux se situe pour les hommes entre 51 et 60 ans, pour les femmes entre 41 et 50 ; que les mois les plus fertiles en escroqueries sont ceux de février, juin, juillet et octobre... Il s'est appliqué à diviser les victimes en victimes actives et victimes passives, mais n'a pas trouvé grand moyen de rendre les escroqueries moins fréquentes.

Il n'en faut pas moins admirer un travail plein de conscience, que le professeur Mergen, président de la Société allemande de criminologie, a honoré d'une préface et qu'encadrent avec une imposante bibliographie, un appendice tiré de la littérature.

L. H.

*Live and let live. The Moral of the Wolfenden Report* (Vivre et laisser vivre. La morale du rapport Wolfenden), par Eustace Chesser, Melbourne, Londres, Toronto, William Heinemann Ltd. Londres, 1958, 126 pages.

Quel heureux choix d'un titre, qui — tout en faisant ressortir en quatre mots la thèse de l'auteur — crée une ambiance qui laisse espérer que l'attitude du lecteur face à deux problèmes délicats et controversés sera bienveillante ! En effet, le docteur Chesser, éminent psychologue et sociologue anglais, s'est livré à une étude sérieuse et approfondie de l'homosexualité et de la prostitution en Grande-Bretagne en vue d'approcher de l'opinion publique de son pays les recommandations du Comité Wolfenden afin de contribuer à des réformes législatives, qu'une favorable évolution de l'opinion publique puisse rendre possibles.

Adversaire déclaré des restrictions extrêmes, apportées à ces deux phénomènes sociaux par la législation du Royaume-Uni, il n'hésite pas à appuyer ses propres convictions ainsi que celles du Comité Wolfenden par tous les arguments possibles. Avec un grand souci d'objectivité et de précision, l'auteur démontre que l'homosexualité et la prostitution sont deux phénomènes historiques, découlant de causes aussi multiples que complexes. Il est faux — dit-il — d'envisager comme maladies les deux genres d'activité sexuelle en question, qui — selon lui — ne justifient aucunement l'ingérence répressive de l'Etat, sauf quand il s'agit de protéger les mineurs et de sauvegarder l'ordre public et les mœurs. Le docteur Chesser stigmatise surtout la sévère et cruelle pénalisation de l'homosexualité en Angleterre, dont l'absurdité et la nocivité ont été mises à jour lors du célèbre procès d'Oscar Wilde ainsi que de celui, plus récent, de Peter Wildeblood — son bouleversant essai a d'ailleurs largement contribué à la convocation même du Comité Wolfenden.

Les recommandations de ce Comité, visant à garantir d'une part une certaine liberté discrète à l'homosexualité des adultes consentants et n'offensant pas les mœurs ni la pudeur publique, et de l'autre, à faire disparaître la prostitution de la rue, sont approuvées par l'auteur. Mais l'auteur n'est que partiellement satisfait par ces recommandations, car il voudrait voir l'Etat intervenir dans cette phase de la vie humaine où il est possible de prévenir les anomalies et déviations, en créant des conditions favorables au développement d'une vie normale, au lieu d'avoir recours, quand il est déjà trop tard, à l'aide du psychiatre.

Tout en partageant ses *desiderata*, on se demande si l'auteur n'a pas exagéré l'importance du facteur psychique comme cause générique de la prostitution. Cela s'expliquerait aisément par sa formation professionnelle, mais n'aide guère à combattre ce phénomène social, dont l'existence dépend en premier lieu des conditions économiques.

Bien que l'auteur doive se contenter présentement de plaider la cause des recommandations du Comité Wolfenden, il arrive à convaincre le lecteur que la tolérance est la seule attitude juste et humaine envers ces deux phénomènes sociaux, tolérance qui s'exprime dans la maxime : « vivre et laisser vivre ». C'est sans aucun doute le plus grand éloge que l'on puisse faire à ce livre !

A. FLATAU-SHUSTER.



*Geschichte und Wesen der Prostitution* (L'histoire et la nature de la prostitution), par Willi Bauer, avec la collaboration de Richard Waldegg et de Werner Heinz, 3e édition, Stuttgart, *Weltspiegel-Verlag*, 1960, 451 pages.

Il s'agit de la troisième édition (1) élargie d'un ouvrage remarquable par le fait même que son auteur a une profonde connaissance pratique du sujet, car, commissaire principal de la police criminelle de Stuttgart depuis des années, il se trouve à la tête de la section des mœurs. Ce fait détermine sans aucun doute aussi la grande valeur de cette partie de l'ouvrage où l'auteur s'attaque aux problèmes de législation et de jurisprudence et aux questions pratiques découlant des règlements adoptées à ce sujet en Allemagne fédérale. Remarquons cependant qu'on pourrait formuler plus de réserves en ce qui concerne la partie théorique, ou le lecteur trouvera moins d'éléments nouveaux.

Malgré ces réserves, l'ouvrage contribue à la connaissance des aspects pratiques du problème de la prostitution. Les chapitres qui traitent du développement de la prostitution en Allemagne après la deuxième guerre mondiale, et des mesures législatives qui ont donné lieu à la création d'une intéressante jurisprudence, méritent une attention particulière. La République fédérale d'Allemagne a adopté en 1953 une loi (précédée par celle de 1927), basée sur le système de l'abolitionnisme qui n'autorise l'intervention des autorités que dans le but de combattre, d'une part, la prostitution en tant que cause des maladies vénériennes, et des perturbations de l'ordre public, de l'autre. La thèse de l'auteur a un caractère polémique, car il analyse d'une manière approfondie les résultats pratiques de cette loi afin de démontrer les défauts du système qu'il est obligé d'appliquer. Connaisseur parfait du sujet, M. Bauer a su présenter toutes les difficultés causées par l'interdiction d'entreprendre des examens médicaux sauf dans les cas où il y a des raisons bien fondées de soupçonner l'existence d'une maladie vénérienne, ce qui n'est pas facile à établir pour la police. Une autre difficulté du régime en vigueur découle, d'après l'auteur, de la notion fort incertaine de « sollicitation démonstrative » provoquant à la débauche (notion correspondante au terme français de « racolage ») de manière à trouver son application dans le cas donné. D'après la loi de 1953, la police a le devoir d'intervenir seulement dans les cas où la provocation à la débauche était démonstrative, donc nuisible à l'ordre public. L'auteur ne manque pas d'appuyer sa thèse par des multiples décisions de jurisprudence démontrant les hésitations des tribunaux qui cherchent leurs solutions dans la masse complexe des cas considérés.

Signalons enfin l'intérêt de la partie où l'auteur présente les multiples causes et le développement de la prostitution en Allemagne au cours de l'occupation militaire alliée après la deuxième guerre mondiale. Le plus grand mérite de l'auteur de ce vaste ouvrage dont la lecture est surtout recommandée aux spécialistes du sujet, est d'avoir établi cette partie ainsi, que d'avoir procédé à l'analyse minutieuse de la récente jurisprudence de l'Allemagne fédérale en la matière.

A. FLATAU-SHUSTER.

*Sacco-Vanzetti : The Murder And The Myth* (L'affaire Sacco-Vanzetti ; le crime et le mythe), par Robert H. Montgomery, New-York, The Devin-Adair Company, 1960, 370 pages.

De toutes les causes célèbres du XXe siècle, l'affaire *Sacco-Vanzetti* demeure une des plus retentissantes et des plus discutées. On n'a pas oublié l'immense intérêt qu'elle avait soulevé, et les réactions très violentes qui ont suivi la condamnation à mort des accusés et leur tardive exécution. L'ouvrage de M. Montgomery s'ajoute à la littérature considérable, d'une valeur d'ailleurs très inégale, qui a été consacrée à ce procès. Rappelons qu'il s'agissait de deux Italiens, immigrés aux Etats-Unis et tenus pour des anarchistes, qui furent exécutés en août 1927, après un long procès, pour avoir assassiné en avril 1920 le caissier d'une usine qui portait dans une sacoche la paye hebdomadaire, ainsi que le garde du corps qui l'accompagnait. M. Montgomery se penche d'une façon minutieuse sur les faits et les témoignages, cherchant à répondre à ces deux questions essentielles : 1° Sacco et Vanzetti étaient-ils coupables ? 2° Le procès fut-il conduit d'une façon juste et équitable ? A ces deux questions l'auteur répond sans équivoque par l'affirmative. Mais il est cependant évident qu'en portant ce jugement, c'est l'avocat

(1) Pour la 1re édition, v. cette *Revue*, 1958, p. 273.

qui l'emporte sur le juge impartial et éclairé, ce qui n'a rien de surprenant puisque M. Montgomery est un avocat réputé, membre du barreau de l'Etat de Massachussetts. On aurait cependant souhaité que le recul du temps ait inspiré un ouvrage moins partisan, empreint d'une plus grande sérénité. Il est offert au lecteur une plaidoirie vigoureuse, souvent fort intéressante, il faut le reconnaître. L'auteur s'élève contre la tendance, très répandue à l'époque, de faire de Sacco et Vanzetti de véritables martyrs de la liberté individuelle, et de les dépeindre comme d'innocentes victimes condamnées plutôt pour leurs opinions révolutionnaires qu'en raison d'une culpabilité bien établie.

Point de vue extrême, sans aucun doute, et c'est le « mythe » que M. Montgomery s'acharne à détruire. Mais ne pêche-t-il pas lui-même dans le sens contraire ? Il se montre particulièrement sévère envers deux de ses compatriotes, qu'il tient pour les principaux responsables de la création et de l'entretien du « mythe » qu'il dénonce. Le premier est M. Félix Frankeurter, un des membres les plus notoires de la Cour suprême des Etats-Unis, qui publia en 1927 une analyse critique de l'affaire (1), et que M. Montgomery n'hésite pas à considérer comme le chef de file des « mythomanes ». La seconde personnalité à laquelle l'auteur s'en prend en termes fort peu modérés est M. Arthur M. Schlesinger Jr., historien de haute renommée et actuellement l'un des conseillers spéciaux du président Kennedy. Dans le premier volume de son histoire monumentale de l'époque de F. D. Roosevelt (2), M. Schlesinger avait en effet jugé sévèrement la conduite des autorités judiciaires dans l'affaire Sacco-Vanzetti.

En résumé, l'attitude adoptée par M. Montgomery peut paraître un peu simpliste : peut-être l'auteur aurait-il été plus convaincant s'il avait atténué la vivacité de ses attaques, nuancé ses opinions et suivi une ligne de conduite plus objective : mais son ouvrage ne manquera pas d'intéresser les amateurs de causes célèbres — et ils sont légion.

R. M.

*The Trial of August Sangret* (Le procès d'August Sangret), par Macdonald Critchley, Londres, William Hodge & Co, 1959, 233 pages.

Ce livre appartient à la série des procès anglais célèbres. Il a été rédigé sur la base des notes sténographiées officielles des débats et chaque mot prononcé y est donc fidèlement reproduit. Seules, les plaidoiries finales du ministère public et de la défense n'y figurent pas, mais le rapport de synthèse fait par le juge et la recommandation au jury y sont rapportées, ainsi que les paroles prononcées par le président du jury, l'arrêt de la Cour d'assises et l'arrêt de la Cour d'appel. Cette reproduction mot à mot du procès criminel en entier est précédée d'une introduction de l'auteur qui brosse le décor et rappelle brièvement les circonstances de la découverte du crime et ce que l'on en sait ou ce que l'on croit s'être passé.

August Sangret était un soldat canadien de 28 ans de souche mélangée, mi-indien d'Amérique, mi-français des colonies. Cantonné dans le sud de l'Angleterre en juillet 1942, il rencontra Joan Wood, une adolescente de dix-neuf ans qui devint extrêmement rapidement sa maîtresse. Pendant deux mois, de façon épisodique, ils vécurent ensemble dans le voisinage du camp militaire où était cantonné Sangret, dans une sorte de *Wigwam* fait de branches, de feuilles et de brindilles. Le 7 octobre, le cadavre de la fille fut découvert près du camp, en partie recouvert de terre et en état de décomposition partielle. Elle avait apparemment été poignardée, puis frappée violemment sur la tête. Deux ou trois jours après sa mort, elle avait été trainée en haut d'une petite colline et partiellement enterré. Son identité fut rapidement découverte, ainsi que sa liaison avec Sangret. Sangret fut interrogé pour la première fois le 12 octobre dans la salle de police du camp militaire. Six semaines plus tard, on découvrit un couteau qui bouchait le tuyau d'évacuation du lavabo de la salle de police.

Ce couteau, d'une forme peu commune, devait devenir le maillon le plus important de la chaîne de preuves uniquement par indices sur lesquelles allait être échaffaudée

(1) *The case of Sacco and Vanzetti : A Critical Analysis for Lawyers and Laymen* (L'affaire *Sacco et Vanzetti* : une analyse critique pour les juristes et les profanes), par Félix Frankfurter, Boston, 1927.

(2) *The Age of Roosevelt : The Crisis of the Old Order* 1919-1933 (L'époque de Roosevelt : La crise de l'Ancien régime 1919-1933), par Arthur M. Schlesinger, Jr., Boston, 1957.



l'accusation. Voici brièvement comment se fit l'accusation : un soldat avait trouvé un couteau fiché dans un arbre, à peu près au milieu d'août, derrière la cabane où avaient vécu Sangret et son amie. Le soldat avait ramassé le couteau puis l'avait remis plus tard à la police militaire qui, à son tour, l'avait rendu à Sangret. L'accusation allégua que, lorsque Sangret fut amené à la salle de police pour y être interrogé le 12 octobre, il s'isola au lavabo un moment. Six semaines plus tard, le tuyau d'évacuation du lavabo étant bouché, on en rechercha la cause et parmi papiers et mégots on y découvrit, profondément enfoui, un couteau. Ce couteau, selon l'accusation, était le même que celui aui avait été trouvé dans l'arbre et qui avait été rendu à Sangret.

La version de Sangret était totalement différente. Dans sa première déclaration, le 12 octobre, il ne fit aucune allusion à un quelconque couteau ; il est vrai que le couteau n'avait pas encore été découvert à l'époque. Par la suite, il prétendit que le couteau que l'on avait trouvé fiché dans un arbre appartenait à la fille et lui avait été donné par un autre soldat canadien. Ils avaient, selon lui, utilisé le couteau pour faire la cuisine et couper des brindilles. Le couteau avait un jour disparu, ce qui en fait, n'était pas tellement étonnant étant donné qu'il y avait de nombreux soldats dans le voisinage et que l'un d'entre eux avait aisément pu le prendre. Après la disparition du couteau de la fille, ils avaient utilisé celui de Sangret. Lorsque Sangret fut interrogé pour la première fois, il fut également fouillé et son couteau saisi sur lui. Par la suite, on le lui rendit et ce fut la seule et unique fois où la police militaire lui remit un couteau. Il ne put donner aucune explication sur la manière dont un couteau était tombé dans le tuyau des lavabos.

L'accusation peut démontrer que les blessures infligées à la victime étaient semblables à celles qu'aurait pu infliger le couteau trouvé fiché dans le bois et qui, selon elle, avait été rendu à Sangret avant son interrogatoire et jeté par lui dans le tuyau des lavabos. D'autre part, la défense peut faire ressortir qu'un sergent de la police avait trouvé un autre couteau près de la scène du meurtre et l'avait jeté en pensant qu'il n'avait aucun rapport avec le meurtre. Par la suite, il avait été impossible de retrouver la trace de ce couteau. En outre, la défense insistait sur le fait que le couteau trouvé dans le tuyau des lavabos ne portait pas de traces de sang. A cela, l'accusation répliquait que l'eau avait effacé les traces.

Par ailleurs, l'accusation se fondait principalement sur le fait que Sangret avait eu l'occasion de tuer la fille ; qu'après sa disparition, il avait fourni à des amis diverses versions sur ses déplacements ; que, interrogé sur le couteau, il avait également fait des réponses différentes à chaque fois et qu'il ne pouvait pas en expliquer la disparition. D'autre part, la reconstitution des évènements par l'accusation concordait avec les faits établis au sujet du crime.

Sangret se défendit en niant avoir tué la fille et en insistant sur le fait qu'il n'avait pas de motif pour le faire. Il existait quelques lettres de la fille qui parlaient de grossesse et de mariage. En fait, la grossesse ne pût être établie (peut-être par suite de la décomposition du corps). Toutefois, Sangret avait déclaré qu'il était prêt à l'épouser. Cependant, l'accusation put établir que vers la fin de leur liaison se manifestaient quelques signes de désaccord.

L'histoire du couteau restait évidemment la preuve la plus forte de l'accusation. Néanmoins, il était difficile de dire qu'elle était tout-à-fait concluante. L'argument le plus fort de la défense était que Sangret n'avait pas de motif pour tuer la fille. De plus, elle a pu prouver qu'avant de rencontrer Sangret la fille avait eu de fréquentes liaisons avec d'autres soldats canadiens et qu'il ne fallait pas écarter à la légère la possibilité d'une liaison avec quelqu'un d'autre que Sangret à l'époque du meurtre.

L'acte d'accusation, par conséquent, n'avait en aucune façon une force accablante. Le jury se trouvait devoir accepter à l'unanimité entièrement l'une ou l'autre version des faits, en sachant que le résultat serait soit une condamnation à mort, soit un acquittement total. Sa tâche était d'autant plus difficile qu'il devait également tenir compte du fait que l'accusé était totalement illettré et probablement d'une intelligence très faible (il faut d'ailleurs noter incidemment qu'il est curieux qu'aucune expertise sur le degré d'intelligence de Sangret n'ait été faite ou même demandée par la défense).

En l'occurence, le jury décida de suivre l'accusation et rendit un verdict de culpabilité. Mais sachant que ce verdict ne pouvait entraîner qu'une condamnation à mort, ils recommandèrent vivement une mesure de grâce. Le juge confirma, comme il le devait, la condamnation à mort et l'affaire vint devant la Cour d'appel, mais aucun

point spécial de droit n'étant contesté par la défense, la Cour confirma le verdict rendu. Toutefois, et selon une procédure inhabituelle, il inclut dans sa décision les deux phrases suivantes :

« Le jury a recommandé la grâce de l'appelant. C'est là un point qui ne concerne pas la Cour, mais la recommandation sera sans nul doute prise en considération par l'instance compétente ».

L'instance compétente était naturellement le ministre de l'Intérieur qui est chargé de conseiller le souverain sur l'exercice de la grâce. En pratique, c'est lui-même qui en décide et dans l'affaire Sangret il est certain qu'existait cet « élément de doute » qui permet au ministre de l'Intérieur de commuer la peine de mort en peine d'emprisonnement à vie. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, cependant, décida de ne pas intervenir et Sangret fut dûment exécuté.

Cette décision semble incompréhensible. Il n'existait aucune certitude absolue de la culpabilité de l'accusé et prononcer une peine irrévocable dans une espèce semblable semble faire peu de cas de la vie humaine comme de la justice. Le seul bien que l'on ait pu tirer d'une semblable décision est qu'on a pu l'invoquer au nombre des arguments qui ont persuadé le Gouvernement de modifier le droit relatif à la peine de mort. Si Sangret avait été jugé aujourd'hui, il n'aurait pas pu être condamné à mort et le jury n'aurait pas eu à affronter un si horrible choix.

Hugh KLARE.

*The Muderous Trail of Charles Starkweather* (La piste meurtrière de Charles Starkweather), par James Melvin Reinhardt, Springfield, III, Charles C. Thomas, Publisher, 1960, 151 pages.

Cet ouvrage fait partie des *Police Science Series* publiées sous la direction de M. V.A. Leonard, professeur au *State College* de Washington. Le professeur Reinhardt y étudie le cas d'un jeune criminel de dix-neuf ans, Charles Starkweather, qui assassina, le 1er décembre 1957, le préposé d'une station d'essence, à Lincoln, dans le Nebraska. Cinquante jours après, Starkweather, accompagné de sa jeune amie âgée de quatorze ans, vécut une semaine de véritable furie criminelle au cours de laquelle dix autres personnes trouvèrent la mort. Starkweather fut finalement pris, jugé et exécuté, Le professeur Reinhardt rapporte les entretiens qu'il eut avec le jeune criminel, ainsi qu'avec diverses personnes de sa famille et de son entourage. Il est ainsi possible de connaître l'évolution de la personnalité de Starkweather depuis son plus jeune âge, son comportement avant, pendant et après ses crimes, et notamment au cours de l'enquête et du procès. De nombreux propos sont rapportés avec un évident souci de fidélité, et l'ouvrage est illustré de documents tels que photographies, dessins exécutés en prison, autographes reproduits en *fac simile*, dont l'intérêt criminologique est indéniable. De cette documentation, l'auteur a retiré notamment la conviction que si Starkweather était incontestablement profondément perturbé, rien dans son comportement antérieur au premier crime ne permettait de prévoir, et encore moins de prévenir celui-ci, et que s'il avait été arrêté et jugé dans les cinquante jours suivants, la question de sa reponsabilité mentale ne se serait pratiquement pas posée. Ce premier meurtre s'expliquait en effet suffisamment par le besoin d'argent, par la peur d'être reconnu par le pompiste volé, par la panique consécutive. Mais la folie meurtrière qui se manifesta cinquante jours plus tard met en évidence la difficulté de l'explication criminologique. Le professeur Reinhardt expose avec minutie quelles ont pu être, dès le jardin d'enfants, les frustrations de Starkweather comment la haine est devenue chez lui le sentiment dominant, comment, peu à peu, impulsion par impulsion, dont la moins forte n'a sans doute pas été le premier meurtre, il est venu à une rage « indestructible », qui l'a « libéré » du monde qu'il haïssait. Cet ouvrage, qui se veut strictement objectif et ne fait pas de concession à la commodité du lecteur, est un document clinique d'une réelle valeur.

J. L. C.

*Hume : Portrait of a Double Murderer*, par John Williams, London, William Heinemann LTD, 1960, 248 pages.

M. John Williams, journaliste spécialisé dans les affaires criminelles, expose dans ce livre l'histoire étonnante de Donald Hume, deux fois meurtrier, et bien que ce récit



soit pour la plus grande part un document de seconde main, trés différent par conséquent de l'ouvrage du professeur Reinhardt dont il est rendu compte ci-dessus, il ne manque pas d'intérêt pour le criminologiste, tant en raison de la singularité du cas, que du souci méticuleux d'information objective qui a manifestement animé l'auteur. A l'origine de la carrière criminelle de Donald Hume, on touve une naissance illégitime, et une éducation dans un orphelinat au régime très sévère, qui ont pu, en développant en lui un sentiment obstiné de frustration, orienter dans une certaine mesure son comportement ultérieur. Le fait est que ses débuts dans la délinquance sont plutôt ceux d'un escroc : port illégal d'uniforme, chèques sans provision,... Mais, en 1949, il frappe à mort un nommé Setty, qui avait brutalisé son chien Tony, auquel il était plus attaché qu'à sa jeune femme. Alors commence une série de faits vraiment exceptionnels. Hume depèce le cadavre de sa victime, empaquète le torse, le charge dans son avion de tourisme, et, accompagné de son chien, le jette de son avion dans la mer. Arrêté peu après, il réussit à tromper le jury en inventant une histoire selon laquelle il n'aurait été qu'un complice chargé de faire disparaître le corps pour 150 livres, et n'est finalement condamné qu'à 12 ans d'emprisonnement. Libéré huit ans après grâce à sa bonne conduite en prison, il vend au *Sunday Pictorial*, pour la somme de 2000 livres, sa confession, où il révèle, la vérité sur l'assassinat de Setty, et, muni de faux papiers, il réussit à se rendre en Suisse, à Zurich, où il se fait passer pour un pilote d'essai canadien, et ébauche une idylle avec une jeune suissesse. Il se rend ensuite, en changeant fréquemment d'identité, au Canada, en Californie, mais revient en Suisse, où finalement, dépourvu d'argent, il tente un *hold-up* sur une banque, et tue un chauffeur de taxi qui s'était lancé à sa poursuite. Condamné à l'emprisonnement perpétuel par les juges de Zurich, il se trouve sans doute encore, aujourd'hui, dans une prison Suisse. Le récit de M. John Williams ne tend pas à expliquer. Il expose les faits tels qu'ils ont pu être connus, laissant au criminologiste une ample matière à méditation.

J. L. C.

*Diary of a District Attorney* (Journal d'un attorney), par Martin M. Frank, Londres, Cassel, 1960, 174 pages.

M. Martin M. Frank qui a exercé successivement toutes les fonctions judiciaires représente bien l'attorney américain et le compte rendu de ses plus notables activités ne peut lasser la curiosité du lecteur européen, peu familier de l'organisation judiciaire d'outre atlantique. Certes un des passages les plus étonnants de l'ouvrage est celui qui traite des interrogatoires dits du premier, deuxième ou troisième degré et de l'usage que la police des U.S.A. en fait, ou ne doit pas, à peine de sanctions graves, en faire. Mais le lecteur trouvera aussi dans le livre la relation de quelques-unes des affaires que l'auteur a eu à traiter au cours d'une carrière bien remplie.

Pierre CHABRAND.

*Most of my Murders* (Mes principales affaires), par John Parris, Londres, Frederick Muller Ltd, 1960, 288 pages.

M. John Parris est un criminaliste, un grand avocat d'assises. De sa brillante carrière au barreau il a retenu pour le lecteur une dizaine de cas. Son style est dans ce livre, celui d'un journaliste relatant des faits divers. C'est dire que la lecture est prenante en même temps que facile. Mais au travers de ces étonnantes affaires dont quelques erreurs judiciaires M. John Parris entend apporter une démonstration. Il est certes contre la peine de mort, mais parce qu'il n'a pas confiance dans la décision du juge quelles que soient d'ailleurs les qualités de ce magistrat. Et de démontrer comment un détail, une phrase, un silence peuvent entraîner la conviction de la Cour. Il s'insurge contre différentes pratiques du barreau anglais et s'en prend notamment à ceux de ses collègues qui prétendent qu'un avocat ne doit pas rencontrer son client avant l'audience.

C'est dire que son ouvrage n'est pas seulement narratif mais qu'il contient de nombreuses observations en tout cas judicieuses.

Pierre CHABRAND.

*Clues that Spelled Guilty* (Les indices qui prouvèrent la culpabilité), par Leonard Gribble, Londres, John Long, 1961, 192 pages.

M. Leonard Gribble, dont nos lecteurs connaissent depuis longtemps les œuvres (1) a consacré un nouveau volume aux indices qui ont prouvé la culpabilité des criminels. Il s'agit de douze espèces choisies dans les pays les plus divers. Dans chaque cas ce sont des déductions logiques faites à la suite d'un seul indice qui ont permis de trouver le criminel.

L'ouvrage est écrit dans un style attrayant et a toutes les qualités d'un roman policier et d'une nouvelle historique.

Y. M.

*Blood on the Scales* (Du sang sur la balance), par Leslie Hale, Londres, Jonathan Cape, 1960, 223 pages.

M. Leslie Hale est un narrateur distingué. Il a étudié le crime pendant son temps de barreau et sans doute aussi au Parlement dont il fut membre. Son expérience doit être vaste, pourtant ce ne sont pas ses mémoires qu'il nous livre mais les réflexions sur la fragilité des verdicts. Et puis il sélectionne quelques récits particulièrement troublants. Ils sont de toutes les époques de plusieurs pays. Chacun comporte deux parties : exposé des faits tel qu'il a été retenu par la Cour et... la vérité. M. Hale a beaucoup lu et a dû voyager pas mal pour que ces exposés ne souffrent pas de banalité, à moins qu'il ne dispose tout simplement d'un cliché bien en ordre. Mais de toutes façons la qualité du récit est là qui fait que l'ouvrage se lit aisément comme un recueil de nouvelles policières.

Pierre CHABRAND.

## III. — SCIENCE PÉNITENTIAIRE

*Trois aspects de l'action pénitentiaire*, tome II (2), *Synthèse des travaux du Cycle d'études de Strasbourg*, présentée par Marc Ancel et Jacques-Bernard Herzog, Fondation internationale pénale et pénitentiaire, Berne, Staempfli et Cie, 1961, 107 pages.

La Fondation internationale pénale et pénitentiaire a organisé à Strasbourg au mois de septembre 1959 un cycle d'études consacré à trois problèmes pénitentiaires : l'observation des délinquants, le traitement pénitentiaire, la réadaptation du détenu à la vie libre. En une plaquette récemment parue MM. Ancel et Herzog, d'une part, donnent un compte rendu fidèle des débats, d'autre part, tirent les enseignements qu'appelle ce séminaire.

M. Ancel a d'abord été frappé par la permanence des grands problèmes pénitentiaires et par la continuité de l'intérêt qui est porté à chacun d'eux. Il souligne ensuite que si l'accord semble unanime à l'égard de certaines questions, en ce qui concerne d'autres systèmes les spécialistes des divers pays tendent à opposer, sinon leurs conceptions de base, du moins leurs techniques actuelles. L'unanimité existe par exemple sur la nécessité d'établir une liaison entre l'observation judiciaire ou préjudiciaire et l'observation pénitentiaire. Egalement sur la nécessité d'assurer ou de permettre une large individualisation pénitentiaire. Mais on discute sur l'organisation géographique de l'observation, beaucoup moins sur l'usage de l'encellulement, davantage sur la valeur et les conceptions actuelles du régime progressif et même sur le sens de l'emprisonnement.

Il n'est pas possible de résumer la narration des débats présentée par M. Herzog. Sans prétendre que cela suffira, il n'est loisible que d'évoquer les nombreux sujets abordés :

*Sur l'observation des délinquants* (rapporteur Lionel Fox) :

— les rapports entre l'observation pénitentiaire et l'observation judiciaire ;

— les buts de l'observation pénitentiaire (classification des délinquants, individualisation du traitement, adaptation des détenus au régime carcéral, détermination de la durée du traitement) ;

(1) V. cette *Revue*, 1959, p. 238, 1960, p. 552.

(2) Il a été rendu compte du tome I dans cette *Revue*, 1961, p. 429.



— l'organisation matérielle de l'observation (structure des organismes, centres nationaux ou régionaux, ou observation en établissement, méthodes de l'observation).

*Sur le traitement pénitentiaire* (rapporteur M. Jean Dupréel) :

— le problème du code de l'exécution des peines ;

— l'évolution du régime progressif ;

— les limites de l'utilisation des établissements ouverts ;

— la discipline dans les établissements de jeunes adultes ;

— le traitement pénitentiaire des auteurs d'infractions involontaires.

*Sur la réadaptation du détenu à la vie libre* (rapporteur M. Lamers) :

— la légalité du principe de la réadaptation sociale ;

— les mesures prises pour préparer le retour du détenu à la vie libre (système du rachat des peines par le travail, traitement de pré-libération, permissions de sortie, préparation de la famille au retour du détenu) ;

— la libération conditionnelle (son octroi, consentement du condamné, libération conditionnelle obligatoire, révocation) ;

— l'assistance post-pénale (incidences du service militaire, tutelle des libérés).

Ce large faisceau de problèmes conduit par toutes ces voies à la conception nouvelle de la privation de liberté que souligne M. Ancel. Elle n'est désormais à considérer que comme une sorte de mise à la disposition des autorités qualifiées pour appliquer le traitement approprié de réinsertion sociale.

P. C.

## IV. — DROIT PÉNAL COMPARÉ ET DROIT PÉNAL ÉTRANGER

*The German Penal Code of* 1871 (Le Code pénal allemand de 1871), traduit par Gerhard O. W. Mueller et Thomas Buergenthal, Londres, Sweet & Maxwell Limited, 1961, 177 pages.

Le Comité de droit pénal comparé de la Faculté de droit de l'Université de New-York vient de publier en traduction anglaise, après les Codes pénaux de France, de Corée et de Norvège, le Code pénal allemand de 1871, pris dans son texte le plus récent, tel qu'il s'applique aujourd'hui dans la République fédérale allemande.

Ceux-là même qui n'ont pas besoin, pour en prendre connaissance, de traduction anglaise trouveront plaisir et profit à parcourir l'introduction dans laquelle le professeur Schröder, en quelques pages très claires, résume excellemment les traits essentiels du Code, les amendements qui lui ont été apportés et ceux qu'il est question de lui apporter encore.

L. H.

*Strafrecht-Allgemeiner Teil* (Droit pénal. Partie générale), par Jürgen Baumann, 2e édition, Bielefeld, Verlag Ernst und Werner Gieseking, 1961, 623 pages.

Le manuel du professeur Baumann, dont nous avons précédemment fait l'éloge dans cette *Revue* (1961, p. 211), a obtenu le succès qu'il mérite. Dans la seconde édition, qui a suivi de si près la première, l'auteur ne s'est pas borné à faire par ci par là quelques corrections ; il a profité de la publication du projet de 1960 pour accorder plus de place à la réforme du Code pénal actuellement en cours.

L. H.

*Strafrecht.* I. *Allgemeiner Teil* (Droit pénal. I. Partie générale), par Edmund Mezger, 9e édition, Munich et Berlin, C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1960, 338 pages,

La neuvième édition de la *Partie générale* du livre d'étude du droit pénal de M. le Professeur Mezger vient de paraître. Nous avons déjà présenté cet ouvrage à nos lecteurs (1) et il s'agit évidemment d'un livre de base. Nous regrettons seulement que pour des raisons diverses sa mise à jour dans différents domaines n'ait pas été entreprise. Pour ne citer qu'un exemple, la bibliographie française s'arrête en 1947 et contient certaines

(1) V. cette *Revue*, 1958, p. 290 ; 1961, p. 235.

indications erronées, telle celle concernant le *Code pénal annoté*, attribué non seulement à Garçon, mais aussi à Garraud. Dans l'attente de la promulgation du nouveau Code pénal allemand, l'auteur s'est également abstenu de prendre en considération les dernières modifications législatives en Allemagne.

Néanmoins l'ouvrage reste une source intéressante pour tous ceux qui veulent connaître le droit allemand, et surtout les idées de l'auteur.

Y. M.

*Strafgesetzbuch und Nebengesetze* (Code pénal et lois annexes) publiés par Otto Schwarz, 23e édition par Eduard Dreher, Munich et Berlin, C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1961, 1310 pages.

Nos lecteurs connaissent le Code pénal de Otto Schwarz édité dans la collection « Kurz-Kommentare » des Editions C. H. Beck (1). Depuis le décès de l'auteur du commentaire, c'est M. Eduard Dreher, conseiller ministériel au ministère fédéral de la Justice qui a pris sa suite. M. Dreher, ainsi qu'il le dit dans son introduction de la 23e édition de l'ouvrage, cherche à garder les qualités marquantes de cette publication, c'est-à-dire la brièveté de la présentation, tout en conservant sa clarté et la grande richesse de la jurisprudence utilisée. C'est pourquoi il lui a semblé nécessaire de prendre en considération la jurisprudence du tribunal fédéral et la doctrine les plus récentes. De nombreux chapitres sont modifiés, ainsi que certaines parties de l'annexe, qui comporte maintenant en outre le droit pénal militaire. Sont aussi à signaler comme nouvelles une vue d'ensemble sur les mofidications apportées au Code pénal, une liste des arrêts du tribunal fédéral et l'indication de l'endroit où ils peuvent se trouver dans la collection officielle de la « Neue Juristische Wochenschrift ».

M. Dreher, qui a participé activement au projet de réforme du Code pénal, était extrêmement bien placé pour assurer cette succession difficile et il a su utiliser les discussions les plus modernes auxquelles a donné lieu ce projet dans l'élaboration des commentaires du *Code pénal*. Il est facile dans ce cas d'être prophète et de prédire à la nouvelle édition un succès digne de celles qui l'ont précédée.

Y. M.

*Rechtslexicon. Handbuch des österreichischen Rechtes für die Praxis* (Dictionnaire juridique. Manuel du droit autrichien pour la pratique), publié par F. Maultaschl, W. Schuppich et F. Stagel, Vienne, Verlag Brüder Hollinek, fascicules 25 à 29 inclus, août 1960 à mai 1961 inclus, feuillets mobiles.

Nous avons déjà signalé à plusieurs reprises à nos lecteurs (2) cet excellent instrument de travail qu'est le *Rechtslexicon*, manuel du droit autrichien pour la pratique. La régularité avec laquelle les éditeurs font paraître la suite de l'ouvrage vaut d'être spécialement signalée. Cinq nouvelles livraisons ont été publiées. En ce qui concerne le droit pénal elles contiennent notamment les rubriques suivantes : *La récusation des magistrats et des greffiers* par Loebenstein ; *L'appel contre les arrêts des cours d'assises*, par Loebenstein ; *L'inculpé*, par Fleisch ; *Les publications contre les bonnes mœurs*, par Erhart ; *La protection de l'Etat*, par Warbinek ; *La priorité*, par Gaisbauer.

Rappelons que chaque notice est accompagnée d'indications bibliographiques extrêmement utiles et qu'un index général facilite beaucoup l'utilisation de cet ouvrage dont la qualité est maintenant généralement reconnue.

Y. M.

*Direito penal* (Droit pénal), par E. Magalhaes Noronha, Sao Paulo, Ediçao Saraiva, 2e volume, 1960, 660 pages, 3e volume, 1961, 561 pages.

J'ai rendu compte dans cette *Revue* (3) de l'œuvre entreprise par M. Magalhaes Noronha. Son traité de droit pénal se complète de deux volumes traitant du droit pénal

(1) V. les comptes rendus d'éditions précédentes dans cette *Revue*, 1957, p. 504 ; 1958, p. 294.

(2) Cette *Revue*, 1960, p. 183 et 775.

(3) 1960, p. 776.



spécial. Etude sérieuse, sans éclat mais non point sans mérite, qui témoigne à la fois d'une bonne connaissance de la doctrine internationale et d'un souci de tenir compte de la législation nationale. Pourquoi les pénalistes d'Amérique ibérique sont-ils congénitalement indifférents à la jurisprudence ?

J.-B. H.

*Diritto penale e processuale finanziario* (Droit pénal et procédure financière), par Luigi Sechi, 4e édition, Milan, Dott A. Giuffrè, 1960, 306 pages.

La doctrine étrangère est plus riche que la doctrine française en matière fiscale et douanière. L'ouvrage de M. Luigi Sechi retient à ce titre l'attention. Son intérêt réside dans le fait qu'il étudie successivement les problèmes relatifs à l'incrimination et à la poursuite des infractions financières, expression sous laquelle sont englobées à la fois les fraudes fiscales et les fraudes douanières. On connaît le particularisme de ce droit pénal très spécial et les observations de M. Luigi Sechi n'ont à cet égard que valeur de confirmation. L'intérêt de son étude est également de se terminer par une compilation de textes législatifs et réglementaires applicables en la matière.

C'est un ouvrage dont la lecture demeure facile en dépit du particularisme des thèmes dont elle traite.

J.-B. H.

*Staat ohne Recht. Des Bonner Staates strafrechtliche Sonderjustiz in Berichten und Dokumenten* (Etat sans droit. La justice pénale spéciale de l'Etat de Bonn présentée dans des rapports et des documents), publié sous la direction de H. Gerats, G. Kühlig et K. Pfannenschwarz, Berlin, VEB Deutscher Zentralverlag, 1959, 571 pages.

*Etat sans droit* est un rapport documentaire. Les auteurs, citoyens de l'Allemagne de l'Est, ont réuni un matériel imposant pour démontrer à travers des arrêts, des extraits de journaux, de lois et de procès-verbaux de l'Assemblée fédérale, les entorses à la justice commises selon eux par les juges de l'Allemagne occidentale. Il s'agit surtout évidemment de procès politiques. Il est un fait bien connu que les luttes les plus violentes sont celles entre frères ; or les auteurs eux-mêmes ne cachent pas qu'ils ne désirent même pas être objectifs ; l'introduction est précédée d'une citation de Goethe : « Je puis promettre d'être franc, mais pas de ne pas prendre parti ».

Il est certain que les auteurs sont poussés par le désir d'aider ceux qui pensent comme eux et qui souffrent pour cette raison, et que l'ouvrage, même s'il ne désire pas être objectif, donne une documentation impressionnante.

Tous ceux qu'intéressent les reproches en matière de droit pénal qu'adresse l'Allemagne de l'Est à l'Allemagne de l'Ouest liront cet ouvrage avec intérêt.

Y. M.

*Convegno nazionale di studio su alcune fra le più urgenti rèforme del diritto penale* (Congrès national voué à l'étude de quelques-unes des réformes les plus urgentes à introduire en droit pénal), Milan, Dott. A. Giuffrè, 1961, 718 pages.

A la suite des projets de réforme du Code pénal parus en Italie en 1949 et 1956 et aussi d'une proposition de loi d'initiative parlementaire tendant à l'abolition de l'*ergastolo*, le Centre national de prévention et de Défense sociale, présidé par le sénateur Enrico de Nicolà, a pris l'initiative de convoquer un Congrès national chargé de rechercher les réformes les plus urgentes à introduire en droit pénal. Ce Congrès, auquel ont pris part, à côté de quelques psychiatres et médecins légistes, toute une élite de criminalistes, magistrats, professeurs et avocats, a tenu deux sessions : la première à Côme, Bellagio et Milan du 24 au 27 avril 1958, la seconde à Milan et Bellagio du 23 au 28 avril 1959 (1).

La session de 1958 a pris pour premier thème : les fonctions et critères de la peine et des mesures de sûreté dans le système pénal et pénitentiaire actuel, avec mission d'envisager spécialement cette peine de l'*ergastolo* qui est, à l'heure actuelle en Italie l'objet de vives attaques ; pour second thème : la responsabilité objective, notamment en

(1) V. cette *Revue*, 1959, p. 744.

matière de délits de presse et en cas de participation à un délit différent de celui qui était voulu par l'agent.

La session de 1959 s'est occupée d'abord de la causalité en cas de concours de causes et ensuite de la définition de la tentative.

Chaque question a fait l'objet de rapports écrits, puis de rapports oraux suivis de discussions animées et de résolutions après vote.

Tout ce précieux matériel a été recueilli dans un livre qui s'impose à l'attention des Français aussi bien que des Italiens et en tête duquel figure, avec une photographie, un éloge émouvant du président de Nicolà récemment disparu.

L. H.

*The Criminal Law Review, Special Issue on Violence*, octobre 1960, Londres, Sweet & Maxwell Ltd, 71 pages.

La *Criminal Law Review* est une publication dirigée par des praticiens et destinée aux praticiens du droit pénal. Son objet essentiel est de suivre l'actualité, ce qui, dans le pays de la Common Law, où le droit est originairement *judge made*, suppose essentiellement le dépouillement et le classement des *cases*. Cependant, ce numéro spécial mérite une mention particulière, car il est en majeure partie consacré aux crimes de violence, sur lesquels l'attention du public et des juristes anglais a été récemment attirée. Le but de ce numéro est de faire le point sur quelques aspects du problème.

M. Herschell A. Prins, qui est *probation officer*, présente d'abord des renseignements sur les aspects sociaux et familiaux de ces infractions contre l'intégrité de la personne. Plusieurs tableaux statistiques et le résumé de treize cas particuliers illustrent ces informations vivantes, mais assez sommaires. Il en résulte surtout, ce qui ne constitue pas une révélation, mais méritait d'être rappelé puisque l'on a tendance à l'oublier, que les meurtriers ou les auteurs de crimes de violence ne peuvent être considérés comme constitutionnellement différents des autres délinquants, et ne paraissent pas provenir de milieux ou de groupes sociaux particuliers. On peut hésiter sur les causes exactes, souvent complexes, de leurs crimes ; on peut hésiter aussi sur leur traitement. On lira ensuite avec intérêt un bref, mais précis et impartial article du Capitaine A. Popkess sur les troubles de caractère racial qui, en août 1958, agitèrent le quartier de Nottingham : brusque et étonnante explosion de violence collective. Comment fallait-il réagir ? On sait qu'un juge anglais n'hésita pas à condamner à quatre ans de prison neuf « jeunes adultes » coupables de pareilles infractions. Le Dr T. E. James examine à ce sujet la *sentencing policy* des tribunaux en face des crimes de violence. De cette étude, brève, mais nuancée et nourrie de références, il résulte que le juge anglais se montre soucieux, en pareil cas, d'assurer d'abord la sécurité du public et l'intimidation ; les préoccupations de redressement, et plus encore celles de traitement, paraissent secondaires. Cette question du traitement pénitentiaire des auteurs de crimes de violence fait d'ailleurs l'objet d'une étude attentive, d'un grand intérêt, due à M. Gordon Hawkins, qui possède à cet égard une riche expérience professionnelle. Ses conclusions sont d'ailleurs très prudentes, sinon même quelque peu désabusées...

Ce numéro contient encore une courte étude sur le sang en médecine légale et une autre sur quelques dispositions légales récentes sur la prostitution. Il comporte aussi, comme d'habitude, une analyse des décisions judiciaires nouvelles rendues en matière pénale. L'éditorial fait un sort spécial à un arrêt de la Chambre des Lords (*D.P.P.* v. *Smith*) que, malgré le respect traditionnel dont jouissent les décisions judiciaires en Angleterre, le commentateur qualifie « d'évènement malheureux pour le droit criminel anglais ». Il regrette de voir la Haute Juridiction reconstituer à peu près, par un détour et par un recours à des notions abstraites, cette *constructive malice* que le *Homicide Act* de 1957 avait pourtant voulu supprimer. Bel exemple d'un cas où le juridisme traditionnel du juge suprême cherche à réduire les effets, sinon même à ruiner une réforme législative d'inspiration sociale et humaine...

M. A.



*Mens Rea in Statutory Offences* (Intention criminelle dans les infractions légales), par J. Ll. J. Edwards, Londres, Macmillan Co. Ltd., New-York, St Martin's Press, 1955, 297 pages.

Comme le souligne dans sa note éditoriale le professeur Léon Radzinowicz, cet ouvrage constitue la première étude fondamentale, complète et critique des définitions par lesquelles le droit positif anglais cherche à situer la notion de *mens rea* dans le *statute law*. Il convient d'y ajouter encore que l'ouvrage de M. Edwards, élaboré avec une très grande compétence et en même temps un zèle et une persévérance dignes du but visé par l'auteur — car il fut soutenu par lui comme thèse de doctorat à l'Université de Londres — englobe toutes les expressions législatives et même toutes leurs nuances les plus subtiles, dont se sert le législateur afin de définir l'état d'esprit de l'auteur d'une infraction donnée. Il convient de souligner aussi que cet ouvrage est non seulement le premier mais aussi — jusqu'à présent — l'unique étude qui traite de ce complexe problème dans son ensemble.

La préface de l'auteur donne un bref aperçu synthétique des tâches envisagées. La notion générale et en même temps fondamentale de *mens rea* qui doit expliquer l'état d'esprit du délinquant lors de la commission de l'acte n'est pas définie en Angleterre, étant donné l'absence comme on le sait, d'un Code pénal et surtout d'une partie générale. Rien d'étonnant qu'elle ait donné lieu à une jurisprudence abondante, tendant à préciser cette notion aussi bien dans sa signification générale que par rapport à ses multiples expressions adoptées par le droit positif, qui de temps à autre exige un état d'esprit spécial, défini par le *statute*, en tant qu'élément constitutif de l'infraction donnée. Rien d'étonnant aussi que ces opinions et interprétations de jurisprudence soient loin d'être unanimes et parfois même se révèlent contradictoires.

En abordant ce problème complexe, M. Edwards fait preuve d'une parfaite maîtrise du sujet. L'auteur a su systématiser et présenter avec clarté la riche documentation doctrinale, législative et jurisprudentielle sous l'angle historique, et faire ressortir d'une manière vivante le dynamisme des expressions et de leurs interprétations, évoluant à travers les siècles. C'est ainsi que nous y trouvons tout ce qui est nécessaire pour comprendre et suivre l'application de la notion de *mens rea* et son développement sous sa forme spéciale de *malice* (intention coupable), inséré dans de nombreuses lois, et dont l'évolution historique jusqu'à nos jours est particulièrement intéressante. Les huit chapitres successifs sont consacrés, tour à tour, à une analyse compétente et minutieuse de diverses exigences législatives particulières de la *mens rea*, définies : *wilfulness* (l'intention), *knowingly* (la connaissance), *permitting* (autoriser), *suffering* (ne pas s'opposer), *causing* (causer), *allowing* (permettre), *fraudulently* (frauduleusement) — ainsi que des différents degrés de prévision des conséquences.

C'est une attention toute particulière que mérite l'effort de l'auteur visant à démontrer les dangers qu'apporte une interprétation judiciaire littérale des lois qui refuse parfois (mais heureusement de moins en moins souvent) de trouver dans le contenu des définitions de certaines infractions une référence quelconque à l'état d'esprit de l'accusé. La responsabilité qui lui est imposée par conséquent est objective (*strict liability* ou *vicarious liability*). L'auteur souhaite voir réduire les cas d'une responsabilité objective possible exclusivement à certaines catégories de contraventions, tout en multipliant les cas de responsabilité pour manque de prévoyance (le domaine des délits non-intentionnels étant plutôt limité en droit positif anglais).

L'ouvrage de M. Edwards apporte indubitablement une contribution majeure à la connaissance d'un des plus importants et en même temps des plus difficiles problèmes du droit pénal anglais.

Une liste des lois analysées et des cas présentés, une bibliographie du sujet et une table des matières accompagnent cet ouvrage.

A. Flatau-Shuster.

*Versuch des untauglichen Täters, zugleich ein Beitrag zur strafrechtlichen Lehre vom Unrecht* (Tentative de la part d'un agent non idoine. Contribution à la théorie de l'illicéité en droit pénal), par Fritz Stöger, Berlin, Walter de Gruyter & Co., 1961, 87 pages.

Il arrive qu'un individu tente de commettre un délit qu'il n'a pas qualité pour commettre. Tombera-t-il sous le coup de la loi pénale pour cette tentative de délit impossible ? C'est un point sur lequel en Allemagne doctrine et jurisprudence hésitent.

Après étude approfondie de la question, le Dr Stöger la résout par une distinction suivant qu'il y a ou non danger pour le bien contre lequel la tentative est dirigée.

Qu'un individu qui n'est pas fonctionnaire tente de commettre un délit de fonction, par exemple un délit de violation de secret : il ne sera pas punissable ; c'est un délit qui est, si l'on peut dire, au dessus de ses moyens. Mais qu'un autre individu s'avise de coucher avec une fille dont il croit être le père, alors qu'il n'en est pas le père, on le poursuivra pour tentative d'inceste parce que sa façon d'agir a montré que, dans les relations sexuelles, il ne se laisse pas arrêter par les interdits qu'impose la parenté.

L. H.

*Die Privatstrafe. Ein Beitrag zum Schutz des allgemeinen Persönlichkeitsrechts* (La peine privée. Contribution à la protection des droits généraux de la personnalité), par Bernhard Grossfeld, Francfort-sur-le-Main, Berlin, Alfred Metzner Verlag, 1961, 144 pages.

Cette thèse de doctorat analyse en droit français, anglais, américain et allemand des institutions juridiques dans lesquelles l'auteur croit pouvoir déceler une survivance de la peine privée. Sans méconnaître cependant les tendances modernes, aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence, visant à la suppression de la peine privée, il déploie des efforts méritoires, mais peu convaincants pour en établir la réalité et la justification. Il faut tout de même prendre son parti de l'évolution historique pour admettre que la substitution de l'idée de compensation à la vengeance privée constitue un progrès. Nous sommes loin du *carcer privatus* et même de la prison pour dettes ; et s'il restait des vestiges de peines privées, ils seraient fatalement condamnés à disparaître, le domaine pénal étant désormais réservé à l'Etat agissant dans l'intérêt général.

L'astreinte est-elle donc une peine privée, ainsi qu'il est soutenu ? Si G. Ripert, cité par l'auteur, mentionne bien certaines manifestations de l'idée de peine privée dans son ouvrage de doctrine (*La règle morale dans les obligations civiles*, n° 185), il est formel pour en éliminer l'astreinte, dont le but n'est pas de réparer le préjudice mais de contraindre le débiteur à l'exécution de son obligation de faire ou de ne pas faire, et pour conclure que l'idée de réparation qui régit en fin de compte les astreintes ne laisse aucune place à celle de peine privée (cf. *Tr. dr. civ.*, t. VII, n° 782). Cette opinion conforme au demeurant à la jurisprudence française consacre le principe de la réparation proportionnée à l'étendue du préjudice. Il peut y avoir certes faute sans préjudice, ou faute grave et préjudice minime, voir préjudice sans faute. A ces cas marginaux, l'allocation de dommages-intérêts pour préjudice moral apporte une solution, la notion de préjudice étant laissée à la libre appréciation du juge.

En est-il autrement en droit anglo-saxon qui distingue les *exemplary damages* (dommages-intérêts à titre exemplaire) des *compensatory damages* (dommages-intérêts à titre de réparation ) ? Il ne semble pas puisque dans les deux cas il s'agit encore de réparation d'un préjudice dans le sens le plus large.

En droit allemand, l'article 253 du Code civil exclut la réparation des dommages non matériels, c'est pourquoi en conclusion de sa thèse, notre auteur propose, à côté de l'indemnisation du préjudice matériel, l'institution, en réparation du tort causé à la victime, d'une amende civile déterminée par la gravité du préjudice et de la faute de l'auteur du fait dommageable, compte tenu de la situation de ce dernier. La victime pourra demander que cette amende, au lieu de lui être versée, soit destinée à une œuvre d'utilité publique. Cette dernière suggestion, étrangère à la notion de peine privée, peut parfaitement se combiner avec le système délictuel ou quasi-délictuel de la réparation du préjudice. Elle pourrait être utilement retenue, en France, en particulier en matière de dommages-intérêts pour injures et diffamation.

E. F.

*Inlocuirea Raspunderei penale pentru unele infractiuni cu raspundere administrativa sau disciplinara* (La substitution de la responsabilité administrative ou disciplinaire à la responsabilité pénale, pour certaines infractions), par V. Dongoroz, S. Kahane, I. Oancea, J. Fodor si N. Iliescu, Bucarest, 1957, 211 pages.

Cet ouvrage est consacré, selon les termes de la préface, à un problème particulier du droit socialiste. Un décret du Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. du 27 mars 1953 prévoit la nécessité de substituer la responsabilité administrative ou disciplinaire à la responsabilité pénale, pour certaines infractions. C'est, sans doute, pour se conformer à cette injonction que l'Institut de recherches juridiques de l'Académie de la République Populaire de Roumanie, à l'instar des autres démocraties populaires (1), a chargé un « collectif » de juristes de rédiger ce livre.



Plusieurs décrets font application en R.P.R. de la nouvelle mesure. C'est ainsi que la mendicité et le vagabondage antérieurement punis par le Code pénal, deviennent objet des mesures administratives (décret 351-949). De même, les contraventions sont retirées du Code pénal et rentrent dans le cadre des responsabilités administratives et disciplinaires (décret 184-1954). Un autre décret (n° 255-1953) donne la même qualification aux vols, insultes et coups, survenus entre salariés dans les lieux de leur travail. Sur la base des données de cette législation, les auteurs étudient les conditions de l'extension de la substitution de la responsabilité administrative ou disciplinaire à la responsabilité pénale par la voie des normes générales — législatives ou administratives — ainsi que par l'activité judiciaire. Il s'agit de substituer un ordre de responsabilité à un autre et non d'atténuer la rigueur de la loi pénale. On estime plus conforme aux exigences de défense de la Société « socialiste » d'ajouter une catégorie spéciale de sanctions, dont le caractère est complémentaire et dont l'application par les organes de l'administration s'avère plus appropriée aux buts d'intimidation, d'éducation et de réparation qui doivent assortir la répression. En outre, cette pratique a l'avantage d'éviter l'interruption du travail de l'accusé qu'implique généralement la procédure pénale et aussi de décharger les instances judiciaires d'un nombre considérable de procès, dont la solution par les organes administratifs ou disciplinaires sera beaucoup plus rapide et souvent plus utile.

Le criterium de la substitution est le degré réduit du danger social du fait incriminé. La définition de l'infraction consacrée en U.R.S.S. — un fait socialement dangereux pour l'ordre soviétique — est également celle de la législation de la R.P.R. (décret du 30 avril 1949). Le degré du danger peut changer dans la conception des dirigeants du régime. Telle infraction grave à un moment donné revêt un caractère bénin dans d'autres circonstances. Le vol, lorsqu'il s'agit d'un bien de valeur insignifiante ou lorsque l'auteur a eu envers le travail et l'avoir collectif une attitude habituellement correcte, peut n'entraîner qu'une sanction administrative ou disciplinaire. C'est la loi qui doit énumérer les cas de substitution d'une responsabilité à l'autre. Mais le juge peut aussi se voir autorisé à le faire, en s'inspirant de « la conscience socialiste » (p. 64).

De multiples éléments déterminent l'appréciation du degré du danger social : le but contre-révolutionnaire de l'inculpé, ses antécédants du point de vue du comportement « socialiste », l'importance des conséquences du fait reproché, sa répétition par l'auteur même, ou la fréquence dans la région, etc.

L'effet de la substitution de la responsabilité administrative ou disciplinaire à la responsabilité pénale est l'application des sanctions administratives ou disciplinaires. Il n'y a pas encore en R.P.R. un droit pénal administratif comme en d'autres démocraties populaires, notamment en Pologne et en Tchécoslovaquie. Les sanctions administratives sont prévues par le décret 184-1954 portant règlementation des contraventions : l'avertissement, dont le rôle est surtout d'intimidation et d'éducation, l'amende, dont le montant est fixé soit par la loi, soit par la décision de l'administration et la confiscation qui intervient à titre accessoire.

Les sanctions disciplinaires, applicables uniquement aux personnes assujetties à un régime de discipline dans leur travail, sont indiquées dans un grand nombre de décrets ainsi que dans des décisions des organes de l'administration. Ce sont : l'observation, le blâme, la rétrogradation, la réduction du salaire, la rupture du contrat de travail, l'amende, l'exclusion d'une coopérative, le transfert dans un autre lieu du travail avec une rémunération inférieure, etc.

Toute personne physique ayant atteint l'âge de 12 ou 14 ans peut se voir appliquer les sanctions respectivement administratives ou disciplinaires.

Quant aux organes appelés à décider de la sanction, ce sont ceux prévus par les lois et règlements intérieurs de chaque administration ou unité collective (syndicats, conseils populaires, etc.). Selon les dispositions du décret 198/1955, modifiant le décret 184/1954 précité, l'organe compétent comprend le secrétaire du Comité exécutif du Conseil populaire, le chef de la section où travaille l'inculpé et le chef de la milice (police) locale. La présence de ce dernier est caractéristique. La procédure n'est pas contradictoire. La même décision prononce la sanction, la confiscation et éventuellement la condamnation à la réparation des dommages causés. Quelle que soit l'autorité compétente, la surveillance générale incombe à la *Procuratura* (loi du 29 avril 1954).

(1) Comp. C. pén., R. P. bulgare (art. 347, 354) ; C. pén. R. P. albanaise (art. 282, art. 320-322, 327) ; C. pén. R. P. tchécoslovaque (art. 305) ; loi polonaise du 15 déc. 1951.

***

*De lege ferenda*, l'idée dominante de la technique de l'extension du champ d'application de la substitution des responsabilités est de ne pas porter atteinte au droit pénal en tant que moyen de contrainte juridique et d'éducation des individus dans l'esprit de la discipline socialiste. Les sanctions administratives ou disciplinaires auront la même finalité que les sanctions pénales. En suivant cette directive, les auteurs distinguent la substitution pure et simple prévue impérativement par la loi et les substitutions conditionnelles ou subsidiaires. Ces dernières dépendent des circonstances qui accompagnent le fait incriminé. Lorsqu'elles sont de nature à augmenter le danger social du fait, la responsabilité pénale est rétablie. Par contre, au cas de circonstances atténuantes l'infraction peut ne recevoir qu'une sanction administrative ou disciplinaire. L'autorité dont relève la décision tiendra compte non seulement des circonstances de la cause, mais aussi du lieu où le fait s'est produit, ainsi que « de chaque moment et étape de la construction du socialisme dans le pays » (p. 125). Cela explique certaines décisions administratives transformant en infractions pénales des faits que la loi qualifie de contraventions administratives (Comp. déc. Cons. des Ministres, n° 903-954, citée p. 126).

Par ailleurs, lorsque l'instance pénale a prononcé l'acquittement, l'affaire n'est pas terminée. Le dossier peut être renvoyé aux autorités administratives en vue de l'éventuelle application des sanctions administratives ou disciplinaires.

Une mention spéciale mérite l'application des mêmes sanctions à la tentative. Les faits la constituant peuvent être considérés en eux-mêmes, comme des fautes autonomes.

L'interférence entre le droit pénal et le droit administratif, dont témoigne le sujet de cet ouvrage, n'est pas de nature à surprendre dans un système défini par la confusion absolue des pouvoirs. L'administration dispose de presque toutes les fonctions de l'Etat. Le centralisme lui assure la direction unique. La substitution de la responsabilité administrative à la responsabilité pénale, dans certains cas, apparaît dès lors comme l'un des moyens d'action de l'Etat sur l'individu. Cette remarque est sans rapport avec les développements par lesquels les auteurs nous assurent de « la disparition des causes de la criminalité dans le régime de la dictature du prolétariat qui, ayant liquidé le système capitaliste, ne connaît plus l'exploitation de l'homme, la misère et les besoins insatisfaits ».

V. V.

*Il Codice di procedura penale italiano* (Le Code de procédure pénale italien), par Angelo de Mattia, 2 vol., Milan. Casa Editrice Dr. Francesco Vallardi, 1960, 1004 et 1939 pages.

Le commentaire d'Angelo de Mattia comprend deux volumes.

Le premier, le plus important, est consacré au Code de procédure pénale. Il est d'autant plus précieux que le Code Rocco de 1930 a été, après la chute de Mussolini, modifié sur beaucoup de points en particulier par une loi du 18 juin 1955. Après une introduction historique, précédée d'une imposante bibliographie, l'auteur nous présente, en tête de chaque partie du Code, quelques observations générales et ensuite, sous chaque article, les observations particulières qu'il comporte du point de vue législatif ou du point de vue jurisprudentiel : à quoi s'ajoutent, lorsqu'il y a lieu, des recommandations techniques à l'adresse des policiers ou des magistrats. Le rapport Rocco, qui a été à la base du Code de 1930, et le rapport di Pietro, qui éclaire la loi de 1955, complètent heureusement ce premier volume.

Le second volume n'est qu'un recueil de textes. Il renferme les dispositions complémentaires qu'a besoin de connaître le juge pénal : la Constitution de la République d'Italie de 1947 ; les règles touchant à l'organisation de la Cour d'assises ; la législation des mineurs ; la procédure spéciale aux infractions financières ; la procédure devant la Cour constitutionnelle ; les dispoitions relatives à l'organisation judiciaire, au juge de surveillance, aux avocats, aux procureurs, à l'assistance judiciaire, au casier judiciaire, à l'exécution des peines et de la détention préventive, à la police de la circulation, aux délits commis dans les faillites, aux délits électoraux ; les lois de sûreté publique et d'autres textes encore.

Une table des matières facilite les recherches dans cet ouvrage dont il faut louer, avec la richesse, la clarté.

L. H.



*Jury Trials. Special Lectures of the Law Society of Upper Canada*, Toronto, Richard de Boo, Ltd, 1959, 364 pages.

La *Law Society of Upper Canada* organise chaque année une série d'exposés consacrés au droit canadien envisagé du point de vue de la pratique de la barre. En 1959, le sujet proposé aux conférenciers a été le jury, tant civil que criminel. La première partie de l'ouvrage traite du jury criminel. C'est évidemment celle qui semble la plus familière au juriste formé en dehors du système juridique anglo-saxon. Il y a pourtant ample matière à découvertes, et à comparaisons, dans cette suite de chapitres où d'éminents praticiens ont apporté chacun le fruit de leur expérience pratique, en ce qui concerne le rôle du jury criminel, le jugement de plusieurs co-accusés, le rôle du psychiâtre, la démence, l'ivrognerie, les délits sexuels et leur preuve (*corroboration*), l'art de présenter les faits, la *cross examination*, la plaidoirie (*adress to the jury*), le résumé fait par le juge (*charge to the jury*). La seconde partie apporte d'intéressantes lumières sur l'utilisation du jury dans le procès civil. Celle-ci n'est plus unanimement admise dans les différents droits anglo-saxons, et il semble bien que c'est au Canada qu'elle est encore le plus largement en honneur, bien qu'elle y soit l'objet de controverses dont les auteurs des différents chapitres n'ont pas hésité à discuter l'essentiel. En pratique cette institution de *common law* est surtout utilisée dans l'évaluation de dommages, et M. Robinette, Q. C., dans son introduction, a pu écrire : « Théoriquement, un jury semblerait le tribunal parfait pour le jugement des cas de négligence ». Les chapitres relatifs au jury civil sont successivement consacrés, après deux exposés en quelque sorte introductifs sur le rôle du jury dans le procès civil, et sur les acteurs du procès (*Le jury, le juge, le procès et vous*), aux procédés pratiques d'introduction de l'instance en demande et en défense aux cas dans lesquels il y a lieu de s'opposer au renvoi devant un jury, aux modes de preuve, à la plaidoirie en demande et en défense, et au résumé fait par le juge. L'ensemble des auteurs se montre très attaché au maintien, pour les plaideurs, du droit de recourir au jury, tout en reconnaissant que ce droit ne peut être exercé en certaines matières, telles que les contrats, les procès commerciaux ou fiscaux, et, bien entendu, les *chancery cases*, qui échappent à la *common law*. Pour le lecteur qui n'est pax anglo-saxon, l'un des attraits majeurs de cet ouvrage est d'apporter une somme considérable d'expériences vécues, et déclairer ainsi sur la psychologie, sur les préoccupations professionnelles des praticiens canadiens, sur leur façon de concevoir et d'exercer leur fonction.

J. L. C.

*Prokurorski nadzor za sobliudeniem zakonnosti v deiatelnosti organov doznania i predvazitelnovo sledstviia* (Le contrôle, par le procureur, du respect de la légalité dans l'activité des organes de l'enquête et de l'instruction préparatoire), par V.M. Savitski, publié sous les auspices de la *Procurature* de l'U.R.S.S. et de l'Institut de droit Vychinski, Moscou, Editions juridiques, 1959, 262 pages.

Cet ouvrage comprend une préface et cinq chapitres. Le premier chapitre traite de l'enquête et de l'instruction préparatoire en général en soulignant leur importance dans l'exercice de la justice. Le deuxième chapitre retrace l'évolution historique de l'organisation de la *Procurature* et de ses rapports avec les agents de l'enquête et de l'instruction préparatoire. Le chapitre suivant est consacré à l'analyse de la nature du contrôle exercé sur ces deux organes par la *Procurature*. Les deux derniers chapitres décrivent les moyens par lesquels s'effectue ce contrôle, de la mise en mouvement de l'affaire pénale jusqu'à la fin du stade préparatoire de la procédure.

M. Savitski s'acquitte de la tâche qu'il s'est fixée avec la finesse juridique qui lui est propre et dresse un tableau très complet des prescriptions législatives concernant l'activité de la *Procurature* dans ses rapports avec les organes susmentionnés. Cependant, l'ouvrage perd beaucoup de valeur du fait qu'il ne se réfère pas à des exemples tirés de la pratique. Ceci est difficilement compréhensible, d'autant plus que les ouvrages récents concernant le fonctionnement de la justice n'hésitent pas à citer de nombreux exemples afin de faire ressortir concrètement les défauts et les qualités de ces organes. Il est vrai que l'auteur a à faire à la *Procurature* qui occupe en U.R.S.S. une place beaucoup plus importante qu'en Occident et y est considérée comme une émanation par excellence de la légalité. Pourtant les critiques contre la *Procurature* sont admises et l'on rencontre parfois dans les revues et les journaux des plaintes contre l'attitude des procureurs dans certaines affaires. Dans notre compte rendu publié sur cet ouvrage

dans la *Revue internationale de droit comparé* (1), nous avons insisté sur les rapports existant entre l'agent d'instruction et le procureur. Quant aux rapports existant entre le procureur et les organes de l'enquête, M. Savitski tâche de les présenter comme étant de la même nature que ceux qui lient le procureur à l'agent d'instruction. Cependant, et nous devons en informer nos lecteurs, ce point de vue n'est pas partagé par un grand nombre de juristes.

Dans le « Guide » destiné aux procureurs de rayon (2), on peut lire ceci : « Si, en ce qui concerne les organes de l'instruction préparatoire, le procureur est tenu de prendre la pleine direction de chaque affaire, en ce qui concerne les organes du ministère de l'Intérieur et de la police, il ne fait qu'exercer sa surveillance sur leur activité dans le domaine de l'enquête ».

Tout d'abord, M. Savitski se demande sur quoi est basée cette différence de mode de contrôle. A son avis, ce n'est certainement pas sur le fait que les agents de l'enquête soient plus qualifiés que ceux de l'instruction. Est-ce parce que les organes de l'enquête du point de vue de leur organisation, dépendent du ministère de l'Intérieur et non de la *Procurature* ? A cette argumentation, M. Savitski répond que la subordination hiérarchique n'est nullement incompatible avec la possibilité pour le procureur d'intervenir très efficacement dans le domaine de la procédure pénale. Par exemple, avant 1928, les agents d'instruction ne se trouvaient pas sous la dépendance administrative de la *Procurature* mais sous celle du tribunal et cependant personne ne doutait du fait qu'ils dépendissent du procureur au cours de l'instruction préparatoire. Enfin, dernière question posée par M. Savitski, peut-être existe-t-il des textes législatifs sur lesquels peuvent s'appuyer ceux qui partagent le point de vue du « Guide » ? Là aussi sa réponse est catégorique : les attributions du procureur en matière pénale sont groupées dans le chapitre III du Règlement (3) sous le titre : *Le contrôle de l'exécution des lois dans l'activité des organes de l'enquête et de l'instruction*. Et il n'y relève aucune attibution du procureur concernant l'instruction préparatoire qui ne s'étende aussi à l'enquête. Ayant ainsi rejeté la thèse de ses adversaires, M. Savitski insiste beaucoup sur les conclusions, néfastes à son avis, qui en ont été tirées. Il cite M. Karev : « Le procureur, écrit ce dernier, est pleinement responsable de l'examen des infractions effectué par les organes de l'instruction préparatoire qui lui sont soumis. Mais, si l'examen est effectué par d'autres organes (par la police, par les services du ministère de l'Intérieur) le procureur ne fait qu'exercer sa surveillance sur l'actitité des organes de l'enquête » (4). Ainsi, conclut M. Savitski, non content d'avoir déchargé le procureur de la direction de l'enquête, M. Karev le décharge aussi de toute responsabilité en ce qui concerne l'activité des organes de l'enquête et le bien-fondé de leurs agissements (5).

A notre avis, le point capital de cette discussion réside moins dans son aspect purement théorique que dans son côté pratique. Quelle est l'attitude du procureur à l'égard des organes de l'enquête ? Suit-il les préceptes chers à M. Savitski ou, au contraire, préfère-t-il se contenter des conseils contenus dans le *Guide* et faire siens les arguments des adversaires de notre auteur ? M. Savitski ne donne aucune réponse à cette question brûlante et nous nous heurtons toujours au même obstacle : il demeure exclusivement sur le plan théorique et laisse dans l'ombre le fonctionnement concret des organes qui aident la justice à accomplir sa tâche.

M. FRIDIEFF.

*On Libel and Slander* (Injure et calomnie), par Gatley, 5e édition remise à jour par Richard O'Sullivan et R. L. McEwen, Londres, Sweet & Maxwell Ltd, 1960, 820 pages.

Cette remise à jour du grand traité de Gatley concernant les matières d'injures et de diffamation, ainsi que les infractions commises par voie de presse et de radiodiffusion, répond à toutes les exigences des praticiens et professionnels du droit anglo-saxon. Après l'étude des éléments constitutifs des infractions envisagées et de la très abondante jurisprudence, les auteurs, un haut magistrat et un avocat, examinent les règles de la

(1) n° 3. 1961. p. 688-691.

(2) *La direction et la surveillance de l'enquête.* Guide *à l'usage des procureurs*, Moscou, Editions juridiques, 1947 p. 51.

(3) Il s'agit du Règlement de 1955 concernant la *Procuratura.*

(4) D. S. KAREV : *Organizatsiia suda i procuratury v S.S.S.R.* (L'organisation des Tribunaux et de la Procuratura en U.R.S.S.), Moscou, Editions juridiques, 1954, p. 8.

(5) *Op. cit.*, p. 116.



procédure et de ses multiples incidents. L'ouvrage contient en appendice un formulaire et un index facilitant les recherches.

E. F.

## V. — ENFANCE ET ADOLESCENCE DÉLINQUANTES

*Nordisk Kriminalistisk Arsbok* 1959, *Introduction* (en anglais), *Sommaire* (en français), par Carl Holmberg, Stockholm, 1961, XXXI pages.

Il faut une fois de plus, comme chaque année, affirmer le plaisir très réel que l'on éprouve en recevant, et en lisant attentivement, l'*Introduction* de l'*Annuaire des Criminalistes nordiques*. Comme d'habitude, il s'agit d'un résumé, en anglais et en français, de la substance même de l'Annuaire, double résumé dû cette fois encore à M. Carl Holmberg qui, pour la précision, la substantielle concision et la remarquable correction de ces textes, a droit à la gratitude et à l'admiration des criminalistes de langues anglaise et française.

L'*Annuaire* rend compte des sessions tenues en 1959 par les différentes Associations de criminalistes nordiques, cette année n'étant pas une de celles où lesdites associations tiennent un Congrès commun. Il est remarquable que chacun des sujets traités s'ordonne autour du problème général de la délinquance juvénile.

L'Association finlandaise s'est occupée du rôle des organes de protection de la jeunesse dans la lutte contre la criminalité juvénile. Il y a là, comme on le voit, un sujet qui continue à préoccuper les pénalistes nordiques. Le rapporteur n'a pas paru désirer sur ce point de réforme législative ; mais il a montré que l'action préventive pourrait être plus efficace si les organes de protection disposaient des moyens, et surtout du personnel qualifié qui leur est nécessaire, dans des conditions meilleures. Le professeur Salmiala a paru regretter ensuite que l'on abusât, sans discrimination parfois, de la simple réprimande, alors que souvent s'imposerait, selon lui, soit la surveillance de protection, soit le placement hors du foyer familial. Les mêmes problèmes paraissent se poser en Suède, où certains projets envisagent de donner aux organes de protection des pouvoirs plus étendus, et une plus large gamme de mesures ; mais, si l'on se propose d'instituer des traitements de courte durée, on ne paraît pas disposé à utiliser le « choc psychologique » du type *detention centre* anglais.

Le traitement de courte durée des adolescents a, précisément, fait l'objet de la réunion de l'Association suédoise des criminalistes. Le professeur Siewerts, de Hambourg, a présenté d'abord une communication sur les problèmes soulevés par l'introduction du *Jugendarrest* dans le système de l'Allemagne fédérale ; et il a conclu au maintien de cette mesure. Le conseiller Carl Holmberg, de Stockholm, a montré qu'au contraire les projets suédois n'en proposaient pas l'adoption : les jeunes de moins de 18 ans doivent demeurer sous un régime de protection. De 18 à 20 ans, la Commission suédoise estime que ce sont encore des mesures éducatives qui s'imposent ; elle se prononce contre toute peine de prison de courte durée, mais voudrait que le jeune délinquant pût être placé dans un « établissement de probation » pour une durée de deux mois, ce qui interromprait son activité criminelle et pourrait lui faire comprendre la gravité de la situation : ce traitement en institution ne serait d'ailleurs que le prélude d'un traitement en liberté (*Probation* proprement dite). Un semblable traitement pourrait peut-être aussi être envisagé pour les sujets de 15 à 17 ans. Dans la discussion, il est apparu que certains criminalistes, au Danemark ou en Finlande, demeurent partisans de la possibilité d'un emprisonnement de courte durée pour les jeunes délinquants ; mais M. Thorsten Eriksson a justement observé que cette privation de liberté de courte durée tend de plus en plus à se transformer en traitement. Certaines propositions étudiées à la fin de la séance cherchaient effectivement à organiser un semblable traitement, à court terme, de « tonification » physique et morale.

Les criminalistes norvégiens ont, de leur côté, examiné les sanctions appliquées aux délinquants de 14 à 18 ans. Un rapport a été présenté par le professeur Waaben, de Copenhague. Le rapporteur observe que, si la criminalité juvénile a tendance à augmenter en Norvège, il n'en va pas de même au Danemark, où elle paraît à tout le moins stationnaire. Il remarque aussi que, dans les deux pays, la renonciation à la poursuite — dont on sait que c'est une des originalités de la procédure pénale scandinave — intervient dans 95 % des cas ; et il note, dans les deux pays aussi, l'usage considérable des « sanctions judiciaires passives », qui se bornent à une simple constatation de la matérialité du fait, suivie au plus d'une admonestation. En cas de renonciation à la pour-

suite, l'organe de protection de la jeunesse peut alors prendre une mesure : c'est, dans 25 % des cas, le traitement en institution et, pour le reste, la liberté surveillée. M. Waaben ne souhaite pas un usage plus grand de l'amende, de la prison-école, de la condamnation conditionnelle, ni, surtout, de la courte peine privative de liberté ; car, appliquée trop tôt, elle fait perdre tout respect — ou toute crainte — de cette sanction, et elle habitue le jeune à se considérer comme en conflit avec la Société. La prison-école elle-même ne doit être prononcée que dans des cas relativement rares, ce qui maintient son prestige et assure mieux son efficacité, d'ailleurs incontestable.

Dans la discussion, le professeur Strahl, d'Uppsala, posa, en termes excellents, le problème moderne de la courte peine, au regard des deux systèmes concurrents : celui de la protection pénale, qui traditionnellement veut qu'une peine suive le délit, et le système moderne de la protection sociale, qui se fonde sur la nécessité de la mesure à prendre. Ce dernier système l'emporte aujourd'hui en tout cas pour les mineurs de 18 ans. Mme Anttila indiqua qu'en Finlande les renonciations à poursuites étaient beaucoup moins fréquentes que dans les autres pays nordiques ; le mode essentiel de réaction judiciaire pour les jeunes paraît être la condamnation conditionnelle. Le procureur général Aulie, de Norvège, marqua au contraire son adhésion à une large renonciation aux poursuites et à une intervention accrue des organes de protection de l'enfance ; mais il souhaiterait un recours plus fréquent à la prison-école. Au cours de diverses séances, plusieurs orateurs avaient insisté sur les difficultés matérielles auxquelles se heurtent tous les efforts entrepris dans la lutte contre la criminalité juvénile. Les pays nordiques ne sont pas seuls à rencontrer de tels problèmes...

M. A.

*Evolution d'une notion : la délinquance juvénile. Evolutie van een begrip : de jeugdmisdadigheid*, Bruxelles, Centre d'études de la délinquance juvénile, 1958, 178 pages.

En juillet 1957 a été créé à Bruxelles, sous les auspices de l'Institut de Sociologie de l'Université de cette ville le Centre d'études de la délinquance juvénile. Soutenu financièrement par le Gouvernement, le Centre s'est engagé à répondre aux questions qui lui seront posées par le ministère de la Justice. Sous une forme administrative différente, cet organisme apparaît ainsi comme l'homologue belge de notre Centre de formation et d'études de la Direction de l'Education surveillée de Vaucresson. Le C.E.D.J. est cependant essentiellement un centre de recherches. Son objet est l'étude scientifique des problèmes de l'enfance délinquante et en danger moral. Sans attendre le résultat de ces études, le Centre a voulu tenter de décrire l'état des conceptions actuelles en matière de délinquance juvénile. Tel fut l'objet du colloque qui eut lieu à Bruxelles les 15 et 16 mars 1958 dont la présente brochure donne un compte rendu : dans son exposé introductif, le professeur Constant, président de l'école de criminologie de l'Université de Liège, précisait que l'objet du colloque était « l'étude de l'évolution de la notion de délinquance juvénile, non seulement de l'évolution du concept en lui-même, mais aussi de l'évolution des tendances dans le domaine législatif et jurisprudentiel en matière de méthodes d'investigation et de traitement ». Il indiquait en outre que ce sujet avait spécialement retenu l'attention du conseil d'administration du centre en raison de projets gouvernementaux de réforme de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

Sur le plan scientifique, l'évolution fut présentée par le professeur G. Heuyer, pour ce qui est des sciences médicales et psychologiques, et par Mlle A. Racine, pour ce qui est des sciences sociales.

Sur le plan pratique M. F.L. Lox, juge des enfants à Bruxelles, Mlle Huynen, directeur d'administration à l'Office de la protection de l'enfance, et M. G. de Bock, chargé de cours à l'université de Gand, étudièrent successivement l'évolution du droit, les méthodes de traitement en institution et les méthodes de traitement en milieu familial.

Ce sont ces exposés et les discussions qui s'en suivirent, qui sont résumées ici. Dans ses conclusions le président du colloque, M. E. Blondeel, fixa quelques-uns des objectifs prochains du C.E.J.D. Souhaitons que le Centre nous fasse profiter très souvent de ses travaux par des publications de la qualité de celle-ci (1).

L. J.

(1) Pour les travaux déjà parus, v. leur compte rendu dans cette *Revue*, 1959, p. 946, 1960, p. 799, 1961, p. 698.



*La protection judiciaire de l'Enfance*, par Anne-Marie Fournié, Paris, Editions juridiques et techniques, 1961, 114 pages.

Il y a quelques années Mlle Fournié, qui dirige les services du secrétariat du Parquet auprès du Tribunal pour enfants de la Seine, a fait paraître *La protection judiciaire de l'enfance en danger*.

Ce livre a été apprécié par tous les praticiens du droit de l'enfance, également par les travailleurs sociaux. Nous en avons rendu compte en temps utile dans cette *Revue* (1).

L'auteur vient de donner une nouvelle édition de son ouvrage en le complétant dans des matières qui sont devenues fondamentales.

En effet, si dans la première édition Mlle Fournié s'appliquait essentiellement à commenter la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, elle donne maintenant une importance toute particulière aux dispositions de l'ordonnance du 23 décembre 1958 relative à l'enfance et à l'adolescence en danger.

C'est ce dernier texte qui a étendu de façon considérable les attributions du juge des enfants dans le domaine de l'assistance éducative. Il était donc normal d'en faire un commentaire précis et circonstancié. C'est ce que n'a pas manqué de faire Mlle Fournié qui, en raison de ses fonctions et de son expérience, était particulièrement bien placée pour mettre en relief les innovations de l'ordonnance du 23 décembre 1958, également pour souligner les difficultés que pose son application.

Nous ne pouvons que conseiller la lecture de la nouvelle édition de l'ouvrage écrit par Anne-Marie Fournié, à tous les juristes et à tous les travailleurs sociaux qui s'intéressent à la protection de l'enfance devant la juridiction des mineurs.

Jean CHAZAL.

*The Gang. A Study of* 1313 *Gangs in Chicago*, par Frederic M. Thrasher, 2e édition, Chicago, The University of Chicago Press, 1960, 605 pages.

Cette réédition de l'ouvrage de M. F. M. Thrasher, paru pour la première fois en 1927 est une des études les plus connues qui traite des groupes de jeunes d'un point de vue sociologique. Rappelons que l'étude sociale du phénomène des bandes de jeunes date de 1926 avec Bogardus qui a étudié la jeunesse de Los Angeles dans *The City Boy and his Problems*, et qu'elle a donné lieu depuis à une abondante littérature. L'analyse de M. Thrasher porte sur 1313 bandes de Chicago représentant environ 25.000 membres. Elle étudie toutes les formes de groupes existant : du simple groupe de jeux au gang criminel. Partant des observations qu'il a recueillies au cours de sept années de recherches, M. Thrasher effectue, dans une première partie, une étude du groupe : sa localisation, son origine, les caractéristiques de chacune de ses formes. Il décrit dans une deuxième partie la vie à l'intérieur du groupe, ses activités, les motivations de ses membres. La troisième partie étudie la structure de la bande, les différents groupes d'autorité, les meneurs... Enfin dans la dernière partie de son ouvrage, M. Thrasher expose les problèmes relatifs au phénomène des bandes et présente un certain nombre de suggestions quant aux méthodes de rééducation et aux mesures de prévention qui pourraient être envisagées. Bien que le matériel d'information utilisé apparaisse comme insuffisant, la présentation des divers groupes de jeunes est devenue classique.

Rappelons les conclusions de l'auteur :

— Pour lui la constitution d'une bande est un phénomène d'écologie urbaine. Après avoir dessiné la carte de Chicago, et déterminé un certain nombre d'aires géographiques et sociales constituant un véritable « tissu » urbain, M. Thrasher a noté qu'entre ces diverses cellules, il existait des zones qu'il qualifie d'« interstitielles » et il remarque que c'est dans ces zones, généralement quartiers de taudis, à forte densité de population, que se localisent les bandes. On sait l'exploitation que Shaw et Mc Kay ont fait dès 1929 de cette théorie relative aux aires de délinquance qui demeure la base de toute étude de morphologie sociale. — C'est un phénomène psycho-social. La bande naît d'une situation complexe impliquant :

1° une vie de famille inadéquate,
2° une condition misérable,
3° un mauvais entourage,
4° un manque de religion,
5° une éducation défectueuse,

(1) V. cette *Revue*, 1955, p. 405.

6° des loisirs inorganisés.

C'est pour pallier ces manques que les jeunes se regroupent.

C'est essentiellement un phénomène d'adolescence. La majorité des bandes sont composées de garçons de 12 à 26 ans. Parmi les cas étudiés 1,5 % étaient âgés de 6 à 12 ans, 63 % étaient des adolescents.

La bande répond à des besoins non satisfaits ailleurs : goût de l'aventure, désir de dépense physique, romantisme.

La formation d'une bande est toujours spontanée. Le plus souvent les jeunes, au départ, se retrouvent pour jouer. Le groupe développe alors un « nous » qui est à l'origine de la bande. Si ce groupe entre en conflit avec un autre groupe, avec les autorités de la police ou les autres citoyens, les membres vont se sentir solidaires : la bande est formée : elle aura alors à lutter pour son existence, son territoire... Entre autres critères l'auteur considère qu'il y a « gang » lorsque les activités des jeunes s'exercent en dehors des aires géographiques (quartiers particularisés) où il a pris naissance. MM. Bloch et Niederhoffer dans *The Gang* (1958) développent l'idée d'un mythe de puissance suscité par la force contagieuse du « gang » qui va rivaliser avec les forces de police lesquelles représentent socialement l'autorité et le pouvoir. Pour M. Thrasher, c'est de la part des jeunes un effort pour former une société à eux, mais c'est une société non structurée, sans buts précis. Son organisation naîtrait des diverses interactions à l'intérieur du groupe et de ses activités. Ce serait le contexte social qui déterminerait les activités du regroupement et qui en ferait une bande délinquante ou non.

Jusqu'en 1938 l'étude des bandes a surtout été descriptive. La genèse des manifestations de regroupement a pris un nouvel essor à partir des travaux de M. Thorsten Sellin : *Culture conflict and crime* — à la suite desquels MM. Mc Kay et Shaw (1942) ont défini un premier niveau de conflit de culture entre les valeurs parentales et les normes de la vie professionnelle. C'est M. Cohen dans *Delinquent Boys — the Culture of the Gang* (1955) qui a le mieux mis en évidence les désaccords entre les valeurs éthiques des classes sociales qui stratifient la société urbaine et l'importance de l'identification à l'image maternelle particulièrement développée dans la « classe moyenne ».

Ainsi d'une étude strictement sociologique, l'analyse des bandes relève maintenant des techniques d'anthropologie culturelle (1).

L'existence de bandes dans un quartier est selon M. Thrasher le signe d'une désorganisation sociale.

J. Halliday in *Psycho-Social Medecine* (1948) a précisé depuis les critères de désorganisation sociale qui préludaient à la naissance des « gangs » en énumérant :

— des indices biologiques et médicaux (au nombre de 4),
— des indices économiques et industriels (au nombre de 5),
— des indices criminologiques (au nombre de 2),
— des indices politiques (au nombre de 3),
— des indices culturels (au nombre de 4).

Quant aux méthodes de rééducation (présentées dans les deux derniers chapitres) M. Thrasher pense que la croyance commune qui est de développer dans ces quartiers des terrains de jeux et des centres sociaux, est erronée. En effet ceux-ci ne pourraient rivaliser avec le champ de récréation et les distractions qu'offre la structure même de ces zones. M. Thrasher pense au contraire qu'il faudrait trouver sur place ou envoyer des éducateurs qui organiseraient les loisirs des jeunes, et donneraient à la bande une orientation saine et une signification sociale. Aucune solution n'est satisfaisante si l'on ne s'attaque pas à la réforme du contexte social qui favorise la naissance des bandes, et pour ce faire il ne suffit pas d'effectuer des changements progressifs. Il faut établir un programme social systématique, effectuer une réorganisation complète.

M. Thrasher expose un plan en 6 points :

— Concentration de la responsabilité pédagogique et sociale.

— Trop souvent les services sociaux ont tendance à penser « institutionnellement », à ne pas avoir une vue d'ensemble de la communauté et de ses problèmes et de ne pas se situer eux-mêmes dans un contexte plus large. C'est pourquoi il sera toujours procédé à une recherche sociologique préalable à toute définition d'un programme d'action.

— Groupement des renseignements sur les individus, les familles, les bandes, recueillis par les différents organismes.

— Application systématique du programme à tous les enfants de la zone considérée.

(1) Cf. par ex. l'article de Cohen et Short dans *J. Soc.* Issues, 1959 : *Research in Delinquent Subcultures*.



— Création de nouveaux services en fonction des échecs de ceux existant (d'après des recherches qui seraient effectuées).

— Information du public et éducation de la communauté pour qu'elle soutienne ce programme. Cette information ne doit pas se faire sur un plan uniquement local mais à l'échelon national.

Rappelons que ces principes d'intervention étaient formulés il y a trente ans. Ces indications demeurent valables et bien des expériences de prévention se sont inspirées de ce programme. Si l'on a critiqué le matériel utilisé par M. Thrasher on ne peut qu'admirer l'intelligence avec laquelle il a sû analyser le phénomène des bandes en s'inspirant très directement des théories de Gustave Le Bon sur la psychologie des foules.

M. C. - J. S.

*Delinquency and Opportunity, a Theory of Delinquent Gangs* (Délinquance et occasion, une théorie sur les bandes de malfaiteurs), par Richard A. Cloward et Lloyd E. Ohlin, Londres, Routledge et Kegan Paul, 1961, 220 pages.

Les auteurs, professeurs à l'Ecole du travail social de New-York à l'Université de Columbia, ont entrepris une étude sociologique des causes et aspects de la délinquence des bandes de jeunes malfaiteurs spécialement à New-York, point d'arrivée des nouveaux arrivants dans le Nouveau Monde. En effet ces bandes se recrutent de préférence dans les milieux d'immigrants, condamnés à vivre en taudis. L'affiliation à une bande est dûe à l'origine à la recherche d'une sécurité et de la protection accordée par le groupe à ses membres. L'activité criminelle n'en est pas le but, à première vue. Ce n'est qu'ensuite, pour affirmer leur personnalité, pour compenser leurs complexes, que les affiliés de la bande se livreront à des manifestations anti-sociales. Celles-ci se traduisent par de simples rixes dans les rues, par l'usage de stupéfiants et par l'apprentissage criminel sous toutes ses formes. Il y aurait trois groupes de bandes : le gang criminel qui commet des vols, extorsions de fonds et autres méfaits en vue de se procurer de l'argent ; le gang des agressions spécialisé dans les actes de violence ; enfin le gang de « retraite », le plus mystérieux, dont les membres s'adonnent à l'usage des stupéfiants. Les auteurs montrent qu'il est impossible d'éliminer ces phénomènes de délinquence, voir de les contrôler aussi longtemps que les structures du milieu social, qui les engendre, ne sont pas modifiées.

E. F.

*Die Entwicklung des Jugendrechts vom* 1-10-1958 *bis* 30-9-1960 (L'évolution du droit de l'enfance du 1-10-1958 au 30-9-1960), par Gerhard Grethlein, Berlin, Walter de Gruyter et Co, 1961, 21 pages.

Cette brochure constitue la mise à jour au 30 septembre 1960 de l'ouvrage du même auteur paru en 1959 : *Jugendgerichtsgesetz, Kommentar* (1).

Comme l'indique l'auteur dans sa préface, un manuel destiné à la pratique journalière ne peut remplir son office de renseigner rapidement le praticien surchargé sur tous les problèmes et les décisions de jurisprudence qu'en reproduisant les solutions jurisprudentielles les plus récentes.

Ainsi limitée dans son objectif, cette brochure remplit pleinement son office même par sa présentation pratique qui permet de découper chaque commentaire pour le reporter à sa place sous le numéro correspondant du Commentaire ; elle ne peut évidemment être utile qu'à celui qui possède déjà l'ouvrage de M. Gerhard Grethlein.

L. J.

*Jugend im Strassenverkehr* (La jeunesse dans la circulation routière. Manuel pour l'éducation des mineurs), par Konrad Händel, Berlin, Hermann Luchterhand Verlag GMBH, 1960, 181 pages.

L'auteur nous informe que son livre n'est pas un ouvrage de doctrine sur le droit routier mais une contribution pratique à l'éducation de la jeunesse en matière de circulation et à la lutte contre cette calamité moderne que sont les accidents.

Quoique peu volumineuse, cette étude est très complète, ne négligeant aucun des

(1) V. le compte rendu de ce dernier ouvrage dans cette *Revue*, 1960, p. 194.

aspects de la question : juridique (au civil comme au pénal et en procédure), éducatif et médical ; son style est clair et précis ; les enseignements qui peuvent en être retirés sont certainement profitables à tous, parents, éducateurs, etc.

J. Cosson.

*Warum Fürsorgeerziehung* ? (Pourquoi l'assistance éducative ? Une enquête sur le principe de faute), par Ferdinand Carspecken, Munich, Juventa Verlag, 1960, 84 pages.

Le groupe de travail *Arbeitsgemeinschaft für Jugendpflege und Jugendfürsorge* a décerné son prix Hermine Albers à l'ouvrage de Ferdinand Carspecken. Le thème donné aux concurrents était le suivant : « Quels sont les faits qui ont été à la base des décisions des juges des tutelles dans l'application de l'article 66 alinéa 1 n° 1 *R.J.W.G.* et de l'article 1666 *B.G.B.* en tant que faute des responsables de l'éducation » ?

L'auteur a analysé toutes les décisions rendues au cours de plusieurs années dans deux arrondissements ruraux et dans un arrondissement urbain par les tribunaux des tutelles, mais allant plus loin il a aussi recherché les effets des décisions rendues sur le comportement des responsables de l'éducation des mineurs et sur celui des jeunes eux-mêmes ainsi que sur l'opportunité des décisions et l'exécution des mesures éducatives. Cette étude donne des idées précieuses, selon les spécialistes allemands de la protection de l'enfance, non seulement pour une étude critique des conditions locales dans d'autres arrondissements mais encore pour la discussion ouverte actuellement en Allemagne au sujet de la réforme du droit de l'assistance à l'enfance.

Le lecteur y trouvera aussi une vue d'ensemble des dispositions légales dans la matière ; il y prendra connaissance des conditions préalables nécessaires pour l'institution d'une mesure d'assistance éducative et des tâches qui lui incombent.

L. J.

*A Family Called Field* (Une famille nommée Field), par George Bruce, Londres, Evans Brothers Ltd, 1960, 221 pages.

Depuis 1944, M. Paul Field et sa femme intègrent à la vie de leur famille des enfants abandonnés qu'ils adoptent, au sens légal du terme, c'est-à-dire qu'ils donnent à chacun d'eux non seulement un toit et un refuge, mais un vrai foyer et leur nom (1).

Dès 1945, la généreuse initiative de M. Field a été légalement reconnue sous le nom de *Association of the Children's family trust ltd.*

Lorsqu'il a décidé de donner à des jeunes un foyer réel et permanent, M. Field avait derrière lui un long passé de travail social et c'est comme directeur d'institution de jeunes qu'il avait pu mesurer le désarroi de ceux qui, ayant atteint l'âge-limite, devaient quitter l'établissement mais qui, en l'absence de tous liens familiaux, se retrouvaient seuls dans la vie.

En un récit vivant et chaleureux qui laisse apercevoir quelques-unes des difficultés que M. Field a dû rencontrer tant auprès de ses enfants adoptifs que des siens propres, M. Bruce retrace non seulement l'histoire de l'expérience mais aussi la vie de celui qui l'anime et qui en est inséparable : en effet si M. Field a réussi à fonder une « famille » unie bien que disparate et toujours prête à accueillir de nouveaux membres, c'est autant — et plus peut-être — grâce à sa personnalité propre que par les connaissances profondes qu'il a acquises en matière d'éducation. On conçoit, de ce fait, qu'une semblable expérience n'ait que peu de chance de se renouveler ; mais malgré son caractère isolé et en même temps à cause de lui, le récit en reste un document dont la lecture ne peut laisser indifférent.

J. F.

*Autorité, Liberté, Discipline*, XII[e] Congrès de l'U.N.A.R. (Union des Associations régionales pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence), *Sauvegarde de l'Enfance*, janv.-févr.-mars 1961, 267 pages.

Pour son XII[e] Congrès annuel, l'U.N.A.R. (Union nationale des Associations régionales pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence) avait choisi le thème :

(1) On sait que, dans le droit britannique, contrairement à notre droit, la présence d'enfants légitimes ne fait pas obstacle à l'adoption et que, d'autre part, la révocation de l'adoption n'est pas admise dans le Royaume-Uni, sauf cas très exceptionnels.



« Autorité, liberté, discipline », trois termes essentiellement difficiles à définir et représentant des valeurs plus difficiles encore à appliquer...

Les organisateurs du congrès se sont efforcés à la fois de rester sur un plan général sans se disperser et de se limiter à l'étude de problèmes précis mais non pas restrictifs, afin de sérier un sujet qui aurait pu être aussi imprécis qu'il était vaste. Ils y ont réussi.

Le thème fut scindé en un certain nombre de questions capitales dont la somme posait le problème dans son ensemble ; ainsi furent envisagées notamment la position des individus et des groupes face aux valeurs représentées, puis l'application de ces valeurs à des catégories de jeunes particulièrement inaptes à les accepter en raison, soit de difficultés caractérielles, soit de déficiences de quelqu'ordre qu'elles soient.

Il ne saurait être question dans ces lignes de donner un résumé des rapports présentés ni des travaux du congrès résumé qui ne pourrait être que trop succint et ne refléterait qu'imparfaitement l'intérêt des rapports et des interventions dont les opinions exprimées furent aussi diverses que nuancées. Cependant, deux observations semblent devoir être faites.

La lecture des Actes du XII[e] Congrès de l'U.N.A.R. fait apparaître que le thème fut envisagé plus spécialement sur le plan de la rééducation en elle-même que dans ses rapports avec la société. Ce n'est qu'incidemment — notamment par M. le Président Chazal — qu'a été rappelé que les intérêts de la société et ceux de la rééducation pouvaient parfois être contradictoires et que la liberté laissée à un jeune, inadapté ou délinquant pouvait se révéler pour les autres lourde de conséquences. Mais en même temps on remarque que l'accent fut mis, au cours des débats, plus sur la notion d'autorité que sur celle de liberté et — cela nous ramène à l'observation précédente — il faut peut-être voir justement dans cette attitude une réaction implicite contre certaines tendances éducatives de ces dernières années qui laissaient une place excessive à la liberté et ne sont certainement pas étrangères à l'accroissement de la délinquance juvénile.

En d'autres termes, comme l'éducation, la rééducation doit se faire à partir d'autorité (qu'il ne faut pas assimiler à intervention brutale) sans pour autant négliger la liberté dont l'apprentissage progressif permet au jeune de s'intégrer à la vie de la société. On ne saurait oublier en effet que c'est l'usage que chacun fait de sa liberté par rapport aux autres qui reste le critère de son adaptation sociale.

Ce qui implique un dosage de l'autorité et de la liberté dans toute action éducative, la discipline en étant la résultante. Mais dans la pratique la difficulté réside dans l'équilibre de ce dosage qui ne peut être déterminé une fois pour toutes, car il est fonction des conditions particulières à chaque cas et dépend autant de la personnalité de l'éducateur que de celle de l'éduqué.

J. F.

V[e] *Congrès de l'Association internationale des éducateurs de jeunes inadaptés*, Rome, 17-21 juin 1960, *Rééducation*, n° 122-126, deuxième semestre 1960, 98 pages.

Le numéro que *Rééducation* consacre au V[e] Congrès de l'Association internationale des Educateurs de jeunes inadaptés, congrès qui s'est tenu à Rome en juin 1960 (1), publie, dans leur langue originale, le texte des discours prononcés aux séances inaugurale et de clôture, ainsi que les rapports présentés aux séances plénières de travail, à l'exclusion de toutes discussions. Les rapports, rédigés en français, sont suivis d'un bref résumé en italien, en anglais et en allemand.

Les travaux du Congrès ont été centrés sur la formation de l'éducateur spécialisé et son hygiène mentale, en d'autres termes sur l'orientation qu'il convient de donner à l'enseignement tant théorique que pratique que reçoit l'éducateur spécialisé afin de lui permettre de remplir son rôle dans les meilleures conditions pour ceux dont il s'occupe comme pour lui-même.

Les travaux relatifs à la première question, la formation de l'éducateur spécialisé envisagée sous l'angle théorique, ont tenté de dégager les grandes lignes d'une formation pourrait-on dire, « idéale » (idéal qui, les congressistes l'ont admis, n'est à l'heure actuelle nulle part atteint). Un certain nombre de points importants ont été soulignés et notamment l'intérêt qu'il pourrait y avoir à effectuer une sélection préalable parmi les candidats-éducateurs compte tenu des exigences de leur métier et d'autre part la nécessité de donner aux futurs éducateurs une formation qui sauvegarde leur personnalité, voire même leur en fasse prendre pleinement conscience.

(1) V. compte rendu du Congrès dans cette *Revue*, 1961, p. 186.

Cette question se rattache directement à celle de l'« hygiène mentale de l'éducateur spécialisé » dans le milieu de l'internat, face aux difficultés réelles. C'est en effet, mais sur le plan pratique, le même problème qui se pose, maintenir l'équilibre physique et psychique de l'éducateur dans des conditions de vie toujours difficiles et souvent très délicates. On comprend alors que les moyens qui lui sont donnés pour y parvenir revêtent une particulière importance ; parmi ceux-ci, le travail en équipe, qui donne à chacun le sentiment d'être aidé par tous les autres, a été unanimement considéré comme l'un des plus efficaces.

La qualité des rapports de séances et du rapport final de synthèse, qui reflètent les aspects essentiels des travaux du Congrès, est telle qu'on ne regrette pas les comptes rendus des discussions, bien que ceux-ci eussent permis de confronter les tendances et positions des nombreux pays représentés ; il n'apparaît d'ailleurs pas que se soient manifestées de divergences fondamentales. Aussi, par sa concision, l'ouvrage gagne-t-il l'unité et la clarté qu'un exposé détaillé et complet des travaux n'aurait pu lui donner.

J. F.

## VI. — POLICE SCIENTIFIQUE ET CRIMINALISTIQUE

*Practical Homicide Investigation* (L'enquête policière en cas d'homicide, dans la pratique) par Edward A. Dieckmann, Springfield (III), Charles C. Thomas, 1961, 85 pages.

Si l'on se débarasse de la jaquette, illustrée de dessins macabres du plus mauvais goût, on se trouve devant un court « manuel de l'enquêteur » susceptible de rendre service à tous les détectives débutants et peut-être même de donner quelques idées utiles aux plus chevronnés.

L'auteur, bien que spécialiste éprouvé, reste modeste. Il ne prétend pas apporter de recettes toutes faites ni de procédés infaillibles. Ses suggestions, mises en garde, réflexions pourront cependant intéresser ceux à qui il revient en définitive, et malgré les progrès de la police scientifique, de rassembler les indices, trouver les suspects et de permettre à la Justice de faire son œuvre. Il délaisse d'ailleurs résolument les questions de procédure pour se consacrer à l'essentiel : la technique des constatations et des recherches.

Il insiste à juste titre sur le fait que le travail d'investigation, s'il demande des experts de plus en plus avertis, exige de plus en plus la coopération de services très divers et parfois très éloignés dans l'espace ou de compétences très différentes.

On peut reprocher à M. Dieckmann d'en rester aux notions élémentaires et regretter qu'il n'ait pas développé un peu plus des chapitres comme l'interrogatoire ou l'inspection des lieux du crime, mais après tout ces sujets ont été abondamment traités ailleurs. Son livre n'est pas un traité complet, mais plutôt une plaquette de « conseils d'un ancien » ; comme tel il mérite d'être lu et médité.

J. J. Marc.

*Basic Police Report Writing* (La rédaction des rapports de police) par Allen Z. Cammage, Springfield (Ill), Charles C. Thomas, 1961, 313 pages.

Aux Etats-Unis comme dans beaucoup de pays, le recrutement de policiers est difficile. Beaucoup de ceux à qui l'on confie les fonctions subalternes n'ont pas, à leur arrivée dans le service, une connaissance très approfondie de leur langue maternelle. Et M. Gammage s'est rendu compte qu'avant d'enseigner les règles de l'établissement des rapports de police, il fallait apprendre les rudiments de leur langue aux jeunes policiers. Son livre, de ce fait, est avant tout un manuel élémentaire d'orthographe et de rédaction.

La partie plus spécifiquement policière qui occupe tout de même la moitié du livre est fort valable et doit pouvoir rendre des services aux rédacteurs. Quelques suggestions originales mériteraient même d'être retenues, par exemple la remise à tout individu arrêté d'un reçu portant la liste de tous les objets provenant de sa fouille. On se contente généralement de faire signer l'intéressé sur un registre d'écrou.

Enfin l'auteur propose des imprimés de différents types que le verbalisateur pourrait remplir et éviter ainsi, dans de nombreux cas, d'avoir à rédiger un véritable rapport. Cette méthode présente certainement de nombreux avantages, en particulier lorsque l'on dispose d'un personnel peu instruit. Ses inconvénients résident dans le dilemme que pose l'usage des questionnaires surchargés de détails souvent inutiles et, de ce fait, peu clairs ou trop sommaires pour pouvoir rendre compte de la réalité toujours complexe.

J. J. Marc.



*Gendarmerie im Einsatz* (La gendarmerie en action), par Hubert Gundolf, Hambourg Kriminalistik, 1961, 252 pages.

Cet ouvrage abondamment illustré, dédié « aux gendarmes autrichiens et à ceux qui veulent le devenir », pourrait voir son titre traduit assez littéralement par : *Histoires de gendarmes en série*. Sans doute nous permettent-elles d'admirer la technique... et la chance du détachement de gendarmerie du Tyrol, mais on leur reprochera d'être plus appliquées à la description des épisodes criminels qu'à leur utilisation didactique. Tous les pays, toutes les polices, toutes les gendarmeries auraient dans leur répertoire national ou corporatif les mêmes crimes ou accidents à nous conter ; ce qu'il importe, c'est d'en dégager des leçons de police scientifique ou de police technique. Le livre de Gundolf est simplement une suite de reportages bien construits (l'auteur est d'ailleurs journaliste), mais cela ne suffit point pour donner un aperçu réel et une lecture utile sur la tâche difficile de l'enquête de police, jugement qui n'enlève évidemment rien à la valeur certaine du corps de la Gendarmerie autrichienne.

Marcel Le Clère.

*Bekämpfung der Lebensmittelverfälschungen* (Lutte contre les fraudes alimentaires), par la Police criminelle de Basse-Saxe, Hanovre, 1960, 79 pages.

L'ouvrage présente un résumé des communications faites au cours des Journées de travail tenues à Hanovre du 5 au 8 octobre 1959 par la Police criminelle de Basse-Saxe et consacrées à la lutte contre les fraudes alimentaires. On y trouve notamment traitées : l'atteinte à la santé consécutive aux fraudes alimentaires, le contrôle des substances animales, les recherches chimiques en matière de fraudes, l'expertise vétérinaire devant les juridictions, le contrôle des vins, les délits en matière de fraudes alimentaires. Il s'agit là d'un exposé intéressant, mais sommaire, et qu'on eût aimé éclairer par quelques statistiques.

M. L.

*Tablettenidentifizierung barbitursäurehaltiger Arzneimittel als Hilfe zur Aufklärung fraglicher Vergiftungen* (Tableau d'identification des médicaments à base de barbituriques en vue d'éclairer les cas d'empoisonnement), par E. Weinig, et Gg. Schmidt, *Verlag für Polizeiliches Fachschrifttum* Georg Schmidt-Römhild, Lübeck, 1960, 78 pages.

Ce tableau comprend une liste de 265 produits, remèdes ou préparations que l'on trouve dans les officines et laboratoires d'Allemagne, avec indication de la teneur en barbiturique, du fabricant et, s'il y a lieu, de l'aspect extérieur de la substance.

M. L.

## VII. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL ET DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE

*Contrats et abus de confiance*, par G. Quero, Paris, Editions Cujas, 1961, 157 pages.

Commissaire principal de la ville de Paris et du département de la Seine, M. Quero publie une étude qui, pour être pleinement valable, eût à vrai dire exigé une vocation de civiliste et des développements plus importants que ceux auxquels l'auteur a limité sa recherche. L'intention de M. Quero, exprimée dans le sous-titre de son livre, a été de déterminer à propos de l'abus de confiance les rapports du droit civil et du droit pénal. Mais en fait c'est une analyse descriptive des contrats de l'article 408 du Code pénal et des contrats voisins auxquels il procède. Il faut rendre un hommage à l'auteur : il connaît bien la jurisprudence même si, au goût de son lecteur, il n'en met pas toujours suffisamment en relief les tendances dominantes. L'ouvrage est en définitive de ceux qui peuvent être utiles aux praticiens du droit.

J.-B. H.

*Le frodi alimentari* (Les fraudes alimentaires) par Mario Berri et Bruno Cormio, Milan, Dott. A Giuffrè, 1960, 815 pages ; première mise à jour, 1961, 27 pages.

Les fraudes alimentaires ont toujours existé mais les perfectionnements techniques n'ont fait que les favoriser en rendant la tâche de ceux qui sont chargés de les réprimer de plus en plus difficile.

Les textes fondamentaux italiens en la matière sont les décrets-lois royaux n° 2033 du 15 octobre 1925 et n° 1361 du 31 juillet 1926 qui répriment les fraudes dans la préparation et le commerce de substances à usage agricole et de produits agricoles. Ces lois sont complétées par plusieurs articles du Code pénal de portée très générale qui punissent le commerce de substances impropres à l'alimentation, les fraudes dans l'exercice du commerce, la vente de produits qualifiés de naturels alors qu'ils ne le sont pas, l'empoisonnement des eaux et des produits alimentaires, le commerce de produits alimentaires altérés ou contrefaits, le commerce des médicaments avariés et des stupéfiants.

Cependant il n'existe aucun texte d'ordre général réglementant la question en matière industrielle, seules quelques lois disparates portent sur certains points particuliers.

L'auteur du présent ouvrage a voulu donner un tableau complet des textes législatifs et réglementaires consacrés à ces questions. Il a classé les produits alimentaires par ordre alphabétique et, dans chaque rubrique, les textes par ordre chronologique avec renvoi à la loi principale, ainsi que les décisions les plus importantes rendues par la Cour suprême de 1949 à 1958. Cette présentation très commode est claire, et d'une consultation facile. L'ouvrage vient d'être mis à jour. L'appendice contient la loi du 13 novembre 1960 promulguée après l'importante affaire de falsification des huiles qui avait eu en Italie un grand retentissement.

S. E. S.

*Les accidents corporels de la circulation routière*, Paris, Ministère des Travaux publics et des Transports, 1958, 220 pages, 1959, 220 pages.

C'est en 1954 que le Ministère des Travaux publics et des Transports a entrepris la publication annuelle d'une statistique concernant les accidents corporels de la circulation routière en France. Les volumes relatifs aux années 1958 et 1959 constituent donc les cinquième et sixième ouvrages d'une série dont l'intérêt ne cesse de se développer. A une époque où les problèmes posés aux pénalistes par les accidents de la circulation routière sont plus préoccupants que jamais et où chacun acquiert la conviction qu'il n'est pas possible de prononcer des sanctions sans déceler les causes des infractions qu'elles répriment, les études statistiques sont d'une particulière utilité. Elles constituent à la fois une géographie, une physique et une psychologie des accidents de la circulation routière. Elles ouvrent des aperçus féconds sur le comportement des conducteurs dangereux pour autrui. Elles renversent aussi quelques idées préconçues. Il est à cet égard utile (et agréable) de noter que si le nombre des victimes d'accidents de la circulation routière ne cesse de croître en valeur absolue (8.409 morts et 178.793 blessés en 1959), l'accroissement est cependant loin d'être proportionnel à l'augmentation du parc automobile, et par voie de conséquence, à celui de la circulation. Pour autant que l'on puisse évaluer le taux des accidents corporels par unité de parcours, on s'aperçoit qu'à une augmentation des parcours effectués de 44 % entre 1954 et 1959, correspond une augmentation de 10 % du nombre des tués et de 15 % de celui des blessés. Il ne faut donc pas désespérer. Le flot des accidents de la circulation peut être endigué et les statistiques du Ministère des Travaux publics et des Transports peuvent être, à cet égard, très efficaces. Elles peuvent en effet permettre à l'administration de déterminer les domaines dans lesquels son effort doit être développé : directives concernant l'aménagement du réseau routier, indications relatives aux jours et heures de pointe où doit s'exercer une surveillance renforcée, etc. Il est ainsi possible, selon la formule du Directeur des routes et de la circulation routière, d'arrêter les *points d'attaque* de l'administration. Ainsi débouche-t-on, une fois de plus, de la répression nécessaire à l'indispensable prévention.

J.-B. H.

*Road Traffic Offences* (Les infractions de la circulation routière), 3e éd., par G. S. Wilkinson, Londres, *The Solicitor's Law Statinonery Society Ltd*, 1960, 319 pages.

Le droit anglais est, comme chacun sait, essentiellement fondé sur la jurisprudence, mais, en matière de circulation, les textes législatifs et réglementaires (*statutes*) jouent un rôle très important. Le *Road Traffic Act* de 1960, en fusionnant et codifiant les textes antérieurement applicables, a rendu nécessaire cette nouvelle édition d'un livre qui tend à exposer l'essentiel sur le droit pénal de la Route.

Ce livre se présente comme un manuel à l'usage des praticiens ; il comprend des tables de comparaison des textes anciens et nouveaux, article par article, des décisions de jurisprudence, des définitions de termes techniques. En annexe, figure une méthode pour faire la preuve médicale de l'ivresse. Mais l'essentiel de l'ouvrage est constitué par l'étude méthodique de toutes les infractions pénales qui peuvent être commises sur la route, avec les solutions de la loi et toutes les distinctions subtiles introduites par les décisions de justice.

J. Cosson.



*Code de la route italien*, traduit de l'italien par André Hennebicq, Rome, Editions Vito Bianco, 1960, 334 pages et 77 tableaux de signalisation en couleurs.

Ce livre est la traduction de *Il Codice della Strada*, par le même éditeur, sous la même forme, c'est-à-dire le texte de la loi italienne, sans commentaires.

Quelques vérifications, au hasard, nous ont fait découvrir des phrases telles que celle-ci : « Figure 96 (signal) : Présignale une intersection canalisée... afin de favoriser la présélection directionnelle »... Le texte italien était très compréhensible pour des juristes français, même peu instruits de la langue italienne. Une traduction qui malmène ainsi la langue française ne se justifie pas.

J. Cosson.

*Strassenverkehrsrecht* (Le droit de la circulation routière), par Johannes Floegel, 13e édition renouvelée par Fritz Hartung, Munich et Berlin, C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1961, 1959 pages et 16 planches en couleurs.

Ce volume appartient à la série des *Codes et lois annotés* des Editions Beck, qui constituent un des instruments de travail les plus répandus chez les praticiens allemands. Il contient le Code de la route, ses règlements d'application, la loi sur la circulation (immatriculation, permis de circuler des véhicules, permis de conduire, poursuites des infractions, responsabilité civile, etc.), les extraits du Code pénal et du Code de procédure pénale qui concernent la circulation.

En appendice, figurent le traité international de 1926 sur la circulation, l'ordonnance sur les frais pour l'application de la loi sur la circulation, etc.

La bande de présentation en librairie mentionne que nul, ayant à traiter des questions de circulation, ne saurait se passer de ce conseiller sérieux. Cette mention ne paraît être nullement présomptueuse.

J. Cosson.

*Die Strassenverkehrsordnung* 1960 (Le Code de la route de 1960), par Heinrich Lehne et Othmar Kammerhofer, Vienne, Manz'sche Verlags-und Universitätsbuchhandlung, 1961, 273 pages.

Ce livre publie le texte de la loi fédérale autrichienne du 6 juillet 1960, qui est un nouveau code de la route, accompagné de commentaires, sous forme de notes avec renvois au dessous des articles.

J. Cosson.

*Kriminalbiologische Gegenwartsfragen* (Questions actuelles de biologie criminelle), par Edmund Mezger et Thomas Würtenberger, fascicule 4, (1), Stuttgart, Ferdinand Enke Verlag, 1960, 109 pages.

Du 1er au 4 octobre 1959 s'est tenu à Tübingen le Xe Congrès de la Société de biologie criminelle auquel participèrent plus de deux cents médecins, psychologues, scientifiques, juges, magistrats du parquet, spécialistes de la police et fonctionnaires des différentes administrations en contact avec les problèmes de la circulation.

La Société de biologie criminelle avait en effet choisi comme thème la question, d'une actualité particulièrement brûlante, de la criminologie des délits de la circulation. Partout en Europe la criminalité de la circulation est en augmentation croissante. Elle mérite une attention particulière non seulement de la science mais aussi de la pratique judiciaire. Il ne s'agit pas seulement de rechercher les multiples causes des accidents de la circulation mais encore de tenir compte soigneusement de la personnalité du délinquant de la route.

L'analyse de la structure psychique et caractérielle du délinquant de la route (*Unfäller*) pose une foule de problèmes scientifiques encore mal éclaircis et démontre en

(1) V. le compte rendu des fascicules 2 et 3 dans cette *Revue*, 1955, p. 593 ; 1961, p. 225.

même temps la nécessité d'une étude exhaustive, tenant compte de tous les aspects de la personnalité humaine.

Cette étude a été particulièrement poussée au Congrès de Tübingen. Elle a fait l'objet de la plupart des communications reproduites dans le présent ouvrage. Qu'on en juge plutôt par les titres : *Le pouvoir de concentration et ses limites dans la circulation*, par le professeur Dr Karl Mierke (Kiel) ; *L'expertise médicale des conducteurs automobiles en Suisse*, par le professeur Dr F. Schwarz (Zürich) ; *Les aspects caractérologiques dans l'expertise des conducteurs automobiles*, par le Dr H. Lewrenz (Hambourg) ; *De la psychologie de l'auteur d'accident de la circulation*, par le Dr Karl Mayer (Tübingen) ; *Névroses et accidents de la circulation*, par le professeur Dr H. Hiltemann, Fribourg-en-Brisgau), etc.

Tous ces exposés tendent à démontrer l'importance des facteurs psychiques dans la genèse des accidents de la circulation.

Pour M. K. Mierke, les hommes de volonté ou de réactions faibles, ceux qui ont des défauts d'intelligence ou de caractère ne satisfont pas aux exigences que la circulation moderne pose à la faculté d'attention. Pour M. Schwarz les conducteurs les plus dangereux ne sont ni ceux qui ont la vue faible, ni ceux qui entendent mal, ni les diabétiques, ni même les cardiaques, mais ceux qui présentent des troubles psychiques et parmi eux les psychopathes, surtout s'ils sont irritables, impulsifs, sans volonté. Le comportement social et le comportement au volant se recoupent ? Un type associal est aussi un mauvais conducteur. Pour M. Lewrenz, le chauffeur acquiert au cours de la pratique de la conduite un style conforme à ses dispositions caractérielles, mais qui ne s'harmonise pas toujours avec une réglementation nécessaire à une circulation sans danger et sans heurts. Quelles sont les particularités personnelles qui amènent un conducteur à acquérir un style de conduite incompatible avec les exigences de sécurité du trafic ? Ce sont la mollesse, l'insensibilité, l'égocentrisme, la faiblesse de la volonté.

Le jugement d'un acte tel que la conduite ne lui paraît plus relever dans ces conditions que dans une faible mesure du juriste. Dans tous les cas le juriste ne peut juger qu'en tenant un compte accru des acquisitions de la médecine et de la psychologie.

Le problème juridique n'a été abordé que dans le seul exposé de M. Jürgen Baumann (Tübingen). Ce dernier déplore justement en débutant que les tribunaux, qui font volontiers appel à des experts pour les constatations matérielles et les reconstitutions à partir de traces de freinage, dommages matériels, etc., ne recourrent que rarement à un médecin ou à un psychologue. La criminologie a pourtant dans ce domaine une très forte influence sur les problèmes dogmatiques en liaison avec la notion de responsabilité. Mais l'accord ne règne pas sur la structure de l'acte de négligence qui, pour les uns, ne se distingue pas de l'acte volontaire mais, pour les autres (théorie finaliste de Welzel) présente d'importantes particularités. Indépendemment de cette discussion les problèmes ne manquent pas : problème de causalité, problème de la justification par l'adéquation sociale ou le risque permis... Problème de causalité : c'est le problème du passant qui se jette à l'improviste en courant sous une voiture roulant à grande vitesse. L'excès de vitesse est-il un des éléments du résultat final ou bient peut-on dire que l'accident se serait produit de la même manière si la vitesse avait été réglementaire ?

Une décision récente de jurisprudence semble montrer la voie pour résoudre bien des difficultés : c'est la reconnaissance de l'observation des règles de prudence comme une cause justificative particulière.

Le fondement de la peine (*strafgrund*) est aussi extrêmement discuté. Est-ce l'acte ou le résultat de l'acte ? Question qui conduit à celle de savoir si l'on est responsable du hasard à celle de la faute subjective opposée à la faute objective. Ici les rapports avec la criminologie sont plus apparents... Les praticiens ont tendance à objectiver la faute de négligence en s'en tenant à l'idée que le conducteur qui n'a pas des capacités normales n'aurait pas dû conduire et que sa faute consiste à tous le moins en cela. On ne se préoccupe pas de savoir si justement ce conducteur ignorait ses faiblesses par négligence. Les choses vont si loin que le manque de négligence chez le conducteur n'est presque jamais admis par le public.

En terminant l'auteur émet quelques idées très personnelles sur le rôle de la mécanisation et du manque du sens de la socialité qui est peut-être une réaction contre l'excès du sens communautaire dans la société nationale socialiste.

Pour ceux qui ont suivi les travaux de la première section du VIII[e] Congrès international de droit pénal qui s'est tenu à Lisbonne en septembre 1961, cette publication prend tout son sens et présente un intérêt tout particulier.

L. J.



*Fahrlässigkeit und Verkehrsdelikte. Zur Dogmatik der fahrlässigen Delikte* (La négligence et les infractions de circulation. Recherche d'une doctrine de l'infraction pénale commise par néligence), par Hans Welzel, Karlsruhe, Verlag C. F. Müller, 1961, 35 pages.

Cet opuscule constitue le 49[e] cahier publié par cette Association, qui étudie les questions de droit à un niveau très élevé, où la science juridique entre en contact avec les autres disciplines, notamment les sciences économiques et sociales et même la philosophie pure. C'est d'ailleurs un mélange de considérations juridiques et psychologiques ou plus exactement psychanalitiques que contient l'intéressant exposé du Dr Welzel, qui mérite une lecture attentive.

J. Cosson.

*Typische Unfallursachen im deutschen Strassenverkehr* (Systématisation des causes d'accidents en matière de circulation routière allemande), par Ernst Meyer et Ernst Jacobi ; *Verkehrsgefährdungen im amerikanischen Straf-und Strafprozessrecht* (La mise en danger par le trafic dans le droit pénal et la procédure pénale américains), par Ernst C. Stiefel, tome III, Munich, R. Oldenbourg K. G., 1961, 295 pages.

Le tome III continue cette publication, dont tout l'intérêt a déjà été signalé par le compte-rendu relatif aux deux premiers tomes, publié dans cette *Revue* (1).

L'étude systématique des causes d'accidents y est poursuivie selon la même méthode scientifique. Du point de vue juridique, les auteurs entendent mettre l'accent sur la nécessité de la répression pénale des fautes routières. Ils font observer qu'il y a une certaine injustice à ne voir condamner les auteurs de fautes contre les règles de circuation et contre la prudence, que lorsque leurs fautes ont des conséquences funestes, provoquant des accidents avec morts et blessés, alors que ces fautes ne sont pas moins graves lorsque, par chance, aucun accident n'en résulte. Une bonne répression des fautes routières devrait avoir un heureux effet préventif sur les accidents. Signalons que les études sont faites avec une conscience rigoureuse une grande connaissance de la matière et que sa présentation rend sa consultation des plus agréables.

J. Cosson.

*Alkohol, Verkehrsunfall und Verkehrstod* (L'alcool, l'accident de la circulation et la mort par accident de la circulation), par H. Elbel, Hambourg, *Neuland Verlagsgesellschaft*, 1958, 20 pages.

Après avoir rappelé que dans la République fédérale allemande les accidents de la circulation en 1956, ont fait 360.993 blessés et 12.823 morts, le professeur H. Elbel, directeur de l'Institut de médecine légale de Bonn, fait une étude statistique du rôle de l'alcool dans les accidents.

Le professeur Elbel a fait appel pour ce travail, aux travaux publiés dans les divers pays d'Europe et d'Amérique.

Son étude porte spécialement sur l'influence de l'alcool dans les accidents mortels.

M. Le Roy.

*Mitverursachung und Mitverschulden im Schadenersatzrecht* (Causalité multiple et faute partagée en droit des dommages et intérêts — avec de nombreux exemples et croquis sur les principaux incidents de circulation), par Kurt J. Venzmer, Munich et Berlin, C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1960, 293 pages.

Lorsque la victime d'un dommage porte une part de responsabilité dans le fait dommageable, le paragraphe 254 du Code civil allemand pose les principes à appliquer pour déterminer les dommages et intérêts. Mais ce texte a rencontré bien des difficultés d'application en jurisprudence et a donné lieu à des thèses diverses en doctrine, dont la *Adäquanztheorie*. Or, le développement de la circulation routière et le nombre des accidents ont étendu considérablement le champ d'application de cette doctrine. C'est pourquoi l'auteur s'est appliqué à construire une synthèse qui contribue à faciliter la solution de ces problèmes.

(1) 1960, p. 759.

Les spécialistes du droit allemand pourront prendre de l'intérêt à cette étude, qui touche à un des domaines les plus délicats de ce droit. Les autres trouveront dans les cas concrets présentés en annexe d'intéressantes solutions jurisprudentielles.

J. Cosson.

*Wehrdisziplinarordnung* (*WDO*), Commentaire par M. Baden et M. J. von Mitzlaff, 4e édition, Francfort-sur-le-Main, Verlag für Wehrwesen Bernard & Graefe, 1960, 543 pages.

Ce commentaire très explicite, d'une consultation aisée grâce à son index alphabétique et méthodique de l'ordonnance sur la discipline de l'armée du 15 mars 1957, montre avec quelle minutie le législateur allemand de la République fédérale a réglé ces questions assez particulières.

La première partie est consacrée à l'attribution de récompenses et aux autorités ayant qualité pour les accorder ou les révoquer, la seconde aux infractions contre la discipline, qu'elles soient ou non passibles en outre de poursuites et de sanctions pénales, aux peines disciplinaires, ainsi qu'aux autorités qualifiées pour les prononcer. A côté des sanctions disciplinaires infligées par les supérieurs hiérarchiques du militaire tels que réprimande, retenue partielle de solde pendant trois mois, amende ou arrêts, il est prévu une procédure disciplinaire devant un conseil de discipline (*Wehrdienstgericht*) qui peut prononcer des peines touchant la solde ou le grade et même l'exclusion du service et la mise à la retraite. Un recours contre les décisions de cette juridiction est institué devant un véritable tribunal militaire, le *Truppendienstgericht*, qui rend des décisions et des jugements. Les décisions peuvent être frappées de pourvoi devant la Cour disciplinaire fédérale. Ce pourvoi (*Beschwerde*) est un moyen de recours propre à la législation allemande et se rencontre également en droit civil pour toutes les décisions rendues par voie administrative en dehors ou au cours d'une procédure contentieuse, soit par une juridiction, soit par une administration. Ce pourvoi est remis à l'autorité dont la décision est critiquée ; celle-ci peut, si elle estime le moyen fondé, y faire droit en modifiant sa décision, dans le cas contraire, elle transmet la procédure à l'autorité ou juridiction supérieure, qui elle se prononcera sur le recours. Outre cette voie, l'Ordonnance autorise l'appel contre les jugements du tribunal disciplinaire, qui est jugé également par la Cour disciplinaire fédérale.

En annexe de leur commentaire détaillé et documenté, enrichi de nombreux renvois à des références législatives et jurisprudentielles, les auteurs ont fait figurer tous les textes intéressant la matière traitée, notamment la *Wehrbeschwerdeordnung* du 23 décembre 1956 relative à la procédure de cette voie de recours, la loi sur la situation juridique du soldat du 19 mars 1956, le règlement sur la hiérarchie militaire du 4 juin 1956, etc.

E. F.

# TABLES DE L'ANNÉE 1961

**dressées par Josette Fitzgerald**
*Assistante au Centre français de droit comparé.*

## I. — TABLE GÉNÉRALE

### ARTICLES

*Remarques sur les interdictions professionnelles résultant de condamnations pénales*, par O. Kuhnmunch ..... 1
*La méthode et les méthodes dans la recherche scientifique de la preuve en criminalistique*, par Pierre-Fernand Ceccaldi ..... 31
*Le cinéma, la justice et la peine*, par Jean Graven ..... 47
*La mise à l'épreuve des délinquants et les principes traditionnels du droit pénal*, par Edmond-Noël Martine ..... 239
*La preuve en procédure pénale*, par W.P.J. Pompe ..... 269
*Les rapports de la psychiatrie et du droit pénal*, par T.C.N. Gibbens ..... 455
*La fouille corporelle*, par Michel Pédamon ..... 467
*La réalisation du traitement pénitentiaire dans le domaine judiciaire*, par Jean Guyenot ..... 501
*La médecine légale. Domaine, organisation, fonctionnement*, par Louis Roche, Jean Le Gueut, Marcel Colin et André Marin ..... 705
*Les bases de l'exécution des peines aux Pays-Bas*, par Ernest A. M. Lamers ..... 743

### VARIÉTÉS

*De la minimisation du dossier de personnalité à la généralisation du pouvoir discrétionnaire*, par Georges Levasseur ..... 83
*Les réformes du système pénitentiaire en Pologne pendant la première moitié du XIXe siècle*, par Monika Senkowska ..... 95
*La réforme du Code pénal yougoslave*, par Vladimir Bayer ..... 293
*Les fondements de la responsabilité criminelle d'après le droit pénal tchécoslovaque*, par Vladimir Solnar ..... 311
*L'activité du groupe médico-psycho-juridique de Genève. Colloque sur la responsabilité pénale*, par Jean Graven ..... 325
*Psycho-pathologie et « Pachydermologie »*, par Gerhard O. W. Mueller ..... 535
*Droit pénal et psychiatrie*, par Robinson Alvarez-Marin ..... 549
*Le problème des jeunes adultes délinquants devant les conceptions de la Défense sociale*, par Marc Ancel ..... 565

## CHRONIQUES


CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE :
I. — *Droit pénal général*, par Alfred LÉGAL ..... 103, 337, 559, 795
II. — *Crimes et délits contre la chose publique*, par Louis HUGUENEY 110, 345, 587, 802
III. — *Crimes et délits contre les personnes*, par Louis HUGUENEY.... 114, 349, 590, 807
IV. — *Crimes et délits contre les biens*, par Pierre BOUZAT ..... 116, 352, 592
V. — *Procédure pénale*, par Jean ROBERT ..... 123, 365, 597, 809

CHRONIQUE LÉGISLATIVE, par P. ARPAILLANGE et R. VOUIN ..... 129, 370, 601, 813

CHRONIQUE PÉNITENTIAIRE
— *La politique pénitentiaire selon le Code de procédure pénale*, par Pierre CANNAT ..... 132, 379
— *La récidive des femmes libérées de Haguenau*, par Pierre CANNAT..... 137
— *Prisons pour femmes*, par Pierre CANNAT ..... 383
— *L'exécution des courtes peines*, par Pierre CANNAT ..... 384
— *Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire*, par Pierre ORVAIN ..... 606

CHRONIQUE DE DROIT PÉNAL MILITAIRE, par Jean GRANBOULAN..... 142, 386, 612, 822

CHRONIQUE DE CRIMINOLOGIE, par Jean PINATEL :
— *De Lacassagne à la nouvelle Ecole de Lyon* ..... 151
— *Les aspects interpersonnels de la conduite criminelle*..... 392
— *L'œuvre de Jung devant la psychologie et la criminologie contemporaines*..... 623
— *La théorie des instincts d'Etienne de Greeff* ..... 827

CHRONIQUE DE POLICE, par Jean SUSINI :
— *L'impasse de la recherche criminelle moderne*..... 159
— *La psychologie scientifique dans la recherche criminelle* ..... 400
— *Contribution de la psychologie scientifique à la recherche criminelle*..... 631
— *Enquête criminelle et expertise*..... 838

CHRONIQUE DE DÉFENSE SOCIALE :
— *Où en est la Défense sociale nouvelle* ?, par Jean CHAZAL ..... 169
— *Commission d'étude de la législation concernant les vagabonds*, rapport par le Dr DUBLINEAU..... 406
— *Le VI^e Congrès international de Défense sociale* (Belgrade-Opatija, 22-28 mai 1961)..... 638
— *Lumières sur le sursis avec mise à l'épreuve*, par Raymond LEGEAIS..... 844


## INFORMATIONS


Nécrologie : Ferdinand GOLLETY, par Marcel ROUSSELET..... 171
Réformes pénitentiaires au Canada, par J. VÉRIN..... 171
Création d'une section de criminologie au Centre national de prévention et de défense sociale de Milan, par G. ALTAVISTA..... 173
Institut de criminologie de l'Université hébraïque de Jérusalem..... 174
VIII^e Congrès international de droit pénal (Lisbonne, 21-27 sept. 1961) :
Colloque préparatoire (Paris, 20 et 21 mai 1960), par C.Y.Q. ..... 175
Annonce du Congrès..... 196
Journées de droit pénal de Buenos-Aires (22-27 août 1960) ..... 176
IV^e Congrès international de criminologie (La Haye, 5-11 sept. 1960), par J. V. .... 180
XXIX^e Session de l'Assemblée générale de l'O.I.P.C.-Interpol (Washington, 10-15 oct. 1960), par J.-J. MARC ..... 184
Premier Congrès français de criminologie (Lyon, 24-26 oct. 1960), par J. V..... 186
XII^e Congrès de l'Union nationale des associations régionales pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (Lille, 24-28 sept. 1960), par Claude ALLAER..... 186
XLVII^e Session des semaines sociales de France (Grenoble, 12-17 juil. 1960), par Jean BERTHO..... 192
XC^e Congrès pénitentiaire (Denver (Colorado) 28 août-2 sept. 1960), par Y. M. .... 195
VIII^e Journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale (Paris, 17-18 nov. 1961) ..... 196
III^e Congrès mondial de psychiatrie (Montréal, 4-10 juin 1961)..... 196





Projet de loi italien portant réforme du système pénitentiaire et réorganisation des mesures prises en matière de prévention de la délinquance des mineurs, par G. TARTAGLIONE..... 412
Le *Comparative Criminal Law Project*..... 414
Création d'un Bureau de documentation par le Centre d'informations et de recherches sur la criminalité et la délinquance ..... 415
Diplôme de criminologie de l'Université de Cambridge..... 416
Premier colloque d'étude Enrico de Nicôla (Côme-Bellagio, 29 avril-1^er mai 1961).. 416
XIII^e Congrès de l'Union nationale des associations régionales pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (Rouen, 7-11 oct. 1961)..... 420
Les activités du Comité européen pour les problèmes criminels du Conseil de l'Europe..... 646
Journées juridiques de la Société de législation comparée :
Deuxièmes journées juridiques franco-polonaises (Varsovie-Poznan, 20-25 avril 1961) ..... 657
Troisièmes journées juridiques franco-italiennes (Paris-Aix-en-Provence, 16-20 mai 1961)..... 659
IV^e Congrès international de la police de la circulation..... 662
Journées d'étude des juges de l'application des peines de la région du Sud-ouest, par Louis PONS..... 664
Problèmes de rééducation des délinquants dans l'Etat de New York, par J. F. ..... 665
Une réforme du Code de procédure pénale roumain..... 667
A la section de droit pénal et de science criminelle de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris..... 669
Nécrologie : Etienne de GREEFF, par J. P..... 853
Le nouveau Code pénal soviétique d'octobre 1960 et les lois pénales de 1961, par Ch. K. ..... 854
Colloque international sur la peine de mort (Royaumont, 26-29 juin 1961)..... 855
La réparation des erreurs judiciaires en Italie, par Silvio RANIERI..... 857
Journées annuelles de la Fédération nationale des Services sociaux spécialisés de protection de l'enfance et de l'adolescence en danger (Nantes, 11-14 avril 1961), par G. DE LARBÈS..... 858
Colloque international sur quatre questions de procédure pénale (*Northwestern University School of Law* (Chicago), 19-20 févr. 1960), par R. M. ..... 861
*Northwestern University School of Law* (Chicago), Bourses d'études année 1962-1963 ..... 861
Cours de criminologie (Université de Bar Ilan, Israël)..... 868


## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES


Droit pénal général, procédure criminelle et ouvrages auxiliaires. .... 197, 421, 670, 871
Sciences criminologiques..... 203, 425, 674, 874
Science pénitentiaire ..... 206, 429, 679, 888
Droit pénal international ..... 433
Droit pénal comparé, droit pénal étranger..... 208, 434, 680, 889
Enfance et adolescence délinquantes ..... 221, 442, 696, 899
Police scientifique et criminalistique ..... 231, 700, 906
Droit pénal spécial, droit pénal économique ..... 235, 451, 702, 908

Tables des matières de l'année 1961 ..... 913

# II. — TABLE ANALYTIQUE

## A


**Abandon de famille.**
1. Complicité en matière d'—, Chron. jurispr., p. 350, n° 5.
2. Cf. V^is « Conventions internationales », n° 4 A.

**Abstention délictueuse.**
Médecin condamné pour omission de porter secours, Chron. jurispr., p. 807, n° 1.

**Abstention volontaire.**
Cf. V° « Récusation ».

**Abus de confiance.**
1. Prêt à usage, Chron. jurispr., p. 116, n° 3.
2. Détournement d'une somme confiée à titre de mandat, Chron. jurispr., p. 593, n° 2.
3. Contrats et —, par G. Quéro, Notes bibl., p. 908.

**Accidents de la circulation.**
1. Les accidents corporels de la circulation, Notes bibl., p. 909.
2. Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 10.
3. Cf. V^is « Droit pénal étranger » République fédérale d'Allemagne, n° 63, 76-77 et 78.

**Accouchement.**
Chron. législ., p. 371, n° 4.

**Accusation. Accusé.**
1. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 9.
2. Droit de ne pas s'accuser soi-même : Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 15.

**Action civile.**
1. Préjudice direct. Escroquerie, Chron. jurispr., p. 125, n° 4.
2. Des héritiers. Cas dans lesquels le partage des responsabilités est inopposable, Chron. jurispr., p. 810, n° 3.
3. Cf. V° « Appel », n° 2.
4. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Roumanie, n° 1.

**Activité criminelle.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 55.

**Administration pénitentiaire.**
1. Conseil supérieur de l'— (séance du 10 juil. 1961), Chron. pénit., p. 606.
2. *in* Chron. Déf. soc., p. 844 et s.
3. Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 51.

**Adoption.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 57.

**Afrique du Sud.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Alcoolisme.**
1. Lutte contre l'—, Chron. légis., p. 371, n° 5.
2. Cf. V^is « Congrès nationaux », France, n° 1.
3. Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 78.
4. Cf. V^is « Police de la circulation », n° 1.
5. Cf. V^is « Prélèvement sanguin (Refus de) ».

**Algérie.**
1. Magistrats en fonction en —, Chron. légis., p. 814, n° 2 C.
2. Cf. V^is « Désertion à une bande armée ».
3. Cf. V° « Magistrats », n° 2.
4. Cf. V° « Presse », n° 2, 2°.
5. Cf. V^is « Procédure pénale », n° 1.
6. Cf. V^is « Sanctions disciplinaires ».
7. Cf. V^is « Sûreté nationale ».

**Alimentation.**
1. Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 25.
2. Cf. V° « Fraude I ».

**Allemagne.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne. République démocratique allemande.

**Amende.**
Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 2.





2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Norvège, n° 1.

**Amnistie.**
1. L'— et les mesures de sûreté, Chron. jurispr., p. 798, n° 3.
2. *in* Chron. Déf. soc., p. 851.

**Anthropologie.**
*in* Art. Louis Roche, Jean Le Gueut, Marcel Colin et André Marin, p. 709 et 735.

**Appel.**
1. Contre ordonnance du juge d'instruction *in* art. G. Levasseur, p. 88 et s.
2. Irrecevabilité d'un — formé par une personne non encore inculpée, Chron. jurispr., p. 123, n° 2.
3. Intervention d'héritiers parties civiles en cause d'—, Chron. jurispr., p. 365, n° 1.
4. — d'un jugement de police par un avoué du tribunal de grande instance, Chron. jurispr., p. 810, n° 2.
5. Cf. V^is « Chambre d'accusation », n° 3.
6. Cf. V^is « Jugement par défaut ».

**Appel correctionnel.**
—, Délai, Chron. jurispr., p. 123, n° 1.

**Argentine.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Armes.**
Chron. légis., p. 372, n° 6 ; p. 601, n° 3.

**Assassinat.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 44.

**Assignation à résidence.**
Cf. V^is « Liberté provisoire », n° 1.

**Assistance éducative.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 94.

**Astreinte.**
Cf. V^is « Droit comparé », n° 7.

**Atteinte à la sûreté de l'état.**
1. Chron. légis., p. 129, n° 2.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Colombie, n° 3.
3. Cf. V^is « Haute trahison. »
4. Cf. V^is « Liberté provisoire », n° 1.
5. Cf. V^is « Matériel de guerre ».
6. Cf. V^is « Peine de mort », n° 1.
7. Cf. V^is « Tribunaux des forces armées », n° 1.

**« Attendance centre ».**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 54.

**Attentat à la pudeur.**
Chron. jurispr., p. 349, n° 3.

**« Attorney ».**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 21.

**Attroupements.**
Chron. légis., p. 129, n^os 1 et 3.

**Australie.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Automobile.**
1. — soi-disant utilisée pour la chasse, Chron. jurispr., p. 347, n° 7.
2. Destruction volontaire de véhicules, Chron. légis., p. 602, n° 5.
3. Cf. V° « Vol », n^os 1 et 2.
4. Cf. V^is « Circulation routière ».
5. Cf. V^is « Infraction routière ».
6. Cf. V^is « Permis de conduire ».
7. Cf. V^is « Police de la circulation ».
8. Cf. V^is « Prélèvement sanguin (Refus de) ».
9. Cf. V^is « Transports routiers ».
10. Cf. V^is « Blessures par imprudence ».

**Autopsie.**
*in* art. Louis Roche, Jean Le Gueut, Marcel Colin et André Marin, p. 706 et s., et p. 726 et s.

**Autorités administratives.**
Compétence en matière d'interdiction professionnelle : *in* art. O. Kuhnmunch, p. 14 et s.

**Autriche.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Avertissement judiciaire.**
*in* art. Vladimir Bayer, p. 299 et s.

**Aveux.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Colombie, n° 2, Etats-Unis, n° 5.

**Avocat.**
1. Discipline des —, Chron. légis., p. 370, n° 1.
2. Evolution comparée des professions d'— et d'avoué, par Jacques Dubosc, Notes bibl., p. 422.
3. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n^os 1 et 2, Grande-Bretagne, n° 25 et 37.
4. Cf. V^is « Sanctions disciplinaires », n° 1.

**Avoué.**
1. Cf. V° « Appel », n° 4.
2. Cf. V° « Avocat », n° 2.

## B

**Bandes de jeunes.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 34, Grande-Bretagne, n° 56.

**Banqueroute simple.**
—. Eléments constitutifs, Chron. jurispr., p. 118, n° 5.

**Belgique.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Bibliographie.**
1. Œuvres d'E. de Greeff, Inform., p. 853.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 7.

**Biologie criminelle.**
Cf. V^is « Congrès nationaux », République fédérale d'Allemagne, n° 2.

**Blessures par imprudence.**
— imputées à des conducteurs bénéficiant du droit de priorité attaché aux routes à grande circulation, Chron. jurispr., p. 114, n° 1.

**Bourses d'études.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 9.

**Braconnier.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 29.

**Brésil.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Bulgarie.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

## C

**Caisses d'allocations familiales.**
Cf. V° « Escroquerie », n° 1.

**Calomnie.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 20.

**Canada.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Casier judiciaire.**
1. L'obtention frauduleuse d'un extrait du — concernant un tiers, Chron. jurispr., p. 583, n° 3.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 21.

**Centre africaine (République).**
Cf. V^is « Conventions internationales », n° 2.

**Centre de médecine légale.**
*In* art. Louis Roche, Jean Le Gueut, Marcel Colin et André Marin, p. 719 et s.

**Centre d'observation pour mineurs.**
Cf. V^is « Enfance, questions générales », n° 13.

**Centre national d'études judiciaires.**
Chron. légis., p. 813, n° 2 A.

**Centre pour vagabonds.**
*In* Chron. Déf. soc., p. 408 et s.

**Chambre d'accusation.**
1. —. Notification de la date d'audience par le Procureur général, Chron. jurispr., p. 125, n° 5.
2. Arrêt de — statuant sur la recevabilité d'une partie civile, Chron. jurispr., p. 126, n° 6.
3. Arrêts de renvoi de la —, rendu sur le seul appel de la partie civile, Chron. jurispr., p. 127, n° 7.
4. —. Renvoi devant le même juge d'instruction après annulation de la procédure, mais après cassation d'arrêt, Chron. jurispr., p. 365, n° 2.

**Chasse.**
1. Vente ou transport en temps prohibé de gibier de chasse, Chron. jurispr., p. 347, n° 9.
2. Cf. V^is « Délit de chasse ».
3. Cf. V^is « Fichier pénal ».

**Chili.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Cinéma.**
1. Minoration des recettes d'exploitation cinématographique, Chron. jurispr., p. 354, n° 6.
2. Le —, la justice et la peine, par J. Graven, p. 47.
3. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Autriche, n° 4, République fédérale d'Allemagne, n^os 84 et 89.

**Circonstances atténuantes.**
1. L'effet obligatoire de l'octroi des — subsiste-t-il depuis l'ordonnance du 4 juin 1960 ? Chron. jurispr., p. 581, n° 2.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Italie, n° 1.
3. Cf. V^is « Peine de mort », n° 1.

**Circulation routière.**
1. Fichier pénal, par G. Golléty, M. Liotard et J. Vassogne, Notes bibl., p. 200.
2. Chron. légis., p. 129, n° 4 ; p. 601, n° 4.



3. Cf. V^is « Accidents de la circulation ».
4. Cf. V^is « Blessures par imprudence ».
5. Cf. V^is « Congrès nationaux », République fédérale d'Allemagne, n° 2.
6. Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 74 à 77 et 93.
7. Cf. V^is « Infractions routières ».
8. Circulation en sens interdit. Cf. V^is « Police de la circulation », n° 1.

**Code général des impôts.**
Chron. légis., p. 814, n° 4.

**Code des débits de boissons.**
Cf. V° « Alcoolisme », n° 1.

**Code de justice militaire.**
Chron. dr. pén. milit., p. 147, n° 2.

**Code de la route.**
1. Cf. V^is « Circulation routière », n° 1.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Italie, n° 26, République fédérale d'Allemagne, n° 75.
3. Cf. V^is « Permis de conduire ».

**Code de procédure pénale.**
1. Modifications législatives, Chron. légis., p. 130, n° 8.
2. Instruction générale pour application du —, Chron. légis., p. 603, n° 10 ; p. 815, n° 8.
3. — annoté, Notes bibl., p. 673.
4. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Costa Rica, Italie, n° 16, Roumanie, n° 1, Venezuela, n° 2.

**Code pénal.**
1. Codification, Chron. légis., p. 129, n° 1.
2. La collection américaine des Codes pénaux étrangers (le Code pénal français) sous la direction de Gerhard O.W. Mueller, Notes bibl., p. 208.
3. Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 2.
4. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Argentine, n° 2, Autriche, n° 2, Belgique, n° 3, Corée, Costa Rica, Ethiopie, Grande-Bretagne, n° 17, Pays-Bas, n° 1, République fédérale d'Allemagne, n^os 16, 17, 18, 23, 30, U.R.S.S., n^os 1 et 3, Yougoslavie, n^os 1 et 2.

**Colombie.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Comité européen pour les problèmes criminels du Conseil de l'Europe.**
1. Les activités du — Inform., p. 647.
2. Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 9.

**Compétence.**
1. Citation devant un tribunal incompétent. Valeur d'acte interruptif de prescription, Chron. jurispr., p. 598, n° 2.
2. Cf. V^is « Autorités administratives ».
3. Cf. V^is « Conventions internationales », n° 9.
4. Cf. V^is « Délits complexes ».
5. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Roumanie, n° 1.
6. Cf. V^is « Tribunaux répressifs ».

**Complicité.**
1. *In* Art. Vladimir Solnar, p. 320 et s.
2. Cf. V^is « Abandon de famille ».
3. Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 24.

**Concours d'infractions.**
Cf. V^is « Cumul d'infractions ».

**Condamnation pénale.**
1. Cf. V^is « Interdictions professionnelles ».
2. Suspension du prononcé de la — Cf. V^is « Congrès nationaux étrangers », Italie, n° 1.

**Conduite criminelle.**
1. Les aspects interpersonnels de la —, par Jean Pinatel, Chron. crim., p. 393.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 15.

**Congo (République du).**
Cf. V^is « Conventions internationales », n° 3.

**Congrès internationaux.**
1. VIII^e — de droit pénal (Lisbonne, 21-27 sept. 1961) (Colloque préparatoire, Paris, 20-21 mai 1960), Inform., p. 175 et 196.
2. Journées de droit pénal de Buenos-Aires (22-27 août 1960), Inform., p. 176.
3. IV^e Congrès international de criminologie (La Haye, 5-11 sept. 1960), Inform., p. 180.
4. XXIX^e Session de l'Assemblée générale de l'O.I.P.C.-Interpol (Washington, 10-15 oct. 1960), Inform., p. 184.
5. VIII^e Journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale (Paris, 17 et 18 nov. 1961), Inform., p. 196.
6. III^e Congrès mondial de psychiatrie (Montréal, 4-10 juin 1961), Inform., p. 196.

7. Trois aspects de l'action pénitentiaire. Cycle d'études de Strasbourg, sept. 1959. Tome I, Rapports, Notes bibl., p. 429. Tome II, Synthèse des travaux, présentée par Marc Ancel et Jacques-Bernard Herzog, Notes bibl., p. 888.
8. VI[e] Congrès international de Défense sociale (Belgrade, 21-28 mai 1961), Chron. Déf. soc., p. 638. Rapport de synthèse, p. 565. Cf. V[is] « Jeunes adultes », n° 3.
9. Conférence des Ministres européens de la Justice (Paris, 5-7 juin 1961), Inform., p. 648.
10. Deuxièmes Journées juridiques franco-polonaises (Varsovie-Poznan, 20-25 avril 1961), Inform., p. 657,
11. Troisièmes Journées juridiques franco-italiennes (Paris-Aix-en-Provence, 16-20 mai 1961), Inform., p. 659.
12. III[e] Congrès international de la police de la circulation (Rome, 22-27 mai 1961), Inform., p. 662.
13. Commission internationale des juristes (New-Delhi, 5-10 janv. 1959) : Le principe de la légalité dans une société libre, Notes bibl., p. 671.
14. Colloque international sur la peine de mort (Royaumont, 26-29 juin 1961), Inform., p. 855.
15. Colloque international sur quatre questions de procédure pénale (*North-Western University School of Law*, Chicago, 19-20 févr. 1960), Inform., p. 861.
16. V[e] Congrès de l'Association internationale des éducateurs de jeunes inadaptés, Rome, 17-21 juin 1960, *Rééducation*, Notes bibl., p. 906.

**Congrès nationaux (France).**
1. Premier Congrès français de criminologie (Lyon, 24-26 oct. 1960), Inform., p. 186. Les travaux du Premier Congrès français de criminologie, *in* Chron. J. Pinatel, p. 155, et s., et Notes bibl., p. 880.
2. XII[e] Congrès de l'Union nationale des associations régionales pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (Lille, 24-28 sept. 1960), Inform., p. 186. «Autorité, Liberté, Discipline », XII[e] Congrès de l'U.N.A.R., Notes bibl., p. 905.
3. XLVII[e] Session des « Semaines sociales de France » (Grenoble, 12-17 juil. 1960), Inform., p. 192.
4. XIII[e] Congrès de l'Union des Associations régionales pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (Rouen, 7-11 oct. 1961), Inform., p. 420.
5. Journées d'études des juges de l'application des peines de la région du Sud-ouest (Toulouse, 5-7 juin 1961), Inform., p. 664.
6. IX[e] Journées de Défense sociale (Toulouse, 8-10 juin 1961),.Chron. Déf. soc. p. 843.
7. Journées annuelles de la Fédération nationale des Services sociaux spécialisés de protection de l'enfance et de l'adolescence en danger (Nantes, 11-14 avril 1961), Inform., p. 858.

**Congrès nationaux étrangers.**
*Etats-Unis* :
XC[e] Congrès pénitentiaire (Denver (Colorado), 28 août-2 septembre 1960), Inform., p. 195.
*Italie* :
1. Premier Colloque d'études Enrico de Nicola (Côme-Bellagio, 29 avril-1[er] mai 1961), Inform., p. 416.
2. Congrès national voué à l'étude de quelques-unes des réformes les plus urgentes à introduire en droit pénal, Notes bibl., p. 891.
*République fédérale d'Allemagne* :
1. Guérir au lieu de punir (Conférence du V[e] Congrès de l'organisation des médecins et aumôniers de Stuttgart) publiée par Wilhelm Bitter, Notes bibl., p. 445.
2. X[e] Congrès de la Société de biologie criminelle, questions actuelles de biologie criminelle, par Edmund Mezger et Thomas Wurtenberger, Notes bibl., p. 910.
*Suisse* :
L'activité du groupe médico-psycho-juridique de Genève. Colloque sur la responsabilité pénale, par Jean Graven, Var., p. 325.

**Conseil de l'Europe.**
Cf. V[is] « Comité européen pour les problèmes criminels du — ».

**Construction.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Suisse, n° 13.

**Contrainte par corps.**
La nature juridique de la —, Chron. jurispr., p. 107, n° 3.

**Contravention.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Italie, n° 13.

**Conventions internationales.**
1. — franco-malgache, Chron. légis. p. 131, n° 12.
2. — R.F. et République centre-africaine. p. 131, n° 12.
3. — R.F. et République du Congo, p. 131, n° 12.
4. — R.F. et République du Tchad, p. 131, n° 12.
5. — R.F. et République gabonnaise, p. 131, n° 12.
6. Chron. légis. p. 373, n° 13.
7. Chron. légis. p. 605, n° 16.
8. Chron. légis. p. 817, n° 15.
9. L'accord sur le statut des forces armées : la compétence pénale, par Joseph M. Snee, S. J. et A. Kenneth Pye, Notes bibl., p. 433.
10. Cf. V[is]« Congrès internationaux », n° 9, (Projet de —).

**Corée.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger ».

**Correspondance.**
1. Suppression de —, Chron. jurispr., p. 118, n° 6 ; p. 350, n° 4 ; p. 356, n° 7 ; p. 590, n° 1.
2. Violation de —, par photocopie d'enveloppe, Chron. jurispr., p. 115, n° 2.

**Costa Rica.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger ».

**Couple criminel.**
*In* Chron. J. Pinatel, p. 392 et s.

**Coups et blessures.**
1. Chron. légis., p. 130, n° 5.
2. Cf. V[is] « Droit pénal médical ».
3. Cf. V[is] « Fichier pénal ».
4. Cf. V° « Violences ».

**Couple pénal.**
*In* Chron. J. Pinatel, p. 396 et s.

**Cour d'appel.**
Prévenu rélégable. Flagrant délit, Chron. jurispr., p. 368, n° 6.

**Courtes peines.**
1. Exécution des —, Chron. pénit., p. 384 et 385.
2. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Suède, n° 1.

**Crime.**
1. Cour d'assises ou tribunal militaire. Question complexe englobant le — et la tentative, Chron. jurispr, p. 366 n° 3.
2. Cf. V[is] « Désertion à une bande armée ».
3. Cf. V[is] « Non dénonciation de — ».
4. Cf. V[is] « Droit pénal étranger » Etats-Unis, n° 12, Grande-Bretagne, n° 30, République fédérale d'Allemagne, n[os] 43, 44 et 58.
5. Cf. V[is] « Police internationale », n° 1.
6. — flagrant, Cf. V[is] « Flagrant-délit ».

**Criminalistique.**
1. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Argentine, n° 1 ; République fédérale d'Allemagne, n[os] 55 et 56.
2. Cf. V° « Preuve », n° 1.

**Criminalité.**
1. Cf, V[is] « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 18 ; République fédérale d'Allemagne, n[os] 46, 59, 68 ; U.R.S.S., n° 2.
2. Cf. V[is] « Recherches sur la — ».

**Criminel.**
1. Recherche scientifique du —, *in* Chron. J. Susini, p. 402 et 403.
2. Cf. V[is] « Couple criminel ».
3. Cf. V[is] « Couple pénal ».
4. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n[os] 27, 28, 36.
5. Cf. V[is] « Procès criminel ».

**Criminologie.**
1. La —, par Jean Pinatel, Notes bibl., p. 203.
2. De Lacassagne à la nouvelle école de Lyon, par J. Pinatel, Chron. crim., p. 151.
3. *Excerpta criminologica*, Notes bibl., p. 674.
4. Cf. V[is] « Conduite criminelle ».
5. Cf. V[is] « Congrès internationaux », n° 3.
6. Cf. V[is] « Congrès nationaux », France n° 1,
7. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Cuba ; Etats-Unis, n[os] 12 à 21 ; Grande-Bretagne, n[os] 22 à 40 ; Israël, n[os] 1 et 2,. Italie, n[os] 21 et 22 ; République fédérale d'Allemagne, n[os] 39 à 49.
8. Cf. V[is] « Infractions involontaires ».
9. Cf. V° « Instincts ».
10. Cf. V° « Psychologie », n° 1.

**Culpabilité.**
1. *In* art. Vladimir Solnar, p. 316 et s.
2. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 38.
3. Cf. V° « Preuve », n° 1.

**Cumul de condamnations. (Non)**
La sanction du principe du — en présence de condamnations de même nature et degré, Chron. jurispr., p. 797, n° 2.

**Cumul d'infractions.**
1. La notion de concours idéal d'infractions, Chron. jurispr., p. 105, n° 2.

2. — et non — des infractions. Confusion et réduction des peines, par Pol Delestrée, Notes bibl, p. 201.

**Cumul de peines (Non).**
*In* Chron. déf. soc., p. 850.

**D**

**Danemark.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Suède, n° 1.

**Décisions pénales.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Espagne, n° 1 ; Grande-Bretagne, n° 8 ; République démocratique allemande, n° 22.

**Défense ( Droits de la).**
*In* Art. G. Levasseur, p. 88 et s.

**Défense Nationale.**
Prétendue atteinte à la — par démoralisation de l'armée, Chron. jurispr., p. 345, n° 2.

**Défense sociale.**
1. Où en est la — nouvelle ?, par J. Chazal, Chron. Déf. soc., p. 168 et s.
2. Cf. V[is] « Congrès nationaux », France, n° 6.
3. Cf. V[is] « Congrès internationaux », n° 8.
4. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Costa-Rica.
5. Cf. V[is] « Jeunes adultes ».
6. Cf. V° « Vagabondage ».

**Délinquant-délinquance.**
1. Cf. V[is] « Délinquant anormal ».
2. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n[os] 16 et 24, Grande-Bretagne, n[os] 46 et 57 ; République fédérale d'Allemagne, n° 55.
3. Cf. V[is] « Enfance délinquante ».
4. Cf. V[is] « Jeunes adultes ».
5. Cf. V[is] « Enquête de personnalité ».
6. Cf. V[is] « Recherche sur la criminalité, la — ».
7. Cf. V[is] « Resocialisation du — ».

**Délinquant anormal.**
1. *In* Art. Vladimir Solnar, p. 319 et s.
2. *In* Art. T.C.N. Gibbens, p. 458 et s.
3. *In* Art. E. Lamers, p. 770 et s.
4. Cf. V[is] « Congrès internationaux », n° 3.
5. Cf. V° « Psychiatrie », n° 2.

**Délit de coalition.**
Règlementation des prix. —, Chron. jurispr., p. 364, n° 15.

**Délit de chasse.**
— sur le terrain d'autrui, imputé à tort au preneur d'un bail rural, Chron. jurispr., p. 347, n° 8.

**Délits complexes.**
La localisation dans l'espace des —, Chron. jurispr., p. 340, n° 3.

**Délit économique.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Luxembourg, n° 1 ; République fédérale d'Allemagne, n[os] 68 et 69.

**Délit politique.**
1. —, contribution à l'étude des crimes contre l'Etat, par Pierre A. Papadatos, Notes bibl., p. 672.
2. Cf. V[is] « Atteinte à la Sûreté de l'Etat ».

**Dénonciation calomnieuse.**
1. Chron. jurispr., p. 808, n° 4.
2. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Italie, n° 23.

**Dénonciation de crime (Non).**
Chron. jurispr., p. 345, n° 1 ; p. 585, n° 1.

**Désertion à une bande armée.**
Chron. droit pén. milit., p. 616, n° 3.

**Détective privé.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 47.

**Détention préventive.**
1. —. Liberté provisoire. Pluralité de poursuites, Chron. jurispr., p. 124, n° 3.
2. —. Inculpé renvoyé devant la juridiction de jugement, Chron. jurispr., p. 367, n° 4.
3. Maintien sous les drapeaux des militaires condamnés avec sursis après —, Chron. milit., p. 390, n° 2.
4. —. Prolongation. Calcul. Effets de la détention irrégulière, Chron. jurispr. p. 809, n° 1.

**Détenus.**
1. *In* Art. E. Lamers, p. 762 et s.
2. Cf. V[is] « Administration pénitentiaire », n° 1.
3. Cf. V[is] « Congrès internationaux », n° 9 (et plus particulièrement p. 650 et 651).
4. Cf. V[is] « Etablissements pénitentiaires ».
5. Cf. V° « Gardien ».

**Dictionnaire juridique.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Autriche, n° 3, Brésil, n° 2, République fédérale d'Allemagne, n[os] 11 et 67.



**Diffamation.**
1. — envers la mémoire des morts, Chron. jurispr., p. 115, n° 3.
2. — publique, Chron. jurispr., p. 350, n° 6.
3. Cf. V° « Injure ».

**Divulgation de secrets de fabrique.**
Chron. jurispr., p. 122, n° 10.

**Dommage corporel.**
L'appréciation du — dans le cadre du droit commun, par Louis Roche, Jean Le Gueut, Marcel Colin et André Marin, Notes bibl., p. 673.

**Dommages et intérêts.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 63.

**Drogues.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 47.

**Droit commercial.**
1. Cf. V[is] « Conventions internationales », n° 7.
2. Cf. V° « Faux ».

**Droit comparé.**
1. La protection en droit civil de la personnalité et de l'honneur des citoyens Notes bibl., p. 236.
2. La preuve en procédure pénale, par W. P. J. Pompe, p. 269.
3. A travers l'Atlantique, par Laurence Webley, Notes bibl., p. 434.
4. Les délits contre la propriété dans le Code pénal suisse rapprochés des délits analogues dans le Code pénal italien, par Giordano Beati, Notes bibl., p. 452.
5. *In* Art. M. Pédamon, p. 469 et s.
6. *In* Art. R. Alvarez-Marin, p. 550 et s.
7. La peine privée. Contribution à la protection des droits généraux de la personnalité, par Bernhard Grossfeld, Notes bibl., p. 894.
8. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 3, Grande-Bretagne, n° 16 ; République fédérale d'Allemagne, n° 22, 52 et 53 ; Suisse, n° 11.
9. Cf. V[is] « Police internationale », n° 1.

**Droit constitutionnel.**
1. Décision du 23 avril 1961, Chron. légis., p. 813, n° 1.
2. Cf. V[is] « Etat d'urgence ».
3. Cf. V[is] « Préfets (Pouvoirs des — ») .
4. Cf. V[is] « Procédure pénale », n° 1.
5. Cf. V[is] « Tribunaux des forces armées », n° 3.
6. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 8.

**Droit de la famille.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n°8 ; Grande-Bretagne, n° 56.

**Droits de l'homme et du citoyen.**
1. *In* Art. M. Pédamon, p. 468, et s.
2. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 8.

**Droit économique.**
1. Cf. V° « Construction ».
2. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Argentine, n° 4 ; République fédérale d'Allemagne, n[os] 67, 69 et 73.
3. Cf. V[is] « Délits économiques ».

**Droit fiscal.**
1. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Italie n° 15.
2. Cf. V[is] « Taxe fiscale ».
3. Cf. V[is] « Infractions fiscales ».

**Droits naturels.**
Les —, par Jean Marquiset, Notes bibl., p. 670.

**Droit pénal.**
1. Cf. V[is] « Institut de droit comparé de l'Université de Paris ».
2. Cf. V° « Psychiatrie », n[os] 1-2.
3. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Argentine, n° 3 ; Brésil, n° 4 ; Espagne, n° 3 ; Etats-Unis, n[os] 6 et 7 ; Grande-Bretagne, n° 1 ; Grèce, n[os] 1 et 2 ; Pologne, n° 2 ; République démocratique allemande, n° 1 ; République fédérale d'Allemagne, n[os] 7, 12, 18, 26, 31 ; U.R.S.S., n[os] 1 et 2.
4. Cf. V[is] « Congrès internationaux », n[os] 1 et 2.

**Droit pénal étranger et publications étrangères.**

*Afrique du Sud* :
Aperçu de la législation et de la procédure criminelle d'Afrique du Sud, par A. V. Landsdown, Notes bibl., p. 435.

*Argentine* :
1. Le criminaliste, par Luis Jimenez de Asua, Notes bibl., p. 209.
2. Avant-projet de Code pénal, par Sébastien Soler, Notes bibl., p. 685.
3. Cas pratiques de droit pénal (Cours de séminaire, année universitaire 1958), Notes bibl., p. 686.

4. Droit pénal économique, par Enrique R. Aftalion, Notes bibl., p. 703.
5. *In* Art. R. Alvarez Marin, p. 551.

*Autriche* :
1. La police autrichienne, par K. Springer, Notes bibl., p. 231.
2. Le Code pénal autrichien, publié par Gustav Kaniak, Notes bibl., p. 439.
3. Dictionnaire juridique. Manuel de droit autrichien pour la pratique, publié par F. Maultaschl, W. Schuppich et F. Stagel, Notes bibl., p. 890.
4. Jeunesse des grandes villes et cinéma, Notes bibl., p. 450.
5. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 16 ; République fédérale d'Allemagne, n° 56.
6. Cf. V^is « Police internationale », n° 1.

*Belgique* :
1. La responsabilité pénale de l'ingénieur, par Yvon Hannequart, Notes bibl., p. 201.
2. La théorie de l'enquête criminelle, par René Lechat, Notes bibl., p. 232.
3. Les Codes Larcier (Les XV Codes Edmond Picard), t. II, Droit pénal, complément, Notes bibl., p. 684
4. Petits voleurs de grands magasins, par Chr. Debuyst, G. Lejour et A. Racine, Notes bibl., p. 698.
5. Evolution d'une notion : la délinquance juvénile, Notes bibl., p. 900.
6. Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 5.
7. Cf. V^is « Conventions internationales », n° 9.

*Brésil* :
1. Sabres et toges, par Hélio Lobo, Notes bibl., p. 238.
2. Nouveau dictionnaire juridique brésilien, par Pedro Orlando, Notes bibl., p. 686.
3. Crimes de haute trahison, par Paul Chaves, Notes bibl., p. 702.
4. Droit pénal, par E. Magalhaes Noronna, Notes bibl., p. 890.

*Canada* :
1. Réformes pénitentiaires au Canada, Inform. p. 171.
2. *Jury trials, Special lectures of the law Society of Upper Canada*, Notes bibl., p. 897.
3. Cf. V^is « Conventions internationales », n° 9.

*Chili* :
Cf. V° « Psychiatrie », n° 2.

*Colombie* :
1. La responsabilité pénale de l'interdit, par Tarcisio Oviedo Acevedo, Notes bibl., p. 688.
2. Aveu, témoignage et indices dans le procès pénal, par Alvaro Dugand Donado, Notes bibl., p. 690.
3. Le complot contre la sûreté de l'Etat, par José Joaquin Vargas Alvarez, Notes bibl., p. 703.

*Corée* :
La collection américaine des Codes pénaux étrangers (Code pénal coréen) sous la direction de Gerhard O. W. Mueller, Notes bibl., p. 208.

*Costa-Rica* :
Projets de Codes pénal, de police, de procédure pénale et de défense sociale Notes bibl., p. 685.

*Cuba* :
La *Criminologia*, par Evelio Tabio, Notes bibl., p. 879.

*Danemark.*
1. Procédure pénale danoise, par Stephan Hurwitz, Notes bibl., p. 213.
2. *In* Art. T.C.N. Gibbens, p. 465 et s.
3. Cf. V^is « Conventions internationales », n° 9.
4. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Suède, n° 1.

*Espagne* :
1. Jurisprudence pénale du Tribunal suprême, par Manuel Rodriguez Navarro, Notes bibl., p. 441.
2. La réhabilitation, par Cesar Camargo Hernandez, Notes bibl., p. 679.
3. Droit pénal de la faute, par Antonio Quintano Ripollès, Notes bibl., p. 688.
4. Commentaires à la loi *de Vagos et Maleantes*, par Domingo Teruel Carralero, Notes bibl., p. 694.
5. *In* Art. R. Alvarez-Marin, p. 550 et s.

*Etats-Unis* :
— *Droit pénal général et procédure* :
1. Clarence Darrow, Avocat des damnés par Arthur Weinberg, Notes bibl., p. 218.
2. Confessions d'un avocat d'assises, par Allen Lumpkin, Notes bibl., p. 218.
3. Le *Comparative criminal law project*, Inform., p. 414.
4. Création d'un bureau de documentation par le Centre d'information et de recherches sur la criminalité et la délinquance, Inform., p. 415.
5. L'admissibilité des aveux en matière criminelle, par Fred Haufmann, Notes bibl., p. 422.



6. Espèces en matière de justice pénale et commentaires, par Fred E. Inbau, et Claude R. Sowle, Notes bibl., p. 436
7. *General Principles of Criminal Law*, par Jerome Hall, Notes bibl., p. 680.
8. Le droit et vous, par Max Radin, Notes bibl., p. 682.
9. *Nortwestern University School of Law* (Chicago), Bourses d'études (année 1962-1963), Inform., p. 867.
10. Qu'est-ce que la justice ? Justice, droit et politique dans le miroir de la science, par Hans Kelsen, Notes bibl., p. 869.
11. Cf. V^is « Droit comparé », n^os 1, 3 et 7.

— *Sciences criminologiques* :
12. Psychologie du crime, par David Abrahamsen, Notes bibl., p. 425.
13. L'homicide dans une collectivité urbaine, par Robert Bensing, Olivier Schroeder, Notes bibl., p. 426.
14. Psychopathologie et Pachydermologie, par Gerhard O.W. Mueller, var. p. 535.
15. *Crime, Justice and Correction*, par Paul. W. Tappan, Notes bibl., p. 874.
16. *The problem of Delinquency*, par Sheldon Glueck, Notes bibl., p. 876.
17. *Criminology and penology*, par Richard R. Korn et Lloyd W. Mc Corkle, Notes bibl., p. 877.
18. *New Horizons in Criminology*, par Harry Elmer Barnes et Negley K. Teeters, Notes bibl., p. 878.
19. L'affaire Sacco-Vanzetti ; le crime et le mythe, par Robert H. Montgomery, Notes bibl., p. 883.
20. La piste meurtrière de Charles Starkweather, par James Melvin Reinhardt, Notes bibl., p. 886.
21. Journal d'un *attorney*, par Martin M. Frank, Notes bibl., p. 887.

— *Sciences pénitentiaires* :
22. Etudes théoriques sur l'organisation sociale de la prison (ouvrage collectif), Notes bibl., p. 206.
23. La société des détenus. Etude d'une prison à sécurité maximum, par Gresjam M. Sykes, Notes bibl., p. 207.
24. Problèmes de rééducation des délinquants dans l'Etat de New York, Inform., p. 665.
25. Cf. V^is « Congrès nationaux étrangers », Etats Unis.

— *Police scientifique* :
26. L'écoute, par Samuel Dash, Richard F. Schwartz et Robert E. Knowlton, Notes bibl., p. 700.
27. La police pratique, par John P. Henney et John B. Williams, Notes bibl., p. 701.
28. L'exercice du commandement dans la police, par Clifford L. Scott et Bill Garrett, Notes bibl., p. 701.
29. L'enquête policière en cas d'homicide dans la pratique, par Edward A. Dieckmann, Notes bibl., p. 906.
30. La rédaction des rapports de police, par Allen Z. Cammage, Notes bibl. p. 907.
31. Cf.V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 56.
32. Cf. V^is « Police internationale », n° 1.

— *Droit pénal international* :
33. Cf. V^is « Conventions internationales », n° 9.

— *Enfance délinquante* :
34. Comprendre la délinquance juvénile, par Lee R. Steiner, Notes bibl., p. 224.
35. L'histoire de Highfields. Une expérience unique dans le traitement des mineurs délinquants, par Lloyd W. McCorkle, Albert Elias et F. Lovel Bixby, Notes bibl., p. 229.
36. Délinquance juvénile, nature et traitement, par Sophia M. Robinson, Notes bibl., p. 696.
37. *The gang A Study of* 1313 *gangs in Chicago*, par Frederic M. Thrasher, Notes bibl., p. 901.

*Ethiopie* :
Le Code pénal de l'Empire d'Ethiopie, présenté avec une introduction de Jean Graven, Notes bibl., p. 209.

*Finlande* :
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Suède, n° 1.

*Grande-Bretagne* :
— *Droit pénal général et procédure* :
1. *Harris's Criminal Law*, par H.A. Palmer et Henry Palmer, Notes bibl., p. 210.
2. Outrage au tribunal, Notes bibl., p. 216.
3. Non prouvé, par John Gray Wilson, Notes bibl., p. 216.
4. Alibi pour un juge, par Henry Cecil, Notes bibl., p. 217.
5. *Sir Travers Humphreys. A biography*, par Douglas G. Browne, Notes bibl., p. 217.
6. Une part d'autorité : le *Magistrate* anglais, par Frank Milton, Notes bibl., p. 217.

7. Où trouver les questions de droit que vous cherchez ? par C. W. Ringrose, Notes bibl., p. 436.
8. Décisions pénales commentées, publiées par J. C. Smith, Notes bibl., p. 436.
9. Le représentant de la poursuite, par Christopher Williams, Notes bibl., p. 442.
10. La notion de peine, par Franck Pakenham, Notes bibl., p. 671.
11. Réparation due aux victimes d'un crime, par Stephen Schafer, Notes bibl., p. 682.
12. Au-dessus de toutes les libertés, par Alec Craig, Notes bibl., p. 686.
13. *The Machinery of Justice in England*, par R. M. Jackson, Notes bibl., p. 690.
14. Les Cours de Justice anglaises, par H. G. Hanbury, Notes bibl., p. 691.
15. La protection vis-à-vis du pouvoir en droit anglais, par Lord Mac Dremott, Notes bibl., p. 692.
16. Les visages de la justice, par Sybille Bedford, Notes bibl., p. 694.
17. Essais de science criminelle, publiés sous la direction de Gerhard O. W. Mueller, Notes bibl., p. 870.
18. *The Criminal Law Review. Special issue on violence*, Notes bibl., p. 892.
19. Intention criminelle dans les infractions légales, par J. Ll. J. Edwards, Notes bibl., p. 893.
20. Injure et calomnie, par Gatley, mis à jour par Richard O'Sullivan et R. L. Mc Ewen, Notes bibl., p. 899.
21. Cf. V[is] « Droit comparé », n[os] 3 et 7.

— *Sciences criminologiques* :

22. Ploutocrates du crime. Une galerie d'escrocs, par Percy Smith, Notes bibl., p. 205.
23. Les empoisonneurs sur le banc des accusés. Douze études sur l'empoisonnement par John Rowland, Notes bibl., p. 205.
24. Diplôme de criminologie de l'Université de Cambridge, Inform., p. 416.
25. Sir Patrick Hastings : sa vie et les procès qu'il a plaidés, par H. Montgomery Hyde, Notes bibl., p. 427.
26. Le verdict du tribunal, publié par Michael Hardwick, Notes bibl., p. 427.
27. Documents criminels : Robert Hoolhouse, par Rupert Furneaux, Notes bibl., p. 428.
28. Une affaire pour Scotland Yard, par William Rawlings, Notes bibl., p. 428.
29. Le roman d'un braconnier, par Fred J. Speakman, Notes bibl., p. 429.
30. Un second compagnon de meurtre, par E. Spencer Shew, Notes bibl., p. 676.
31. Le voleur en faux-col, par Norman Jaspan et Hillel Black, Notes bibl., p. 676.
32. Le meurtre de Lord Erroll, par Rupert Furneaux, Notes bibl., p. 678.
33. Dieu seul le sait. Le procès de Jessie M'Lachlan, par Christianna Brand, Notes bibl., p. 678.
34. Vivre et laisser vivre. La morale du rapport Wolfenden, par Eustace Chesser, Notes bibl., p. 882.
35. Le procès d'August Sangret, par Macdonald Critchley, Notes bibl., p. 884.
36. *Hume : Portrait of a double murderer*, par John Williams, Notes bibl., p. 886.
37. Mes principales affaires, par John Parris, Notes bibl., p. 887.
38. Les indices qui prouvèrent la culpabilité, par Leonard Gribble, Notes bibl., p. 888.
39. Du sang sur la balance, par Leslie Hale, Notes bibl., p. 888.
40. Cf. V° « Psychiatrie », n° 1.

— *Sciences pénitentiaires* :

41. Les prisons anglaises, par D. L. Howard, Notes bibl., p. 679.
42. Cf. V[is] « Etablissements pénitentiaires pour femmes », n° 1.

— *Droit pénal international* :

43. Cf. V[is] « Conventions internationales », n° 9.

— *Droit pénal spécial* :

44. Le droit des transports routiers, par L. D. Kitchin, Notes bibl., p. 453.
45. Les infractions de la circulation routière, par G. S. Wilkinson, Notes bibl., p. 909.

— *Police scientifique et criminalistique* :

46. Guerre aux bas-fonds, par Edward Greeno, Notes bibl., p. 234.
47. Dix guinées par jour. Le portrait d'un détective privé, par Frederick Oughton, Notes bibl., p. 702.
48. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 56.
49. Cf. V[is] « Police internationale », n° 1

— *Enfance délinquante* :

50. Rapport du Comité pour les enfants et les adolescents, Notes bibl., p. 442.
51. Jette ton fouet : vivre avec les enfants difficiles, par David Wills, Notes bibl., p. 446.
52. Les rebelles malgré eux, par Howard Jones, Notes bibl., p. 448.
53. Quelque chose d'extraordinaire, par H. S. Turner, Notes bibl., p. 448.
54. *Attendance Centres*, enquête de l'Institut de criminologie de Cambridge, par F. H. MacClintock, en collaboration avec M. A. Walker et N. C. Savill, Notes bibl., p. 697.
55. Délinquance et pathologie de la parenté, par Robert Andry, Notes bibl., p. 699.
56. Délinquance et opportunité. Une théorie sur les bandes de malfaiteurs, par Richard O. Cloward et Lloyd E. Ohlin, Notes bibl., p. 903.
57. Une famille nommée Field, par George Bruce, Notes bibl., p. 904.

*Grèce* :

1. Précis de droit pénal, par Dimitrios Caranikas, Notes bibl., p. 210.
2. Droit pénal, par Christos Constantaras, Notes bibl., p. 441.
3. Cf. V[is] « Conventions internationales », n° 9.

*Islande* :

Cf. V[is] « Conventions internationales », n° 9.

*Israël* :

1. Institut de criminologie de l'Université hébraïque de Jérusalem, Inform., p. 174.
2. Cours de criminologie, Université de Bar-Ilan, Inform., p. 868.

*Italie* :

— *Droit pénal général et procédure* :

1. Les circonstances atténuantes génériques, par Michèle Massa, Notes bibl., p. 212.
2. Institutions de droit procédural pénal, par Vincenzo Manzini, Notes bibl., p. 214.
3. Le secret de l'instruction, par Vittorio Mele, Notes bibl., p. 215.
4. La tutelle pénale de la condamnation civile, par Alfredo Molari, Notes bibl., p. 215.
5. Le président du Collège pénal et ses fonctions, par Carlo Massa, Notes bibl., p. 216.
6. Plan organique de rénovation de la justice, par Guido Gonella, Notes bibl., p. 439.
7. L'homicide en droit pénal, par Luigi Granata, Notes bibl., p. 440.
8. Les infractions de même nature, par Francesco Gianniti, Notes bibl., p. 440.
9. Genèse du droit pénal, par Gian Domenico Romagnosi, trad. espagnole de Carmelo Gonzales Cortina et Jorge Guerrero, Notes bibl., p. 670.
10. Le rapport de causalité en droit pénal, par Francesco Antolisei, Notes bibl., p. 688.
11. La protection pénale de la pudeur et autres études juridiques variées, par Alfonso Palladino, Notes bibl., p. 694.
12. Etude sur la procédure pénale, par Girolamo Bellavista, Notes bibl., p. 693.
13. Contraventions et sanctions correspondantes, par F. Canale, Notes bibl., p. 696.
14. La réparation des erreurs judiciaires en Italie, par Silvio Ranieri, Inform., p. 858.
15. Droit pénal et procédure financière, par Luigi Sechi, Notes bibl., p. 891.
16. Le Code de procédure pénale italien, par Angelo de Mattia, Notes bibl., p. 896.
17. Cf. V[is] « Congrès nationaux étrangers », Italie.

— *Sciences pénitentiaires* :

18. Projet de loi italien portant réforme du système pénitentiaire et réorganisation des mesures prises en matière de prévention de la délinquance juvénile, par G. Tartaglione, Inform., p. 412.
19. Introduction à l'étude de la peine, par Alfonso Palladino, Notes bibl., p. 432.
20. Méditations sur le régime pénitentiaire italien, par Antonio Pigliaru, Notes bibl., p. 432.

— *Sciences criminologiques* :

21. Création d'une section de criminologie au Centre national de prévention et de défense sociale de Milan, Inform. p. 173.
22. Introduction à l'étude de la criminologie, par Michelangelo Pealez, Notes bibl., p. 204.

— *Droit pénal spécial* :

23. Essai de droit pénal. La dénonciation calomnieuse. La tentative, par Luigi Gullo, Notes bibl., p. 235.
24. Les délits de proxénétisme et d'exploitation de la prostitution, par Giovanni Rosso, Notes bibl., p. 452.
25. Les fraudes alimentaires, par Mario Berri et Bruno Cormio, Notes bibl., p. 908.
26. Code de la route italien, traduit par André Hennebicq, Notes bibl., p. 909.

27. Cf. Vis « Conventions internationales », n° 7.
28. Cf. Vis « Droit comparé », n° 4.

— *Enfance délinquante* :
29. La législation applicable aux mineurs coordonnée et mise à jour au 1er juin 1960, par Giuseppe Velotti, Notes bibl., p. 444.
30. Cf. Vis ci-dessus, n° 18.

*Luxembourg* :
1. Les règles de procédure en matière de répression des délits économiques, par Léon Liesch, Notes bibl., p. 237.
2. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 5.
3. Cf. Vis « Conventions internationales », n° 9.

*Madagascar* :
Les juridictions criminelles à Madagascar, par Jean-Michel Guth, Notes bibl., p. 692.

*Norvège* :
1. Amende et emprisonnement subsidiaire, par Finn Backer Midböe, Notes bibl., p. 679.
2. Cf. Vis « Conventions internationales », n° 9.
3. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Suède, n° 1.

*Pays-Bas* :
1. Les bases de l'exécution des peines aux Pays-Bas, par Ernest A. M. Lamers, p. 743.
2. Cf. Vis « Conventions internationales », n° 9.
3. Cf. Vis « Droit comparé », n° 2.

*Pologne* :
1. Les réformes du système pénitentiaire pendant la première moitié du XIXe siècle, par M. Senkowska, Variétés, p. 95.
2. L'état actuel du droit pénal et de la politique criminelle en Pologne, par Stanislaw Plawski, Variétés, p. 782.
3. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 10.

*Portugal* :
Cf. Vis « Conventions internationales », n° 9.

*République démocratique allemande* :
1. Sur les développements du droit pénal socialiste dans la République démocratique allemande, Notes bibl., p. 211.
2. Décision du Tribunal suprême de la République démocratique allemande en matière pénale, tome 4, Notes bibl., p. 439.
3. Cf. Vis « République fédérale d'Allemagne », nos 33, 42, 52, 53.

*République fédérale d'Allemagne* :
— *Droit pénal général et procédure* :
1. La peine temporelle dans la théologie protestante, par Hans Dombois, Notes bibl., p. 197.
2. Le droit de tuer chez les écrivains des premiers temps du christianisme, par Bernhard Schöpf, Notes bibl., p. 197.
3. Peine de mort ? Arguments théologiques et juridiques, Notes bibl., p. 198.
4. Du fondement éthique actuel de la peine de mort, par Gustav Ermecke, Notes bibl., p. 198.
5. Faute et expiation, Notes bibl., p. 199.
6. Responsabilité et obéissance, par Günter Stratenwerth, Notes bibl., p. 200.
7. Droit pénal. Partie générale, par Jürgen Baumann, Notes bibl., p. 211 et 889.
8. Suites du délit et loi constitutionnelle, par Walter Stree, Notes bibl., p. 212.
9. Le juge pénal, un manuel pour la procédure pénale, par Hubert Schorn, Notes bibl., p. 214.
10. La notion de préjudice au sens des aggravations interdites en procédure pénale, par Joachim Ganske, Notes bibl., p. 215.
11. Le dictionnaire Ebsevier de science criminelle, par Johann Anton Adler, Notes bibl., p. 220.
12. La nouvelle conception du système de droit pénal, par Hans Welzel, Notes bibl., p. 421.
13. *Das objektive Zweckmoment in der rechtswidrigen Handlung*, par Dietrich Oehler, Notes bibl., p. 421.
14. Juristes-poètes, par Eugen Wohlhaupter, Notes bibl., p. 423.
15. Livre en l'honneur d'Eberhard Schmidt à l'occasion de son 70e anniversaire, Notes bibl., p. 423.
16. Les tâches de politique criminelle de la réforme du droit pénal, par Reinhart Maurach et Dietrich Lang-Hinrichsen, Notes bibl., p. 437.
17. Code pénal. Commentaire, par Adolf Schönke, Notes bibl., p. 438.
18. Droit pénal et procédure pénale ; une collection des lois les plus importantes du droit pénal et de la procédure pénale avec commentaires, par A. Dalcke, revue et augmentée par Ernst Fuhrmann et Karl Schäfer, Notes bibl., p. 438.
19. Code pénal accompagné de 77 lois annexes, Notes bibl., p. 438.
20. Directives pour la procédure pénale, Notes bibl., p. 438.
21. Exécution de la peine, casier judiciaire et grâces, Notes bibl., p. 438.
22. La mesure des peines envisagée du point de vue du droit comparé, par Lothar Schmidt, Notes bibl., p. 439.
23. Code pénal, par Kohlrausch-Lange, Notes bibl., p. 684.
24. La participation à un fait principal non intentionnel, par Horst Franzheim, Notes bibl., p. 687.
25. Lois pénales auxiliaires, par Georg Erbs et Max Kohlhaas, Notes bibl., p. 695.
26. Le droit pénal, publié sous la direction du Doyen D. Th. Heckel, Notes bibl., p. 871.
27. Droit et individualité, par Heinrich Henkel, Notes bibl., p. 871.
28. Contribution à la réforme sociale du droit, par L. H. Adolph Geck, Notes bibl., p. 872.
29. Sur la torture. Recherche sur l'histoire de la torture, par Christian Thomasius, traduit et publié par Rolf Lieberwirth, Notes bibl., p. 873.
30. Le Code pénal allemand de 1871, traduit par Gerhard O. W. Mueller et Thomas Buergenthal, Notes bibl., p. 889.
31. Droit pénal. I. — Partie générale, par Edmund Mezger, Notes bibl., p. 889.
32. Code pénal et lois annexes, publiés par Otto Schwarz et Eduard Dreher, Notes bibl., p. 890.
33. Etat sans droit. La justice pénale spéciale de l'Etat de Bonn présentée dans des rapports et des documents, publiés sous la direction de H. Gerats, G. Kühlig et K. Pfannenschwarz, Notes bibl., p. 891.
34. Tentative de la part d'un agent non idoine. Contribution à la théorie de l'illicéité en droit pénal, par Fritz Stöger, Notes bibl., p. 893.
35. Cf. Vis « Droit comparé », n° 7.
36. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 16.
37. Cf. Vis « Fouille corporelle » (*in* art. M. Pédamon, p. 469).
38. Cf. Vis « Philosophie du droit », n° 1.

— *Sciences criminologiques* :
39. Pédagogie criminelle, par Joachim Hellmer, Notes bibl., p. 204.
40. Problèmes fondamentaux de la pédagogie criminelle, par Karl Peters, Notes bibl., p. 204.
41. Cinq champions de la justice, par Gerhard Simson, Notes bibl., p. 205.
42. Je demande l'acquittement, par Friedrich Karl Kaul, Notes bibl., p. 429.
43. Le crime. I. — L'homme criminel sous l'emprise des forces du temps et de l'espace, par Hans v. Hentig, Notes bibl., p. 675.
44. Contribution à la criminologie de l'assassinat, par Günther Brückner, Notes bibl., p. 675.
45. Les grands procès criminels du siècle. Un pitaval allemand, par Paul Schweder, Notes bibl., p. 678.
46. L'homme et la criminalité, par Gustav Nass, Notes bibl., p. 880.
47. Qu'est-ce que la passion de la drogue ? Malédictions et bienfaits de la drogue, par Johannes Cremerius, Notes bibl., p. 881.
48. La dupe, par Edgar Lenz, Notes bibl., p. 881.
49. L'histoire et la nature de la prostitution, par Willi Bauer, avec la collaboration de Richard Waldegg et de Werner Heinz, Notes bibl., p. 883.

— *Sciences pénitentiaires* :
50. Maisons de réclusion et d'emprisonnement, par Eberhard Schmidt, Notes bibl., p. 208.
51. Régime pénitentiaire des adultes, par Johannes Depenbrock, Notes bibl., p. 432.

— *Droit pénal international* :
52. La collaboration judiciaire et policière en matière pénale avec la zone d'Allemagne d'occupation soviétique, par Karin Stötter, Notes bibl., p. 434.
53. Les conditions d'application du droit pénal politique aux Allemands dans les rapports entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande, par Joachim Herrmann, Notes bibl., p. 434.
54. Cf. Vis « Conventions internationales », nos 8 et 9.

— *Police scientifique et criminalistique* :
55. Recherche sur la persévérance délictuelle, par Oskar Wensky, Notes bibl., p. 231.
56. Livre de poche pour les criminalistes, Notes bibl., p. 232.
57. Recherche et nomenclature d'objets, par Max Eberhart, Notes bibl., p. 233.

58. Le crime ne paie pas, par Fred Dietrich, Notes bibl., p. 234.
59. La garde des usines et la criminalité dans les entreprises, par Clemens Amelunxen, Notes bibl., p. 702.
60. La gendarmerie en action, par Hubert Gundolf, Notes bibl., p. 907.
61. Lutte contre les fraudes alimentaires, Notes bibl., p. 908.
62. Tableau d'identification des médicaments à base de barbituriques en vue d'éclairer les cas d'empoisonnement, par E. Weinig et Gg Schmidt, Notes bibl., p. 908.
63. Causalité multiple et faute partagée en droit des dommages et intérêts, avec de nombreux exemples et croquis sur les principaux incidents de circulation, par Kurt J. Venzmer, Notes bibl., p. 912.
64. Ordonnance sur la discipline de l'armée, commentaire par M. Baden et M. J. von Mitzlaff, Notes bibl., p. 913.
65. Cf. V^is « Police internationale », n° 1.

— *Droit pénal spécial et droit pénal économique* :

66. Droit pénal, partie spéciale, par Edmund Mezger, Notes bibl., p. 235.
67. Dictionnaire juridique et économique. I. Français-allemand, par Michel Doucet, Notes bibl., p. 219.
68. La criminalité dans les modes de paiement évitant d'utiliser ou utilisant le moins possible l'argent liquide, par Gunter Bertling, Notes bibl., p. 236.
69. De l'escroquerie en matière de maisons commerciales et d'autres entreprises (criminelles) de la vie économique, par Walter Zirpins, Notes bibl., p. 236.
70. Plagiat, par E. Schulze, W. Petzl, G. Schwenn, W. Neumeister, E. Becker, L. Schneider et H. Riedel, Notes bibl., p. 237.
71. Les possibilités de l'introduction du permis de conduire temporaire dans la République fédérale d'Allemagne avec prise en considération des expériences étrangères, par Diether Walz, avec la collaboration de Walter Nelsen, Notes bibl., p. 453.
72. La protection pénale de la sphère des secrets, par Robert Seiler, Notes bibl., p. 454.
73. L'abus de la lettre de change, par Walter Obermüller, Notes bibl., p. 454.
74. Le droit de la circulation routière, par Johannes Floegel, Notes bibl., p. 910.
75. Le Code de la route de 1960, par Heinrich Lehne et Othmar Kammerhofer, Notes bibl., p. 910.
76. La négligence et les infractions de circulation. Recherche d'une doctrine de l'infraction pénale commise par négligence, par Hans Welzel, Notes bibl., p. 912.
77. Systématisation des causes d'accidents en matière de circulation routière allemande, par Ernst Meyer et Ernst Jacobi, Notes bibl., p. 912.
78. L'alcool, l'accident de la circulation et la mort par accident de la circulation, par H. Elbel, Notes bibl., p. 912.

— *Enfance délinquante* :

79. Questions actuelles de biologie criminelle, par Edmund Mezger et Thomas Würtenberger, Notes bibl., p. 225.
80. Protection de la jeunesse dans le domaine de la littérature, par Robert Schilling, Notes bibl., p. 226.
81. Le statut juridique du jeune dans la famille, l'école et la profession, par Paul Seipp, Notes bibl., p. 227.
82. Loi sur la presse pornographique et immorale et loi de la protection de l'enfance dans les lieux publics, Notes bibl., p. 227.
83. Loi de protection de l'enfance du Steiermark avec commentaires, par Johanna Pestemer, Notes bibl., p. 228.
84. Conseils et action dans le domaine de la protection de la jeunesse en matière de film, par Paula Linhart, Notes bibl., p. 227.
85. Le droit de l'aide à l'enfance, textes rassemblés par Heinrich Webler, Notes bibl., p. 228.
86. La génération sceptique. Une sociologie de la jeunesse allemande, par Helmut Schelsky, Notes bibl., p. 230.
87. Education et peine. Contribution à une doctrine de l'évaluation des mesures dans le droit pénal de l'enfance, par Joachim Hellmer, Notes bibl., p. 445.
88. Elèves-juges-professeurs, par Herbert Hochstetter, Notes bibl., p. 447.
89. Psychologie du vécu filmique dans l'enfance et la jeunesse, par Fritz Stückrath et George Schottmayer, Notes bibl., p. 449.
90. Les mauvais traitements à personnes se trouvant en état de dépendance par Wolfang Nix, Notes bibl., p. 452.



91. Publications du Volkswartbund, Notes bibl., p. 699.
92. L'évolution du droit de l'enfance du 1^er oct. 1958 au 30 sept. 1960, par Gerhard Grethlein, Notes bibl., p. 904.
93. La jeunesse dans la circulation routière. Manuel pour l'éducation des mineurs, par Konrad Händel, Notes bibl., p. 904.
94. Pourquoi l'assistance éducative ? Une enquête sur le principe de la faute, par Ferdinand Carspecken, Notes bibl., p. 904.
95. Cf. V^is « Congrès nationaux étrangers », République fédérale d'Allemagne, n° 1.

*Roumanie* :

1. Une réforme du Code de procédure pénale roumain, Inform., p. 667.
2. Contributions à l'étude du rapport juridique de droit pénal substantiel et de procédure pénale, et des garanties procédurales, par S. Feller, Notes bibl., p. 688.
3. La substitution de la responsabilité administrative ou disciplinaire à la responsabilité pénale pour certaines infractions, par V. Dongoroz, S. Kahane, I. Oancea, J. Fodor et N. Iliescu, Notes bibl., p. 895.

*Suède* :

1. *Nordisk Kriminalistik Arsbok*, 1959 par Carl Holmberg, Notes bibl., p. 899.
2. *In* art. T.C.N. Gibbens, p. 465.

*Suisse* :

1. Faute et erreur en droit pénal suisse, par Alexander Wili, Notes bibl., p. 212.
2. La procédure pénale devant le tribunal criminel et devant le tribunal d'arrondissement d'après l'ordonnance de procédure pénale du Canton de Schwyz de 1956, par Fritz Husi, Notes bibl., p. 214.
3. La réparation due aux personnes poursuivies à tort, par Ernst Fischli, Notes bibl., p. 219.
4. La réparation due à l'inculpé ou à l'accusé et le jugement sur les dépens en cas d'abandon du procès pénal ou d'absolution, en droit cantonal et fédéral, par Argante Righetti, Notes bibl., p. 219.
5. Examen des tableaux par les rayons X, ultra-violets et infrarouges, par Hans Aulmann, Notes bibl., p. 233.
6. Les déclarations de la presse en tant qu'atteintes aux conditions personnelles, en particulier leur illégalité, par Rainer Schumacher, Notes bibl., p. 238.
7. Le lien de causalité entre le fait et résultat en droit pénal, par Roland Gmür, Notes bibl., p. 422.
8. Informations pénitentiaires suisses, Notes bibl., p. 433.
9. Aux captifs, la délivrance, par Karl Barth, Notes bibl., p. 433.
10. Le développement de la théorie de la faute en droit pénal dans la doctrine suisse depuis 1890, thèse, par Ferdinand Oehen, Notes bibl., p. 437.
11. Les précédents comme source du droit, par Oscar Adolf Germann, Notes bibl., p. 687.
12. La procédure pénale d'Argovie, par Beat Brühlmeier, Notes bibl., p. 690.
13. La responsabilité pénale pour infraction aux règles de l'art de construire (art. 229 C. pén. suisse), par Félix Bendel, Notes bibl., p. 695.
14. Le problème de la faute dans le droit pénal des mineurs en Suisse, par Rose-Marie Maurer, Notes bibl., p. 228.
15. Les principes de la procédure pénale applicable aux mineurs en Suisse, par Valy Degoumois, Notes bibl., p. 444.
16. Cf. V° « Cinéma », n° 2.
17. Cf. V^is « Droit comparé », n^os 1 et 4.
18. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 16.
19. Cf. V^is « Congrès nationaux », Suisse.
20. Cf. V^is « Outrage à la gendarmerie ».
21. Cf. V^is « Police internationale », n° 1.

*Tchécoslovaquie* :

Les fondements de la responsabilité criminelle d'après le droit pénal tchécoslovaque, par Vladimir Solnar, Var., p. 311.

*Turquie* :

Cf. V^is « Conventions internationales », n° 9.

*U.R.S.S.* :

1. Les fondements de la législation pénale de l'U.R.S.S. et des Républiques de l'Union, avec introduction et commentaires de Friedrich-Christian Schroeder, Notes bibl., p. 440.
2. Le Droit pénal soviétique. Partie générale, Notes bibl., p. 683.
3. Le nouveau Code pénal soviétique d'octobre 1960 et les lois pénales de 1961, Inform., p. 854.
4. Le contrôle par le procureur du res-

pect de la légalité dans l'activité des organes de l'enquête et de l'instruction préparatoire, par V. M. Savitski, Notes bibl., p. 897.

*Venezuela* :
1. Cours de criminologie, par José Rafael Mendoza, Notes bibl., p. 674.
2. Procédure pénale. Exposé des motifs et rapport sur les réformes du Code de procédure pénale de l'année 1957, par Julio Cesar Acosta, Notes bibl., p. 693.

*Yougoslavie* :
1. La réforme du Code pénal yougoslave, par Vladimir Bayer, Var., p. 293
2. Le Code pénal yougoslave du 2 mars 1951 dans sa rédaction du 30 juin 1959, introduction de August Munda, Notes bibl., p. 684.
3. Compte rendu d'une brève visite au Centre pénitentiaire de Goli, par André Perdriau, *in* compte rendu Congrès de Défense sociale, p. 643 et s.

**Droit pénal médical.**
L'action thérapeutique devant la loi pénale, par Xavière Ulysse, Notes bibl., p. 673.

**Droit pénal militaire.**
1. Cf. V[is] « Code de justice militaire ».
2. Cf. V[is] « Conventions internationales », n° 9.
3. Cf. V[is] « Détention préventive », n° 3.
4. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Brésil, n° 1 ; République fédérale d'Allemagne, n° 64.
5. Cf. V° « Insoumission ».
6. Cf. V[is] « Matériel militaire ».
7. Cf. V[is] « Tribunaux des forces armées ».

**Droit pénal politique.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n[os] 33, 52 et 53.

**Droit de tuer.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 2.

**Dupe.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 48.

**E**

**Eaux libres - Eaux closes.**
Cf. V° « Pêche », n° 1.

**Ecole (Rapports enfant —).**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 88.

**Ecoute.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 26.

**Effet rééducatif de la peine.**
*In* art. Vladimir Solnar, p. 312 et s.

**Eglise catholique.**
Cf. V[is] « Peine de mort », n° 2.

**Eglise protestante.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Suisse, n° 9.

**Empoisonneur. Empoisonnement.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 23 ; République fédérale d'Allemagne, n° 62.

**Emprisonnement subsidiaire.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Norvège, n° 1.

**Energie atomique.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 25.

**Enfance (Problèmes relatifs à l').**
1. Cf. V[is] « Bandes de jeunes ».
2. Cf. V[is] « Congrès nationaux France », n[os] 2, 3, 7.
3. Cf. V[is] « Congrès internationaux », n° 9, 16.
4. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Belgique, n[os] 4 et 5 ; Etats-Unis, n[os] 34 à 37 ; Grande-Bretagne, n[os] 50 à 57 ; Italie, n[os] 29 et 30 ; République fédérale d'Allemagne, n[os] 79 à 95 ; Roumanie, n° 2 ; Suède, n° 1 ; Suisse, n[os] 14 et 15.
5. Cf. V[is] « Enquêtes sociales », n° 1.
6. Cf. V[is] « Fichier pénal ».
7. Cf. V[is] « Publications imprimées », n[os] 1, 2, 3 et 4.
8. Cf. V[is] « (Non) Représentation d'enfant ».
9. Cf. V[is] « Tribunaux pour enfants ».

I. *Questions générales.*
10. La connaissance des enfants et adolescents inadaptés, par Henri Michard et Pierre Voirin, Notes bibl., p. 223.
11. Un grave danger pour la jeunesse du monde : la traite des êtres humains, par Odette Philippon, Notes bibl., p. 226.
12. Violences sur la personne d'un enfant de moins de 15 ans, Chron. jurispr., p. 349, n° 1.
13. Le Centre d'observation et l'avenir de l'enfant inadapté (à propos du Centre Louis Sadoue de Nancy-Laxou), par Gabriel Cahen, Notes bibl., p. 448.
14. Les Associations régionales de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, par Pierre Meignaut, Notes bibl., p. 449.
15. La rééducation des enfants et adolescents inadaptés, par Paul Lutz, Notes bibl., p. 696.

II. *Enfance délinquante* :
16. *In* art. J. Graven, p. 62 et s.
17. XII[e] Rapport annuel de la Direction de l'Education surveillée, Notes bibl., p. 221.
18. XIII[e] Rapport annuel de la Direction de l'Education surveillée, Notes bibl., p. 222.
19. Délinquance juvénile et enfance en danger, par Georges Moëne, Notes bibl., p. 223.
20. *In* art. Vladimir Bayer, p. 303 et s.
21. La protection judiciaire de l'enfance délinquante ou en danger en France par Jacques Siméon, Notes bibl., p. 442.
22. *In* art. Louis Roche, Jean Le Gueut, Marcel Colin et André Marin, p. 730 et s.
23. art. S. Plawski, p. 792 et s.

III. *Enfance en danger* :
24. La protection de l' —, Notes bibl., p. 222.
25. La protection judiciaire de l'enfance, par Anne-Marie Fournié, Notes bibl., p. 901.

**Enquête criminelle.**
1. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Belgique, n° 2.
2. Cf V[is] « Recherche criminelle ».

**Enquête de personnalité.**
1. Chron. légis., p. 815, n° 9.
2. De la minimisation du dossier de personnalité à la généralisation du pouvoir discrétionnaire, par G. Levasseur, Var., p. 83.
3. *In* art. Louis Roche, Jean Le Gueut, Marcel Colin et André Marin, p. 713 et s.
4. Cf. V[is] « Congrès nationaux », France, n° 1.
5. Cf. V° « Enfance », n° 13.

**Enquête sociale.**
1. Chron. légis., p. 604, n° 15.
2. *In* art. G. Levasseur, p. 86 et s.
3. Cf. V[is] « Congrès nationaux », France, n° 1.

**Erreur de droit.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Suisse, n° 1.

**Erreur judiciaire.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Italie, n° 14 ; République fédérale d'Allemagne, n° 5.

**Escrocs.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 22.

**Escroquerie.**
1. —, Remise d'un objet sans valeur. Notion de manœuvres frauduleuses, Chron. jurispr., p. 592, n° 1.
2. Chron. jurispr., p. 117, n° 4.
3. — au mariage, Chron. jurispr., p. 353, n° 4.
4. Cf. V[is] « Action civile », n° 1.
5. Cf. V° « Cinéma », n° 1.
6. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n[os] 48, 68 et 69.

**Espagne.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger ».

**Etablissements de rééducation.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 35 ; Grande-Bretagne, n[os] 51, 52, 53 ; Yougoslavie, n° 3.

**Etablissements ouverts.**
*In* art. E. Lamers, p. 768 et s.

**Etablissements pénitentiaires.**
1. Administration intérieure. Chron. pénit., p. 132 et s.
2. — et cinéma : *in* art. J. Graven, p. 66 et s.
3. *In* art. E. Lamers, p. 758 et s.
4. Cf. V[is] « Administration pénitentiaire », n° 1.
5. Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Canada, n° 1 ; Etats-Unis, n[os] 22 et 23 ; Grande-Bretagne, n[os] 41 et 42 ; République fédérale d'Allemagne, n° 50.

**Etablissements pénitentiaires pour femmes.**
1. Chron. pénit., p. 383 et 384.
2. Cf. V° « Récidive », n° 1.

**Etat dangereux.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger », Argentine, n° 1 ; Venezuela, n° 1.

**Etat d'urgence.**
Chron. légis., p. 815, n° 10.

**Etats-Unis.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger ».

**Ethiopie.**
Cf. V[is] « Droit pénal étranger ».

**Etranger.**
Cf. V[is] « Liberté provisoire », n° 1.

**Examen médical et médico-psychologique.**
1. *In* art. G. Levasseur, p. 88 et s.
2. Cf. Vis « Congrès nationaux », France, n° 1.

**Excès de vitesse.**
Cf. Vis « Police de la circulation », n° 1.

**Exécution des peines.**
1. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Pays-Bas, n° 1 ; République fédérale d'Allemagne, n° 21.
2. Cf. Vis « Courtes peines », n° 1.

**Expert. Expertise.**
1. *In* art. J. Graven, p. 329 et s.
2. Serment de l' —, Chron. jurispr., p. 597, n° 1.
3. Expertise ordonnée à l'audience par le président en vertu de son pouvoir discrétionnaire, Chron. droit pén. milit., p. 615, n° 2.
4. *In* Art. Louis Roche, Jean Le Gueut, Marcel Colin et André Marin, p. 707 et s., p. 712 et s., p. 715 et s., p. 727 et s.
5. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Roumanie, n° 1.
6. Cf. Vis « Recherche criminelle », n° 4.

**Exploitants agricoles.**
Cf. Vis « Obstacle à fonctions ».

**F**

**Fait punissable.**
*In* Art. Vladimir Solnar, p. 314 et s.

**Faute pénale.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Espagne, n° 3 ; Suisse, nos 1 et 10.

**Faux.**
1. Usage de — en écriture de commerce, Chron. jurispr., p. 585, n° 2.
2. Usage de faux certificats, Chron. jurispr., p. 802, n° 1.

**Faux dans l'art.**
Cf. Vis « Droit étranger », Suisse, n° 5.

**Fichier pénal.**
—, par F. Gollety, M. Liotard et J. Vassogne, Notes bibl., p. 200 et 673.

**Film.**
Cf. Vo « Cinéma ».

**Finlande.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Flagrant (Crime et délit).**
1. Chron. légis., p. 130, n° 9.
2. *In* Art. M. Pédamon, p. 479 et s.
3. *In* chron. J. Susini, p. 840.
4. Cf. Vis « Cour d'appel », n° 1.
5. Cf. Vis « Vérification d'identité ».

**Fonctionnaire public.**
1. Cf. Vis «Outrage à la gendarmerie ».
2. Cf. Vis « Sanctions disciplinaires ».

**Fonds commun d'infractionsroutières.**
Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 9.

**Fonds commun de placement.**
Chron. législ., p. 372, n° 7.

**Fouille corporelle.**
La —, par Michel Pédamon, p. 467.

**Frais de justice.**
Chron. légis., p. 816, n° 11.

**Fraude.**
I. *dans les aliments, dans les ventes* :
1. — dans les ventes, chron. jurispr., p. 594, n° 3.
2. — dans les ventes. Nécessité d'une intention frauduleuse, Chron. jurispr. p. 119, n° 7, p. 358, n° 9, p. 595, n° 4.
3. — dans les ventes, fausse indication d'origine, Chron. jurispr., p. 359, n° 10.
4. — et délits dans les ventes. Produits importés, Chron. jurispr., p. 360, n. 11.
5. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Italie, n° 25 ; République fédérale d'Allemagne, n°61.

II. *dans les vins* :
6. — sur les appellations d'origine, Chron. jurispr., p. 121, n° 9, p. 360, n° 12.
7. — et délits dans le traitement des vins, Chron. jurispr., p. 362, n° 14.

III. *Divers.*
8. Usage frauduleux des biens ou du crédit d'une société, Chron. jurispr., p. 357 , n° 8.
9. Détention et manipulation sans motif légitime de produits toxiques utilisés frauduleusement pour la conservation des substances alimentaires. Chron. jurispr., p. 362, n° 13.
10. Cf. Vis « Casier judiciaire », n° 1.
11. Cf. Vis « Conventions internationales », n° 8.
12. Cf. Vo « Escroquerie », n° 1.
13. Cf. Vo « Tromperie ».

**G**

**Gabon (République du).**
Cf. Vis « Conventions internationales », n° 5.



**Garde à vue.**
Cf. Vis « Préfets (Pouvoirs des) ».

**Gardien.**
La notion de — en matière d'évasion de prisonniers, Chron. jurispr., p. 346, n° 4.

**Grâce.**
1. Cf. Vis « Congrès nationaux étrangers », Italie, n° 1.
2. Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 21.

**Grande-Bretagne.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Grèce.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Greeff (Etienne de).**
1. Cf. Vo « Bibliographie ».
2. Cf. Vo « Instincts ».
3. Cf. Vo « Nécrologie ».

**Grève.**
*In* Chron. dr. pén. mil., p. 824 et s.

**Groupes sociaux.**
Cf. Vo « Psychopathologie ».

**H**

**Haute trahison.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Brésil, n° 3.

**Histoire.**
1. *In* Chron. J. Susini, p. 160 et s.
2. *In* art. M. Pédamon, p. 467 et s.
3. *In* art. E. Lamers, p. 743 et s.
4. Cf. Vo « Criminologie ».
5. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 10 ; Pologne, n° 1 ; République fédérale d'Allemagne, nos 14 et 15 ; Suisse, n° 10.
6. Cf. Vis « Peine de mort », n° 2.
7. Cf. Vis « Procès criminel ».
8. Cf. Vis « Recherche criminelle », n° 3.
9. Cf. Vo « Torture ».

**Homicide.**
1. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 13 ; Italie, n° 7 ; République fédérale d'Allemagne, n° 63.
2. Cf. Vis « Fichier pénal ».

**Homosexualité.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 34.

**Hongrie.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**I**

**Illégalité.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 13.

**Imprimés.**
Usage d' — présentant avec les — officiels une ressemblance de nature à causer une méprise dans l'esprit du public, Chron. jurispr., p. 346, n° 3.

**Incrimination (Abrogation d'une).**
Cf. Vis « Taxe fiscale ».

**Inculpé.**
Cf. Vis « Tribunaux des forces armées », n° 2.

**Indices.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Colombie, n° 2 ; Grande-Bretagne, n° 38.

**Individualisation de la peine.**
*In* Art. E. Lamers, p. 745 et s.

**Individualité (Concept de l').**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 27.

**« In dubio pro reo ».**
La règle — et les questions de droit, Chron. jurispr., p. 337, n° 1.

**Infractions fiscales.**
*In* Art. M. Pédamon, p. 485 et s.

**Infractions involontaires.**
1. La prévention des —, notes bibl., p. 451.
2. Cf. Vis « Blessures par imprudence ».
3. Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 24.

**Infraction routière.**
1. — à un arrêté préfectoral de limitation de vitesse, Chron. jurispr., p. 805, n° 5.
2. Cf. Vis « Blessures par imprudence, n° 1.
3. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 9 (et plus particulièrement, p. 651 et s.).
4. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 45 ; République fédérale d'Allemagne, n° 76.
5. Cf. Vis « Police de la circulation »

**Ingénieurs.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Belgique n° 1.

**Injure.**
1. — ou diffamation, Chron. jurispr., p. 808, n° 5.

2. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 20.

**Insoumission.**
1. Chron. légis., p. 602, n° 6.
2. Cf. Vis « Provocation à l'—».

**Instincts.**
La théorie des — d'Etienne de Greeff par Jean Pinatel, Chron. crim., p. 827.

**Institut de droit comparé de l'Université de Paris.**
Conférences organisées à la Section de droit pénal et de science criminelle de l'—, Inform., p. 669.

**Institut d'études judiciaires.**
Chron. légis., p. 813, n° 2 B.

**Instruction préparatoire.**
1. Cf. Vis « Procédure pénale », n° 1.
2. Cf. Vis « Droit pénal étranger », U.R.S.S., n° 4.

**Instruction (devant les tribunaux des forces armées).**
*In* Chron. dr. pén. mil., p. 144 et s., et p. 148.

**Instruction (Secret de l').**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Italie, n° 3.

**Intention criminelle.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger » Grande-Bretagne, n° 19.

**Intention frauduleuse.**
Cf. Vo « Fraude ».

**Interdit interdiction.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Colombie, n° 1.

**Interdictions professionnelles.**
— résultant de condamnations pénales, par O. Kuhnmunch, p. 1.

**Interpol.**
1. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 4.
2. Cf. Vis « Police internationale ».

**Israël.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Italie.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Ivresse.**
Cf. Vis « Police de la circulation », n° 1.

**J**

**Jeunes adultes.**
1. Le problème des — délinquants devant les conceptions de la défense sociale, par Marc Ancel, Var. p. 565.
2. *In* Art. S. Plawski, p. 793 et s.
3. Seuils d'âge et législation pénale. Contribution à l'étude des — délinquants, Notes bibl., p. 870.
4. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 8.
5. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Yougoslavie, n° 3.

**Juge de l'application des peines.**
1. *In* Art. J. Guyenot, p. 524 et s.
2. *In* Chron. Déf. soc. p. 845 et 849.
3. Cf. Vis « Congrès nationaux », France, n° 5.

**Juge pénal.**
1. Mise à l'épreuve et fonction juridictionnelle du juge, *in* art. E.N., Martine, p. 257 et s.
2. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 1.
3. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, nos 4, 5, et 6 ; République fédérale d'Allemagne, nos 5 et 9.

**Jugement des tribunaux des forces armées.**
*In* Chron. dr. pén. mil., p. 147, et 148 et s.

**Jugement par défaut.**
—. Opposition et appel, Chron. jurispr., p. 811, n° 4.

**Jung (C.G.).**
Cf. Vo « Psychologie », n° 1.

**Juridictions.**
1. — de première instance : composition, chron. légis., p. 601, n° 1 B.
2. — d'Appel : composition, chron. légis., p. 601, n° 1 B.
3. — criminelles : cf. Vis « Droit pénal étranger », Madagascar.
4. Cf. Vo « Tribunaux ».

**Juridictions professionnelles.**
Compétence en matière d'interdictions professionnelles : *in* Art. O. Kuhnmunch, p. 18 et 19.

**Juristes-poètes.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 14.

**Jury.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Canada, n° 2.

**Justice.**
1. Rapports du cinéma et de la —, *in* art. J. Graven, p. 54 et s. et 78 et s.
2. Fichier pénal, par F. Golléty, M. Liotard et J. Vassogne, 6e série, Notes bibl., p. 200.



3. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 10 ; Italie, n° 6.
4. Cf. Vis « Frais de —».
5. Cf. Vis « Offense à la —».

**« Justice of the peace ».**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 6.

**L**

**Lacassagne.**
Cf. Vo « Criminologie », n° 1.

**Légalité (Principe de la).**
Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 13.

**Légalité des délits et des peines.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 5.

**Lettre de change.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 73.

**Libération conditionnelle.**
1. Chron. pénit., p. 379 et s.
2. *In* Art. E. Lamers, p. 747 et s.
3. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 7.
4. Cf. Vis « Congrès nationaux étrangers », Italie, n° 1.
5. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Canada, n° 1.

**Liberté provisoire.**
1. Chron. légis., p. 603, n° 11.
2. Cf. Vis « Détention préventive », n° 1,

**Lien de causalité entre le fait et le résultat.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Suisse, n° 7.

**Loi (Domaine de la).**
Le domaine respectif de la — et du règlement en matière pénale, Chron. jurispr., p. 103, n° 1.

**Luxembourg.**
Cf. Vis «Droit pénal étranger».

**M**

**Madagascar.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Magistrat-magistrature.**
1. Chron. légis., p. 130, n° 10, p. 370, n° 2 ; p. 813, n° 2.
2. Statut de la —, Chron., légis., p. 601, n° 2.
3. Cf. Vis « Juge pénal ».
4. Cf. Vis « Outrage à —».
5. Cf. Vis « Président du collège pénal ».

**Mandat d'arrêt.**
Conditions de sa délivrance, Chron. jurispr., p. 599, n° 3.

**Matériel militaire.**
1. Les entraves à la circulation, Chron. dr. pén. mil., par J. Granboulan, p. 822
2. Cf. Vo « Armes ».

**Médecin.**
1. Refus par un — d'obtempérer à une réquisition de prise de sang sur la personne d'une cliente, Chron. jurisp. p. 805, n° 6.
2. *In* Chron. déf. soc., p. 849 et s.
3. Cf. Vis « Abstention délictueuse ».

**Médecine (Exercice illégal de la).**
1. Chron. jurispr., p. 110, n° 3, p. 804, n° 4.
2. Après changement de résidence, Chron. jurispr., p. 346, n° 6.
3. Cf. Vis « Droit pénal médical ».

**Médecine légale.**
1. La —. Domaine, organisation, fonctionnement, par Louis Roche, Jean Le Gueut, Marcel Colin et André Marin, p. 705.
2. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 17.

**« Mens Rea ».**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 19.

**Mesures de sûreté.**
1. *In* Art. Vladimir Bayer, p. 302 et 303.
2. Cf. Vo « Amnistie ».
3. Cf. Vis « Congrès nationaux étrangers », Italie, n° 1.
4. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 2.
5. Cf. Vis « Droit pénal international », Espagne, n° 4 ; Italie, n° 15 ; République fédérale d'Allemagne, n° 5.

**Militaires.**
Cf. Vis « Sanctions disciplinaires ».

**Ministère public.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 5.

**Mise à l'épreuve.**
1. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Suisse n° 8.
2. Cf. Vis « Sursis avec —».
3. Cf. Vis « Juge pénal », n° 1.

**Monnaies, Moyens de paiement.**
1. Emission de bons publicitaires. Cf. Vis « Loi (domaine de la) ».
2. Cf. Vis « Droit pénal étranger »,

République fédérale d'Allemagne, n° 68.

**Mythe.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 19.

**N**

**Nécrologie.**
1. Gollety (Ferdinand), Inform., p. 171.
2. Greeff (Etienne de), Inform., p. 853.

**« Non bis in idem ».**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Roumanie, n° 1.

**Norvège.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Notification.**
Cf. Vis « Chambre d'Accusation » n° 1.

**O**

**Obligations familiales alimentaires (Sanctions pénales des).**
Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 11.

**Obscenité (Règles juridiques relatives à l').**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 12 ; Italie, n° 11.

**Observation.**
1. Cf. Vis « Enfance », I. Questions générales, n° 13.
2. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 7.

**Obstacle à fonction.**
Chron. légis., p. 602, n° 7.

**Offense à la justice.**
Chron. jurispr., p. 803, n° 3.

**Offense au Président de la République.**
Chron. jurispr., p. 110, n° 1.

**Opposition.**
1. Point de départ de l'—, en cas d'extradition sur jugement par défaut, Chron. jurispr., p. 368, n° 7.
2. Cf. Vis « Jugement par défaut ».

**Organisation judiciaire.**
1. Chron légis., p. 371, p. 601, n° 1.
2. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, nos 13 et 14.
3. Cf. Vis « Tribunaux des forces armées », n° 3.

**Outrage à la gendarmerie.**
Chron. jurispr., p. 586, n° 3 ; p. 802, n° 2.

**Outrage à magistrat.**
1. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 2.
2. Cf. Vis « Offense à la justice ».

**Outrage aux bonnes mœurs.**
Chron. légis., p. 814,n° 5.

**Outrage public à la pudeur.**
1. Chron. jurispr., p. 349, n° 2.
2. Cf. Vo « Obscénité ».

**P**

**Pachydermologie.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 14.

**Pardon judiciaire.**
Cf. Vis « Congrès nationaux étrangers » Italie, n° 1.

**Partie civile.**
1. Cf. Vo « Appel », n° 2.
2. Cf. Vis « Chambre d'accusation », nos 2 et 3.

**Pays-Bas.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Pêche.**
1. Distinction des eaux libres et des eaux closes en matière de —, Chron. jurispr., p. 587, n° 5.
2. Cf. Vis « Fichier pénal ».

**Pédagogie criminelle.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, nos 39 et 40.

**Peines. Pénologie.**
1. *In* Art. Vladimir Bayer, p. 294 et s.
2. *In* Art. E. Lamers, p. 750 et s.
3. Cf. Vis « Circonstances atténuantes », n° 1.
4. Cf. Vis « Congrès nationaux étrangers », Italie, n° 1.
5. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 2.
6. Cf. Vis « Courtes peines ».
7. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 17 ; Grande-Bretagne, n° 10 ; Italie, nos 9, 15 et 19 ; République fédérale d'Allemagne, nos 1, 5, 22, 27 et 87.
8. Cf. Vis « Exécution de la —.
9. Cf. Vis « Individualisation de la — ».
10. Cf. Vis « Peine de mort ».
11. Cf. Vis « Peine privative de liberté ».
12. Cf. Vis « Peine privée ».

**Peine de mort.**
1. Les effets quant à la — d'une déclaration de circonstances atténuantes, Chron. jurispr., p. 579, n° 1.



2. L'Eglise catholique et la —, par Paul Savey Casard, Var., p. 773.
3. *In* art. Vladimir Bayer, p. 295.
4. — et cinéma *in* art. J. Graven, p. 68 et s.
5. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 14.
6. Cf. Vis « Comité européen pour les problèmes criminels du Conseil de l'Europe ».
7. Cf. Vis « Droit pénal international » République fédérale d'Allemagne, n° 2, 3 et 4.

**Peine privative de liberté.**
1. — et interdiction professionnelle *in* art. O. Kuhnmunch, p. 23 et s.
2. — et cinéma *in* art. J. Graven, p. 66 et s. et 78 et s.
3. *In* art. Vladimir Bayer, p. 295.
4. *In* art. E. Lamers, p. 753 et s.
5. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 2.

**Peine privée.**
Cf. Vis « Droit comparé », n° 7.

**Pénitentiaire.**
1. Cf. Vis « Action — ».
2. Cf. Vis « Administration — ».
3. Cf. Vis « Politique — ».
4. Cf. Vis « Régime — ».
5. Cf. Vis « Système — ».

**Périculosité présumée.**
Cf. Vis « Congrès nationaux étrangers », Italie, n° 1.

**Permis de conduire.**
1. Le principe de la non-rétroactivité et la suspension du — Chron. jurispr. p. 339, n° 2.
2. Un — militaire remplace-t-il un permis civil pour la conduite d'un vélomoteur ? Chron. jurispr., p. 587, n° 6.
3. Cf. Vo « Amnistie ».
4. Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 71.

**Perquisition.**
1. La règle d'exclusion en matière de — et de saisies.
2. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 15.

**Personnalité du délinquant.**
Cf. Vis « Enquête de personnalité ».

**Personnel pénitentiaire.**
Cf. Vis « Administration pénitentiaire ».

**Pharmacie.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 62.

**Philosophie du droit.**
1. La doctrine de l'Etat et du droit de Hegel et sa théorie du droit pénal, par A. A. Piontkovski, Notes bibl., p. 872.
2. Cf. Vis « Droits naturels ».

**Plagiat.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 70.

**Pluralité des poursuites.**
Cf. Vis « Détention provisoire », n° 1.

**Police.**
1. Traité de procédure pénale policière, par Charles Parra, Notes bibl., p. 202.
2. Manuel de — scientifique, par Jean Gayet, Notes bibl., p. 701.
3. Cf. Vis « Congrès internationaux ».
4. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Autriche, n° 1 ; Costa-Rica ; Etats-Unis, nos 26 à 32 ; Grande-Bretagne, nos 46 à 49 ; République fédérale d'Allemagne, nos 52 et 57 à 60.
5. Cf. Vis « Outrage à la gendarmerie ».
6. Cf. Vis « Recherche criminelle ».
7. Cf. Vis « Réquisitions immobilières ».
8. Cf. Vis « Sûreté nationale ».

**Police de la circulation.**
1. Infraction à la — Chron. jurispr., p. 111, n° 4.
2. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 12.

**Police internationale.**
1. La répression internationale du crime, Notes bibl., p. 231.
2. Cf. Vis « Congrès internationaux », n° 4.

**Police judiciaire.**
1. Cf. Vis « Enquête criminelle ».
2. Cf. Vis « Recherche criminelle ».

**Politique criminelle.**
1. Cf. Vis « Comité européen pour les problèmes criminels du Conseil de l'Europe ».
2. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Pologne, n° 2.

**Politique pénitentiaire.**
1. La — selon le Code de procédure pénale, par P. Cannat, Chron. pénit., p. 132 et s., et 379 et s.
2. Cf. Vis « Congrès nationaux étrangers », n° 1.

**Pologne.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Portugal.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Poursuites injustifiées.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Suisse, n^os 3 et 4.

**Pouvoir discrétionnaire.**
1. Cf. V^is Enquête de personnalité.
2. — du président du Tribunal des forces armées *in* Chron. dr. pén. mil., p. 150 et 615.

**Préfets (Pouvoirs des).**
Chron. légis., p. 604, n° 13, p. 816, n° 12.

**Préjudice (Réparation du).**
1. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Suisse, n^os 3 et 4.
2. Cf. V° « Victime ».

**Préjudice direct.**
Cf. V^is « Action civile », n° 1.

**Prélèvement sanguin (Refus de).**
1. Chron. jurispr., p. 588, n° 7.
2. Cf. V° « Médecin », n° 1.
3. Cf. V^is « Police de la circulation », n° 1

**Prescription (Acte interruptif de).**
Cf. V° « Compétence », n° 1.

**Président du collège pénal.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Italie, n° 5.

**Presse.**
1. L'affaire Dreyfus et la —, par Patrice Boussel. Notes bibl., p. 672.
2. Chron. légis., p. 372, n° 8 ; p. 815, n° 6.
3. Cf. V° « Diffamation », n° 1.
4. Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 82 ; Suisse, n° 6.
5. Cf. V^is « Offense à la justice ».
6. Cf. V^is « Offense au Président de la République ».
7. Cf. V^is « Outrage aux bonnes mœurs »

**Prêt à usage.**
Cf. V^is « Abus de confiance », n° 1.

**Preuve.**
1. La Méthode et les méthodes dans la recherche scientifique de la — en criminalistique, par P. F. Ceccaldi, p. 31.
2. Cf. V^is « Droit comparé », n° 2.
3. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Colombie ; n° 2, Grande-Bretagne, n° 3.
4. Cf. V^is « Médecine légale ».
5. Cf. V^is « Recherche criminelle ».

**Prévention de la délinquance juvénile.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Italie, n° 18, Suède, n° 1.

**Prévention des infractions involontaires.**
Cf. V^is « Infractions involontaires ».

**Prison.**
Cf. V^is « Etablissements pénitentiaires ».

**Privation de droits.**
Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 2.

**Probation.**
Cf. V^is « Sursis avec mise à l'épreuve ».

**Procédure pénale.**
1. Chron. légis., p. 816, n° 13.
2. Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 15.
3. Cf. V^is « Droit comparé », n° 2.
4. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Afrique du Sud, Danemark, n° 1, Grande-Bretagne, n° 1, Italie, n^os 2 et 12, République fédérale d'Allemagne, n^os 9, 18 et 20, Suisse, n^os 2 et 12, U.R.S.S., n° 4.
5. Cf. V° « Police », n° 1.
6. Cf. V^is « Tribunaux des forces armées », n° 3.

**Procès criminel.**
1. Voltaire et l'affaire Calas, par Edna Nixon, Notes bibl., p. 874.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Colombie, n° 2 ; Etats-Unis, n^os 19 et 20 ; Grande-Bretagne, n^os 32, 33, 35, 36 et 39 ; République fédérale d'Allemagne, n° 45.

**Procurature.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », U.R.S.S. n° 4.

**Profession.**
Cf. V^is « Interdictions professionnelles ».

**Propriété (Délits contre la).**
Cf. V^is « Droit comparé », n° 4.

**Prostitution.**
1. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 34 ; Italie, n^os 11 et 24 ; République fédérale d'Allemagne, n° 49.
2. Cf. V° « Proxénétisme », n° 2.
3. Cf. V^is « Racolage passif ».

**Protection des citoyens.**
1. Cf. V^is « Droit comparé », n° 7.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 15 ; Suisse, n^os 3 et 4.

**Protection de l'enfance.**
1. Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n^os 80, 82, 83, 84, 85 et 91.



2. Cf. V^is « Congrès nationaux » France n^os 2, 3 et 7.
3. Cf. V° « Enfance », n^os 21, 24 et 25.

**Provocation à l'insoumission.**
Chron. jurispr., p. 586, n° 4.

**Proxénétisme.**
1. Chron. légis., p. 130, n° 6.
2. — prostitution et santé publique, chron. légis., p. 373, n° 14.
3. Chron. jurispr., p. 807, n° 2.
4. Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 5.
5. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Italie, n° 24.

**Psychiatrie.**
1. Les rapports de la — et du droit pénal par T.C.N. Gibbens, p. 455.
2. Droit pénal et —, par Robinson Alvarez-Marin, Var., p. 549.
3. *In* Art. J. Graven, p. 328 et s.
4. *In* Art. Louis Roche, Jean Le Gueut, Marcel Colin et André Marin, p. 709 et s., p. 732 et s.
5. Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 6.

**Psychologie.**
1. L'œuvre de Jung devant la — et la criminologie contemporaines, Chron. crim., p. 623.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 56.

**Psychologie du crime.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 12.

**Psychologie scientifique.**
Cf. V^is « Recherche criminelle », n^os 2 et 3.

**Psychopathologie.**
1. L'homme et les groupes sociaux, Notes bibl., p. 880.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 14.

**Publications imprimées.**
1. Exposition d'ouvrages interdits aux mineurs, Chron. jurispr., p. 110, n° 2.
2. Publications destinées à la jeunesse, Chron. légis., p. 131, n° 11.
3. Publications dangereuses pour la jeunesse, Chron. jurispr., p. 346, n° 5.
4. Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n^os 80 et 91.
5. Cf. V^is « Outrage aux bonnes mœurs »

## R

**Racolage passif.**
Chron. jurispr., p. 590, n° 2.

**Rapport de causalité.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Italie, n° 10.

**Rapport juridique pénal.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Roumanie, n° 2.

**Recherche criminelle.**
1. L'impasse de la — moderne, par J. Susini, Chron. pol., p. 159.
2. La psychologie scientifique dans la —, par J. Susini, Chron. pol., p. 400.
3. Contribution de la psychologie scientifique à la —, par J. Susini, Chron. pol., p. 631.
4. Enquête criminelle et expertise, par J. Susini, Chron. pol., p. 838.
5. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 29.

**Recherches criminologiques.**
Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 9.

**Recherches d'objets.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 57.

**Recherches sur la criminalité, la délinquance.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 4.

**Récidive.**
1. La — des femmes libérées de Hagueneau, par P. Cannat, *in* Chron. pénit. p. 137 et s.
2. *In* Art. O. Kuhnmunch, p. 9 et s.
3. *In* Art. Vladimir Bayer, p. 296 et s.
4. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Italie, n° 8.

**Récusation.**
— et abstention volontaire des juges militaires, chron. dr, pén. milit. p. 386, n° 1.

**Rééducation des jeunes.**
1. Cf. V^is « Congrès nationaux », France, n^os 2, 3.
2. Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 16.
3. Cf. V^is « Enfance » I. Questions générales, n° 15.
4. Cf. V^is « Etablissements de rééducation ».

**« Reformatio in pejus ».**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 10.

**Refus d'obtempérer.**
1. Cf. V° « Médecin », n° 1.
2. Cf. V^is « Police de la circulation », n° 1.

**Régime pénitentiaire.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Italie, n° 20 ; République fédérale d'Allemagne, n° 51.

**Règlement (Domaine du).**
Cf. V^is « Loi (Domaine de la) ».

**Réhabilitation.**
1. *In* Art. Vladimir Bayer, p. 306 et s.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Espagne, n° 2.
3. Cf. V^is « Procès criminel », n° 1.

**Représentation d'enfant (Non).**
Chron. jurispr., p. 807, n° 3.

**Répression.**
— et mise à l'épreuve, *in* art. E. N. Martine, p. 243 et s.

**République démocratique allemande.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**République fédérale d'Allemagne.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Réquisitions.**
1. — immobilières, Chron. légis., p. 603, n° 8.
2. Chron. légis., p. 815, n° 7.

**Resocialisation du délinquant.**
1. *In* Art. E. Lamers, p. 747 et s.
2. Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 7.
3. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 24 ; République fédérale d'Allemagne, n° 5.

**Responsabilité pénale.**
1. *In* Art. R. Alvarez-Marin, p. 550 et s.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Belgique, n° 1 ; Colombie, n° 1 ; Italie, n° 15 ; République fédérale d'Allemagne, n^os 5 et 6 ; Roumanie, n° 3 ; Suisse, n° 13 ; Tchécoslovaquie.
3. Cf. V^is « Congrès nationaux », Suisse.

**Roumanie.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**S**

**Saisie.**
1. *In* Art. M. Pédamon, p. 490 et s.
2. La règle d'exclusion en matière de perquisition et de —. Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 15.

**Sanctions disciplinaires.**
1. Chron. légis., p. 814, n° 3.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Roumanie, n° 3.

**Santé publique.**
Cf. V° « Proxénétisme », n° 2,

**Science criminelle.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 17 ; République fédérale d'Allemagne, n° 11.

**Secrets (Protection des).**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 72.

**Sécurité sociale.**
1. Rétention indue de cotisation ouvrière de —, Chron. jurispr., p. 354, n° 5.
2. Cf. V^is « Dommage corporel ».

**Semi-liberté.**
1. *In* Art. J. Guyenot, p. 526 et s.
2. Cf. V^is « Congrès nationaux étrangers », Italie, n° 1.

**Sentence pénale (Elaboration de la).**
Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 1.

**Services sociaux.**
Cf. V^is « Congrès nationaux » France n^os 3 et 7.

**Sociologie.**
1. *In* Art. J. Graven, p. 328.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Etats-Unis, n° 37 ; Grande-Bretagne, n^os 56 et 57 ; République fédérale d'Allemagne, n^os 43 et 86.
3. Cf. V° « Psychopathologie », n° 1.

**Sources du droit.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Suisse, n° 11,

**Statut juridique.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 81.

**Substitution de responsabilité.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Roumanie, n° 3.

**Suède.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Suisse.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Sûreté nationale.**
Officiers de police adjoints, Chron. légis., p. 604, n° 12.

**Sursis.**
1. *In* Art. E. Lamers, p. 746.
2. Cf. V^is « — avec mise à l'épreuve ».



**Sursis avec mise à l'épreuve.**
1. La mise à l'épreuve des délinquants et les principes traditionnels du droit pénal, par E.-N. Martine, p. 230.
2. *In* Art. J. Guyenot, p. 501 et s.
3. Lumières sur le — par R. Legeais, Chron. déf. soc., p. 843.
4. Cf. V^is « Administration pénitentiaire », n° 1.
5. Cf. V^is « Congrès nationaux », France, n° 5.

**Suspect.**
1. Droit pour la police de garder à vue, de questionner et de fouiller le suspect : cf. V^is « Congrès internationaux », n° 15.
2. Règles à observer par la police en interrogeant un suspect ; *id.*

**Système pénitentiaire.**
1. *In* Art. E. Lamers, p. 751 et s.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger » ; Canada, n° 1 ; Italie, n° 18 ; Pologne, n° 1.

**T**

**Taxe fiscale.**
L'institution d'une — sur une opération pénalement répréhensible emporte-t-elle abrogation de l'incrimination antérieure, Chron. jurispr., p. 795, n° 1.

**Tchad (République du).**
Cf. V^is « Conventions internationales », n° 4.

**Tchécoslovaquie.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger ».

**Technique criminelle.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 55.

**Télévision.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 91.

**Témoins, témoignage.**
1. Chron. légis., p. 372, n° 11.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Colombie, n° 2.

**Tentative d'infraction.**
1. *In* Art. Vladimir Solnar, p. 320 et s.
2. Cf. V° « Crime », n° 1.
3. Cf. V^is « Cumul d'infractions », n° 1.
4. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Italie, n^os 15 et 23 ; République fédérale d'Allemagne, n° 34.
5. Cf. V°, « Vol », n^os 1 et 2.

**Théologie.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n^os 1 et 27.

**Torture.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 29.

**Toxicologie.**
*In* Art. Louis Roche, Jean le Gueut, Marcel Colin et André Marin., p. 711 et s., p. 735 et s.

**Traite des êtres humains.**
Cf. V^is « Enfance, I. Questions générales », n° 11.

**Traitement pénitentiaire.**
1. La réalisation du — dans le domaine judiciaire, par Jean Guyenot, p. 501.
2. Cf. V^is « Congrès internationaux », n° 7.

**Transports routiers.**
Cf. V^is « Droit pénal étranger », Belgique n° 3 ; Grande-Bretagne, n° 44.

**Tribunaux.**
1. Cf. V° « Compétence ».
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 16.
3. Cf. V° « Juridiction ».
4. Cf. V^is « Tribunaux des forces armées ».
5. Cf. V^is « Tribunaux pour enfants ».
6. Cf. V^is « Tribunaux répressifs ».

**Tribunaux des forces armées.**
1. Compétence des juridictions militaires en matière d'infraction contre la sûreté de l'Etat, Chron. dr. pén. milit., p. 142, n° 1.
2. Audience. Inculpé refusant de comparaître. Expulsion de l'inculpé, Chron. dr. pén. milit., p. 612, n° 1.
3. Tribunaux d'exception : Haut tribunal militaire et tribunal militaire, Chron. légis., p. 817, n° 16.
4. Cf. V^is « Code de Justice militaire ».
5. Cf. V° « Récusation ».
6. Cf. V^is « Expert. Expertise », n° 3.

**Tribunaux pour enfants.**
1. Chron. légis., p. 373, n° 12.
2. Cf. V^is « Droit pénal étranger », Italie, n° 29.
3. Cf. V^is « Enfance, II, Enfance délinquante », n^os 17 et 18.

**Tribunaux répressifs.**
1. *In* Chron. déf. soc., p. 846 et s.
2. Compétence en matière d'interdictions professionnelles : *in* art. O. Kuhnmunch, p. 16 et 17.

3. Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 53.

**Tromperie.**
— sur la qualité de la marchandise, Chron. jurispr., p. 120, n° 8.

**Turquie.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Tutelle pénale.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Italie, n° 4.

**U**

**Urbanisme.**
Chron. légis., p. 130, n° 7.

**U.R.S.S.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Usines (Police dans les).**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 59.

**V**

**Vagabond, vagabondage.**
Chron. déf. soc., p. 406.

**Venezuela.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

**Vente.**
1. Chron. légis., p. 603, n° 9.
2. Cf. Vis « Fraude dans les ventes ».

**Verdict.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 26.

**Vérification d'identité.**
Chron. légis., p. 604, n° 14.

**Victime.**
1. Cf. Vis « Couple pénal ».
2. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 11 ; République fédérale d'Allemagne, nos 48 et 63.

**Violences.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger », Grande-Bretagne, n° 18.

**Violences à enfant.**
1. Cf. Vis « Droit pénal étranger », République fédérale d'Allemagne, n° 90.
2. Cf. Vis « Enfance ». Questions générales, n° 12.

**Vol.**
1. Tentative de — d'une voiture automobile au moyen d'une pénétration par effraction, Chron. jurispr., p. 116, n° 1.
2. Tentative de — d'une voiture automobile, Chron. jurispr., p. 352, n° 1.
3. — avec effraction extérieure, Chron. jurispr. p. 116. n° 2.
4. — d'objets vendus à crédit, Chron. jurispr., p. 352, n° 2.
5. — de clés par un bailleur, Chron. jurispr., p. 353, n° 3.
6. Cf. Vis « Droit pénal étranger », Belgique, n° 4 ; Grande-Bretagne, n° 31.

**Y**

**Yougoslavie.**
Cf. Vis « Droit pénal étranger ».

# III. — TABLE ANALYTIQUE DES NOMS D'AUTEURS CITÉS DANS LES NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

*Le numéro placé à côté du nom indique la page.*

A

Abrahamsen (David), 425.
Acevedo (Tarcisio Oviedo), 688.
Acosta (Julio Cesar), 693.
Adler (John Anton), 220.
Aftalion (Enrique R.), 703.
Amelunxen (Clemens), 702.
Ancel (Marc), 888.
Andry (Robert), 699.
Antolisei (Francesco), 688.
Aulmann (Hans), 233.

B

Baden (M.), 913.
Barnes (Harry Elmer), 878.
Barth (Karl), 433.
Bauer (Willi), 883.
Baumann (Jürgen), 211, 889.
Beati (Giordano), 452.
Becker (E.), 237.
Bedford (Sybille), 694.
Bellavista (Girolamo), 693.
Bendel (Félix), 695.
Bensing (Robert), 426.
Berri (Mario), 809.
Bertling (Günter), 236.
Bitter (Wilhelm), 445.
Bixby (F. Lovel), 229.
Black (Hillel), 676.
Boussel (Patrice), 672.
Brand (Christianna), 678.
Browne (Douglas G.), 217.
Bruce (George), 904.
Brückner (Günther), 675.
Brühlmeier (Beat), 690.
Buergenthal (Thomas), 889.

C

Cahen (Gabriel), 448.
Canale (F.), 696.
Caranikas (Dimitrios), v. Karanikas.
Carralero (Domingo Teruel), 694.
Carspecken (Ferdinand), 904.
Cecil (Henry), 217.
Chaves (Raoul), 702.
Chesser (Eustace), 882.
Cloward (Richard A.), 903.
Constantaras (Christos), 441.
Cormio (Bruno), 908.
Craig (Alec), 686.
Cremerius (Johannes), 881.
Critchley (Macdonald), 884.

D

Dalcke (A.), 438.
Dash (Samuel), 700.
Debuyst (Chr.), 698.
Degoumois (Valy), 444.
Delestrée (Pol), 201.
Depenbrock (Johannes), 432.
Dieckmann (Edward A.), 906.
Dietrich (Fred), 234.
Dombois (Hans), 197.
Donado (Alvara Dugand), 690.
Dongoroz (V.), 895.
Doucet (Michel), 219.
Dreher (Eduard), 890.
Dubosc (Jacques), 422.

E

Eberhart (Max), 233.
Edwards (J. Ll. J.), 893.
Elbel (H.), 912.
Elias (Albert), 229.
Erbs (Georg), 695.
Ermecke (Gustav), 198.

F

Feller (S.), 688.
Fischli (Ernst), 219.
Floegel (Johannes), 910.
Fodor (J.), 895.
Fournié (Anne-Marie), 901.
Frank (Martin M.), 887.
Franzheim (Horst), 687.
Fuhrmann (Ernst), 438.
Furneaux (Rupert), 678.

G

GAMMAGE (Allen Z.), 907.
GANSKE (Joachim), 215.
GARRET (Bill), 701.
GAYET (Jean), 701.
GECK (L. H. Adolph), 872.
GERATS (H.), 891.
GERMANN (Oscar Adolf), 687.
GIANNITI (Francesco), 440.
GLUECK (Sheldon), 876.
GMÜR (Roland), 422.
GOLLÉTY (F.), 200, 673.
GONELLA (Guido), 439.
GRANATA (Luigi), 440.
GRAVEN (Jean), 209.
GREENO (Edward) 234.
GRETHLEIN (Gerhard), 904.
GRIBBLE (Leonard), 888.
GROSSFELD (Bernhard), 894.
GULLO (Luigi), 235.
GUNDOLF (Hubert), 907.
GUTH (Jean-Michel), 692.

H

HALE (Leslie), 888.
HANBURY (H. G.), 691.
HÄNDEL (Konrad), 904.
HANNEQUART (Yvon), 201.
HARDWICK (Michael), 427.
HECKEL (D. Th.), 871.
HEINZ (Werner), 883.
HELLMER (Joachim), 204, 445.
HENKEL (Heinrich) 874.
HENNEBICQ (André), 909.
HENNEY (John P.), 701.
HENSON (Allen Lumpkin), 218.
HENTIG (Hans von), 675.
HERNANDEZ (Cesar Camargo), 679.
HERRMANN (Joachim), 434.
HERZOG (Jacques-Bernard), 888.
HOCHSTETTER (Herbert), 447.
HOLMBERG (Carl), 899.
HOOLHOUSE (Robert), 428.
HOWARD (D. L.), 679.
HURWITZ (Stephan), 213.
HUSI (Fritz), 214.

I

ILIESCU (N.), 895.
INBAU (Fred. E.), 436.

J

JACKSON (R. M.), 690.
JACOBI (Ernst), 912.
JASPAN (Norman), 676.
JIMENEZ DE ASUA (Luis), 209.
JONES (Howard), 448.

K

KAHANE (S.), 895.
KAMMERHOFER (Othmar), 910.
KANIAK (Gustav), 439.
KARANIKAS (Dimitrios), 210.
KAUFMAN (Fred), 422.
KAUL (Friedrich Karl), 429.
KELSEN (Hans), 869.
KITCHIN (L. D.), 453.
KNOWLTON (Robert E.), 700.
KOHLHAAS (Max), 695.
KOHLRAUSCH, 684.
KORN (Richard R.), 877.
KÜHLIG (G.), 891.

L

LANDSDOWN (A. V.), 435.
LANGE, 684.
LANG-HINRICHSEN (Dietrich), 437.
LECHAT (René), 232.
LEHNE (Heinrich), 910.
LEJOUR (G.), 698.
LENZ (Edgar), 881.
LIEBERWIRTH (Rolf), 873.
LIESCH (Léon), 237.
LINHART (Paula), 227.
LIOTARD (M.), 200, 673.
LOBO (Hélio), 238.
LUTZ (Paul), 696.

M

MAC CLINTOCK (F. H.), 697.
MAC CORKLE (Lloyd W.), 229, 877.
MAC DERMOTT (Lord), 692.
MAC EWEN (R. L.), 899.
MAGALHAES NOROHNA (E.), 890.
MANZINI (Vincenzo), 214.
MARQUISET (Jean), 670.
MARSH (Norman S.), 671.
MASSA (Carlo), 216.
MASSA (Michèle), 212.
MATTIA (Angelo de), 896.
MAULTASCHL (F.), 890.
MAURACH (Reinhart), 437.
MAURER (Rose-Marie), 228.
MEIGNANT (Pierre), 449.
MELE (Vittorio), 215.
MENDOZA (José Rafael), 674.
MEYER (Ernst), 912.
MEZGER (Edmund), 225, 235, 889, 910.
MICHARD (Henri), 223.
MIDBOË (Finn Backer), 679.
MILTON (Franck), 217.
MITZLAFF (M. J. von), 913.
MOËNE (Georges), 223.
MOLARI (Alfredo), 215.
MONTGOMERY (Robert H.), 883.
MUELLER (Gerhard O. W.), 208, 870, 889.
MUNDA (August), 684.



N

NASS (Gustav), 880.
NAVARRO (Manuel Rodriguez), 441.
NELSEN (Walter), 453.
NEULAND (Anna), 872.
NEUMEISTER (W.), 237.
NIX (Wolfang), 452.
NIXON (Edna), 874.

O

OANCEA (I.), 895.
OBERMÜLLER (Walter), 454.
OEHEN (Ferdinand), 437.
OEHLER (Dietrich), 421.
OHLIN (Lloyd E.), 903.
O'SULLIVAN (Richard), 899.
OUGHTON (Frederich), 702.
ORLANDO (Pedro), 686.

P

PAKENHAM (Franck), 671.
PALLADINO (Alfonso), 432, 694.
PALMER (H. A.), 210.
PALMER (Henry), 210.
PAPADATOS (Pierre A.), 672.
PARRA (Charles), 202.
PARRIS (John), 887.
PESTEMER (Johanna), 228.
PETERS (Karl), 204.
PETZL (W.), 237.
PFANNENSCHWARZ (K.), 891.
PHILIPPON (Odette), 226.
PIGLIARU (Antonio), 432.
PINATEL (Jean), 103.
PIONTKOVSKI (A. A.), 872.
PYE (A. Kenneth), 433.

Q

QUERO (G.), 908.

R

RACINE (A.), 698.
RADIN (Max), 682.
RAWLINGS (William), 428.
REINHARDT (James Melvin), 886.
REYNAUD (Charles-André), 673.
RIEDEL (H.), 237.
RIGHETTI (Argante), 219.
RINGROSSE (C. W.), 436.
RIPOLLÉS (Antonio Quintano), 688.
ROBINSON (Sophia M.), 696.
ROCHE (Louis), 673.
ROMAGNOSI (Gian Domenico), 670.
ROSSO (Giovanni), 452.
ROWLAND (John), 205.

S

SAVITSKI (V. M.), 897.
SCHÄFER (Karl), 438.
SCHAFER (Stephen), 682.
SCHELSKY (Helmut), 230.
SCHILLING (Robert), 226.
SCHMIDT (Eberhard), 208.
SCHMIDT (G.G.), 908.
SCHMIDT (Lothar), 439.
SCHNEIDER (L.), 237.
SCHÖNKE (Adolf), 438.
SCHÖPF (Bernhard), 197.
SCHORN (Hubert), 214.
SCHOTTMAYER (Georg), 449.
SCHROEDER (Friedrich-Christian), 440.
SCHROEDER JR (Oliver), 426.
SCHULZE (E.), 237.
SCHUMACHER (Rainer), 238.
SCHUPPICH (W.), 890.
SCHWARTZ (Otto), 890.
SCHWARTZ (Richard F.), 700.
SCHWEDER (Paul), 678.
SCHWENN (G.), 237.
SCOTT (Clifford L.), 701.
SECHI (Luigi), 891.
SEILER (Robert), 454.
SEIPP (Paul), 227.
SHEW (E. Spencer), 676.
SIMSON (Gerhard), 205.
SMITH (J. C.), 436.
SMITH (Percy), 205.
SNEE (Joseph M.), 433.
SOLER (Sebastian), 685.
SOWLE (Claude R.), 436.
SPEAKMAN (Fred J.), 429.
SPRINGER (K.), 231.
STAGEL (F.), 890.
STEINER (Lee R.), 224.
STIEFEL (Ernst C.), 912.
STÖGER (Fritz), 893.
STÖTTER (Karin), 434.
STRATENWERTH (Günter), 200.
STREE (Walter), 212.
STÜCKRATH (Fritz), 449.
SYKES (Gresham M.), 207.

T

TABIO (Evelio), 879.
TAPPAN (Paul W.), 874.
TEETERS (Negley K.), 878.
THOMASIUS (Christian), 873.
THRASHER (Frederic M.), 901.
TURNER (H. S.), 448.

U

ULYSSE (Xavière), 673.

V

VARGAS ALVAREZ (Jose Joaquin), 703.
VASSOGNE (J.), 200, 673.
VELOTTI (Giuseppe), 444,
VENZMER (Kurt J.), 912.
VOIRIN (Pierre), 223.

W

WALDEGG (Richard), 883.
WALZ (Diether), 453.
WEBLER (Heinrich), 228.
WEBLEY (Laurence), 434.
WEINBERG (Arthur), 218.
WEINIG (E.), 908.
WELZEL (Hans), 421, 912.
WENSKY (Oskar), 231.
WILI (Alexander), 212.
WILKINSON (G. S.), 909.
WILLIAMS (John), 886.
WILLIAMS (John B.), 701.
WILLIAMS (Christopher), 442.
WILLS (David), 446.
WILSON (John Gray), 216.
WOHLHAUPTER (Eugen), 423.
WÜRTENBERGER (Thomas), 225, 910.

Z

ZIRPINS (Walter), 236.

*Le Gérant* : P. VERGÉ.

Imp. F. BOISSEAU, RUE DU TAUR, 34 - TOULOUSE (FRANCE)
Dépôt légal, 1er trimestre 1962